

L'ECONOMIE BELGE

1901

1901

ROYAUME DE BELGIQUE  
MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES  
DIRECTION GENERALE DES ETUDES ET DE LA DOCUMENTATION

# L'ECONOMIE BELGE

en

1991

BRUXELLES

1992



Belgique - Ministère des Affaires économiques.

L'Economie belge en 1991.

Bruxelles : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

1992- XIV, 141 p. 20,5x28,5 cm.

ISSN 0771-7385

D/1992/1226

Prix : BEF 400.

*L'analyse ci-jointe ne peut être considérée comme reflétant le point de vue officiel du Ministre des Affaires économiques.  
Elle n'engage que les auteurs, économistes à la DGED.*

***Les données de cette publication peuvent être reprises moyennant mention explicite de la source.***

# TABLE DES MATIÈRES

## AVANT-PROPOS

Le rapport sur l'évolution économique en Belgique en 1991, comprend quatre parties consacrées respectivement aux grands agrégats macro-économiques, à la demande et la production, aux aspects sociaux, et aux aspects monétaires et financiers. Dans chaque chapitre, la performance de l'économie belge est située par rapport à celle des principaux pays industrialisés.

Analyser l'économie belge minutieusement nécessite la disposition de données statistiques complètes sur l'année. Malheureusement, des retards importants se produisent régulièrement, certainement en comparaison des prestations à l'étranger. Les auteurs du présent aperçu estiment néanmoins qu'un éventail le plus large possible d'informations statistiques est indispensable pour pouvoir établir une synthèse et une appréciation de l'évolution économique belge. Il en suit un retard de parution, neuf mois après la clôture de l'année sous revue, mais cela n'entâche en rien l'utilité de cet ouvrage, destiné au lecteur désireux d'acquérir une bonne compréhension de l'évolution économique en Belgique.

Bruxelles, août 1992.

## AVANT-PROPOS

Le présent ouvrage est le fruit d'une collaboration entre deux auteurs, un philosophe et un juriste, qui ont cherché à rendre compte de la complexité des phénomènes sociaux et juridiques. Il s'agit d'une tentative de synthèse, d'une réflexion sur la nature et le rôle du droit dans la société.

Les auteurs ont voulu montrer que le droit n'est pas une simple technique, mais qu'il est une véritable science, une science de la vie humaine. Ils ont cherché à expliquer comment le droit agit sur la société, comment il contribue à la formation de l'ordre social. Ils ont également cherché à montrer que le droit est une science humaine, une science qui doit tenir compte des réalités sociales et humaines.

Paris, 1928.

Les auteurs ont voulu montrer que le droit n'est pas une simple technique, mais qu'il est une véritable science, une science de la vie humaine.

Ils ont cherché à expliquer comment le droit agit sur la société, comment il contribue à la formation de l'ordre social.

Ils ont également cherché à montrer que le droit est une science humaine, une science qui doit tenir compte des réalités sociales et humaines.

Paris, 1928.

Les auteurs ont voulu montrer que le droit n'est pas une simple technique, mais qu'il est une véritable science, une science de la vie humaine.

Ils ont cherché à expliquer comment le droit agit sur la société, comment il contribue à la formation de l'ordre social.

Ils ont également cherché à montrer que le droit est une science humaine, une science qui doit tenir compte des réalités sociales et humaines.

Le présent ouvrage est le fruit d'une collaboration entre deux auteurs, un philosophe et un juriste, qui ont cherché à rendre compte de la complexité des phénomènes sociaux et juridiques. Il s'agit d'une tentative de synthèse, d'une réflexion sur la nature et le rôle du droit dans la société.

Les auteurs ont voulu montrer que le droit n'est pas une simple technique, mais qu'il est une véritable science, une science de la vie humaine.



# TABLE DES MATIERES

Avant-propos	V
Table des matières	VII
Liste des tableaux	X
Liste des graphiques	XII
Liste des abréviations	XIII
 1. SYNTHESE MACRO-ECONOMIQUE	 1
1.1 GENERALITES	3
1.2. LE CONTEXTE INTERNATIONAL	4
1.3. EVOLUTION ECONOMIQUE EN BELGIQUE	6
A. La répartition du PNB entre agents économiques	7
B. Epargne et investissement	6
C. L'équilibre extérieur	9
D. Le marché de l'emploi	10
 2. DEMANDE ET PRODUCTION	 11
2.1. INVESTISSEMENTS	13
2.1.1. Affaiblissement dans l'OCDE	13
2.1.2. Investissements productifs en Belgique	14
2.1.3. La construction	17
2.2. CONSOMMATION PRIVEE	19
2.2.1. Evolution internationale	19
2.2.2. Consommation belge faible	20
A. Consommation de biens	22
B. Automobiles	25
C. Consommation de services	26
2.2.3. Enquêtes de conjoncture	27
2.3. COMMERCE EXTERIEUR	29
2.3.1. Croissance ralentie du commerce mondial	29
2.3.2. Commerce extérieur de l'UEBL en sourdine	37
A. Evolution générale des échanges de marchandises	37
B. Composition du commerce extérieur par branche d'activité	40
C. Répartition géographique du commerce extérieur	44
2.3.3. Performances extérieures de l'UEBL et compétitivité	50

2.3.4. Balance des paiements de l'UEBL	52
A. Examen général	52
B. La balance des opérations courantes	52
C. La balance des capitaux	54
2.4. PRODUCTION INDUSTRIELLE	57
2.4.1. Production internationale morose	57
2.4.2. Production belge en recul	58
A. Généralités	58
B. Production industrielle par groupe de produits	59
C. Production industrielle par branche d'activité	60
D. Production industrielle par région	66
2.4.3. Courbe synthétique de la conjoncture	67
3. MARCHE DU TRAVAIL	69
3.1. L'EMPLOI	71
3.1.1. International	71
3.1.2. Population active belge	72
3.1.3. Emploi belge en retrait	72
3.2. LE CHOMAGE	75
3.2.1. Généralités et comparaison internationale	75
<i>Le lien entre la croissance économique et le chômage</i>	76
3.2.2. Analyse en détail du chômage belge	78
A. Répartition par sexe	78
B. Répartition par région	80
C. Répartition selon la base d'admission	82
D. Répartition selon la durée	83
E. Répartition par branche d'activité	84
F. Répartition par classes d'âge	85
3.3. LES SALAIRES	88
3.3.1. Position compétitive internationale	88
3.3.2. Hausse modérée des salaires belges	90
A. Généralités	90
B. Hausse des salaires	90
C. Salaires par branche d'activité	92
4. FACTEURS FINANCIERS	93
4.1. FINANCES PUBLIQUES	95
4.1.1. Les besoins de financement des pouvoirs publics - comparaison internationale	95



4.1.2. Le besoin de financement des pouvoirs publics belges	98
A. La politique budgétaire en 1990	98
B. Les recettes et dépenses publiques totales	98
C. Le solde net à financer	100
D. L'évolution de la dette publique	103
E. La situation de la dette publique	106
4.2. FACTEURS MONÉTAIRES	109
4.2.1. Politique monétaire internationale	109
<i>Le traité de Maastricht</i>	112
4.2.2. Les marchés monétaires et des capitaux en Belgique	113
A. Cours du change: solidité du franc belge	113
B. Marché monétaire et taux d'intérêt: nouvelle approche monétaire	114
C. Marché des obligations	117
D. Marché des actions	119
4.3. PRIX	124
4.3.1. Les matières premières énergétiques	124
4.3.2. Le marché des matières premières	125
4.3.3. Evolution internationale divergente de l'inflation	127
4.3.4. L'inflation belge reste modérée	128
A. Prix industriels	128
B. Prix agricoles	129
C. Prix à la consommation	130
NOTES	133
ANNEXES STATISTIQUES	135

## LISTE DES TABLEAUX

1- PIB et inflation	5
2- Dépenses et ressources	6
3- Contribution à la croissance du PNB	7
4- Formation brute de capital fixe privé, non résidentiel	14
5- Investissements selon les déclarations à la TVA	15
6- Permis de bâtir et bâtiments commencés	18
7- Consommation privée internationale	20
8- Contrats à tempérament	20
9- Contrats à tempérament: montants accordés	21
10- Chiffre d'affaires en volume	23
11- Parts relatives des formes de distribution dans les ventes au détail	24
12- Immatriculations de véhicules	25
13- Véhicules neufs financés par crédit	25
14- Chiffre d'affaires des services en volume	26
15- Commerce mondial de marchandises par région géographique	30
16- Principaux pays exportateurs et importateurs mondiaux, 1991	31
17- Production et commerce mondiaux de marchandises, en volume	32
18- Commerce mondial de marchandises en volume, par région géographique	33
19- Prix du commerce mondial de marchandises	34
20- Prix du commerce mondial par catégorie de marchandises	35
21- Balances des paiements courants des principales nations commerçantes	36
22- Comparaison internationale des évolutions en prix et en volume du commerce extérieur	38
23- Balance commerciale et coefficient de couverture en valeur	40
24- Commerce extérieur de l'UEBL par branche d'activité en 1991	41
25- Répartition géographique du commerce extérieur en 1991	45
26- Impact de l'unification allemande sur le taux de croissance des autres pays membres	46
27- Flux bilatéraux trimestriels d'exportations vers l'Allemagne	47
28- Performance à l'exportation : gains ou pertes de parts de marché	51
29- Comparaison des taux d'intérêt à court et à long termes	51
30- Coûts énergétiques	52
31- Balance générale des paiements de l'UEBL	53
32- Opérations sur biens et services	54
33- Balance des capitaux	55
34- Production industrielle internationale	58
35- Production industrielle par groupe de marchandises	58
36- Production industrielle par branche d'activité	61
37- Industrie métallurgique de base, métaux non-ferreux	62
38- Production en fabrications métalliques	63
39- Production industrielle par région	66
40- Population active et emploi dans l'OCDE	71
41- Population active et emploi en Belgique	73
42- Nombre moyen de chômeurs complets indemnisés par trimestre	77
43- La population active totale et l'emploi	80
44- Chômage complet indemnisé des demandeurs d'emploi	80



45- Demandeurs d'emploi par région	81
46- Demandeurs d'emploi selon la base d'admission	82
47- Demandeurs d'emploi selon les études faites	82
48- Demandeurs d'emploi selon la durée	83
49- Demandeurs d'emploi par branche d'activité	85
50- Demandeurs d'emploi par classes d'âge	86
51- Bénéficiaires du programme de résorption du chômage	87
52- Comparaison internationale de l'évolution salariale du secteur privé	89
53- Evolution des salaires et inflation	92
54- Salaires conventionnels des ouvriers et des employés par branche d'activité	92
55- Besoin de financement des pouvoirs publics au niveau international	95
56- La dette publique Belge dans la perspective de la CEE	97
57- Recettes publiques totales	99
58- Dépenses publiques totales	100
59- SNF du pouvoir central	101
60- Répartition du SNF des régions et communautés	102
61- SNF des régions et communautés	102
62- Le solde net à financer et évolution de la dette publique	104
63- Le déficit de trésorerie et son financement	105
64- Situation de la dette publique	106
65- Taux d'intérêt dans quelques pays industrialisés	109
66- Cours des devises du SME	111
67- Quelques indices boursiers internationaux	113
68- Marché des certificats de Trésorerie	116
69- Volume des transactions journalières sur le marché secondaire	117
70- Emission publique d'obligations en BEF	117
71- Adjudications d'obligations linéaires	118
72- Evolution de l'activité boursière	121
73- Indices return par secteur des valeurs belges sur le marché spot de Bruxelles	123
74- Prix des matières premières, HWWA	125
75- Marchés des matières premières	126
76- Evolution de l'inflation dans l'OCDE	128
77- Indice des prix à la production industrielle	129
78- Prix du marché des produits agricoles et horticoles et indice des prix d'achat des moyens de production	129
79- Prix à la consommation	131

#### **Annexes statistiques**

1- Revenu disponible des agents économiques	137
2- Demandeurs d'emploi par profession	138
3- Regroupement d'un certain nombre de budgets départementaux	139
4- Articles de consommation dont le prix a diminué entre janvier 91 et janvier 92	140
5- Articles de consommation dont le prix a haussé de plus de 5 % entre janvier 91 et janvier 92	141



## LISTE DES GRAPHIQUES

1- Croissance économique en Belgique et dans quelques autres pays ou zones	3
2- Taux d'inflation	5
3- Formation brute de capital fixe privé, non-résidentiel	13
4- Nombre de bâtiments non-résidentiel commencés	17
5- Nombre de nouveaux logements commencés	18
6- Comparaison internationale du chiffre d'affaires du commerce de détail	19
7- Chiffre d'affaires en volume et immatriculations de voitures neuves	22
8- Situation financière des ménages et achats importants	27
9- Courbe synthétique du commerce	28
10- Les principaux pays exportateurs et importateurs en 1991	31
11- La production et le commerce mondiaux de marchandises	33
12- Balance des paiements courants des 3 principales nations commerçantes	36
13- Soldes commerciaux en produits énergétiques et autres produits	39
14- Importance des branches d'activité dans les échanges extérieurs de l'UEBL en 1991	41
15- Exportations de l'UEBL vers l'Allemagne	48
16- Production industrielle dans la zone de l'OCDE	57
17- Production industrielle de 1980 à 1991	59
18- Indices de la production industrielle par groupe de marchandises	60
19- Courbe synthétique de la conjoncture établie par la BNB	67
20- Evolution de l'emploi de 1980 à 1991	73
21- Taux de chômage dans la CEE, aux Etats-Unis et au Japon	75
<i>Courbe synthétique de la BNB et CCI.DE; relation entre la croissance du PNB et de l'emploi</i>	76
22- Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi	78
23- Répartition par sexe des CCI.DE	79
24- Répartition régionale du chômage	81
25- Chômage selon la durée d'inactivité et chômeurs agés	84
26- Chômage des jeunes de moins de 25 ans et chômage total; répartition par sexe du chômage des jeunes	86
27- Rémunération par employé et coûts unitaires de main d'oeuvre dans le secteur privé	89
28- Evolution des salaires réels	91
29- La dette publique dans la perspective internationale	96
30- Prélèvement fiscal et parafiscal dans la CEE	96
31- Solde net à financer du secteur national	101
32- Dette publique par habitant	104
33- Dette publique à long et à court termes	107
34- Dette publique en BEF et en devises	107
35- Taux de change officiels à Bruxelles	110
36- Transactions mensuelles sur le marché à terme	121
37- Indices spot, return et CATS belges	122
38- Comparaison international des prix à la consommation	127
39- Prix à la consommation 1980-1991	130

## LISTE DES ABREVIATIONS

BNB	Banque Nationale de Belgique
CCE	Commission des Communautés Européennes
CEE	Communauté Economique Européenne
CLIO	Classification «Entrées-Sorties»
CTCI	Classification-type du commerce international
DGED	Direction Générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques
ECU	Unité monétaire européenne
EUROSTAT	Office statistique des Communautés européennes
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques
FEOGA	Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles
FMI	Fonds Monétaire International
HORECA	Hôtels, Restaurants et Cafés
GATT	Accord Général sur le Commerce et les Tarifs
INAMI	Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité
INS	Institut National de Statistique du Ministère des Affaires économiques
IRES	Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain
MAE	Ministère des Affaires économiques
MET	Ministère de l'Emploi et du Travail
NACE	Nomenclature des Activités économiques dans la Communauté Européenne
NPI	Nouveaux pays industrialisés
NPIA	Nouveaux Pays Industrialisés de l'Asie du Sud-Est
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
ONEm	Office National de l'Emploi
ONSS	Office National de Sécurité Sociale
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PIB	Produit Intérieur brut
PNB	Produit National Brut
PTT	Postes, télégraphes et téléphones
PVD	Pays en voie de développement
R et D	Recherche et Développement
RTT	Régie des Télégraphes et des Téléphones
SME	Système Monétaire Européen
SNF	Solde net à financer
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UEBL	Union économique belgo-luxembourgeoise
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques



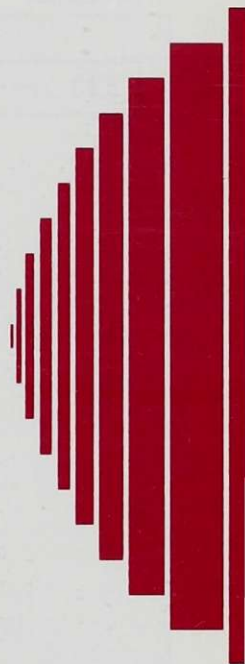
Les abréviations des noms des pays et de leur monnaie sont en général celles utilisées par l'Organisation Internationale de Standardisation.

BE	Belgique	BEF	Franc belge
CA	Canada	CAD	Dollar canadien
DE	Rép. fédérale d'Allemagne	DEM	Mark allemand
CH	Suisse	CHF	Franc suisse
DK	Danemark	DKK	Couronne danoise
ES	Espagne	ESP	Pesete
FR	France	FRF	Franc français
GB	Royaume-Uni	GBP	Livre sterling
GR	Grèce	GRD	Drachme
IE	Irlande	IEP	Livre irlandaise
IT	Italie	ITL	Lire
LU	Grand-Duché du Luxembourg	LUF	Franc luxembourgeois
JP	Japon	JPY	Yen
NL	Pays-Bas	NLG	Florin
PT	Portugal	PTE	Escudo
US	Etats-Unis	USD	Dollar américain

## 1.1. GENERALITES

# 1.

## SYNTHESE MACRO- ECONOMIQUE



SYNTHESE  
MACRO-  
ECONOMIQUE

1.



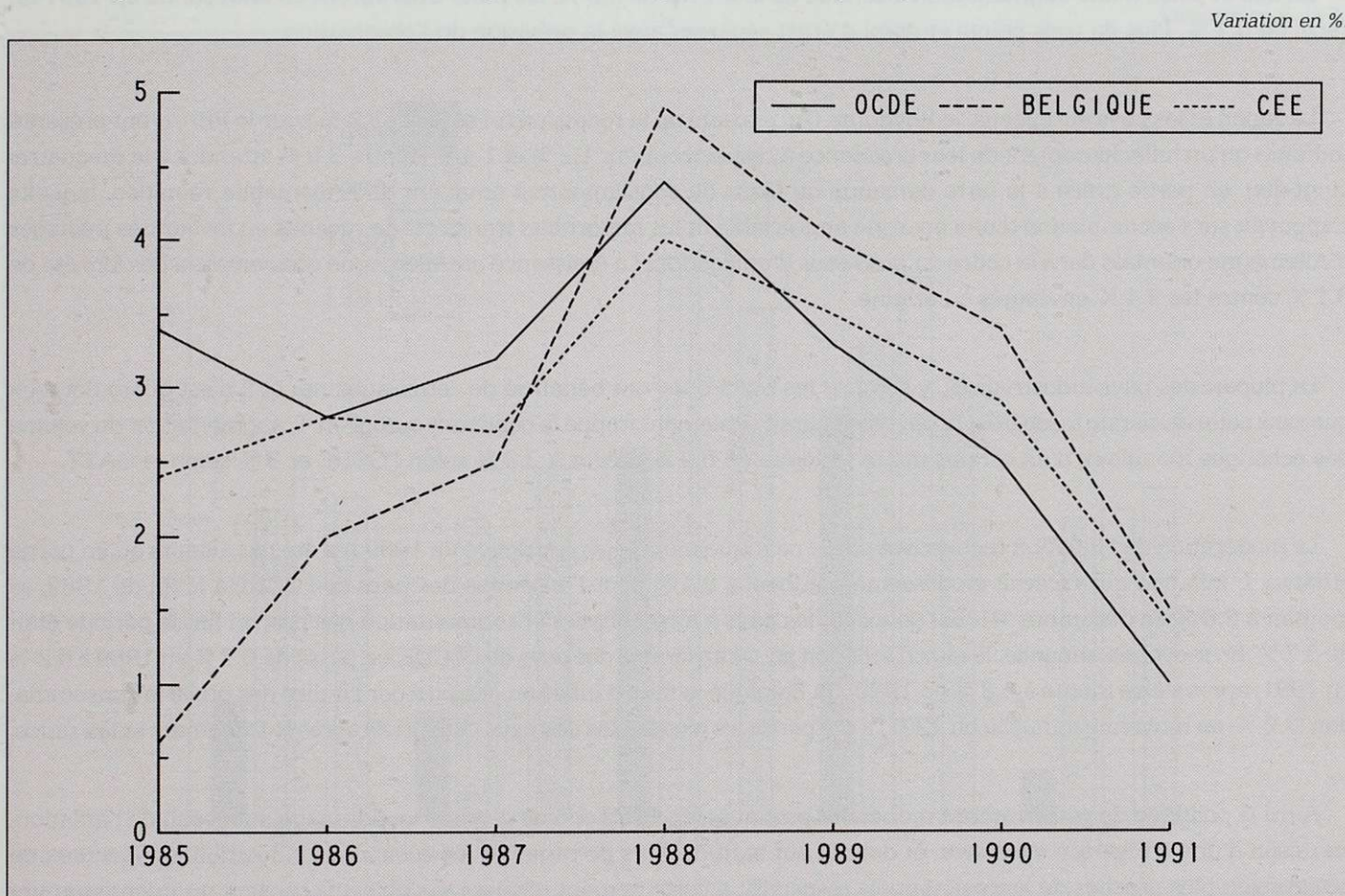
## 1.1. GENERALITES.

Après le sommet conjoncturel de 1989, l'économie occidentale a connu dès 1990 un infléchissement sensible de sa croissance qui s'est poursuivi en 1991. Ce ralentissement ne résulte pas d'une évolution spontanée des économies ni de l'insécurité née du conflit du Golfe, mais il découle directement des politiques correctrices de surchauffe, mises en oeuvre dans les pays occidentaux, et particulièrement aux Etats-Unis, sous une forme essentiellement monétaire, en vue de contraindre les fortes pressions inflationnistes de 1988 et 1989.

Cette évolution témoigne en quelque sorte de la maîtrise des mouvements de l'économie par les gouvernements. Toutefois, la profondeur de la récession que cette politique monétaire restrictive n'a pu éviter dans les pays anglo-saxons, donne à penser que le contrôle des mouvements économiques par l'utilisation de tels instruments, demeure largement imparfait. De même, les difficultés, sinon l'insuccès, rencontrées dans la relance de la mécanique économique en 1991 appelle également à la modestie.

Les événements politiques exogènes n'ont évidemment pas servi la reprise. Alors qu'au milieu de 1990, la plupart des prévisionnistes entrevoyaient un redressement de l'activité au premier semestre de 1991, la crise du Golfe, à l'été, et l'insécurité à laquelle elle allait donner naissance, ont jeté de sérieux doutes sur les possibilités de relance à court terme. Ce doute était d'autant plus fondé au vu de la hausse immédiate des prix pétroliers et de l'incertitude quant à leur évolution future à moyen terme.

GRAPHIQUE 1- CROISSANCE ECONOMIQUE EN BELGIQUE ET DANS QUELQUES AUTRES PAYS OU ZONES.



SOURCE: OCDE et MAE.



Avec la fin des hostilités, en février 1991, d'aucuns pariaient pour un redémarrage imminent des économies occidentales, particulièrement de l'économie américaine. Mais rien de tel ne se produisit et les économies anglo-saxonnes qui avaient payé un lourd tribut à la récession, demeuraient en fin d'année toujours déprimées.

La résorption insuffisante de l'endettement des ménages et des entreprises, contracté lors de la phase expansionniste, ainsi que les difficultés du secteur du crédit, découlant en partie de cet endettement, et conduisant à un rationnement de l'offre de crédits (credit crunch), constituaient, dans le monde anglo-saxon, les causes essentielles de l'absence de reprise.

## 1.2. LE CONTEXTE INTERNATIONAL.

Dans ses «Perspectives économiques» de juin 1990, peu de temps avant la crise du Moyen-orient, l'OCDE prévoyait pour 1991 une augmentation du PNB de la zone de 2,9 %, légèrement supérieure à celle censée alors s'être réalisée en 1990. En juin 1992, dans les mêmes perspectives de l'activité économique, la croissance estimée pour 1991 par l'Organisation était révisée à la baisse, à 1,0 %. L'écart de près de 2 points de pour cent entre ces estimations mesure l'ampleur de l'affaiblissement économique au plan international. La récession dans les pays anglo-saxons et particulièrement aux Etats-Unis, au lieu de l'inflexion de croissance initialement prévue, n'est évidemment pas étrangère à cette contre-performance globale.

En lieu et place d'une augmentation attendue de leur PNB de 2,5 %, les Etats-Unis auront en effet connu en 1991 un recul de 0,7 %. Plus de trois points et demi d'écart séparent ainsi la prévision de l'observation.

Le Japon et les pays européens, le Royaume-Uni excepté où la récession fut sévère (-2,2 % pour le PIB), n'ont présenté toutefois qu'un infléchissement de leur croissance à respectivement 1,2 % et 1,4 % (contre 3,6 % attendus à la mi-quatre-vingt-dix), en partie grâce à la forte demande de biens de consommation émanant de l'Allemagne réunifiée, laquelle s'appuyait sur l'accumulation d'une épargne appréciable et les importants transferts de revenus en faveur des ménages d'Allemagne orientale dans le cadre du processus d'unification. La croissance en Allemagne occidentale a dès lors été de 3,1 % contre les 3,4 % envisagés à l'origine.

La plupart des pays industrialisés, y compris les Etats-Unis, ont bénéficié de cette «aubaine» et il n'est guère douteux que sans cette demande inespérée, la récession aurait également frappé le continent européen. L'augmentation du volume des échanges mondiaux n'en est pas moins revenue de 6,9 % prévus à 3,9 % selon l'OCDE et 3 % selon le GATT.

La modération de l'inflation recherchée par la politique monétaire restrictive de 1989 n'a été par ailleurs qu'en partie atteinte. L'inflation qui s'élevait en glissement annuel à 8,4 % pour l'ensemble des pays de l'OCDE à la fin de 1989, se montait à 5,6 % en décembre '91. Si l'on exclut les pays à forte inflation, l'augmentation des prix en fin de période était de 3,7 %. En moyenne annuelle, le taux d'inflation pour l'ensemble des pays de l'OCDE est passé de 6,7 % en 1989 à 5,2 % en 1991, après s'être monté à 5,8 % en 1990. En Belgique le taux d'inflation, mesuré par l'indice des prix à la consommation (3,2 %, en moyenne annuelle en 1991) a été parmi les plus faibles des pays industriels après le Danemark et la France.

Ainsi la politique de resserrement monétaire pratiquée en 1989 en vue d'éviter un dérapage au niveau de l'inflation, en raison d'une croissance excessive, et dont le but était dès lors de ramener les économies industrielles à des taux de progression plus proches de leurs potentiels respectifs, a certainement dépassé ses objectifs causant un ralentissement excessif de l'activité dans les pays du continent européen et une récession dans les pays anglo-saxons.



TABLEAU 1- PIB et INFLATION

Variation en %, t/t-1.

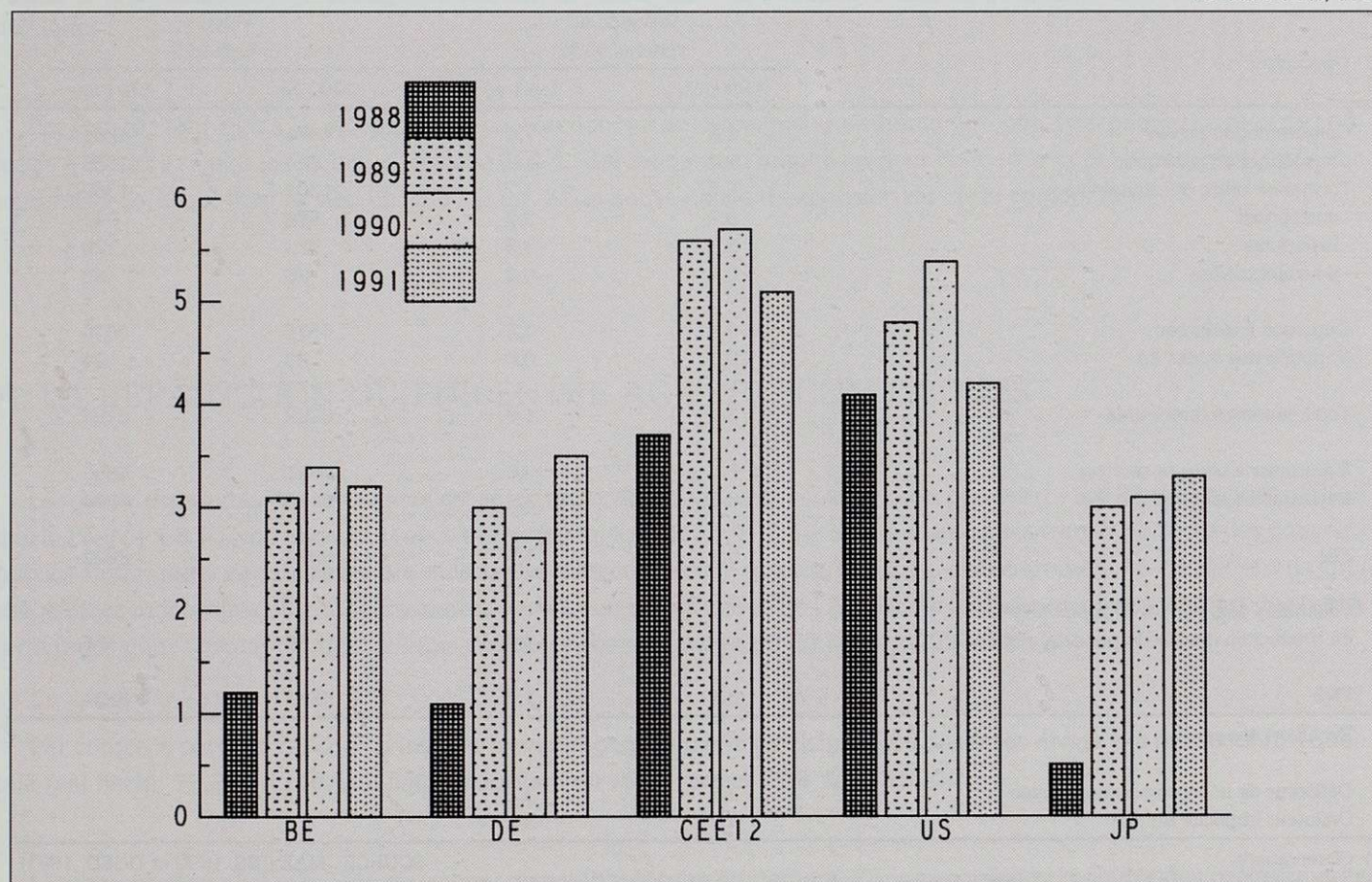
Pays ou zone	PIB en volume		Prix à la consommation	
	1990	1991	1990	1991
<i>Belgique</i>	3,7	1,5	3,4	3,2
Allemagne	4,5	3,1	2,6	3,6
France	2,2	1,3	3,0	3,1
Royaume-Uni	1,0	- 2,2	5,6	7,4
Pays-Bas	3,9	2,0	2,7	3,5
Italie	2,2	1,4	6,5	6,7
Espagne	3,7	2,4	6,4	6,3
CEE 12	2,9	1,4	4,3	5,0
Etats-Unis	1,0	- 0,7	5,1	4,0
Japon (a)	5,2	4,5	2,6	2,6
OCDE	2,5	1,0	4,7	4,5

(a) PNB.

SOURCE : OCDE, Belgique: MAE (DGED).

GRAPHIQUE 2- TAUX D'INFLATION

Variation en %, t/t-1.



SOURCE: OCDE.



## 1.3. EVOLUTION ECONOMIQUE EN BELGIQUE.

Aussi, dans ce contexte, les performances réalisées en 1991 par l'économie belge avec quelques autres pays européens, apparaissent-elles des plus satisfaisantes. Le PIB de la Belgique devrait en effet s'être accru de 1,5 % en volume, en 1991 par rapport à l'année antérieure, soit quelque peu au-dessus de l'augmentation du PIB des douze européens (1,4 %) ainsi que des pays de l'OCDE (1 %).

Deux composantes de la demande finale ont contribué de manière décisive à l'augmentation de la valeur des biens et services produits en Belgique: les exportations (à concurrence de 3,1 points de pour cent) et la consommation des ménages (pour 1,1 point de pour cent) (voir les chapitres 2.3.2 et 2.2.).

Par contre la contribution de la formation brute de capital fixe, en raison de la faiblesse des investissements productifs (0,6 point de pour cent) et du recul de la construction d'immeubles résidentiels (-0,2 point de pour cent), n'a été que modérée (0,4 point de pour cent), et ce en contraste avec leur apport particulièrement marqué des années précédentes (voir chapitre 2.1.).

TABLEAU 2- DEPENSES ET RESSOURCES

Description	variation du volume, en %		valeurs mrd BEF	
	1990 (a)	1991 (e)	1990 (a)	1991 (e)
Consommation privée	2,6	1,6	4084	4284
Consommation publique	1,0	1,3	984	1036
Formation brute de capital fixe	8,3	1,7	1307	1359
- entreprises	9,3	3,9	888	941
- logements	8,5	- 3,9	323	320
- pouvoirs publics	- 0,4	- 0,3	96	98
Dépenses intérieures	3,5	1,6	6375	6679
Variation des stocks (b)	- 0,1	0,0	23	24
Total dépenses intérieures	3,4	1,6	6398	6703
Exportations biens et services	5,0	3,6	4661	4833
Importations biens et services	4,6	3,6	4482	4644
PIB	3,7	1,5	6577	6892
Paiements nets des revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	0,3	0,0	- 53	- 58
PNB	3,4	1,5	6521	6834
Evolution des prix				
Déflateur de la consommation privée	3,5	3,2		
Déflateur implicite du PIB	3,0	3,2		

(a) Observations.

(b) Deux premières colonnes: en % du PNB de l'année précédente.

(e) Estimations.

SOURCE : MAE (INS, 1990 et DGED, 1991).



TABLEAU 3- CONTRIBUTION A LA CROISSANCE DU PNB

Description	Variation en % du PNB de l'année précédente.	
	1990	1991
Consommation privée	1,7	1,1
Consommation publique	0,2	0,2
Formation brute de capital fixe	1,6	0,4
- entreprises	1,3	0,6
- logements	0,4	- 0,2
- pouvoirs publics	0,0	0,0
Dépenses intérieures	3,5	1,6
Exportations biens et services	4,2	3,1
Dépenses totales	7,7	4,7
Importations biens et services	- 4,0	- 3,1
Croissance du PIB	3,7	1,6
Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	- 0,3	- 0,1
Croissance du PNB	3,4	1,5

La baisse des prix à l'importation aidant de même que la modération des évolutions salariales, le taux d'inflation est demeuré sous contrôle (3, 2 %) déjouant les pronostics réservés qui pouvaient être faits au plus fort moment de la guerre du Golfe.

Par contre l'emploi n'a pu échapper à la contraction qui accompagne une conjoncture peu dynamique. Le taux de chômage a dès lors rejoint un niveau plus élevé (9,4 %: demandeurs d'emploi en pour cent de la population active) inférieur toutefois à celui qui était le sien en 1987 (11,1 %), avant la phase d'expansion du cycle conjoncturel.

## A. LA REPARTITION DU PNB ENTRE AGENTS ECONOMIQUES

Le revenu disponible des ménages s'est accru en termes nominaux sensiblement plus vite (+ 6,8 % par rapport à 1990) que le PNB (+ 4,8 %) (voir annexe 1) et ce essentiellement en raison d'une augmentation des transferts reçus des pouvoirs publics, notamment dans le cadre des différentes prestations de la sécurité sociale, particulièrement les allocations de chômage et les indemnités et remboursements versés aux bénéficiaires de l'assurance maladie-invalidité. La part des transferts reçus dans l'ensemble des revenus des ménages est passée de 20,2 % en 1990 à 20,8 % en 1991.

Par contre la part des revenus primaires (revenus gagnés par la participation à des titres divers à la production) a quelque peu fléchi: 79,2 % du revenu des particuliers en 1991 contre 79,8 % en 1990.

L'augmentation plus marquée du revenu disponible résulte également d'une progression moindre des prélèvements obligatoires. De la sorte, les transferts versés par les ménages ont représenté 28,3 % de leur revenu contre 28,8 % en 1990.



La hausse du revenu disponible des ménages s'est faite essentiellement au détriment des pouvoirs publics dont le revenu disponible a reculé de 2,3 %, sa part dans le PNB passant de 11,5 % en 1990 à 10,7 % en 1991.

L'ensemble des prélèvements obligatoires des pouvoirs publics a crû moins fortement que le PNB en 1991 (+ 4 % pour + 4,8 % au PNB nominal) qu'en 1990 (+ 7,1 % pour une progression de 6,4 % du PNB). Le retrait est plus marqué pour les impôts directs dont l'augmentation n'a été que de 2,4 % en 1991 contre 7,4 % en 1990. L'élasticité des recettes directes par rapport au PNB est dès lors revenue de 1,01 en 1990 à 0,98 en 1991.

Le revenu disponible des entreprises n'a progressé que modérément, de manière inférieure au PNB, et sa part dans celui-ci a été de peu inférieure à celle de l'année précédente.

Il n'est pas douteux qu'outre la progression faible du volume de l'activité, l'orientation déflatrice prévalant sur nombre de marchés de biens, notamment l'évolution des prix à l'exportation, n'a pas favorisé le développement de la marge bénéficiaire.

## B. EPARGNE ET INVESTISSEMENT

Alors qu'elle avait déjà haussé sensiblement les deux années précédentes, l'épargne brute des ménages a de nouveau progressé remarquablement pour se monter en pourcentage de leur revenu disponible à 15,7 % contre 14,2 % en 1990. Un tel mouvement reflète vraisemblablement une augmentation de l'épargne de précaution par laquelle les ménages visent à se prémunir d'un avenir incertain en raison notamment de la diminution de l'emploi ou de la hausse du chômage.

Cette crise de confiance des ménages ne fut pas propre à la Belgique mais, comme l'ont montré les enquêtes périodiques de la Communauté Européenne, s'est retrouvée chez la plupart des Etats-Membres.

L'appréhension à l'égard de l'avenir tout comme le niveau élevé des taux d'intérêt hypothécaires, ont dissuadé les ménages d'entreprendre la construction de logements neufs. Le volume de ceux-ci devrait avoir reculé de 3,9 % par rapport à l'année précédente. Aussi l'épargne financière des ménages devrait représenter en 1991 une part sensiblement accrue du revenu disponible des ménages: 9,4 % du revenu disponible contre 7,4 % en 1990.

Les investissements des entreprises ont connu un sérieux affaiblissement après le «boom» des quatre années antérieures. Devant une conjoncture maussade et incertaine, les entreprises ont préféré digérer l'important effort consenti les années précédentes et postposer la réalisation de projets plus importants dont elles avaient révélé l'existence à l'occasion des enquêtes semestrielles de la Banque nationale. La part des investissements productifs dans le PNB est cependant demeurée au niveau élevé atteint en 1989 et 1990. L'épargne des administrations publiques s'est fortement détériorée en 1991. L'épargne nette de l'ensemble des pouvoirs publics se monte ainsi à -4,6 % du PNB contre -3,6 % un an plus tôt. Néanmoins, hors charges d'intérêt, c'est un excédent primaire très important qui peut être dégagé: 5,9 % du PNB, en recul toutefois par rapport à 1990 (7,9 % du PNB).



Le niveau des investissements des administrations publiques est devenu extrêmement faible, du fait des politiques de contraction des dépenses dont les investissements ont été les premières cibles. Ils représentent à peine 1,4 % du PNB.

Au total, malgré l'important besoin de financement des pouvoirs publics, l'épargne dégagée sur le plan intérieur a été nettement suffisante pour financer l'investissement total et a permis de présenter une capacité financement de la nation appréciable, de l'ordre de 1,2 % du PNB contre 0,8 % en 1990.

## C. L'EQUILIBRE EXTERIEUR

La balance commerciale établie sur base douanière, et partant avec des définitions différentes pour l'enregistrement des exportations (FOB) et des importations (CIF) de marchandises, s'est détériorée: le déficit commercial est passé de 67,1 milliards BEF en 1990 à 95,6 milliards BEF en 1991. Le déficit énergétique a baissé de près de 7 milliards, mais le surplus sur les autres produits a chuté de 35 milliards.

La ventilation géographique indique une aggravation du déficit vis-à-vis des pays industrialisés. Certes, il y a eu une diminution spectaculaire du déficit envers l'Allemagne (-15 milliards BEF contre -122 milliards en 1990), mais par contre, la position de l'UEBL envers les autres principaux partenaires commerciaux s'est détériorée, aussi bien en ce qui concerne les marchés européens, que hors Europe, vis-à-vis des Etats-Unis et du Japon.

Néanmoins, le déficit envers les pays d'Europe orientale s'est réduit de moitié, grâce à une expansion remarquable des exportations (de l'ordre de 30 %), alors que les importations en provenance de ces pays diminuaient. Le déficit de l'UEBL s'est également réduit vis-à-vis des pays en voie de développement, tant exportateurs de pétrole que non-exportateurs de pétrole.

Si la balance commerciale établie sur base de données douanières a été sensiblement déficitaire, le solde du compte courant de la balance des paiements, laquelle comptabilise le flux d'échanges de marchandises selon une définition commune et, de plus, s'élargit aux échanges de services ainsi qu'aux mouvements de revenus (transfers), est quant à lui largement excédentaire. Sur base de transactions, ce solde s'est élevé en 1991, pour l'UEBL, à 140 milliards BEF contre 120 milliards en 1990. L'excédent sur les échanges de biens et services a été de 205 milliards de BEF contre 191 milliards en 1990.

## D. LE MARCHE DE L'EMPLOI

La faiblesse de l'activité en 1991 a entraîné une diminution du nombre des emplois dans l'industrie et dans certains secteurs tertiaires comme le commerce et les transports. Si en milieu d'année, cette évolution demeurait encore limitée, elle s'est amplifiée sensiblement dans la seconde moitié de 1991. Près de dix mille emplois pouvaient ainsi avoir été supprimés au 30 juin, et d'avantage encore en fin d'année (voir point 3.1.).



C'est ce que suggère l'évolution du chômage, seule donnée observée disponible quant au marché de l'emploi au moment de la rédaction de cette analyse. Le nombre des demandeurs d'emploi s'est en effet accru, en un an, d'un peu plus de vingt-six mille au 30 juin et de trente-six mille à la fin de décembre 1991. Le nombre des demandeurs d'emploi par rapport à la population active estimée, devrait avoir été de 9,4 % contre 8,8 % en 1990.





DEMANDE  
ET  
PRODUCTION

S

## 2.1. INVESTISSEMENTS

### 2.1.1. AFFAIBLISSEMENT DANS L'OCDE.

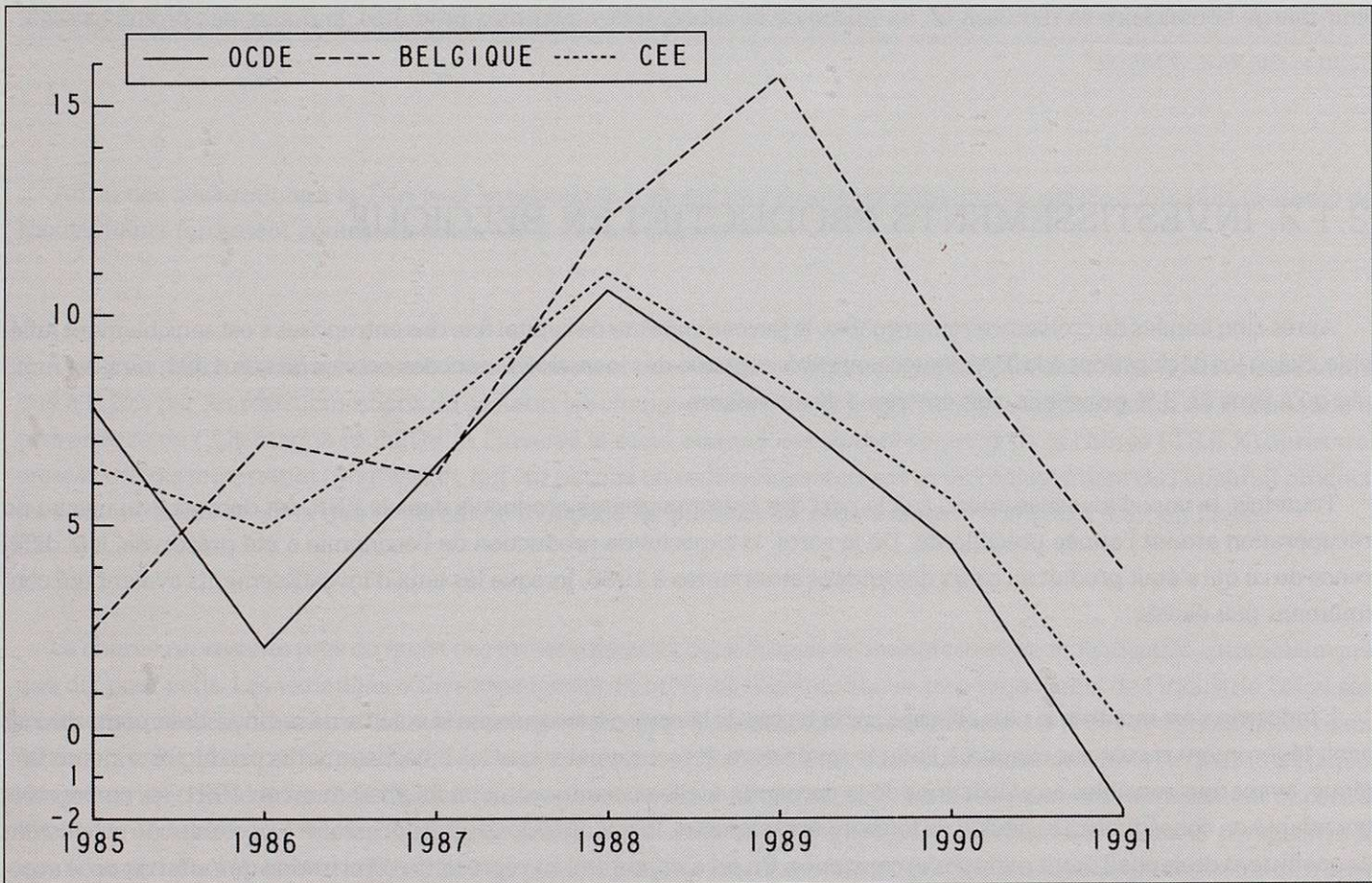
A la période de forte croissance des investissements productifs entre 1984 et 1989, a succédé une progression nettement plus modérée de ceux-ci, voire, dans certains pays, un recul, comme aux Etats-Unis (-6,7 % en volume en 1991 par rapport à l'année précédente), au Royaume-Uni (-11,9 %) et même en France (-3,4 %).

Dans la plupart des pays ce net affaiblissement des investissements a reflété avant tout le jeu de l'accélérateur, différentes composantes de la demande globale fléchissante, quand elles ne s'inscrivaient pas en retrait par rapport à l'année précédente. D'ailleurs, là où la demande est demeurée encore très soutenue, comme en Allemagne et au Japon, la progression des investissements des entreprises est restée appréciable: en Allemagne les investissements productifs ont encore crû de 8,6 % en volume et au Japon de 6,1 %.

Outre la demande peu tonique ou en recul, qui a pu être satisfaite sans tension du côté de la production, l'étroitesse de la marge bénéficiaire, la progression des coûts unitaires du travail serrant plus étroitement celle des prix pratiqués sur la plupart des marchés, n'a pas incité non plus à l'investissement.

GRAPHIQUE 3: FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE PRIVE, NON-RESIDENTIEL

Variations en %, t/t-1.



SOURCE: OCDE, Belgique: MAE (INS et DGED).



TABLEAU 4- FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE PRIVE, NON-RESIDENTIEL

Pays ou zone	Variation en %, t/t-1.								
	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991 (a)
Etats-Unis	- 1,5	17,7	6,7	- 3,3	3,9	8,3	2,2	1,2	- 6,7
Japon	2,7	11,5	12,7	5,8	8,0	14,8	16,6	12,4	6,1
Allemagne	5,0	0,7	5,5	4,3	4,2	6,8	8,5	10,5	8,6
France	- 4,1	- 2,1	4,4	5,0	4,8	10,8	8,1	5,1	- 3,4
Royaume-Uni	- 0,8	14,5	13,6	0,6	14,2	20,3	8,1	- 0,8	- 11,9
Italie	- 4,6	6,7	3,8	3,1	11,3	10,9	5,5	3,7	1,9
Canada	- 6,3	1,9	9,0	4,1	4,1	15,2	6,0	- 3,2	- 1,9
Total grands pays	- 0,5	11,4	8,0	1,2	6,4	11,0	7,3	4,8	- 1,5
Total petits pays européens	1,6	2,9	6,0	10,0	6,5	8,5	9,9	2,9	- 1,7
Total OCDE	- 0,4	10,3	7,8	2,1	6,4	10,6	7,8	4,5	- 1,8
Total CEE	- 0,5	3,4	6,4	4,9	7,7	11,0	8,4	5,6	0,2
<b>Belgique</b>	<b>- 5,8</b>	<b>6,6</b>	<b>2,5</b>	<b>7,0</b>	<b>6,2</b>	<b>12,3</b>	<b>15,7</b>	<b>9,3</b>	<b>3,9</b>

(e) Estimations OCDE, *Perspectives économiques*.

SOURCE : OCDE.

Enfin conséquence de la forte augmentation passée des investissements, l'endettement des entreprises les a davantage orientées vers la recherche d'un nouvel équilibre de leurs comptes bilantaires: les entreprises ont dû digérer les engagements financiers importants consentis pour financer les investissements des années antérieures alors que par ailleurs, leur marge bénéficiaire se réduisait et, en raison de la faiblesse des quantités produites, la masse des profits baissait.

## 2.1.2. INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS EN BELGIQUE.

Après cinq années de croissance remarquable, la formation brute de capital fixe des entreprises s'est sensiblement infléchi. Selon les déclarations à la TVA, l'augmentation annuelle des investissements des entreprises en 1991, ne s'est montée qu'à près de 3 % en valeur, soit environ 1 % en volume.

Toutefois, le taux d'investissement, soit la part des investissements productifs dans le PNB, est demeuré au niveau de récupération atteint l'année précédente. De la sorte, la capacité de production de l'économie a été préservée, à la différence de ce qui s'était produit au cours des années antérieures à 1986, lorsque les taux d'investissements avaient été continûment peu élevés.

L'industrie s'est montrée la plus affectée par la baisse de la conjoncture puisque le volume de ses investissements devrait avoir légèrement reculé par rapport à l'année antérieure. Il faut rappeler que les investissements productifs sont, en Belgique, avant tout sensibles aux variations de la demande. Celle-ci ayant connu un fléchissement en 1991, les entreprises ont adapté en conséquence le niveau de leurs investissements, la quantité de capital nécessaire à une unité de production (le coefficient de capital) étant maintenue constante. Un tel comportement représente l'illustration de l'effet dit de «l'accélérateur» (1).



TABLEAU 5- INVESTISSEMENTS SELON LES DECLARATIONS A LA TVA

Branches d'activité	Variation en %, t/t-1.				
	1987	1988	1989	1990	1991
Electricité et énergie nucléaire	2,8	24,0	- 0,9	- 9,3	7,8
<i>INDUSTRIE MANUFACTURIERE</i>	<i>9,5</i>	<i>28,1</i>	<i>12,4</i>	<i>13,2</i>	<i>3,9</i>
Métallurgie de base	- 7,0	13,6	38,5	- 14,2	19,7
Industrie chimique	14,3	74,4	19,9	34,5	- 18,6
Fabrications métalliques:	- 6,8	22,9	1,3	18,5	19,0
- ouvrages en métaux	15,6	5,8	15,3	24,5	8,7
- construction de machines	14,0	20,0	20,2	1,1	- 21,8
- industrie électro-technique	- 10,4	11,7	2,2	17,4	- 4,0
- construction d'automobiles	- 26,8	30,0	- 2,6	28,2	69,6
Industrie alimentaire	15,3	16,8	20,0	11,4	6,7
Industrie textile	27,5	6,7	4,2	- 3,1	- 9,2
Industrie du bois et du meuble	43,9	15,0	- 3,0	12,8	- 12,4
Industrie du papier	33,0	10,6	15,9	11,0	7,4
Caoutchouc et matières plastiques	19,7	26,8	2,3	0,3	18,3
Construction	10,9	32,2	21,0	14,5	- 6,2
TOTAL DE L'INDUSTRIE	7,7	25,1	12,6	13,4	0,1
<i>TOTAL DES ENTREPRISES NON-INDUSTRIELLES</i>	<i>11,5</i>	<i>19,4</i>	<i>22,3</i>	<i>13,7</i>	<i>5,3</i>
Commerce	15,3	18,5	14,5	13,1	0,9
Transports et communications	- 1,7	10,3	22,7	14,7	9,5
Banques et institutions de crédit	22,5	5,2	26,3	17,6	7,7
Location de biens mobiliers	22,3	34,2	29,8	6,9	5,0
<i>ENSEMBLE DES DECLARANTS</i>	<i>10,6</i>	<i>21,9</i>	<i>17,4</i>	<i>13,6</i>	<i>3,0</i>

SOURCE : MAE (INS et DGED).

Au vu des déclarations à la TVA (voir le tableau 5), l'évolution des investissements industriels a toutefois présenté des mouvements fortement contrastés selon les branches d'activité.

L'augmentation des investissements dans le secteur automobile, exceptionnellement élevée (+ 69,6 %, en valeur), s'explique à la fois par les restructurations du secteur, les changements de modèles et la forte augmentation de la demande en provenance de l'Allemagne réunifiée. A l'inverse le recul marqué des investissements de la chimie (-18,6 %) après trois années de très importante progression, qui ont permis un redimensionnement et un réajustement de l'appareil productif du secteur, intervint alors que la demande mondiale de produits de cette industrie complexe était en baisse.

La chimie représente près du quart des investissements dans l'industrie manufacturière et l'industrie automobile quelque dix pour cent. Les variations d'investissements d'autres secteurs parmi les plus importants de l'industrie belge sont moins marquées. L'industrie de l'alimentation, des boissons et du tabac qui intervient pour 13 % des investissements manufacturiers enregistre une hausse de 6,7 % de ses dépenses en équipements nouveaux tandis que dans l'industrie du papier, l'imprimerie et de l'édition (9 % du total des investissements manufacturiers), les investissements augmentent encore de 7,4 %. La nécessité pour les entreprises de passer à une taille supérieure à peine de disparaître dans la perspective du «grand marché européen» et la possibilité de gain de parts de marché, encouragent les entreprises de ces secteurs à développer leurs installations.



La fabrication d'ouvrages en métaux à l'exception de machines et de matériels de transport enregistre pour la deuxième année consécutive une progression très importante (+ 19 %) de ses dépenses productives. Les investissements de ces branches d'activité représentent 7 % des investissements manufacturiers. Il faut également relever la forte augmentation des investissements des industries du caoutchouc et des matières plastiques (+ 18,3 %).

Du côté des baisses significatives, les évolutions des investissements des secteurs des industries textiles (-9,2 % par rapport à l'année précédente) et des industries électro-techniques (-4 %) témoignent de la fragilité de la position de ces secteurs, en continuelle restructuration, dans le contexte d'une concurrence internationale vive. Ensemble ces secteurs interviennent pour environ 10 % des investissements de l'industrie manufacturière.

Le fléchissement, encore que relatif, de la conjoncture dans la construction est certainement une des principales causes du recul des investissements de ce secteur (-6,2 %) qui à l'inverse, lors de la phase d'expansion importante des activités au cours des trois années antérieures, avait connu une augmentation importante de ses équipements.

Les entreprises non-industrielles, à l'exception du commerce, ont montré une moins grande sensibilité à l'affaiblissement de la conjoncture générale. L'augmentation des investissements se monte ainsi encore à 9,5 % dans les transports et communications et à 7 % pour l'ensemble des banques, des institutions de crédit, des assurances, des entreprises d'immobilier et des services aux entreprises.

Tributaires de la faiblesse de la consommation privée, les entreprises de commerce n'ont évidemment pas été encouragées à investir en 1991: leur dépense en ce domaine n'ont progressé que d'un pour cent à peine.

En conclusion, la faiblesse de la demande mais aussi les attentes sectorielles diverses, ont entraîné une évolution des investissements, inégale suivant les branches d'activité, s'inscrivant néanmoins dans un contexte général de fléchissement notable en comparaison de ce qui avait pu être observé les dernières années.

Il faut cependant remarquer que les progressions d'alors, particulièrement dans l'industrie, faisaient suite à une longue période de léthargie des investissements et dès lors constituaient le rétablissement d'une adéquation de l'appareil de production au renouveau de la demande.

Celui-ci étant opéré et face à l'incertitude de l'avenir à court terme qui caractérisa 1991, il était inévitable que nombre d'entreprises marquent une pause à la fois pour digérer les importants efforts consentis et dans l'attente de mieux apprécier les lignes de force de l'avenir.

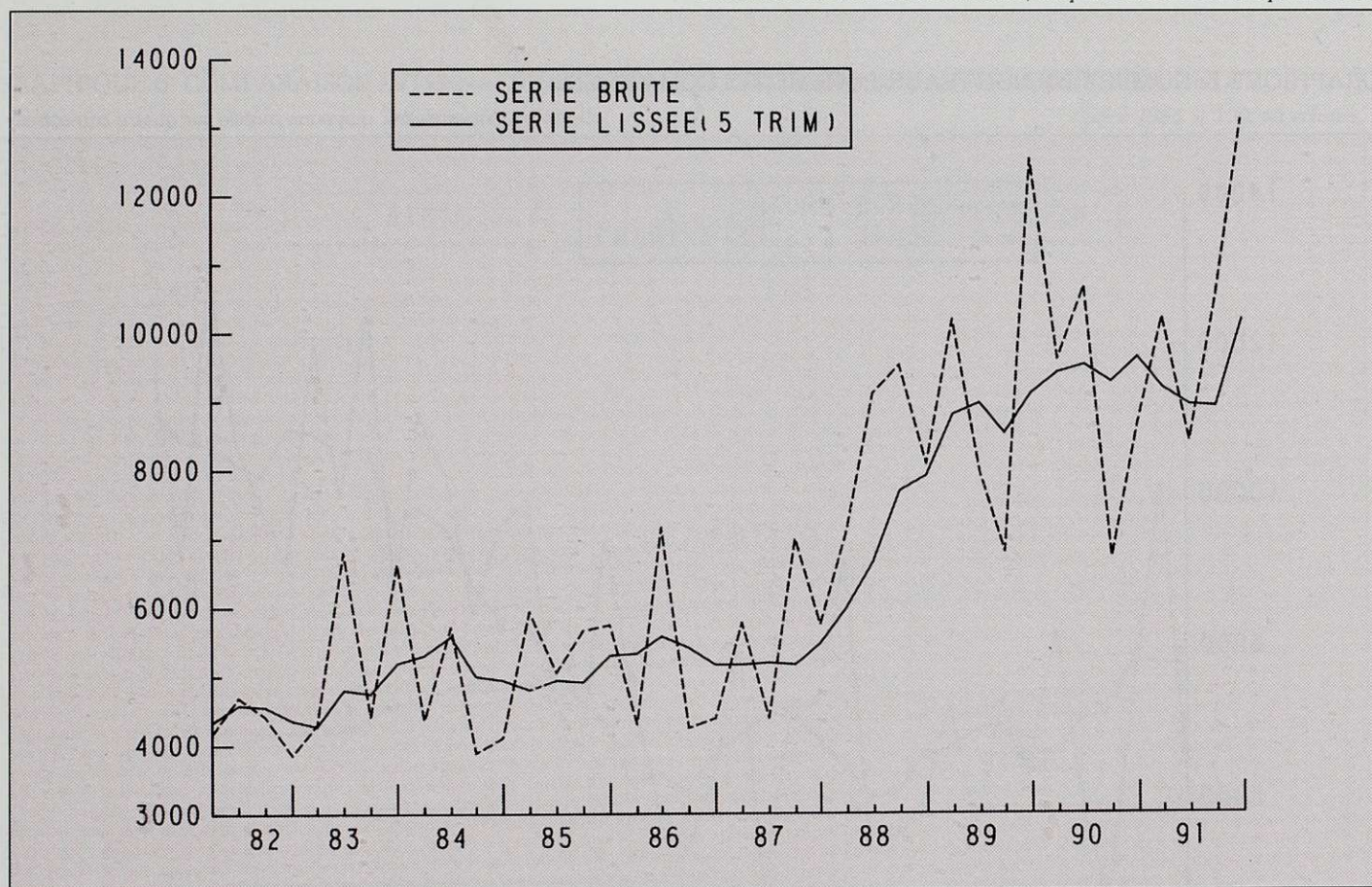


### 2.1.3. LA CONSTRUCTION

Alors qu'en début d'année il pouvait être craint une modification brusque du comportement des ménages en matière de construction d'habitations, le nombre de logements commencés en cours d'année s'est monté à 43 260 unités soit quelque 5,3 % de plus qu'en 1990. Au dernier trimestre de 1990 pourtant, le nombre de nouveaux logements commencés avait chuté tant par rapport au trimestre précédent que par rapport au trimestre correspondant de l'année antérieure (-20,9 %). Cette baisse s'était prolongée au premier trimestre de 1991, demeurant cependant nettement plus limitée (-2,2 % en glissement annuel). Par la suite un redressement s'opérait et l'écart annuel en glissement, du nombre de logements nouveaux commencés devenait à nouveau largement positif: 8,1 % au deuxième trimestre et 15,7 % au troisième trimestre. Au cours des trois derniers mois toutefois la situation se dégradait à nouveau puisque le nombre de nouveaux logements commencés revenait au niveau des plus faible du quatrième trimestre de 1990.

GRAPHIQUE 4- NOMBRE DE BATIMENTS NON-RESIDENTIELS COMMENCES

*Données trimestrielles en 1000 m3, moyenne mobile sur cinq trimestres.*



SOURCE: MAE (INS et DGED).



Le secteur non-résidentiel a connu en 1991, une augmentation du volume des mises en chantier particulièrement importante : 48,3 millions de mètre-cube de bâtiments non résidentiels ont été commencés contre 35,7 en 1990, soit une hausse de 35,2 %. Cette forte augmentation s'est retrouvée dans les différentes régions du pays, au delà de quelques nuances. Si elle reflète la reprise de la construction de bureaux notamment à Bruxelles, elle témoigne aussi du dynamisme de nombreuses PME.

L'importante sollicitation des entreprises du secteur de la construction qui s'est reflétée dans l'augmentation de la main-d'oeuvre du secteur, ne semble pas avoir occasionné de tension excessive sur les capacités de production puisque selon l'indice ABEX, les prix de la construction n'ont progressé en moyenne que de 2,9 % par rapport à l'année précédente.

TABLEAU 6- PERMIS DE BATIR ET BATIMENTS COMMENCES

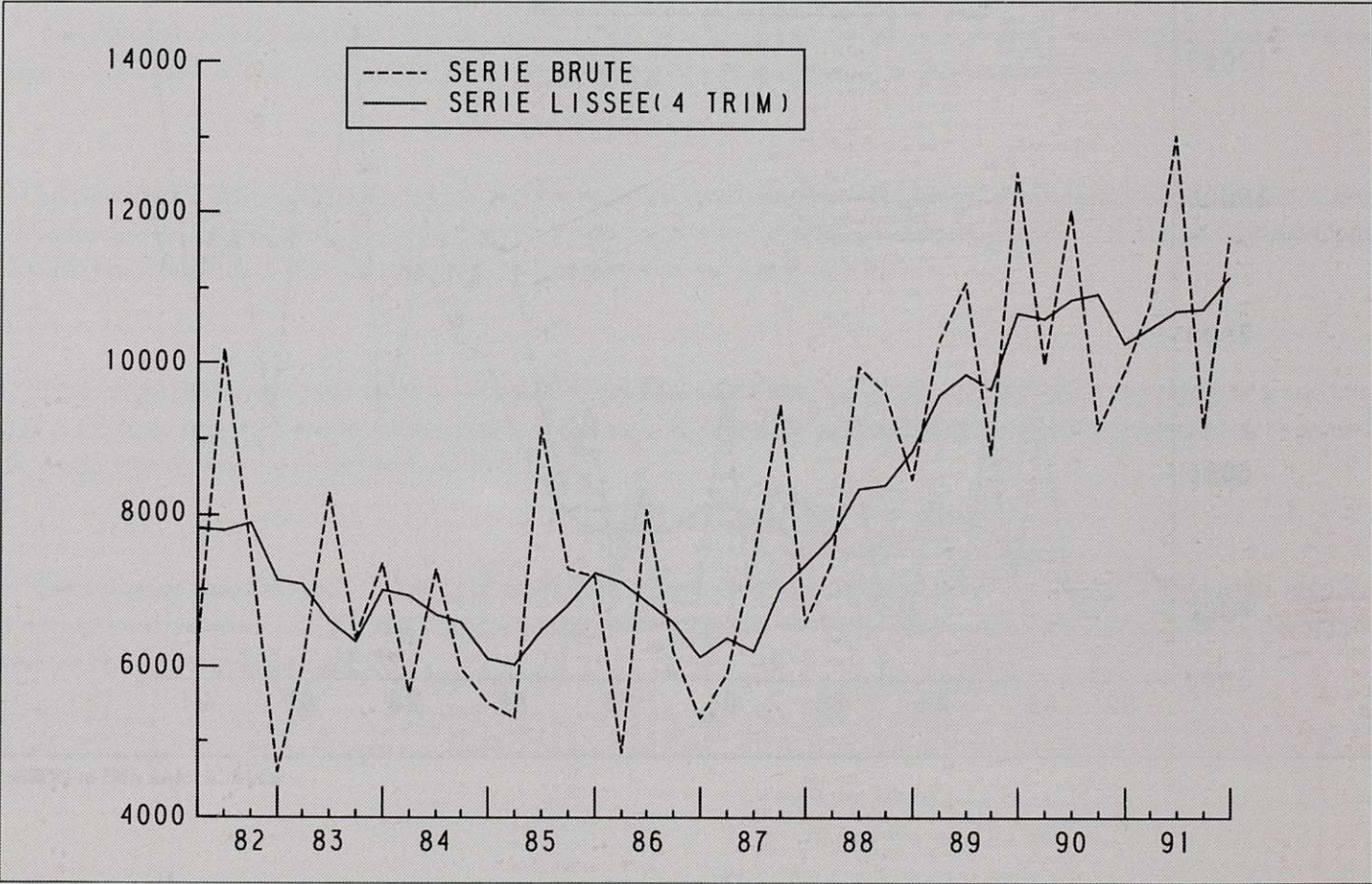
Désignation	1973 - 1979 (a)	1980 - 1987 (a)	1988	1989	1990	1991
Bâtiments commencés						
- logements (b)	69 663	31 511	35 439	42 700	41 064	43 260
- non-résidentiels (c)	25 966	23 037	33 816	37 503	35 690	48 254
Bâtiments autorisés						
- logements (b)	78 856	26 949	45 060	49 791	51 009	46 403
- non-résidentiels (c)	30 281	24 422	40 593	47 493	51 062	54 042

(a) Moyenne de la période.  
(b) Nombre d'unités.  
(c) En milliers de M3.

SOURCE: MAE (INS et DGED).

GRAPHIQUE 5- NOMBRE DE NOUVEAUX LOGEMENTS COMMENCES

Données trimestrielles, moyenne mobile sur quatre trimestres.



SOURCE: MAE (INS et DGED).



## 2.2. CONSOMMATION PRIVEE

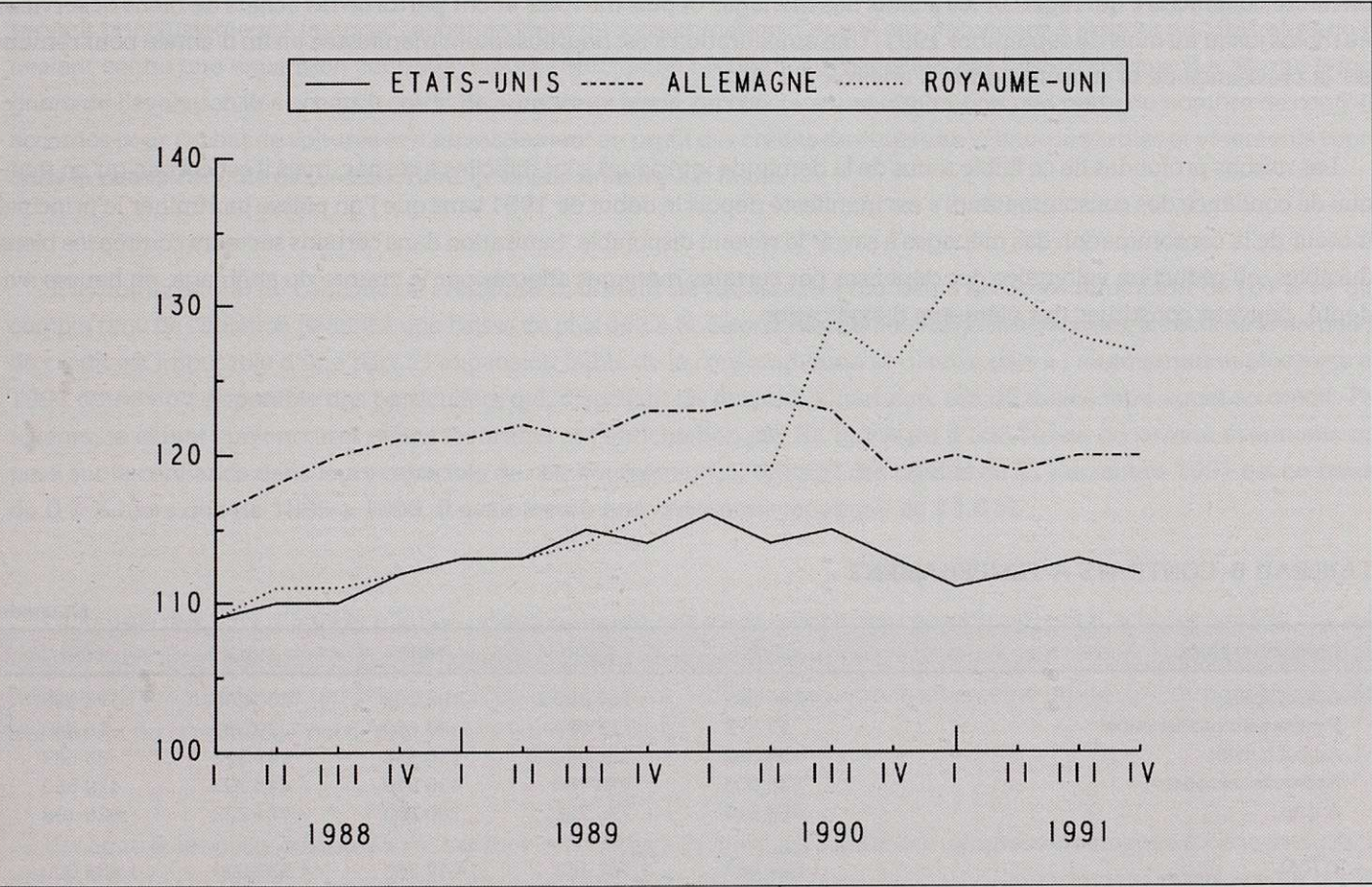
### 2.2.1. EVOLUTION INTERNATIONALE

Un environnement économique particulièrement défavorable a caractérisé le déroulement de l'année 1991 avec une sensible détérioration des performances des principales économies des pays industrialisés. La faiblesse de la croissance économique mondiale due en partie aux effets négatifs de la crise du Golfe et à la poursuite de la récession aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, a reflété le manque de cohérence des ménages dans l'ensemble des pays de l'OCDE.

Seule exception en Europe, L'Allemagne a profité encore de l'impact positif lié à sa réunification et aux échanges consécutifs à l'ouverture des frontières avec l'Europe de l'Est lesquelles ont stimulé les ventes de biens de consommation. L'évolution de la consommation belge s'est située dans le sillage de la moyenne communautaire.

GRAPHIQUE 6- COMPARAISON INTERNATIONALE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU COMMERCE DE DETAIL

Indice 1985 = 100, en volume.



SOURCE: OCDE.



TABLEAU 7- CONSOMMATION PRIVEE INTERNATIONALE

Pays ou zone	Variation en %, t/t-1 à prix constants.						
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Etats-Unis	4,4	3,6	2,8	3,6	1,9	1,2	- 0,1
Japon	3,4	3,4	4,2	5,2	4,3	4,2	2,6
Allemagne	1,3	3,4	3,3	2,7	1,7	4,7	2,5
France	2,4	3,9	2,9	3,3	3,3	2,9	1,5
Royaume-Uni	3,5	6,2	5,2	7,4	3,5	0,8	- 1,7
Italie	3,0	3,7	4,2	4,2	3,5	2,8	2,8
Belgique	2,0	2,6	3,2	3,2	3,3	2,6	1,5
Total CEE	2,5	4,1	3,7	3,9	3,0	3,7	1,7

SOURCE: OCDE (1992), *Perspectives Economiques*, n. 51, juin.

## 2.2.2. CONSOMMATION BELGE FAIBLE

L'année 1991 ne restera pas dans les annales comme les deux années précédentes pendant lesquelles un développement exceptionnel de la demande des ménages avait représenté une composante fondamentale de la progression du PIB. Pour la première fois depuis 1985 la croissance de la consommation a semblé marquer le pas, surtout au premier semestre pendant lequel les événements du Golfe ont pesé sur les intentions d'achat des ménages, provoquant une stagnation inquiétante des dépenses. Les conséquences des soubressauts politiques au Moyen-Orient ont précipité la fin de la période de haute conjoncture qui régissait les achats des ménages depuis mi-1989 et ont perturbé les achats de biens et services au moins jusqu'au mois de septembre 1991. Une amélioration s'est heureusement manifestée en fin d'année pour remonter la croissance de la consommation à environ 1,5 %.

Les raisons profondes de ce faible tonus de la demande intérieure sont difficiles à cerner, mais il est certain qu'un manque de confiance des consommateurs s'est manifesté depuis le début de 1991 sans que l'on puisse incriminer le principal moteur de la consommation des ménages à savoir le revenu disponible. Saturation dans certains secteurs comme les biens durables, ou réduction volontaire des dépenses par certains ménages affectés par la crainte du chômage, en hausse évidente, peuvent constituer des éléments d'explication.

TABLEAU 8- CONTRATS A TEMPERAMENT

Groupes de biens	En unités.				
	1987	1988	1989	1990	1991
Automobiles	184 961	187 698	198 953	200 206	178 486
Equipement professionnel	17 572	15 384	20 660	20 627	18 840
Ameublement	136 002	122 548	130 338	147 322	85 587
Appareils ménagers	526 003	479 750	436 819	446 703	429 889
Autres	759 519	785 782	760 590	724 232	825 198
TOTAL	1 624 057	1 591 162	1 547 360	1 539 090	1 538 000

SOURCE : INS.



TABLEAU 9- CONTRATS A TEMPERAMENT, MONTANTS ACCORDES

*En millions de BEF et variation en %, t/t-1.*

Groupes de biens	1987	1988	1989	1990	1991	91/90
Automobiles	49 856	54 539	60 973	64 408	59 553	- 7,5 %
Equiptement professionnel	5 489	5 722	6 581	6 941	5 918	- 14,7 %
Ameublement	2 886	2 962	3 208	3 565	3 548	0,3 %
Appareils m6nagers	5 915	5 906	6 363	6 507	6 030	- 7,3 %
Autres	21 070	25 487	27 604	29 437	25 419	- 13,7 %
TOTAL	85 216	95 616	104 729	110 858	100 468	- 9,4 %

SOURCE : INS.

Selon les pr6visions de la DGED (2), le revenu disponible des particuliers aurait cr6 de 3,4 % en volume en 1991, contre 2,3 % en 1990, alors que la hausse des prix de d6tail a 6t6 de 3,2 %. La part des salaires dans le revenu est majoritaire et leur 6volution reste gouvern6e par l'accord interprofessionnel 1991-1992 (voir point 3.3.).

Toujours selon les estimations de la DGED, le taux d'6pargne serait en nette augmentation, passant de 14,2 6 15,7 % du revenu disponible. Un examen du comportement des m6nages par rapport 6 leur revenu semble indiquer que de nombreux consommateurs ont pr6f6r6 augmenter leur 6pargne plut6t que de maintenir leur niveau de d6penses. L'existence de simples livrets de d6p6t 6 taux d'int6r6t tr6s favorable a constitu6 6galement un incitant 6 l'6pargne.

L'attitude ind6cise affich6e par les consommateurs se refl6te 6galement dans l'6volution des cr6dits 6 temp6ragement servant principalement 6 financer l'achat de biens de consommation. Ceux-ci ont commenc6 6 stagner en 1991 alors qu'ils avaient connu une expansion continue depuis 1985. Selon les donn6es recueillies par l'INS, (tableaux 8 et 9), qui t6moignent de l'6volution des achats 6 cr6dit de nombreux biens, on constate une diminution tr6s nette du nombre de contrats accord6s pour l'achat de voitures et d'ameublement au profit des cr6dits destin6s aux achats de textiles et v6tements repris dans la cat6gorie «autres cr6dits», dont la valeur unitaire est faible.

Si le nombre total de contrats de cr6dits se maintient de justesse, les montants accord6s diminuent de 9,4 % ce qui, compte tenu de l'inflation revient 6 une baisse de plus de 12 %. Selon l'Association Belge des Banques, le recul de la demande de cr6dit est imputable d'une part 6 l'expansion faible de la consommation et d'autre part 6 l'augmentation plus forte en 1991 du revenu disponible des particuliers qui, disposant de moyens sup6rieurs, ont d6 moins faire appel au cr6dit. Par ailleurs, le climat conjoncturel moins favorable et l'anticipation par les m6nages d'une baisse de revenu 6ventuelle ont pes6 sur la confiance dans leurs capacit6s de remboursement. L'encourt des cr6dits au 31 d6cembre 1991 est en baisse de 0,7 % alors que de 1985 6 1990, il avait connu une croissance moyenne de 14,6 %.

La hausse des taux d'int6r6t n'influe pratiquement pas les d6cisions des consommateurs d'acheter 6 cr6dit car souvent ce taux n'est pas affich6 par les commerçants (cr6dit gratuit). En 1991, seulement les cr6dits concernant les biens destin6s 6 l'ameublement gardent une croissance positive, certainement gr6ce 6 la bonne tenue de l'immobilier r6sidentiel qui en fin d'ann6e se porte plut6t vers les r6novations.

Par contre, les pr6ts destin6s 6 l'achat de biens m6nagers durables voient leur progression stopp6e 6 l'image du recul des ventes de ces biens au second semestre de 1991 suite au d6veloppement d'un comportement attentiste de la part des consommateurs.

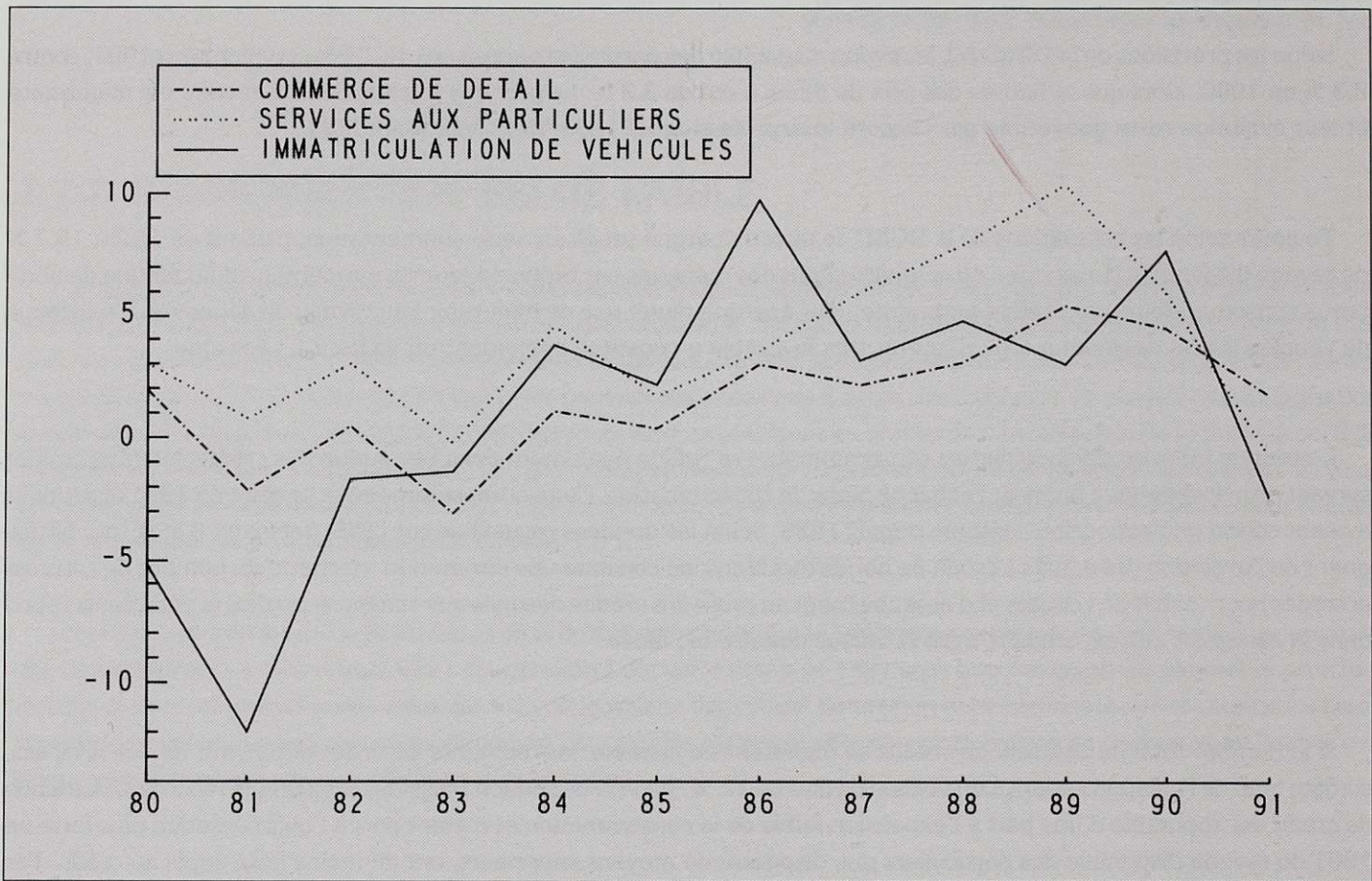


## A. CONSOMMATION DE BIENS

Le chiffre d'affaires déclaré par les commerçants pour l'année 1991 ne progresse que de 1,8 % en volume contre 4,8 % en 1990 et 5,6 % en 1989. Les taux de croissance des déclarations TVA, corrigées pour tenir compte de la possibilité laissée à certains déclarants de ne plus rentrer qu'une seule déclaration annuelle, sont repris au tableau 10.

GRAPHIQUE 7- CHIFFRE D'AFFAIRES EN VOLUME ET IMMATRICULATIONS DE VOITURES NEUVES

Variation en %, t/t-1.



SOURCE: MAE (INS et DGED).

C'est surtout au premier semestre que la faiblesse de la demande a été pleinement ressentie avec une baisse de 0,4 % en volume, suite aux reculs importants des mois de février, mars et mai 1991. Il faudra attendre le quatrième trimestre pour voir apparaître un redressement plus franc sous l'influence bénéfique des achats de fin d'année (+3,7 %). Le retour progressif de la confiance, illustré par un très bon mois de décembre, aura permis une croissance du chiffre d'affaires de 3,5 % au second semestre ce qui amène le résultat de l'ensemble de l'année à un niveau plus décent.

Presque tous les secteurs de la consommation montrent des croissances supérieures à la fin de l'année par rapport au premier semestre (alimentation, vêtements, biens durables, véhicules) alors que la baisse des ventes de services aux particuliers se confirme tout au long de l'année.



TABLEAU 10- CHIFFRE D'AFFAIRES EN VOLUME

Variation en %, t/t-1, sur base des déclarations à la TVA.

Rubriques	1987	1988	1989	1990	1991(a)
Alimentation	0,0	- 3,1	3,1	2,9	- 0,2
Produits de beauté et d'entretien	6,2	8,9	1,6	3,2	5,0
Textile et habillement	1,7	1,4	3,3	7,1	3,8
Chaussures et articles en cuir	- 0,8	- 3,7	2,2	5,3	2,7
Tissus d'ameublement	0,7	0,3	11,3	1,6	8,4
Equipeement du foyer	6,4	10,1	9,5	7,3	2,7
Moyens de transport	2,5	4,9	7,3	8,5	1,4
Carburants et huiles	6,2	6,2	2,2	- 3,7	2,2
Livres, papeterie, bureautique	2,2	0,9	6,5	4,8	- 4,0
Autres commerces de détail	9,1	9,0	11,5	7,8	6,5
Commerce à assortiment varié	0,3	- 0,1	4,6	3,3	1,5
TOTAL COMMERCE DE DETAIL	2,2	3,1	5,6	4,8	1,8

(a) Données provisoires.

SOURCE : Ministère des Affaires économiques, INS et DGED.

A l'examen de l'évolution des différents secteurs des ventes au détail, la plupart des rubriques NACE montrent des scores nettement en baisse par rapport à 1990. Les revers enregistrés par l'alimentaire (-0,2 %), les livres et la papeterie (-4,0 %) et le faible résultat des biens durables de l'équipement du foyer et des carburants (touchés par les hausses de prix du début d'année), sont significatifs d'une année très moyenne. Les meilleures performances sont à mettre à l'actif de catégories mineures comme les produits de beauté et d'entretien et les tissus d'ameublement de même que les divers «autres commerces de détail» comprenant les articles de sport, fleuristes, photos etc...(+6,5 %).

La relative stagnation des ventes de biens durables après quatre années pendant lesquelles leur croissance était supérieure à celle de la moyenne des achats des ménages peut être attribuée à plusieurs facteurs négatifs convergents. Tout d'abord, le comportement attentiste des ménages et leur crainte vis à vis de pertes de revenu éventuelles depuis le dernier trimestre de 1990, ont été peu propices aux investissements ménagers ainsi qu'à leur financement par un crédit. Cela explique le plafonnement de la masse des crédits accordés. Ensuite, une certaine saturation du marché de l'électroménager et des loisirs après plusieurs années fastes sans discontinuité.

Enfin, l'apport traditionnel de l'immobilier s'est quelque peu tari suite à la diminution des dépenses consacrées à l'aménagement et rénovation immobilière freinée par le haut niveau des taux hypothécaires et l'accroissement des incertitudes quant aux possibilités de remboursement en cas de crise prolongée.

Malgré de nettes divergences avec les statistiques de la TVA, les données recueillies lors des enquêtes INS dans le commerce donnent une bonne idée de la répartition des parts de marché des différents types de commerce et de leur croissance respective. En 1991, selon les chiffres provisoires non corrigés pour compatibilité avec la comptabilité nationale, l'ensemble des ventes du commerce de détail recule de 1,8 % en termes réels contre une progression de 2,7 % en 1990. La croissance totale des ventes de produits alimentaires atteint 1,5 % en termes réels contre 1,1 % seulement en 1990. Les ventes progressent plus que la moyenne dans les entreprises à succursales (+5,4 %) alors que le petit commerce indépendant connaît une stagnation (+0,6 %).

En matière de ventes non-alimentaires (consommation durable, articles d'ameublement et ménage, produits de voyage, sport, loisirs, équipement de la personne et habillement), on constate un recul des ventes de 2,7 % contre +5,4 % en 1990, avec une diminution plus importante au niveau du petit commerce (-3,4 %).



La répartition des ventes selon les différentes formes de distribution montre que la progression du commerce intégré au détriment du commerce indépendant, constitue une tendance permanente de l'organisation du commerce en Belgique (3).

C'est surtout en matière de ventes alimentaires que cela se remarque, étant donné la plus grande facilité apportée par la grande distribution. Les entreprises à succursales engrangent pratiquement tout l'apport de part de marché de la distribution intégrée en 1990 avec une avance de 13,5 % à 14,3 % des ventes totales qui se répartit comme suit: de 21,7 % à 22,6 % en ventes alimentaires et de 9 % à 9,5 % en ventes non-alimentaires.

TABLEAU 11- PARTS RELATIVES DES FORMES DE DISTRIBUTION DANS LES VENTES AU DETAIL

En %.

Désignation	1981	1985	1989	1990	1991 (a)
Ventes alimentaires					
Commerce de détail indépendant	68,6	69,7	67,7	67,6	67,0
Grands magasins et hypermarchés	4,8	11,2	10,7	10,5	10,3
Entreprises à succursales	25,7	18,8	21,4	21,7	22,6
Coopératives de consommation	0,9	0,3	0,1	0,1	0,1
Total des ventes	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Ventes non-alimentaires					
Commerce de détail indépendant	88,4	86,7	85,7	85,9	85,3
Grands magasins et hypermarchés	6,0	6,2	5,3	5,0	5,2
Entreprises à succursales	5,3	6,9	9,0	9,0	9,5
Coopératives de consommation	0,3	0,2	p.m.	p.m.	p.m.
Total des ventes	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Ensemble des ventes au détail					
Commerce de détail indépendant	81,1	80,1	79,2	79,4	78,6
dont Supermarchés	3,5	2,8	2,8	2,7	2,7
Grands magasins et hypermarchés	5,6	8,2	7,2	7,0	7,1
Entreprises à succursales	12,8	11,5	13,5	13,6	14,3
Coopératives de consommation	0,5	0,2	0,1	0,1	0,1
Total des ventes	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(a) Données provisoires.

SOURCE : FEDIS, sur base de données de l'INS.

Néanmoins, le petit commerce indépendant réalise toujours la plus grande partie des ventes surtout dans le non-alimentaire ou le service d'un magasin spécialisé représente encore un élément de choix pour le consommateur par sa plus grande souplesse. L'emploi apporté par ce tissu de petits détaillants se maintient avec, selon la FEDIS, près d'un demi-million (+ 1,5 % en 1991).

Si l'on reprend les parts de marchés sur les dix dernières années, le commerce intégré est passé de 19,3 % à 21,4 % de 1980 à 1991; subdivisant, la part monte de 29,6 % à 33 % en commerce alimentaire, et de 11,8 % à 14,7 % en commerce non-alimentaire. A l'intérieur de commerce intégré, les entreprises à succursales ont perdu des parts de marché par rapport aux hypermarchés en ventes alimentaires.



B. AUTOMOBILES

Les ventes de véhicules restent l'un des vecteurs les plus stables parmi les dépenses des ménages. En 1991, les immatriculations se sont élevées à 462 125 voitures neuves soit une baisse de 2,4 % par rapport au record établi en 1990, année favorisée par un salon de l'auto. Une comparaison avec l'année 1989, également sans salon de l'auto, fait encore apparaître une croissance de 5,1 % ce qui signifie que finalement le niveau des ventes de véhicules se maintient très honorablement et que ni la saturation promise par certains experts, ni les incertitudes qui ont assombri l'évolution économique au premier semestre de l'année ne semblent avoir trop influencé les ventes en 1991.

Les pressions à la hausse sur le marché secondaire provoquées par les achats massifs des résidents des pays de l'Est qui ont incité de nombreux conducteurs à renouveler leur voiture peuvent constituer un élément d'explication, mais il ne faut pas négliger non plus les réexportations de véhicules après immatriculation temporaire en Belgique. En effet, depuis plusieurs années, le nombre des véhicules immatriculés régulièrement en Belgique ne serait plus significatif de la consommation réelle des ménages belges en automobiles étant donné la part croissante des réexportations de voitures «d'occasion» après immatriculation inférieure à trois mois. On voit aussi de nombreuses agences de location de voitures qui revendent des véhicules quasi-neufs à l'étranger après quelques semaines.

TABLEAU 12- IMMATRICULATIONS DE VEHICULES

Désignation	1987	1988	1989	1990	1991
Véhicules neufs :					
- nombre	407 630	427 142	439 757	473 608	462 120
- variation en %, t/t-1	3,2	4,8	3,0	7,7	- 2,4
Véhicules usagés :					
- nombre	522 997	551 976	556 081	549 161	531 504
- variation en %, t/t-1	6,2	5,5	0,7	- 1,2	- 3,2
Rapport entre véhicules neufs et usagés	0,78	0,77	0,79	0,86	0,87

SOURCE : Ministère des Communications, Administration des Transports.

Selon une enquête (4), l'analyse des données 1990 fait apparaître que 12,8 % des voitures enregistrées par le Ministère des Communications sont en fait désimmatriculées dans les trois mois et donc ne font plus partie du parc automobile belge. On ne dispose pas encore de données pour 1991 mais il est probable que ce phénomène s'est encore amplifié depuis l'ouverture des pays de l'Est qui ne disposent pas d'un réseau de distribution bien structuré. Les statistiques d'immatriculation sont donc régulièrement surévaluées depuis un certain nombre d'années.

TABLEAU 13- VEHICULES NEUFS FINANCES PAR CREDIT

Période	% des véhicules neufs financés	Montant moyen par contrat (en 000 BEF)
1985	38,5	229,2
1986	44,4	250,5
1987	45,4	263,8
1988	44,9	290,6
1989	45,2	306,5
1990	42,3	321,2
1991	39,5	330,4

SOURCE : MAE (INS et DGED).



Le recours au crédit est un moyen de financement important des achats de véhicules. En 1991, on constate une baisse du nombre de contrats à tempérament octroyés pour l'achat de véhicules ainsi qu'un recul de 7,5 % des montants accordés. Mais ces opérations représentent toujours près de 60 % de tous les crédits à tempérament offerts annuellement aux emprunteurs. Par contre, le tableau 13 montre un accroissement de 2,8 % du montant moyen par contrat alors que le pourcentage des véhicules neufs financés retombe de 42,3 % à 39,5 % ce qui confirme que plus d'acheteurs préfèrent bénéficier de remises plus attractives en finançant directement l'achat d'une nouvelle voiture. Les opérations de leasing ne sont pas comprises dans ces statistiques, ce qui gonflerait encore le montant des financements consacrés aux véhicules.

## C. CONSOMMATION DE SERVICES

Le volume des achats de services est difficile à quantifier étant donné le manque de statistiques disponibles. Alors que le tertiaire représente plus de 50 % du PNB, on ne dispose que de données fragmentaires pour suivre l'évolution de la branche. Des pans entiers de celui-ci ne sont connus que de manière macro-économique par la comptabilité nationale ce qui ne permet pas de disposer d'indicateurs récents. En outre, une grande partie des services rendus aux particuliers (par exemple: banques, assurances, transports) sont virtuellement indissociables de ceux fournis aux entreprises par les mêmes prestataires.

Les ventes de services peuvent être aussi sensibles à la conjoncture économique et cet état de choses est souligné par les arbitrages constants effectués par les ménages entre des dépenses de caractère différents comme les achats dits de première nécessité (alimentaire, vêtements) et des dépenses de loisirs (vacances, restaurants...) qui prennent une part plus importante de leur budget selon les périodes. En 1991, par exemple, on constate au début de l'année une diminution sensible des postes liés aux voyages suite à la crainte des attentats lors de la guerre au Moyen-Orient. Les réparations de véhicules voient leur chiffre d'affaire entamé par la disparition de nombreuses occasions vendues à l'étranger après l'ouverture des pays de l'Est.

TABLEAU 14- CHIFFRE D'AFFAIRES DES SERVICES EN VOLUME

Variation en %, t/t-1, sur base des déclarations à la TVA.

Désignation	1987	1988	1989	1990	1991
HORECA	1,8	5,2	7,3	5,32	3,3
Réparation de biens de consommation et véhicules	9,4	14,5	17,3	9,42	- 4,6
Agences de voyage	1,9	9,3	3,6	3,1	- 1,0
Transports de voyageurs par route (privé et public)	13,1	3,4	- 1,0	1,2	- 0,5
Services récréatifs et culturels	12,3	11,0	20,2	10,5	5,2
Services personnels	3,6	1,5	3,3	4,5	5,1
ENSEMBLE DES SERVICES	6,0	7,9	10,5	6,0	- 0,7

SOURCE : MAE (INS et DGED).

La croissance de l'ensemble des services repris au tableau 14 qui est devenue négative pour la première fois en 1991 depuis le début des années quatre-vingt, avec un recul de 0,7 %. Les services destinés aux ménages sont restés déprimés pendant toute l'année, (-1,3 % pour le quatrième trimestre) sans accompagner l'amélioration au niveau des ventes de biens. Ce sont surtout les mauvais résultats en réparations de biens (-4,6 %) et aussi agences de voyages (-1,0 %) qui expliquent le recul global enregistré en 1991. L'impact des tensions internationales s'est donc fait sentir principalement au niveau des ventes de voyages, des services récréatifs et des transports plus directement affectés. L'HORECA en Belgique a malgré tout su profiter des annulations de voyages à l'étranger par certains vacanciers.



### 2.2.3. ENQUETES DE CONJONCTURE

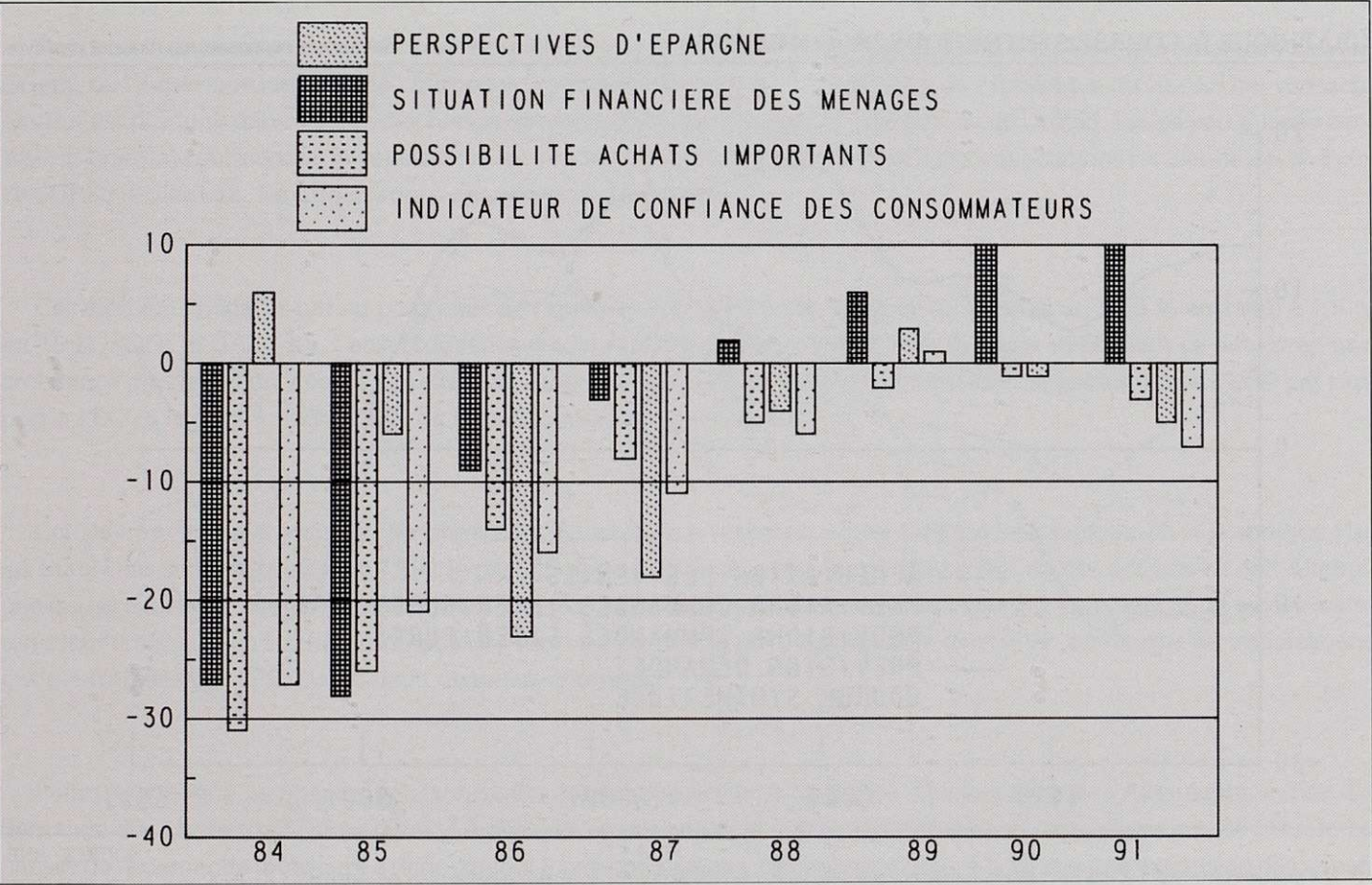
La comparaison des résultats des deux principales enquêtes de conjoncture qui s'adressent d'une part aux consommateurs et d'autre part aux commerçants, permet de mieux saisir les motivations des deux partenaires de la consommation privée.

L'enquête de la Communauté Européenne sur les conditions économiques et financières interroge les ménages sur la situation économique, leur épargne, leur situation financière personnelle et leur propension à effectuer des achats importants (5). Les indicateurs obtenus représentent une moyenne pondérée des réponses à chaque question. Ce sont les variations des indices plutôt que leurs valeurs absolues qui sont significatives de la manière dont les consommateurs apprécient les conditions économiques, leurs choix financiers et leurs intentions d'achat.

La perception par les consommateurs de la dégradation des conditions économiques et financières se traduit par une détérioration constante du solde des réponses à cette enquête avec un indicateur de confiance qui passe de 0 en 1990 à -7 points en 1991. L'appréciation de la situation économique se dégrade considérablement passant de -2 à -20 points sans que la situation financière des ménages ne soit considérée comme aggravée. Les opinions sur l'opportunité d'un achat important reculent également dans une moindre mesure ce qui explique en partie le recul des ventes de biens durables.

GRAPHIQUE 8- SITUATION FINANCIERE DES MENAGES ET ACHATS IMPORTANTS

*Soldes des réponses négatives et positives.*



SOURCE: Commission de la CEE.



C'est donc bien le détournement des revenus, de la consommation vers l'épargne, qui est l'élément le plus instructif de l'enquête en 1991 avec une capacité d'épargne jugée très prometteuse, atteignant une moyenne de +60 en hausse constante jusqu'à la fin de l'année.

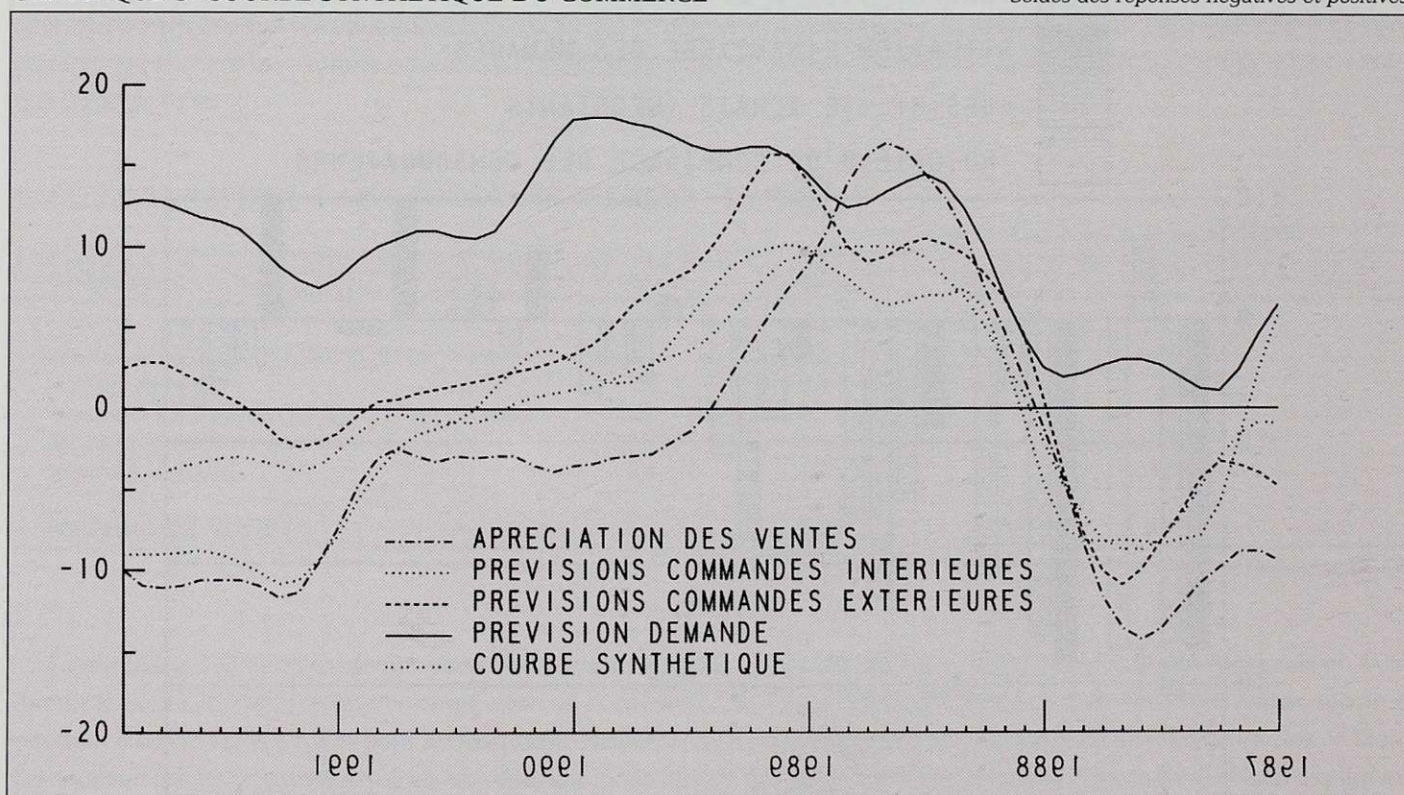
La courbe synthétique du commerce, calculée par la Banque Nationale de Belgique à partir d'enquêtes mensuelles auprès des commerçants est révélatrice des tendances dans le commerce de détail (6). L'année 1991 a vu une dégradation sévère au premier semestre avec un minimum jamais atteint par la courbe lissée avec -8,7 points. Une lente remontée s'est ensuite manifestée jusqu'à la fin de l'année mais sans revenir aux niveaux de 1989 et 1990. Les soldes bruts de réponses sont les révélateurs directs des soubresauts dans les résultats des enquêtes. En 1991, se sont surtout les appréciations portées par les commerçants sur leurs ventes qui se sont révélés largement négatives tandis que les prévisions de commandes ont connu une nette amélioration en fin d'année ce qui préfigurait les bons résultats des achats de Noël.

Sur le plan sectoriel, les secteurs électro-ménager et alimentaire se sont signalés par des résultats constamment à la baisse durant toute l'année alors qu'une légère amélioration se faisait jour au second semestre en matière de ventes de véhicules et habillement.

La comparaison des deux enquêtes montre que les achats des ménages ont commencé à se relever avant de ressentir un net mieux sur le plan de la confiance des consommateurs. L'incidence des événements internationaux sur les achats ont été limités au premier semestre de 1991, les mauvais résultats persistants de certains secteurs comme l'électro-ménager ne pouvant être attribués qu'à un début de saturation du marché après plusieurs années de résultats exceptionnels dans cette branche.

GRAPHIQUE 9- COURBE SYNTHETIQUE DU COMMERCE

*Soldes des réponses négatives et positives.*



SOURCE: BNB.

(a) Les quatre composantes ont été sélectionnées sur base de leur représentativité. La courbe synthétique est calculée à partir d'un nombre plus élargi de composantes.



## 2.3. COMMERCE EXTERIEUR

### 2.3.1. CROISSANCE RALENTIE DU COMMERCE MONDIAL

En 1991, le ralentissement de la croissance du commerce international a continué à se poursuivre, principalement suite à la baisse de l'activité économique dans les grands pays industrialisés (les pays de la zone OCDE représentant plus des trois-quarts des échanges de marchandises).

A ce fléchissement de l'activité, important notamment aux Etats-Unis et dans les autres pays anglo-saxons, se sont ajoutés les effets de bouleversements dans les relations internationales: guerre du Golfe, effondrement des systèmes économiques des pays de l'Europe centrale et orientale et en URSS, réunification de l'Allemagne. Quelques éléments positifs ont cependant soutenu l'expansion des échanges internationaux: hausse de la demande d'importation de l'Allemagne unifiée en 1990-1991, croissance des échanges dans le Sud-Est asiatique et forte augmentation des importations des pays de l'OPEP (voir tableau 15). En Asie, les six principaux pays non membres de l'OCDE (Chine, Corée, Hong-Kong, Malaisie, Singapour et Taïwan) ont enregistré des taux de croissance allant de 10 à 20 % pour les exportations et de 8 à 30 % pour les importations (7).

Par contre, un recul en valeur a caractérisé les échanges internationaux des pays africains, les exportations du Moyen-Orient, de l'Amérique latine et de l'Europe occidentale ainsi que les importations de l'Amérique du Nord. Une véritable chute s'est produite dans les flux d'échange des pays d'Europe centrale et orientale et de l'URSS. Les pays d'Europe centrale et orientale auraient vu la valeur de leurs exportations décroître de 20 % et leurs importations reculer de 25 %. Pour l'ex-URSS seulement, les importations ont baissé de 42 % (8).

Ces éléments négatifs ont eu pour effet de ramener la croissance du commerce mondial de 13,5 % en 1990 à 1,5 % en 1991, selon le GATT (9). Cette croissance est la plus faible depuis 1985. Trois facteurs expliquent ce net recul: une croissance plus faible en volume, les effets de variations des taux de change (notamment l'appréciation de l'USD par rapport à l'ECU), la diminution de prix de certaines matières premières.

Considérant les pays occupant les premières places dans le commerce international (voir tableau 16 et graphique 10), les Etats-Unis sont redevenus en 1991 le premier exportateur mondial de marchandises, en remplacement de l'Allemagne qui les avaient dépassés l'année précédente. Malgré un léger ralentissement, les exportations américaines ont pu maintenir leur croissance grâce notamment à une forte demande des pays asiatiques et de l'OPEP, tandis que les importations ont été freinées par la faiblesse de la demande intérieure.

Pour l'Allemagne, le phénomène principal a été l'explosion de la demande d'importation de l'Allemagne unifiée. La demande des Länder de l'Est ne pouvait être entièrement satisfaite par les producteurs de l'ex-Allemagne de l'Ouest. La hausse de la demande intérieure a donc conduit à une décroissance des exportations (-4,5 %) et à une expansion des importations (+9,5 %), qui a profité aux pays européens proches et aussi aux pays du Sud-Est asiatique (10).



TABLEAU 15- COMMERCE MONDIAL DE MARCHANDISES PAR REGION GEOGRAPHIQUE

En valeur, variation en %, t/t-1.

Régions géographiques	1990	1991
MONDE		
- Exportations	13,5	1,5
- Importations	13,5	1,5
EUROPE OCCIDENTALE		
- Exportations	19,5	- 1,5
- Importations	20	0,5
EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE, URSS		
- Exportations	- 8	- 20
- Importations	1	- 25
AMERIQUE DU NORD		
- Exportations	8,5	5,5
- Importations	4,5	- 2,5
AMERIQUE LATINE		
- Exportations	8,5	- 4
- Importations	12,5	12
ASIE		
- Exportations	8,5	11,5
- Importations	11	8,5
dont: JAPON		
- Exportations	5	9,5
- Importations	12	0,5
AFRIQUE		
- Exportations	14	- 3,5
- Importations	12,5	- 1
MOYEN ORIENT		
- Exportations	22	- 9,5
- Importations	11,5	16,5

SOURCE : GATT (1992), *Rapport annuel*, mars.

L'UEBL maintient sa neuvième place d'exportateur devant Hong-Kong qui ravit la dixième place à l'ex-URSS dont les exportations ont chuté de 25 % et qui se retrouve en onzième position. A l'importation, l'UEBL passe de la dixième à la neuvième place, au lieu de l'ex-URSS qui rétrograde à la treizième position, suite à un recul de 42 % de ses importations.

Le ralentissement de la croissance du commerce mondial en valeur résulte en partie d'une baisse de la hausse en volume (tableaux 17 et 18, graphique 11). Les différents organismes s'accordent pour évaluer la croissance du commerce mondial à environ 3 % en volume en 1991 (tableau 17), alors que la progression en 1990 était comprise dans une fourchette de 4 % à 6 % selon les sources. L'expansion du commerce mondial est en recul pour la troisième année consécutive: selon le GATT, après la forte hausse enregistrée en 1988 (+8,5 %), les exportations mondiales de marchandises ont connu une croissance progressivement ralentie: +7 % en 1989, +5 % en 1990 et +3 % en 1991. Ce taux est aussi le plus faible enregistré depuis 1985 (+2,5 %).



TABLEAU 16 : PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS ET IMPORTATEURS MONDIAUX, 1991

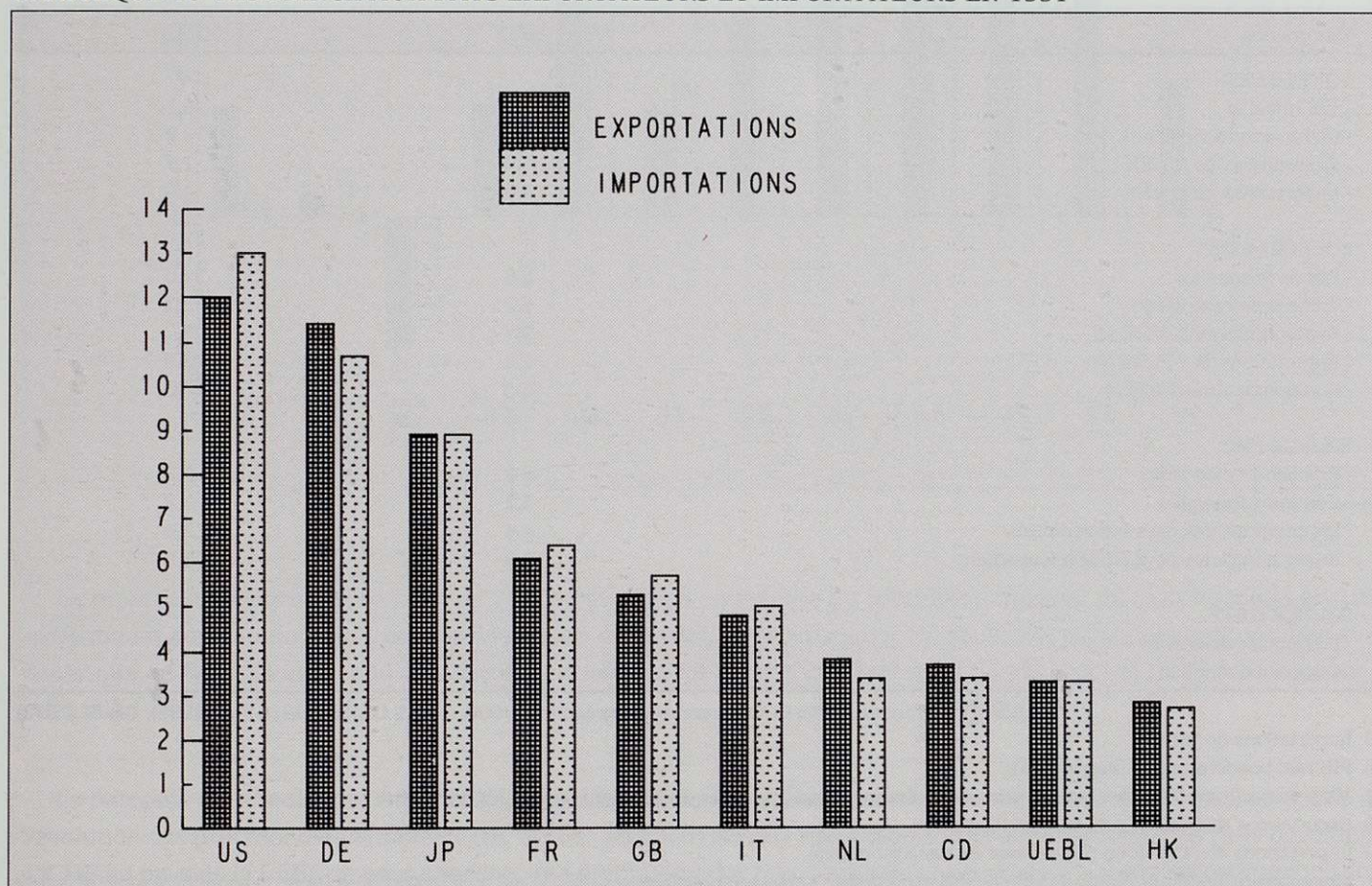
En valeur.

Pays	Exportations	En % du total	Variation en %, t/t-1 (a)
<b>Principaux exportateurs</b>			
1. Etats-Unis	422	12,0	+7,5
2. Allemagne	403	11,4	-4,5
3. Japon	315	8,9	+9,5
4. France	217	6,1	-
5. Royaume-Uni	185	5,3	-
6. Italie	169	4,8	-1,0
7. Pays-Bas	133	3,8	1,0
8. Canada	129	3,7	2,0
9. UEBl	117	3,3	-0,5
10. Hong-Kong	98	2,8	19,5
<b>Principaux importateurs</b>			
1. Etats-Unis	509	13,0	-1,5
2. Allemagne	390	10,7	9,5
3. Japon	236	8,9	0,5
4. France	232	6,4	-1,0
5. Royaume-Uni	210	5,7	-6,0
6. Italie	183	5,0	0,5
7. Pays-Bas	124	3,4	2
8. Canada	124	3,4	-0,5
9. UEBl	120	3,3	-
10. Hong-Kong	100	2,7	21,0

(a) 1991 par rapport à 1990.

SOURCE : GATT (1992).

GRAPHIQUE 10- LES PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS ET IMPORTATEURS EN 1991



SOURCE : GATT (1992).



Malgré tout, la croissance des échanges mondiaux en volume demeure supérieure à celle de la production mondiale (+ 3 % contre + 1 % en 1991), comme ce fut le cas depuis 1986 (voir graphique 11). Les perspectives demeurent fort incertaines, du fait que la reprise de la croissance économique prévue pour l'année dernière ne s'est pas produite, mais selon le GATT, il semble raisonnable de s'attendre à une modeste accélération des échanges mondiaux, de l'ordre de 4 % en volume en 1992.

Le rapport annuel du GATT souligne aussi que le succès des négociations commerciales en cours dans le cadre de l'URUGUAY ROUND contribuerait de façon tangible à l'amélioration des perspectives de l'économie mondiale. Selon un rapport de l'OCDE intitulé «Libéralisation des échanges: quel enjeu?», une réforme partielle des échanges telle qu'elle est envisagée dans le rapport final des négociations multilatérales sur l'Uruguay Round générerait un bénéfice supérieur à 195 milliards d'USD, dont plus de 90 milliards bénéficieraient aux PVD et aux pays d'Europe centrale et orientale (11).

Selon ce rapport, les obstacles actuels aux échanges entraînent des distorsions pour le commerce mondial dont l'élimination totale permettrait un gain économique total de 477 milliards d'USD par an, dont 255 milliards USD au profit des pays de la zone de l'OCDE. D'ici 10 ans, la libéralisation totale des échanges commerciaux aurait pour conséquence une augmentation des revenus de la CEE ainsi que du Japon de 2,4 % et de 3 % pour l'AELE. Une réforme partielle correspondant à un compromis dans le cadre des négociations de l'Uruguay Round (108 pays membres du GATT) entraînerait une hausse des revenus de 1 % pour la CEE et le Japon.

TABLEAU 17- PRODUCTION ET COMMERCE MONDIAUX DE MARCHANDISES, EN VOLUME

Désignation	Variation en %, t/t-1.	
	1990	1991
SOURCE CEE:		
- PIB mondial	1,1	0,2
- Commerce mondial (a)	6,0	2,9
- Exportations de la CEE	7,2	1,7
- Importations de la CEE	7,5	4,9
SOURCE OCDE:		
- PIB de la zone (b)	2,6	1,0
- Commerce mondial (c)	5,2	3,3
- Exportations de l'OCDE (d)	5,6	5,7
- Importations de l'OCDE (e)	5,0	3,9
- Commerce intra-OCDE (f)	5,0	2,2
SOURCE FMI:		
- Production mondiale	2,2	- 0,3
- Commerce mondial	4,1	3,2
- Importations des pays industrialisés	4,4	2,4
- Importations des pays en développement	4,3	5,6
SOURCE GATT:		
- Production mondiale	2,5	1
- Commerce mondial	5	3

SOURCE : Commission des Communautés européennes, (1990, 1991); OCDE (1991); FMI (1992); GATT (1992).

(a) Importations de biens.

(b) PIB réel pondéré par les importations.

(c) Moyenne arithmétique des taux de croissance des importations et des exportations mondiales en volume.

(d) Exportations de l'OCDE vers le reste du monde.

(e) Importations de l'OCDE en provenance du reste du monde.

(f) Moyenne arithmétique simple du volume des exportations et des importations intra-OCDE, tel qu'il ressort du volume du commerce total de la zone OCDE et des flux estimés entre les zones OCDE et non-OCDE.



TABLEAU 18- COMMERCE MONDIAL DE MARCHANDISES (a), EN VOLUME, PAR REGION GEOGRAPHIQUE

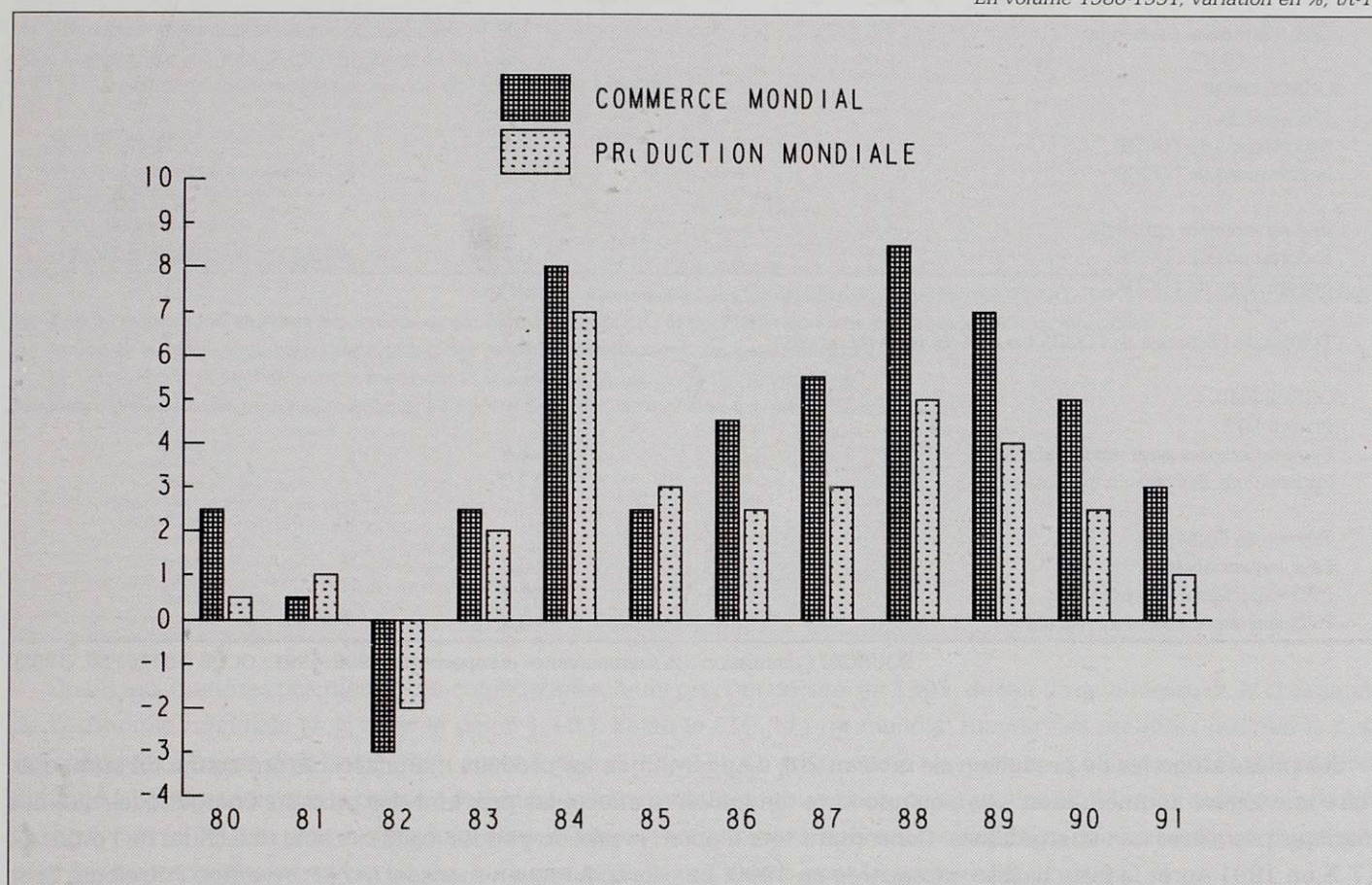
Désignation	Variation en %, t/t-1.	
	1990	1991
Europe occidentale	4	2
- dont: CEE	4	2,5
Europe centrale-orientale	- 10	- 15
Amérique du Nord	7,5	6,5
Amérique Latine	5	2
Asie	7	8,5

(a) Volume des exportations.

SOURCE : GATT (1992).

GRAPHIQUE 11- LA PRODUCTION ET LE COMMERCE MONDIAUX DE MARCHANDISES

En volume 1980-1991, variation en %, t/t-1.



SOURCE: GATT (1992).

La répartition géographique (tableau 18) de l'évolution en volume du commerce mondial de marchandises en 1991 confirme les constatations concernant l'évolution en valeur. La croissance a été soutenue principalement en Asie et en Amérique du Nord, alors qu'elle s'est fortement ralentie en Europe occidentale et qu'elle a chuté en Europe centrale et orientale (-15 %).

La faiblesse de la croissance des échanges mondiaux de marchandises en valeur s'explique également en partie par l'évolution des prix mondiaux (tableau 19). Si l'on considère les prix des exportations (importations) des pays développés (OCDE ou pays de la CEE), on peut observer une diminution des prix comprise entre -1 et -3 % selon les estimations, lorsque ces prix sont exprimés en USD. En monnaie nationale, ces prix ont stagné, voire légèrement baissé.



TABLEAU 19- PRIX DU COMMERCE MONDIAL DE MARCHANDISES

Désignation	Variation en %, t/t-1.	
	1990	1991
SOURCE CEE		
- Monde, prix en USD		
. Prix à l'exportation	9,8	- 2,2
. Prix à l'importation	9,0	- 2,3
- CEE, prix en USD		
. Prix à l'exportation	15,0	- 2,4
. Prix à l'importation	13,7	- 2,6
- CEE, prix en monnaie nationale		
. Prix à l'exportation	1,0	0,7
. Prix à l'importation	- 0,2	0,5
- CEE, Termes de l'échange	1,2	0,2
SOURCE OCDE		
- Prix en USD		
. Exportations de l'OCDE	9,1	- 1,1
. Importations de l'OCDE	9,1	- 2,9
- Prix en monnaie nationale		
. Exportations de l'OCDE	0,3	0,2
. Importations de l'OCDE	0,6	- 1,1
- Termes de l'échange de l'OCDE vis-à-vis du reste du monde	- 2,7	2,7
SOURCE FMI		
- Prix en DTS		
. Exportations des pays industrialisés	2,8	- 1,0
. Importations des pays industrialisés	3,6	- 2,6
- Termes de l'échange:		
. Pays industrialisés	- 0,8	1,7
. PVD exportateurs de pétrole	15,8	- 10,8
. PVD non-exportateurs de pétrole	0,2	2,9

SOURCE : Commission des Communautés européennes, (1990, 1991); OCDE (1991); FMI, (1992).

Selon les catégories de produits (voir tableau 20), il apparaît que les produits manufacturés ont connu un statu quo, voire une légère augmentation, alors qu'une forte diminution a affecté les prix tant des produits énergétiques que des matières premières non-énergétiques. Concernant tout d'abord le prix du pétrole, celui-ci a subi une chute de l'ordre de 17 % en 1991 après la forte hausse enregistrée en 1990. Le prix spot moyen mensuel (APSP: Average Petroleum Spot Price) qui avait augmenté subitement de 16 USD environ le baril en juillet 1990 à un sommet de plus de 33 USD le baril en octobre, est retombé ensuite à environ 17 USD en février 1991 et s'est maintenu dans la fourchette de 17-18 USD jusqu'en août 1991. Ensuite, le prix a haussé jusque 22,5 USD en octobre, en partie en raison des problèmes de production pétrolière en ex-URSS, mais il a rediminué dans les mois suivants, pour atteindre 16,5 USD le baril en janvier 1992. En terme réel, le prix a baissé de 18,5 % en 1991, soit plus que le gain enregistré l'année précédente (12).

Cette diminution est à attribuer à une faiblesse de la demande et à une suffisance de l'offre. La consommation mondiale énergétique n'a augmenté que très peu, vu le ralentissement de l'activité économique dans la plupart des pays industrialisés, le recul dans les pays d'Europe centrale et orientale et en ex-URSS et la croissance plus faible de l'utilisation de pétrole dans certains PVD. Du côté de l'offre, s'il y a eu une baisse notable de la production de l'ex-URSS (-10 %), par contre, la production des pays de l'OPEP s'est suffisamment développée, malgré l'absence de l'Irak sur le marché du pétrole.



TABLEAU 20- PRIX DU COMMERCE MONDIAL PAR CÂTEGORIE DE MARCHANDISES

Sources	Variation en %, t/t-1.	
	1990	1991
SOURCE CEE		
Prix des matières premières (a)		
- Total combustibles exclus	- 0,3	- 6,0
- Combustibles	31,9	- 15,1
SOURCE OCDE		
- Prix en USD		
. Exportations de produits manufacturés de l'OCDE	9,3	- 0,7
. Importations de produits énergétiques de l'OCDE	24,5	- 4,9
. Importations de matières premières non-énergétiques de l'OCDE	5,2	- 3,5
- Prix en monnaie nationale		
. Exportations de produits manufacturés de l'OCDE	0,4	0,4
. Importations de produits énergétiques de l'OCDE	16,4	- 3,4
. Importations de matières premières non-énergétiques de l'OCDE	- 3,1	- 2,3
SOURCE FMI		
Prix du commerce mondial en USD:		
- Produits manufacturés (b)	9,3	1,9
- Pétrole (c)	28,2	- 16,9
- Matières premières hors pétrole (d)	- 7,9	- 4,8

SOURCE : Commission des Communautés européennes, (1990, 1991); OCDE (1991); FMI (1992).

(a) Prix à l'exportation basé sur des indices de prix en USD de l'ONU et du FMI et pondéré par les exportations mondiales.

(b) Indice de la valeur unitaire à l'exportation des produits manufacturés des pays industrialisés.

(c) Moyenne des prix spot de pétrole brut pour l'UK Brent, le Dubai et Alaska North Slope.

(d) Indice des cours des marchés mondiaux à l'exportation pour les matières premières hors pétrole.

Quant aux matières premières non-combustibles, leurs prix ont décliné en 1991, du fait de la faiblesse de la croissance de l'économie mondiale (voir aussi le point 4.3.2.). Selon le FMI, le prix mondial moyen des matières premières non-énergétiques a baissé de 5 % en 1991, après 8 % en 1990 (13). Ce sont surtout les métaux et minéraux dont les prix ont diminué (-12 %), tandis que la baisse a été un peu plus modérée pour les boissons tropicales (-7 %) et les matières premières agricoles (-3 %). Les prix des produits alimentaires se sont en moyenne peu modifiés. Les prix ont eux peu augmenté pour les huiles végétales, la viande, les bananes, mais ils ont baissé pour le sucre et les céréales.

Les soldes des balances des paiements courants se sont sensiblement modifiés en 1991, en ce qui concerne plus particulièrement les plus grandes nations commerçantes. Selon le FMI (estimations du mois de mars 1992), le déficit des Etats-Unis a été presque résorbé, tombant de 92,1 milliards USD en 1990 à 8,9 milliards en 1991 et le surplus du Japon a presque doublé, passant de 35,8 à 71,1 milliards (14). Ces évolutions se sont faites au détriment de l'Allemagne dont l'excédent (+ 47,9 milliards en 1990) a disparu pour laisser la place à un large déficit (-18,9 milliards). Ce déficit est à attribuer évidemment aux effets de l'unification. Cette détérioration a affecté la position de la CEE dans son ensemble dont le déficit courant s'est accru de 5,9 à 56,7 milliards. Pourtant, certains pays européens ont enregistré une amélioration: la France (-4,3 milliards contre -8,4 milliards) et le Royaume-Uni (-9,8 milliards contre -27,1 milliards). Ces mouvements apparaissent au tableau 21, en terme de % du PIB.



TABLEAU 21- BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS DES PRINCIPALES NATIONS COMMERCANTES

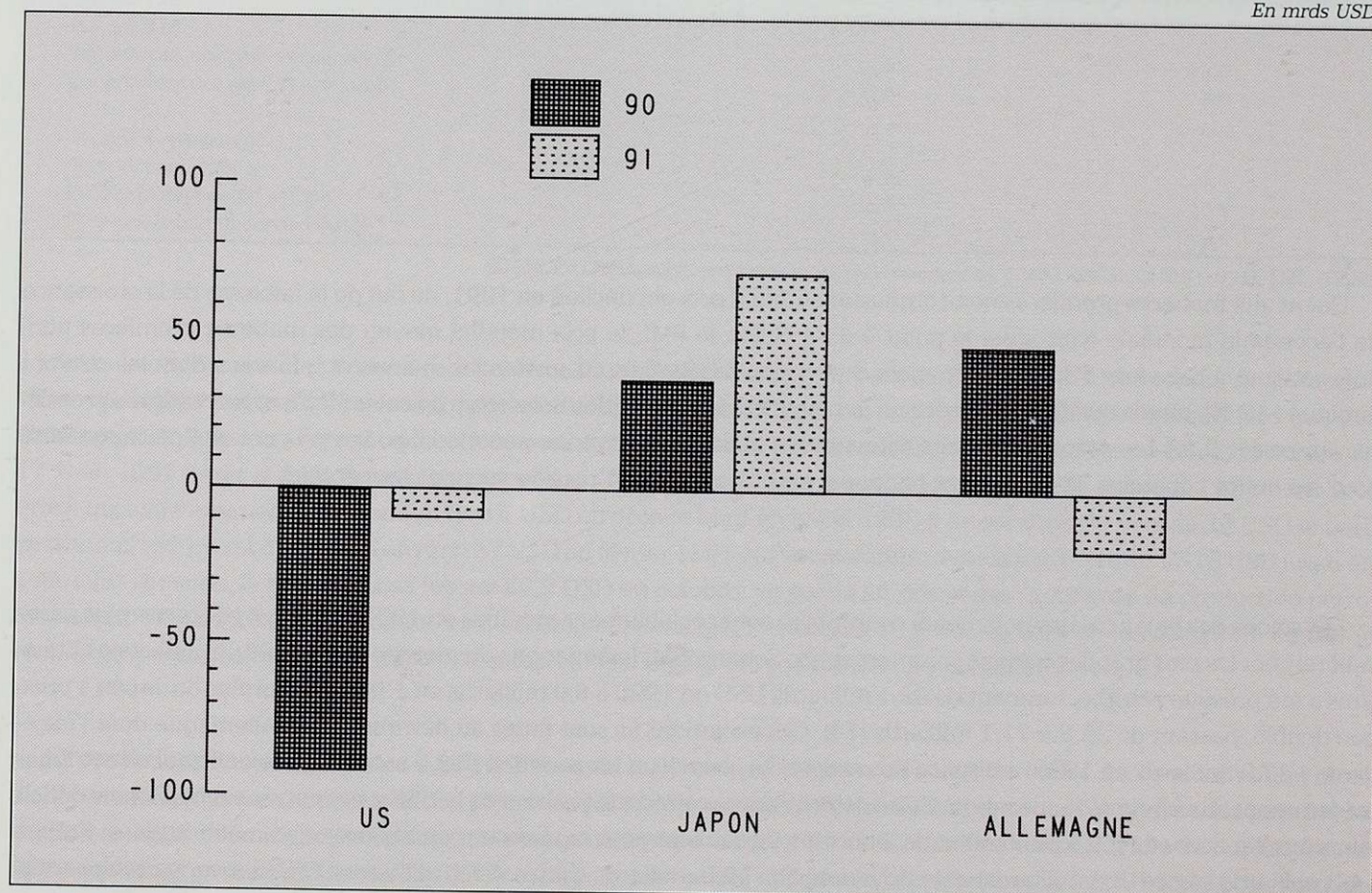
En % du PIB.

Pays ou zone	1990	1991
Etats-Unis	- 1,7	- 0,2
Japon	1,2	2,1
Allemagne	2,9	- 1,1
France	- 0,7	- 0,4
Italie	- 1,3	- 1,8
Royaume-Uni	- 2,8	- 1,0
CEE	- 0,1	- 0,9
Pays industrialisés	- 0,6	- 0,2

SOURCE : FMI, 1992, *World Economic Outlook-Statistical Appendix*, mars.

GRAPHIQUE 12- BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS DES 3 PRINCIPALES NATIONS COMMERCANTES, 1990-1991

En mrd\$ USD.



SOURCE: FMI (1992).



## 2.3.2. COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL EN SÒURDINE

### A. EVOLUTION GENERALE DES ECHANGES DE MARCHANDISES

Le commerce extérieur de l'UEBL est demeuré peu dynamique en 1991: les exportations, qui ont atteint une valeur de 4 024,0 mrds de BEF, ont crû de 2 % en valeur et les importations, qui se sont élevées à 4 119,6 mrds, ont augmenté de 2,7 %. En 1990 déjà, la croissance avait été très faible: 0 % pour les exportations et 3,3 % pour les importations, après une année 1989 de forte expansion des échanges (respectivement + 16,6 % et + 14,4 %). Ce ralentissement au cours des dernières années reflète l'environnement international décrite au point précédent.

La faiblesse de l'évolution des flux en valeur découle de la combinaison d'une diminution des prix et d'une augmentation des quantités. Concernant tout d'abord les prix, les indices de valeur unitaire indiquent une décroissance de 1,9 % à l'exportation et 1,4 % à l'importation, après respectivement 3,1 % et 1,8 % en 1990. Il y a donc eu un ralentissement progressif de la baisse. A l'exportation, la diminution, qui était de 2,4 % au deuxième trimestre de 1990, a atteint un maximum de 5 % au quatrième trimestre de 1990, pour se réduire ensuite à 3 % au premier trimestre de 1991. La baisse a été inférieure à 3 % au cours des deux trimestres suivants et a disparu au quatrième trimestre de 1991 (+0,11 %) (15). A l'importation, les fluctuations ont été plus erratiques. Au premier trimestre de 1991, la baisse atteignait 2 %, elle s'est réduite à moins de 1 % au cours des deux trimestres suivants, pour réaugmenter à 3,5 % au dernier trimestre.

Il faut noter des variations de prix fort importantes selon les catégories de produits. De plus, certains produits connaissent des mouvements erratiques qui ne sont pas sans influence sur l'indice général. Ainsi, il peut être intéressant de remarquer que l'indice du total des marchandises sans le diamant a connu une baisse de 1 % à l'exportation et 0,5 % à l'importation, contre respectivement 1,9 % et 1,4 % pour l'indice global. Le diamant représente 7 % des exportations de l'UEBL et 6 % des importations.

Si l'on considère les matières premières, à l'exclusion des produits énergétiques, la baisse a été beaucoup plus marquée que pour le total (-8,5 % pour les exportations et -7,1 % pour les importations) et reflète l'évolution des cours sur les marchés mondiaux de produits primaires (voir les points 2.3.1. et 4.3.2.).

Les combustibles minéraux ont été orientés encore à la hausse quant aux prix à l'exportation, mais avec un ralentissement très marqué en cours d'année: l'augmentation était de 18,5 % en janvier et elle est tombée à 13 % après 6 mois, 11 % après 9 mois et 5,6 % après 12 mois. A l'importation, la variation en glissement annuel est passée de + 15,9 % en janvier à -0,5 % en décembre, suivant l'évolution des prix du pétrole.

A l'intérieur de la catégorie des produits manufacturés, de fortes différences sont également observables. Ainsi, les articles manufacturés classés principalement selon la matière première (CTCI 6: cuirs et peaux, caoutchouc, ouvrages en bois, papiers et cartons, textiles, fer et acier, métaux non-ferreux, autres articles métalliques etc...) ont vu leurs prix diminuer considérablement en 1991 (-6,1 % à l'exportation et -6,4 % à l'importation). Par contre, les machines et le matériel de transport (CTCI 7) ont enregistré une hausse modérée (+ 2,3 % à l'exportation et + 2,7 % à l'importation).



En moyenne sur l'ensemble de l'année, la diminution des prix à l'exportation a dépassé celle des prix à l'importation, ce qui a engendré une perte au niveau des termes de l'échange: l'indice est passé de 108,5 (base 1985 = 100) en 1989 à 107,1 en 1990, soit -1,3 % et à 106,4 en 1991, soit -0,6 %.

En terme de volume, la croissance a été quasi-identique pour les exportations (+ 4 %) et les importations (+ 4,1 %), de sorte que la couverture du commerce extérieur en volume ne s'est pas trouvée modifiée. Le coefficient de couverture en volume des importations par les exportations, qui était passé de 98,0 (base 1985 = 100) en 1989 à 96,2 en 1990, a atteint 96,1 en moyenne pour 1991.

En cours d'année, la croissance des exportations en volume s'est ralentie: la hausse a atteint un maximum de 7,9 % au deuxième trimestre, pour redescendre ensuite à 3,1 % au troisième trimestre et disparaître pour laisser place à une légère décroissance en fin d'année (-0,4 % au quatrième trimestre). Cette évolution traduit assez fortement celle des ventes à destination de l'Allemagne qui ont été soutenues jusqu'en avril, pour s'affaiblir progressivement par la suite. Du côté des importations le dernier trimestre a aussi connu un affaiblissement de la croissance (+ 2,9 %).

Une comparaison internationale des évolutions en prix et en volume du commerce extérieur est toujours délicate à faire, compte tenu des différences importantes d'estimation selon les sources. Au tableau 22 sont reprises les estimations de l'OCDE de décembre 1991.

TABLEAU 22- COMPARAISON INTERNATIONALE DES EVOLUTIONS EN PRIX ET EN VOLUME DU COMMERCE EXTERIEUR

Variation en %, t/t-1.

Pays	Exportations				Importations			
	Prix (a)		Quantité (b)		Prix (a)		Quantité (b)	
	1990	1991	1990	1991	1990	1991	1990	1991
UEBL	- 2,8	- 0,9	2,3	5,0	- 1,2	- 0,7	3,7	4,8
Allemagne (c)	- 1,1	0,2	1,5	- 3,1	- 2,6	1,8	9,9	11,3
France	- 2,0	0,1	5,4	2,9	- 2,2	- 0,3	5,8	2,9
Pays-Bas	- 1,3	0,3	4,6	4,3	- 3,3	0,3	6,2	4,8
Italie	2,4	3,3	2,6	2,1	- 0,5	2,0	4,1	3,9
Royaume-Uni	3,6	0,3	6,9	0,9	2,6	- 3,0	1,6	- 3,0
Etats-Unis	- 0,8	- 1,0	8,5	6,9	1,0	- 4,4	3,5	2,7
Japon	3,9	- 0,4	5,6	2,9	10,4	- 6,9	6,0	3,2

(a) Valeur unitaire moyenne, en monnaie nationale.

(b) Statistiques douanières.

(c) Statistiques relatives à l'Allemagne unifiée.

SOURCE : OCDE (1991).

Les variations de prix et de volume reprises pour l'UEBL s'avèrent différentes de celles citées plus haut sur base des indices calculés par la BNB: la baisse des prix serait de moindre ampleur, alors que la hausse en volume serait plus importante. En ce qui concerne les prix, l'UEBL serait le seul pays parmi les principaux partenaires commerciaux européens à connaître encore une diminution en 1991, pour les exportations, l'éventail allant de -0,9 % pour l'UEBL à + 3,3 % pour l'Italie. Pour les importations, les prix auraient baissé également en France et surtout au Royaume-Uni.

En terme de volume, l'UEBL a réalisé une bonne performance de ses exportations, la croissance s'est accélérée par rapport à 1990, alors qu'il y a eu un affaiblissement de celle-ci chez les principaux pays partenaires et en outre, la croissance de l'UEBL est la plus forte parmi les pays européens comparés. Du côté des importations, la fourchette de variation

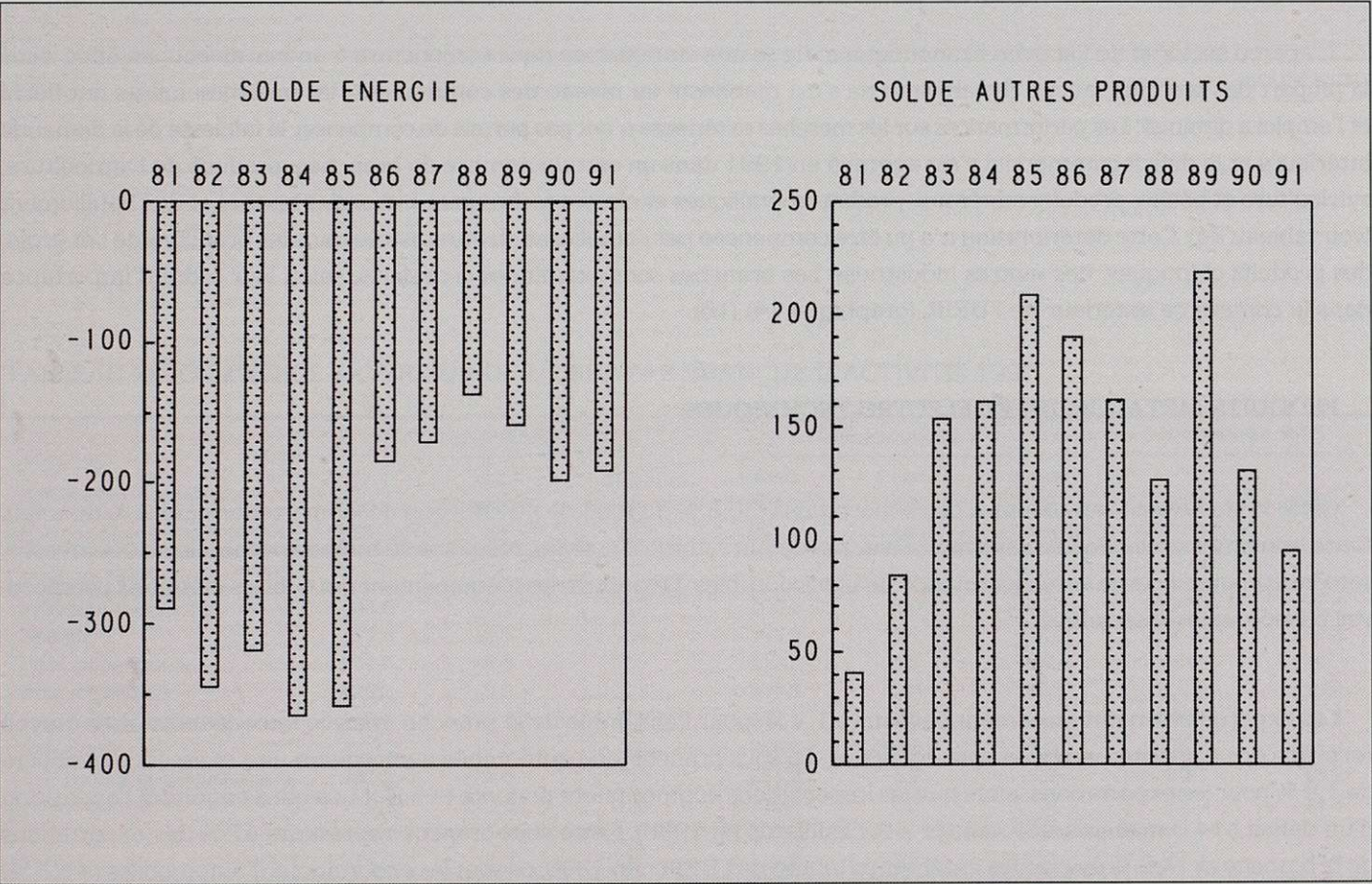


des pays observés va de -3 % au Royaume-Uni qui a connu un fort ralentissement de sa demande intérieure à +11 % en Allemagne dont les besoins internes ont été poussés par l'unification (voir plus loin les commentaires concernant les échanges avec l'Allemagne).

La balance commerciale de l'UEBL a enregistré en 1991 une détérioration de son solde: le déficit global a crû de 28,4 mrds (de 67,1 à 95,5 mrds de BEF), du fait de la croissance en valeur des importations un peu plus rapide que celle des exportations. La balance énergétique qui en 1990 avait connu une croissance de son déficit de près de 40 mrds suite aux évènements du Golfe, a enregistré une légère amélioration en 1991: le déficit a baissé de 7 mrds (cfr graphique 13). Par contre, le surplus en autres produits continue à diminuer: la perte a été de près de 90 mrds en 1990 et de 35 mrds en 1991.

GRAPHIQUE 13- SOLDES COMMERCIAUX EN PRODUITS ENERGETIQUES ET AUTRES PRODUITS

En milliards de BEF.



SOURCE: MAE (INS et DGED).



TABLEAU 23- BALANCE COMMERCIALE ET COEFFICIENT DE COUVERTURE EN VALEUR

Désignation	1990	1991
Balance commerciale, en milliards BEF		
Produits énergétiques		
- exportations	154,3	177,8
- importations	352,1	368,6
- solde	- 197,6	- 190,7
Autres produits		
- exportations	3 790,0	3 846,2
- importations	3 659,5	3 751,0
- solde	130,4	95,2
TOTAL		
- exportations	3 944,5	4 024,0
- importations	4 011,6	4 119,6
- solde	- 67,1	- 95,5
Coefficient de couverture en valeur (exportations/importations)		
Produits énergétiques	43,9	48,3
Autres produits	103,6	102,5
Total	98,3	97,7

SOURCE : INS.

## B. COMPOSITION DU COMMERCE EXTERIEUR PAR BRANCHE D'ACTIVITE

L'aperçu sectoriel de l'activité économique indique une stabilisation de la conjoncture à un bas niveau; en effet, dans la plupart des secteurs, aucun dynamisme ne s'est manifesté au niveau des commandes, les investissements ont fléchi et l'emploi a diminué. Les performances sur les marchés extérieurs n'ont pas permis de compenser la faiblesse de la demande intérieure et le déficit commercial s'est aggravé en 1991 dans un certain nombre de branches: produits de l'agriculture, sylviculture et pêche, produits minéraux, produits métalliques et électro-techniques, industries textiles et de l'habillement (voir tableau 24). Cette détérioration n'a pu être compensée par l'amélioration enregistrée dans les branches de l'énergie, des produits chimiques, des «autres industries». Les branches sont examinées ci-dessous, selon leur ordre d'importance dans le commerce extérieur de l'UEBL (graphique 14) (16).

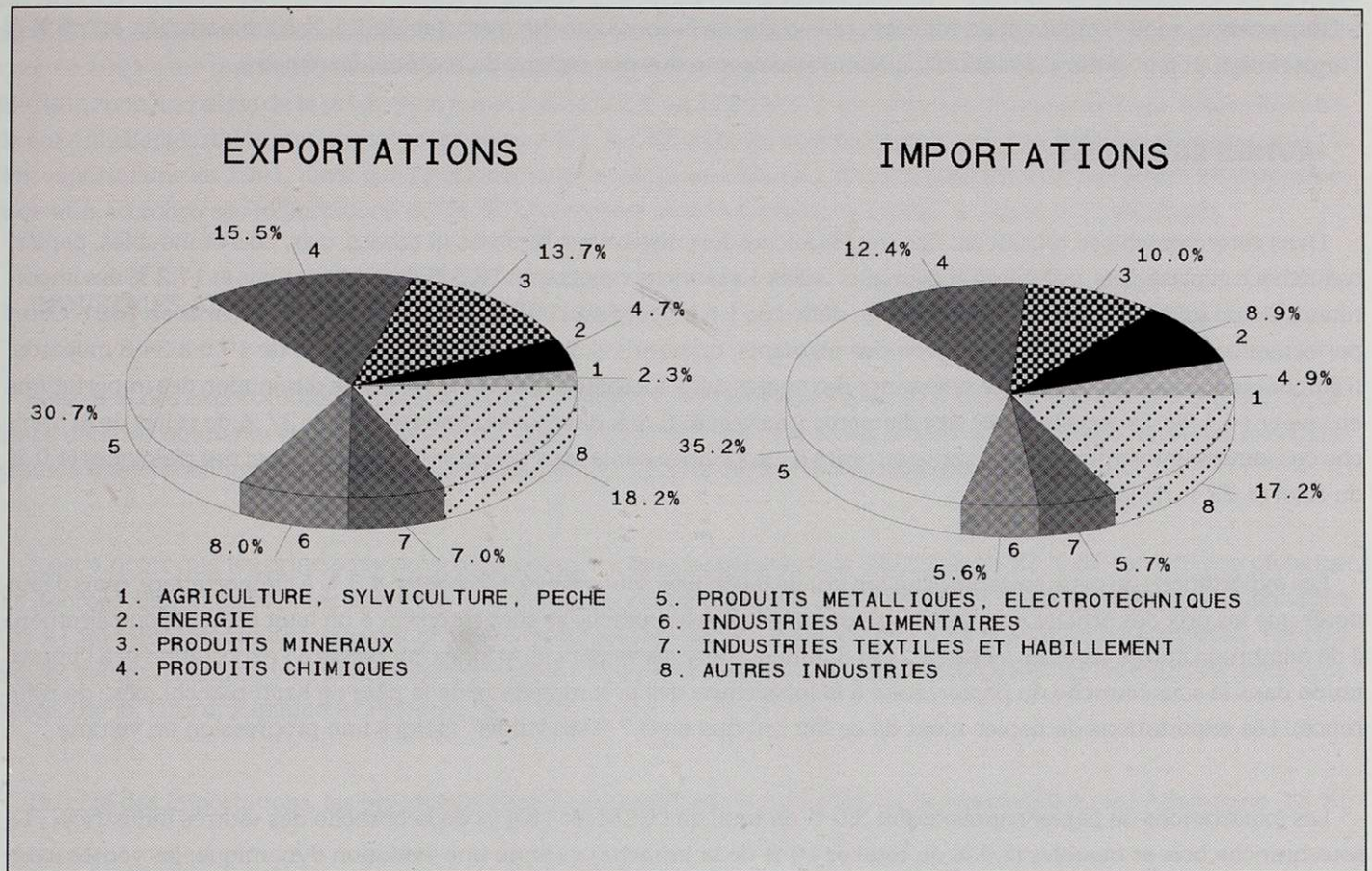
### PRODUITS METALLIQUES ET ELECTRO-TECHNIQUES

Cette branche vient en tête tant des exportations (30,8 % du total de l'UEBL) que des importations (35,2 % du total). Cette branche a connu un fléchissement assez net de son rythme d'activité, résultant du moindre dynamisme des investissements productifs et de la consommation de biens durables. Les industries d'équipement ont subi les effets des perspectives économiques incertaines.

Les exportations n'ont quasiment pas crû (+ 1,1 %) pour l'ensemble de la branche, mais le taux de croissance moyen recouvre des disparités entre les sous-branches. La sous-branche de l'automobile a enregistré une croissance médiocre de 1,8 % pour les exportations, alors que les importations augmentaient plus vite (+ 5,9 %), ce qui a engendré l'apparition d'un déficit (-14,0 milliards BEF, contre + 9,1 milliards en 1990). Cette sous-branche représente 47 % des exportations de la branche et 14,5 % des ventes extérieures totales de l'UEBL. En 1990, ce sont les exportations d'automobiles (+ 8,2 %) qui avaient soutenu les ventes dans la branche des produits métalliques et électro-techniques.



GRAPHIQUE 14: IMPORTANCE DES BRANCHES D'ACTIVITE DANS LES ECHANGES EXTERIEURS DE L'UEBL EN 1991



SOURCE: INS.

TABLEAU 24- COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL PAR BRANCHE D'ACTIVITE, 1991

Branches d'activité	Exportations			Importations			Solde (mrds. BEF)	
	Valeur (mrds. BEF)	Ecart en % (a)	Impor. relative	Valeur (mrds. BEF)	Ecart en % (a)	Impor. relative	1990	1991
Prod. de l'agriculture, sylviculture et pêche	93,0	7,1	2,3	203,5	5,0	4,9	- 107,0	- 110,5
Energie	177,8	15,1	4,4	368,6	4,7	8,9	- 197,6	- 190,8
Prod. minéraux	551,6	- 8,3	13,7	412,6	- 4,6	10,0	169,1	139,0
Prod. chimiques	623,3	3,5	15,5	509,7	3,0	12,4	107,2	113,6
Prod. métal. et électrotechn.	1 240,3	1,1	30,8	1 452,1	4,0	35,2	- 169,4	- 211,8
Ind. aliment.	321,4	12,0	8,0	229,5	10,5	5,6	79,2	91,9
Ind. textiles et habillement	281,5	2,0	7,0	233,3	4,7	5,7	53,1	48,2
Autres industr.	735,1	3,6	18,3	710,3	- 0,2	17,2	- 1,6	24,8
TOTAL	4 024,0	2,0	100,0	4 119,6	2,7	100,0	- 67,1	- 95,6

(a) Par rapport à 1990.

SOURCE : INS



Les machines agricoles et industrielles ont connu une diminution de leurs exportations: -5,2 % pour 6,1 % du total. Par contre, la sous-branche des autres moyens de transport a réalisé un véritable «boom»: +24 % à l'exportation et +16,3 % à l'importation, mais l'impact reste mineur car le poids de la sous-branche n'est que de 1,1 % à l'exportation et 1,6 % à l'importation. Il faut noter l'évolution toujours satisfaisante du sous-secteur du matériel ferroviaire.

#### «AUTRES INDUSTRIES»

Dans cette branche se retrouvent des sous-branches fort disparates: boissons et tabacs, cuir, bois et meubles, papier, caoutchouc et plastiques, orfèvrerie et diamants taillés. La branche représente 18,3 % des exportations et 17,2 % des importations et son solde commercial est passé d'un déficit de 1,6 milliard en 1990 à un surplus de 24,8 milliards en 1991. Cette performance provient de la sous-branche des diamants, orfèvrerie dont le surplus a augmenté de 19,5 à 34,8 milliards. Il faut noter que ce n'est pas tant la croissance des ventes qui a soutenu le solde (+2 %), que la diminution des importations en valeur (-4,1 %). La sous-branche des diamants représente 6,8 % des exportations totales et 37 % de celles de la branche des «autres industries». Elle est suivie en ordre d'importance par la sous-branche du caoutchouc et des plastiques (4,0 % du total et 22 % de la branche).

Les exportations de cette sous-branche ont crû de façon plus soutenue (4,1 % contre 4,3 % à l'importation), mais il faut noter que les prix des articles en matières plastiques et en caoutchouc se sont stabilisés à un haut niveau, contrairement à de nombreux autres secteurs où les prix ont diminué. Ainsi, les valeurs moyennes ont baissé à l'exportation et à l'importation dans la sous-branche du papier, suite à la forte chute des prix mondiaux de la pâte de Kraft blanchi (pâte de référence). Les exportations de papier n'ont de ce fait crû que de 0,7 % en valeur, malgré une progression en volume.

Les exportations de papier représentent 3,0 % du total de l'UEBL et 16,4 % de la branche des «autres industries». La sous-branche bois et meubles (1,9 % du total et 10 % de la branche) a connu une évolution dynamique: les ventes extérieures ont progressé de 5,1 %, grâce à une expansion des exportations de bois vers l'Allemagne unifiée (+25 %) et les Pays-Bas (+9 %).

#### PRODUITS CHIMIQUES

Cette branche comprend 15,5 % des exportations et 12,4 % des importations et son excédent commercial a augmenté de 6,4 milliards en 1991. La branche a été globalement handicapée par la faiblesse des prix et de l'activité et le coup de frein donné par la Guerre du Golfe. Les prix des produits chimiques, qui étaient montés en flèche lors de l'invasion du Koweït, sont ensuite retombés à leur niveau antérieur.

Cependant, il y a eu des évolutions assez dissemblables selon les sous-branches. La chimie de base, la pétro et carbochimie ont subi le double impact de la baisse d'activité et d'une chute des prix et leurs exportations ont respectivement baissé de 2,8 % en valeur et quasi-stagné (+0,9 %). Par contre, les matières synthétiques et artificielles et surtout les produits pharmaceutiques ont réalisé de bonnes performances sur les marchés étrangers (respectivement +10,9 % et +18,3 %).

#### PRODUITS MINERAUX

Cette branche qui recouvre 13,7 % des exportations et 10,0 % des importations est la seule à avoir connu une diminution importante des exportations en valeur (-8,3 % et -4,6 % pour les importations). La perte de valeur des exportations a affecté toutes les sous-branches: minerais (-31,2 %), produits CECA (-9,4 %), tréfilés, laminés, étirés de l'acier et tubes (-5,7 %), métaux non-ferreux (-10,7 %) et matières non-métalliques (-3,1 %).



Cette diminution qui est associée à une baisse de la production en Belgique s'inscrit dans la tendance générale de ralentissement des rythmes d'activité en Europe et plus largement dans les pays de l'OCDE. Concernant l'acier, le Comité d'Acier de l'OCDE considère dans son rapport de 1992 (17) qu'après le ralentissement de la croissance de la demande en 1990, l'année 1991 a été marquée par une baisse sensible en ce qui concerne la production et la demande d'acier pour l'ensemble de la zone. La baisse de la production aurait été de 0,8 % en 1990 et 4 % en 1991. Quant aux échanges internationaux, ils ont été affectés différemment selon les pays. Ainsi, la CEE a connu une diminution des importations et une stagnation des exportations en 1991, alors que l'industrie sidérurgique américaine a réussi à améliorer sa compétitivité internationale et à accroître ses exportations de 51 % (notamment vers le Canada, la Corée, le Japon et le Mexique).

## INDUSTRIES ALIMENTAIRES

Avec 8 % des exportations et 5,6 % des importations, cette branche se situe en cinquième position par ordre d'importance dans le commerce extérieur de l'UEBL. Elle a réalisé en 1991 une amélioration de 12,7 milliards de son excédent, grâce à une croissance des exportations dépassant les 10 % et supérieure à celle des importations.

Il est à noter que les principaux pays clients sont les pays membres de la CEE: plus de 80 % du total. Si l'on globalise les denrées alimentaires et les boissons, la France vient en tête avec 26 %, suivie par les Pays-Bas (24 %) et l'Allemagne (16 %). En 1991, les exportations ont principalement augmenté vers l'Allemagne (+28 % au premier semestre). Par contre, les ventes ont baissé vers le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Toutefois, une percée est opérée sur les marchés méditerranéens (Italie, Grèce, Espagne et Portugal: +17 %).

Du côté des importations, les principaux fournisseurs sont les Pays-Bas (32 %), la France (29 %) et l'Allemagne (18 %).

## INDUSTRIES TEXTILES ET DE L'HABILLEMENT

Ces industries représentent 7 % des exportations et 5,7 % des importations. Cette branche a connu en 1991 une diminution de son excédent de près de 5 milliards. Elle a en effet subi un fort ralentissement de son activité. Il faut remarquer à la fois une diminution de la production textile et un recul des ventes intérieures, qui ne représentent toutefois qu'environ 20 % des livraisons totales. Cependant, il y a eu simultanément une croissance des importations, qui a d'ailleurs dépassé largement celle des exportations. Certaines sous-branches se portent néanmoins mieux que d'autres: une hausse importante des ventes extérieures a été observée pour la bonneterie, le tricot, le crochet (+9,2 %) et les articles d'habillement (+8,6 %). Mais, dans ces mêmes sous-branches, les importations se sont aussi accélérées (respectivement +13,9 % et +6,5 %).

Les perspectives ne sont guère encourageantes de ce point de vue, car les entreprises s'attendent à un accroissement de la pression des importations de produits textiles en provenance des pays à bas salaires et craignent les dispositions qui pourraient être prises concernant l'accord Multi-Fibres.

## ENERGIE

La facture énergétique s'est un peu allégée en 1991: le déficit a diminué de 6,8 milliards pour l'ensemble des produits énergétiques et de 11 milliards pour les seuls produits pétroliers. Les exportations ont crû de 15,1 % pour l'ensemble de la branche et 19,4 % pour le pétrole, alors qu'à l'importation, la croissance en valeur était moindre (respectivement: 4,7 % et 5,3 %).



Cet écart important d'évolution des flux en valeur se retrouve aussi pour les variations de quantité et de prix. Les indices calculés par la BNB pour les combustibles minéraux indiquent une hausse en prix de 5,6 % pour les exportations, contre une baisse de 0,5 % pour les importations. Il y a eu ainsi un gain de termes de l'échange de 6,1 %. Les indices de volume ont enregistré une croissance de 8 % pour les exportations et 6,2 % pour les importations.

## AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PECHE

Les produits de cette branche ne représentent que 2 % des ventes extérieures de l'UEBL, mais 5 % environ des importations. Malgré une croissance un peu plus rapide des exportations, le déficit s'est légèrement accru en 1991 (+3,5 milliards). Dans cette branche, l'évolution a été assez contradictoire entre les produits végétaux et animaux.

Le déficit en produits végétaux s'est accru de 64,7 à 73,3 milliards, car les exportations ont crû moins vite que les importations (+4,3 %, contre + 9,3 %). Par contre, le déficit pour les produits animaux a presque disparu (-0,9 milliard, contre -6,7 milliards), suite à une expansion remarquable des ventes: +23,5 %, alors que les achats étaient en recul (-6,7 %).

En ce qui concerne les animaux vivants autres que poissons et crustacés, les exportations ont haussé particulièrement vers la France (de 3,5 à 5,3 milliards, soit +52 %), vers les Pays-Bas (de 3,8 à 4,8 milliards, soit +24 %) et vers l'Allemagne (de 0,8 à 1,3 milliard, soit +53 %).

## C. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR

Les échanges extérieurs de l'UEBL ont été soutenus en 1991 principalement par la forte expansion de la demande de l'Allemagne, suite aux effets stimulants de l'unification. Cependant, la croissance des exportations vers l'Allemagne s'est progressivement réduite en cours d'année. Elle a néanmoins permis une réduction du déficit vis-à-vis de ce pays de l'ordre de plus de 100 milliards. Mais l'affaiblissement des échanges avec d'autres partenaires a dépassé largement l'effet de l'amélioration de la position de l'UEBL envers l'Allemagne.

L'accroissement du déficit total - de près de 30 milliards - provient des relations commerciales avec les pays développés (tableau 25). La quasi-stagnation des exportations vers ces pays, accompagnée d'une croissance modérée des importations a provoqué une augmentation du déficit envers les pays développés de près de 72 milliards. Par contre, il y a eu une vive expansion des ventes aux pays en développement, producteurs de pétrole et autres, alors que les achats en provenance de ces pays ne progressaient que très peu et de ce fait, le déficit a diminué à leur égard de plus de 20 milliards.

Plus remarquable encore a été la croissance des exportations vers les pays encore classés comme «pays à commerce d'état»: plus de 30 %, ce qui a permis de réduire également de près de 20 milliards le déficit de l'UEBL envers ces pays.



TABLEAU 25- REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL, EN 1991

Pays ou zone	Exportations			Importations			Solde	
	Valeur (Mrds USD)	Ecart en % (a)	Impor. rela- tive	Valeur (Mrds USD)	Ecart en % (a)	Impor. rela- tive	1990	1991
EUROPE	3 331,9	2,2	82,8	3 349,6	2,5	81,3	- 9,1	- 17,7
EUROPE OCCIDEN.	3 281,9	1,9	81,6	3 282,0	2,7	79,7	25,3	- 0,1
CEE (12)	3 027,0	2,1	75,2	2 999,4	2,3	72,8	33,1	27,6
dont:								
- France	767,0	- 3,9	19,1	649,7	2,2	15,8	162,3	117,3
- Allemagne (b)	955,5	13,6	23,7	970,1	0,8	23,5	- 121,6	- 14,6
- Pays-Bas	550,3	2,4	13,7	708,8	1,0	17,2	- 164,5	- 158,5
- Italie	243,2	- 5,8	6,0	186,9	3,3	4,5	77,4	56,3
- Royaume-Uni	311,1	- 9,1	7,7	344,4	3,8	8,4	10,3	- 33,3
EUROPE ORIENT.	50,5	28,3	1,2	67,6	- 7,8	1,6	- 34,3	- 17,6
ex-URSS	17,2	14,8	0,4	43,4	- 9,0	1,1	- 32,7	- 26,2
AMERIQUE	200,4	- 8,2	5,0	282,8	5,0	6,9	- 50,9	- 82,4
- Etats-Unis	151,2	- 11,2	3,8	197,0	8,1	4,8	- 11,9	- 45,8
- Canada	13,8	- 19,4	0,3	22,7	2,0	0,6	- 5,2	- 8,9
ASIE	347,9	9,2	8,6	313,4	8,3	7,6	29,2	34,5
- Japon	47,7	- 9,4	1,2	89,2	6,4	2,2	- 31,2	- 41,5
- NPIA (c)	70,2	16,6	1,7	52,5	20,8	1,3	16,8	17,7
AFRIQUE	98,6	- 4,2	2,5	155,2	- 4,2	3,8	- 59,0	- 56,6
OPEP	85,6	20,7	2,1	122,8	11,7	3,0	- 39,0	- 37,2
PAYS DEVELOPPES	3 518,1	0,9	87,4	3 628,8	2,9	88,1	- 39,1	- 110,7
PAYS EN DEVELOPPEMENT	402,3	7,5	10,0	406,4	1,7	9,9	- 25,3	- 4,1
- PVD producteurs de pétrole	291,7	7,9	7,2	311,0	2,2	7,5	- 34,0	- 19,3
- PVD Non-producteurs de pétrole	110,6	6,3	2,7	95,4	0,2	2,3	8,8	15,2
PAYS DENOMMES A COMMERCE D'ETAT	68,7	30,5	1,7	79,8	- 4,1	1,9	- 30,6	- 11,1
TOTAL	4 024,0	2,0	100,0	4 119,6	2,7	100,0	- 67,1	- 95,6

(a) Par rapport à 1990.

(b) Les données sont relatives à l'Allemagne unifiée à partir du 01.10.1990.

(c) Nouveaux pays industrialisés d'Asie: Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hong-Kong, Macao.

SOURCE : INS.



## ALLEMAGNE

Il peut être intéressant de situer l'explosion des exportations de l'UEBL vers l'Allemagne dans le cadre plus large des effets économiques de l'unification allemande sur la Communauté européenne. Les transferts effectués après l'unification au profit des cinq nouveaux Länder orientaux ont suscité une demande additionnelle dans ces derniers. Cette demande s'est orientée surtout vers les exportateurs ouest-allemands, les mieux placés compte tenu des avantages de voisinage, de langue et devise communes.

Les producteurs ouest-allemands ont redéployé une partie de leur offre vers le marché de l'Allemagne orientale, ce qui a par ailleurs entraîné des pertes de parts de marché à l'exportation pour l'Allemagne en 1991. Mais en même temps, les capacités internes de production n'ont pas été suffisantes pour satisfaire la forte croissance des besoins intérieurs et une partie de la demande s'est donc tournée vers les fournisseurs étrangers.

L'accroissement de la demande d'importation allemande a profité au reste du monde, mais particulièrement aux autres Etats membres de la Communauté européenne. Toutes autres choses étant égales, il y a eu un effet positif sur la demande finale et sur la croissance du PIB de ces pays.

Selon les services de la Commission (18), l'impact sur le taux de croissance en points de pour cent par an aurait été pour les onze autres pays membres de 0,4 % en 1990 et +0,6 en 1991. L'estimation est toutefois très variable de pays à pays (tableau 26). L'ampleur dépend en effet d'une part, de l'importance relative des flux vers l'Allemagne dans le total des exportations de chaque pays et d'autre part, de la part des exportations dans le PIB. Ces informations figurent aussi au tableau 26. Il en résulte que les petites économies ouvertes qui ont des relations commerciales traditionnelles importantes avec l'Allemagne ont sans doute bénéficié le plus de l'accroissement de la demande de ce pays.

TABLEAU 26- IMPACT DE L'UNIFICATION ALLEMANDE SUR LE TAUX DE CROISSANCE DES AUTRES PAYS MEMBRES

Pays ou zone	Part des exportations vers l'Allemagne dans le total (en %)	Part des exportations dans le PIB (en %)	Impact sur le taux de croissance en points de pour cent par an	
			1990 (a)	1991
UEBL	19,8	75,3	+0,6	+1,0
Danemark	18,2	35,1	+0,4	+0,7
Grèce	25,1	23,4	+0,2	+0,4
Espagne	11,1	17,7	+0,3	+0,5
France	18,7	23,4	+0,4	+0,7
Irlande	12,2	63,5	+0,3	+0,8
Italie	17,4	20,6	+0,3	+0,6
Pays-Bas	28,1	56,4	+0,7	+0,9
Portugal	15,8	37,3	+0,3	+0,4
Royaume-Uni	12,7	24,8	+0,2	+0,5
EUR11	12,8	28,0	+0,4	+0,6

SOURCE: Commission des Communautés européennes (1991), *Economie européenne*, n. 50, décembre, p. 9.

(a) Second semestre, en termes annuels.



TABLEAU 27: FLUX BILATERAUX TRIMESTRIELS D'EXPORTATIONS VERS\*ALLEMAGNE

Variation en %, t/t-4.

Pays	1990				1991	
	I	II	III	IV	I	II
UEBL	7,8	3,2	12,1	31,9	28,8	27,0
Danemark	10,8	8,8	22,5	31,2	33,9	29,2
Grèce	3,4	-2,7	3,5	8,4	8,1	4,9
Espagne	16,3	9,5	30,5	38,0	48,7	41,2
France	15,9	-8,4	15,1	10,0	21,0	38,7
Irlande	9,0	5,8	11,7	6,9	13,6	13,3
Italie	13,0	8,0	17,5	20,1	22,0	19,1
Pays-Bas	5,7	-5,0	8,7	17,1	20,9	18,5
Portugal	21,5	14,8	17,5	20,1	22,5	21,5
Royaume-Uni	6,7	-0,5	7,1	13,4	17,5	21,6

SOURCE: Commission des Communautés européennes (1991).

Il y a eu aussi une accélération des effets positifs de 1990 à 1991. Selon l'étude de la Commission, en 1990, (second semestre, en termes annuels), l'effet aurait été le plus important aux Pays-Bas (+0,7), suivis par l'UEBL (+0,6), tous deux nettement au-dessus de la moyenne communautaire (+0,4). En 1991, c'est l'UEBL qui vient en tête (+1,0), suivie par les Pays-Bas (+0,9), puis par l'Irlande (+0,8), la France (+0,7) et le Danemark (+0,7). Il s'agit donc pour la plupart, sauf la France, de petits pays très ouverts et situés à proximité de l'Allemagne. Au tableau 27, figure une comparaison des flux commerciaux vers l'Allemagne, basée sur les statistiques de la Bundesbank (19).

Entre le premier et le troisième trimestre de 1990, une accélération de la croissance des exportations s'est produite dans tous les pays, qui s'est poursuivie au quatrième trimestre, sauf en France et en Irlande. Fin 1990, des taux record de plus de 30 % étaient enregistrés pour l'UEBL, le Danemark, mais aussi l'Espagne.

En 1991, une décélération a été observée entre le premier et le deuxième trimestre, sauf en France et les écarts entre les taux de croissance des différents pays fournisseurs se sont réduits. Le phénomène d'affaiblissement s'est poursuivi ensuite et les experts s'accordent à penser que la demande d'importation de l'Allemagne ne jouera plus en 1992 un rôle moteur puissant comme au cours de l'année précédente.

En ce qui concerne l'UEBL et sur base des statistiques douanières recensées par l'INS, pour l'ensemble de l'année 1991, les exportations de l'UEBL vers l'Allemagne ont crû de 13,6 %, contre une hausse de 2,0 % pour l'ensemble des destinations. Cependant, un essoufflement est intervenu à partir d'août 1991. Le taux de croissance a atteint un maximum de 43,4 % en avril, il est resté élevé jusqu'en juillet (+26,4 %) pour chuter ensuite: -8,7 % en août, -8,4 % en novembre, +2,8 % en décembre (voir graphique 15).

Pour l'ensemble de l'année, les catégories de produits qui ont le plus contribué à l'expansion des ventes sont, selon la classification type du commerce international (CTCI):

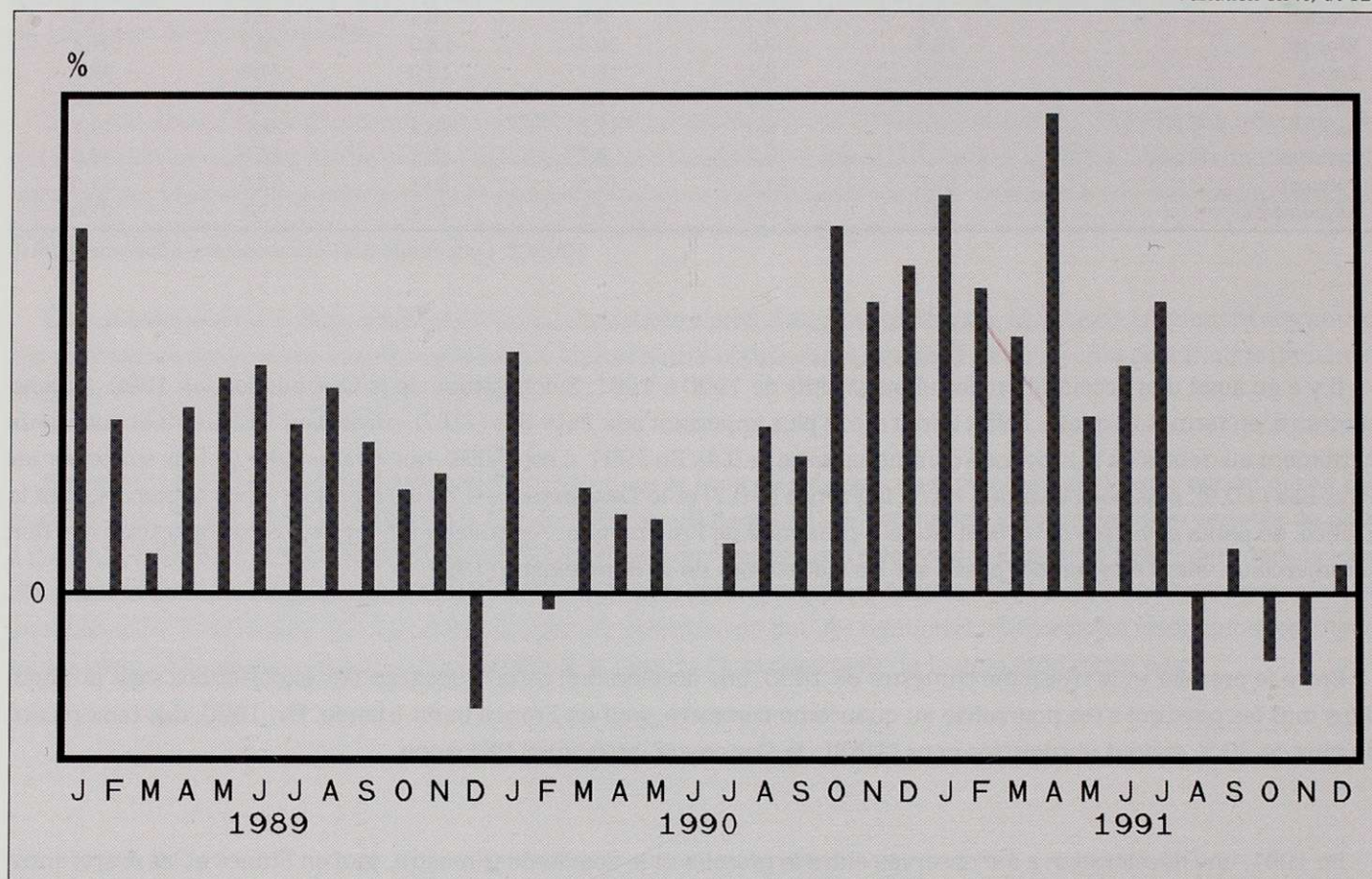
- les machines et le matériel de transport (code 7 de la CTCI) qui représentent 37 % du total des exportations et ont crû de 28 %, dont surtout les véhicules routiers (74,4 % de cette catégorie) qui ont augmenté de 35,4 %;
- les articles manufacturés divers (code 8 de la CTCI), qui ont augmenté de 20,3 %, couvrent 7 % du total des exportations et comprennent notamment les articles d'habillement, les appareils de photographie et optique, l'ameublement, ...;



- les produits alimentaires et animaux vivants (code 0 de la CTIC), soit 8 % du total, en croissance de 20 %;
- les boissons et tabacs (code 1 de la CTIC), seulement 0,2 % du total, mais en hausse de 31 %;
- les combustibles minéraux (code 3 de la CTIC), soit 4 % du total et en augmentation de 32 %.

GRAPHIQUE 15- EXPORTATIONS DE L'UEBL VERS L'ALLEMAGNE

Variation en %, t/t-12.



SOURCE: MAE (INS et DGED).

## FRANCE

Les échanges extérieurs de l'UEBL avec la France se sont soldés en 1991 par un surplus de 117 milliards, en baisse de 45 milliards par rapport à 1990, du fait de la diminution en valeur des exportations alors que les importations croissaient très modérément. La France a connu en 1991 une demande intérieure totale en croissance moins rapide que l'année précédente: selon l'OCDE (20), le taux de croissance serait passé de 3,2 % à 1,4 %. En conséquence, la croissance des importations s'est réduite de 5,8 % à 2,9 % en volume et par ailleurs, les prix des échanges extérieurs de la France ont quasiment stagné.

En ce qui concerne les ventes de l'UEBL en France, la diminution en valeur provient essentiellement des produits manufacturés. La baisse la plus importante concerne les machines et le matériel de transport (code 7 de la CTIC, classification type du commerce international) qui représentent 21 % des exportations de l'UEBL vers la France. La baisse dans cette catégorie a atteint 10,9 % et elle est particulièrement importante pour les véhicules routiers (-16,8 % pour 10 % des exportations totales et 48 % des exportations de la catégorie). On peut penser qu'une partie de cette diminution est expliquée par une réorientation de l'offre vers l'Allemagne.



Les autres catégories de produits en diminution sont:

- les articles manufacturés classés selon la matière première (code 6 de la CTCI): -7,8 % pour 29 % du total, notamment les produits de la sidérurgie, les métaux non-ferreux, les articles minéraux non-métalliques, les articles textiles, les papiers et cartons;
- les produits chimiques (code 5 de la CTCI): -4,4 % pour 12,3 % du total.

## PAYS-BAS

Troisième principal client de l'UEBL avec 14 % du total, les Pays-Bas sont le deuxième fournisseur, avec 17 %, derrière l'Allemagne (23 %). C'est aussi le pays vis-à-vis duquel l'UEBL enregistre actuellement le déficit le plus important, près de 160 milliards. En 1991, le déficit s'est réduit de 6 milliards.

Du côté des exportations, les catégories de produit les plus importantes sont:

- les articles manufacturés classés principalement d'après la matière (articles textiles, sidérurgie, non-ferreux ...): 26 % du total, en très faible hausse en 1991 (+ 1,5 %);
- les machines et le matériel de transport: 22,6 % du total, en baisse de 2,5 %.

L'évolution très faible des ventes dans ces deux catégories expliquent la croissance limitée des exportations de l'UEBL vers les Pays-Bas. Ce pays a connu en 1991 un tassement de la demande intérieure et de ce fait un ralentissement de croissance des importations.

Du côté des importations de l'UEBL, les deux catégories les plus importantes sont les mêmes qu'à l'exportation:

- les articles manufacturés classés principalement selon la matière première: 18,7 % du total, en baisse de 4,1 %;
- les machines et le matériel de transport: 17,9 % du total, en hausse de 3,2 %.

Il faut aussi noter l'importance traditionnelle du poste des combustibles (gaz naturel et pétrole): 12,5 % du total, en diminution de 4,5 % en 1991.

## HORS CEE

Concernant les pays industrialisés hors CEE, une forte dégradation de la position extérieure de l'UEBL s'est produite en 1991. Le déficit envers les Etats-Unis s'est accru brutalement de près de 34 milliards, atteignant 46 milliards soit un déficit plus élevé que celui envers le Japon. La cause en est une perte en valeur de 11 % des exportations, alors que les importations augmentaient rapidement (+ 8 %). Aux Etats-Unis, la demande intérieure a connu une croissance négative en 1991 (-0,9 % selon l'OCDE), ce qui a entraîné un affaiblissement de la croissance des importations. Au Japon également, la demande intérieure a crû moins vite que l'année précédente (+ 3,3 % contre + 5,8 %) et les importations ont décliné en volume (-1,6 %). L'UEBL a subi les effets de cette baisse de la demande à l'importation et ses exportations vers le Japon ont baissé de plus de 9 %. Par contre, l'expansion des ventes vers les marchés dynamiques des nouveaux pays industrialisés d'Asie a été remarquable: + 16,6 % en 1991.

Il peut être intéressant de remarquer l'évolution des relations commerciales avec les pays d'Europe centrale et orientale. L'UEBL a réalisé des taux de croissance très élevés de ses ventes vers ces pays, alors que les importations étaient en fort recul et le déficit global vis-à-vis de ces pays a diminué de moitié.



Dans les pays d'Europe centrale et orientale dont les systèmes économiques demeurent profondément perturbés, la production continue de décroître. Cette détérioration résulte des problèmes importants de mise en oeuvre des réformes structurelles (notamment la privatisation). En outre, la structure des échanges extérieurs s'est trouvée bouleversée; à la suite de l'effondrement du CAEM et de la désintégration économique de l'ex-URSS, a commencé une réorientation du commerce vers les pays de la zone OCDE, qui a en outre été favorisée par la libéralisation du commerce extérieur.

### 2.3.3. PERFORMANCES EXTERIEURES DE L'UEBL ET COMPETITIVITE

Selon la loi du 6 janvier 1989, l'évaluation de la position compétitive de la Belgique est faite sur base d'un rapport annuel, établi avant le 31 mars par le Conseil Central de l'Economie et d'un rapport intermédiaire, établi avant le 30 septembre, et transmis au Gouvernement et aux Chambres législatives. Ces rapports contiennent l'estimation la plus récente des critères d'évaluation de la compétitivité et sont accompagnés par un avis.

L'évaluation de la position compétitive se fait sur base des critères suivants:

- l'évolution des performances à l'exportation (parts de marchés);
- l'évolution des coûts du travail par personne occupée dans le secteur privé;
- l'évolution des coûts financiers;
- l'évolution des coûts énergétiques;
- l'évolution des déterminants structurels.

Les critères d'évaluation sont exprimés en indices d'évolution par comparaison à 1987 et à la situation prévalant chez les principaux partenaires commerciaux de la Belgique, soit les cinq partenaires européens les plus importants (Allemagne, France, Pays-Bas, Italie et Royaume-Uni), soit les sept partenaires dominants (c'est-à-dire les cinq précédents plus les Etats-Unis et le Japon).

Le premier critère, relatif aux performances à l'exportation, est mesuré par les gains ou les pertes de parts de marché de biens en volume, calculés comme la différence entre la croissance des exportations effectives du pays considéré et celle du marché à l'exportation de ce pays (c'est-à-dire la croissance des importations des pays clients).

Dans son rapport (21) du 27 mars 1992, le Conseil Central recense les dernières données disponibles au moment de la rédaction. En 1991, selon l'OCDE, l'UEBL n'aurait enregistré qu'un recul faible des parts de marché, alors qu'en 1990, les pertes avaient été substantielles (tableau 28). Par rapport aux concurrents, l'évolution a été favorable à l'UEBL. Il faut toutefois noter que la perte de part de marché de l'UEBL a été plus importante dans l'industrie manufacturière que pour l'ensemble des biens.

Le deuxième critère, relatif aux coûts du travail, est traité dans le chapitre relatif aux salaires (voir point 3.3). On peut rappeler ici que si, en 1990, la croissance des coûts salariaux belges avait été plus rapide que celle des concurrents, par contre en 1991 la position comparative de la Belgique à cet égard s'est légèrement améliorée.

Le troisième critère qui concerne les coûts financiers, est mesuré par les taux d'intérêt. En 1991, les taux à court terme sont demeurés inférieurs à ceux des cinq et égaux à ceux des sept. Traditionnellement, les taux à long terme belges sont un peu supérieurs à la moyenne des concurrents, mais l'écart par rapport aux cinq se réduit (tableau 29).



TABLEAU 28 : PERFORMANCES A L'EXPORTATION : GAINS OU PERTES DE PARTS DE MARCHÉ

En volume, variation en %, t/t-1.

Désignation	1990	1991
Ensemble des biens		
- UEBL	- 4,1	- 0,2
- moyenne des cinq (a)	- 1,7	- 3,3
- moyenne des sept (b)	- 1,0	- 2,6
Biens manufacturés		
- UEBL	- 4,0	- 1,4
- moyenne des cinq (a)	- 1,7	- 3,3
- moyenne des sept (b)	- 0,9	- 2,5

(a) Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni.

SOURCE : Conseil Central de l'Economie (1992).

(b) Les cinq plus Etats-Unis et Japon.

TABLEAU 29- COMPARAISON DES TAUX D'INTERET A COURT ET A LONG TERMES

Taux d'intérêt	1990	1991
Taux des Euro-devises sur trois mois		
- UEBL	9,77	9,33
- moyenne des cinq (a)	10,15	9,86
- moyenne des sept (b)	9,83	9,33
Rendement des obligations du secteur public		
- UEBL	10,06	9,28
- moyenne des cinq (a)	9,96	9,23
- moyenne des sept (b)	9,70	8,98

(a) Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni.

SOURCE : Conseil Central de l'Economie (1992).

(b) Les cinq plus les Etats-Unis et le Japon.

Le quatrième critère relatif aux prix énergétiques est apprécié par le Conseil Central de l'Economie sur base des résultats d'une enquête ponctuelle réalisée par l'Eurostat. L'enquête relève les prix en janvier de chaque année. En 1991, comme en 1990, les prix des produits énergétiques n'ont pas dépassé la moyenne des prix des cinq, sauf pour le gaz industriel (tableau 30).

Quant aux déterminants structurels, le Conseil Central de l'Economie retient comme indicateurs les investissements et la Recherche-Développement. Les investissements des entreprises au cours des dernières années ont fortement augmenté en Belgique, par rapport aux pays concurrents. Cependant, le taux de croissance des investissements en volume en Belgique s'est progressivement affaibli: + 15,4 % en 1988, + 16,5 % en 1989, + 9,1 % en 1990. En 1990, il était encore supérieur à la moyenne des cinq (+ 6,2 %) et des sept (+ 6,1 %). Mais en 1991, il est devenu inférieur: + 1,5 %, contre + 1,8 % et + 1,6 %. Concernant la Recherche-Développement, les données statistiques disponibles s'arrêtent en 1988-89 et ne permettent donc pas d'évaluer l'évolution actuelle de la position belge.

Sur base des différents critères analysés, le Conseil Central de l'Economie a émis l'avis que «même si les données et les prévisions récentes ne laissent pas augurer de changement fondamental de la position compétitive, la vigilance s'impose. Compte tenu de l'évolution internationale en croissance lente, la bonne tenue des performances à l'exportation reste une exigence prioritaire, tant du point de vue de la croissance que de l'emploi. A cet égard, l'attention ne doit pas uniquement porter sur le niveau comparatif des coûts, mais également sur la poursuite de l'adéquation de l'offre à la demande et ce, notamment grâce aux investissements, aux efforts soutenus de Recherche et Développement (encouragés par une aide publique comparable à celle qui est offerte à l'étranger) et au souci permanent de la qualité des produits et services fournis» (22).



TABLEAU 30- COUTS ENERGETIQUES

Prix	1990	1991
Prix unitaire du fuel exprimé en Ecu (par tonne)		
- Belgique	116,3	n.d.
- moyenne des cinq	135,7	n.d.
Prix unitaire de l'électricité à usage industriel par type de consommateurs (prix par 100 kwh exprimé en Ecu)		
cat 1: 500 KW - 2500 h		
- Belgique	8,1	8,0
- moyenne des cinq	8,7	9,0
cat 2: 2500 KW - 4000 h		
- Belgique	6,6	6,5
- moyenne des cinq	7,1	7,2
cat 3: 4000 KW - 6000 h		
- Belgique	5,8	5,5
- moyenne des cinq	5,8	5,9
Prix unitaire du gaz industriel par type de consommateurs (prix par Gigajoule exprimé en Ecu)		
cat 1: 41860 GJ par an		
- Belgique	4,2	4,6
- moyenne des cinq	3,9	4,0
cat 2: 418600 GJ par an		
- Belgique	3,5	3,9
- moyenne des cinq	3,5	3,7

SOURCE : Conseil Central de l'Economie (1992).

## 2.3.4. BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UEBL

### A. EXAMEN GENERAL

En 1991 s'est produit un quasi doublement du solde de la balance des paiements (sur base de caisse, voir tableau 31). Cette augmentation spectaculaire provient pour l'essentiel des entrées nettes de capitaux des entreprises et des particuliers, qui ont crû de 214,1 mrds. Il y a eu aussi une hausse des entrées nettes de capitaux publics de l'ordre de 42 mrds. Par contre, le solde des opérations courantes s'est peu modifié (moins de 2 mrds de hausse du surplus).

### B. LA BALANCE DES OPERATIONS COURANTES

Le surplus des opérations courantes ne s'est guère modifié (+ 153,9 mrds, contre + 152,3 mrds en 1990). Cependant, des mouvements plus importants se sont produits à l'intérieur de la balance courante (voir tableau 32). Au niveau des opérations de marchandises, une diminution de l'excédent de 36,8 mrds a été enregistrée.

Une dégradation est observée au niveau du solde des exportations et importations proprement dites: le surplus, qui avait diminué de 13,1 mrds en 1990, s'est transformé en déficit en 1991. A noter que par ailleurs le solde commercial, tel qu'il se dégage des statistiques douanières et établi par l'INS, a également subi une détérioration: +59,2 mrds en 1989, -67,1 mrds en 1990 et -95,6 mrds en 1991.



TABLEAU 31- BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS DE L'UEBL

Sur base de caisse, soldes en milliards de BEF.

Désignation	1989	1990	1991
1. Opérations sur marchandises	117,9	123,8	87,0
2. Opérations sur services	106,0	100,1	131,8
3. Transferts	- 76,5	- 71,5	- 64,9
3.1. Transferts privés	2	- 19,9	- 9,7
3.2. Transferts publics	- 78,5	- 51,6	- 55,1
<i>TOTAL OPERATIONS COURANTES (1+2+3)</i>	<i>147,5</i>	<i>152,3</i>	<i>153,9</i>
4. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics	73,8	20,2	62,0
5. Mouvement des capitaux des entreprises et des particuliers	- 103,1	194,0	408,1
<i>TOTAL OPERATIONS EN CAPITAL (4+5)</i>	<i>- 29,3</i>	<i>214,2</i>	<i>470,1</i>
6. Erreurs et omissions	- 24,1	- 53,4	- 15,8
7. Contrepartie de monétisation/démonétisation or monétaire	- 2,6	- 0,4	-
<i>TOTAL (1+2+3+4+5+6+7)</i>	<i>91,3</i>	<i>312,7</i>	<i>608,3</i>

SOURCE : BNB.

L'ampleur du déficit douanier est évidemment sans commune mesure avec le solde établi dans le cadre de la balance des paiements: il y a traditionnellement un écart très important dans ce solde entre les deux sources d'information et certaines années, il y a même une divergence dans la direction de l'évolution du solde.

Quant aux explications de la détérioration du solde des exportations et importations de biens proprement dites, on peut se référer au point précédent: en 1991, s'est produite une diminution des prix plus forte à l'exportation qu'à l'importation, ce qui a engendré une perte de termes de l'échange, alors que le coefficient de couverture en volume des importations par les exportations est resté pratiquement inchangé.

Quant à l'influence du cours de change, il faut noter que le franc belge s'est apprécié vis-à-vis de la plupart des monnaies de pays participant au mécanisme de change du SME, mais par contre, il s'est déprécié vis-à-vis de l'USD (qui intervient dans le règlement d'opérations commerciales avec de nombreux pays hors Europe) et vis-à-vis du Yen (voir aussi le point 4.2.1.).

Le surplus enregistré pour le travail à façon s'est accru en 1991, de près de 6 mrds. Une part importante de ce surplus provient des opérations avec l'Allemagne. Selon le rapport annuel de la BNB, pour les dix premiers mois de 1991, le solde total s'élevait à 60 mrds de BEF et vis-à-vis de l'Allemagne, à 46 mrds de BEF.

Les opérations d'arbitrage qui recouvrent le bénéfice que retirent les négociants résidents de leur activité d'achat et vente de marchandises à l'étranger sont en excédent, mais moindre en 1991 que l'année précédente. Selon le rapport de la BNB, cette diminution résulte de mouvements de flux de paiements opérés entre sociétés d'un même groupe.

Les opérations sur services dégagent habituellement un excédent, devenu de plus en plus important au cours des dix dernières années. En 1991, le solde a grimpé de près de 32 mrds. Cependant, ce solde recouvre des opérations très variées dont certaines généralement en surplus et d'autres en déficit.



Parmi les opérations qui dégagent un solde positif figurent les frets et assurances pour le transport des marchandises, les revenus de placements et d'investissements et les transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs. A noter l'importance de ce dernier poste, dont le surplus résulte notamment des versements liés aux frais de fonctionnement des institutions internationales établies en UEBL (dont principalement la CEE).

**TABEAU 32- OPERATIONS SUR BIENS ET SERVICES**

*Sur base de caisse, soldes en mrds de BEF.*

Désignation	1989	1990	1991
1. Opérations sur marchandises	117,9	123,8	87,0
1.1. Exportations et importations	31,9	18,8	- 4,3
1.2. Travail à façon	63,9	67,1	73,0
1.3. Opérations d'arbitrage (nettes)	22,7	37,9	18,3
2. Opérations sur services	106,0	100,1	131,8
2.1. Frets et assurances pour le transport des marchandises	53,8	49,9	40,5
2.2. Autres frais de transport	- 13,0	- 6,5	- 2,9
2.3. Déplacements à l'étranger	- 49,5	- 58,4	- 66,5
2.4. Revenus de placements et d'investissements	49,8	24,8	53,4
2.5. Transactions des pouvoirs publics non-comprises ailleurs	92,4	93,0	101,5
2.6. Autres	- 27,5	- 2,8	5,9
2.6.1. Travailleurs frontaliers	1,6	0,2	- 2,4
2.6.2. Autres	- 29,1	- 3,0	8,4
Total biens et services	223,9	223,9	218,8

SOURCE : BNB.

Au contraire, les déplacements à l'étranger engendrent traditionnellement un déficit qui a crû de 8 mrds en 1991. Au début de l'année, une diminution des voyages d'affaires s'est produite, suite aux inquiétudes liées à la situation dans le Golfe.

Le solde des transferts, quant à lui, est toujours déficitaire, principalement en raison des transferts publics. Au sein de ces derniers, il faut remarquer l'importance des opérations avec la CEE. Selon le Rapport de la BNB, le déficit pour les dix premiers mois de 1991 s'établissait à 48 mrds pour l'ensemble des transferts publics et à 33 mrds rien que pour les opérations avec la CEE. Il s'agit d'une part, des ressources mises à la disposition des Communautés Européennes par la Belgique et le Luxembourg et d'autre part, des transferts au profit des résidents belges et luxembourgeois, notamment au titre des restitutions du FEOGA.

## C. LA BALANCE DES CAPITAUX

Au cours des deux dernières années s'est opéré un redressement spectaculaire de la balance des capitaux. Celui-ci est à attribuer aux mouvements de capitaux des entreprises et particuliers dont le solde négatif de plus de 100 mrds encore en 1989 s'est transformé en un surplus de l'ordre de 200 mrds en 1990 et qui a doublé en 1991, pour atteindre plus de 400 mrds.

Tout d'abord, en ce qui concerne le poste des valeurs mobilières, il s'agit des achats et souscriptions, ventes et remboursements de titres (actions et obligations) étrangers (poste 2311) ou belges et luxembourgeois (poste 2321) déclarés par le résident qui est partie à la transaction. En 1990 s'était produite une diminution du poste des valeurs mobilières étrangères détenues par les résidents, ceux-ci ayant liquidé une partie de leur portefeuille en titres étrangers.



En 1991, par contre, il y a eu à nouveau une forte augmentation des placements belgo-luxembourgeois à l'étranger, mais aussi une hausse des achats nets de titres de l'UEBL par des non-résidents. A cet égard, ce sont surtout les obligations émises par les pouvoirs publics belges qui ont enregistré une préférence.

Il y a eu un glissement des avoirs à court terme vers les obligations qui s'explique par l'orientation à la baisse des taux d'intérêt à long terme.

TABLEAU 33- BALANCE DES CAPITAUX

*Soldes en milliards BEF.*

Désignation	1989	1990	1991
1. Mouvement des capitaux des Pouvoirs publics	73,8	20,2	62,0
1.1. Etat			
1.1.1. Engagements	84,6	30,7	81,7
1.1.2. Avoirs	- 9,3	- 5,8	- 14,4
1.2. Autres Pouvoirs Publics	- 1,5	- 4,8	- 5,3
2. Mouvement des capitaux des entreprises et des particuliers	- 103,1	194,0	408,1
2.1. Organismes publics d'exploitation	- 9,7	- 7,3	- 5,3
2.2. Intermédiaires financiers du secteur public	- 10,1	- 50,0	- 27,7
2.3. Secteur privé			
2.3.1 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger			
2.3.1.1. Valeurs mobilières	- 567,1	- 305,2	- 1013,7
2.3.1.2. Investissements directs	- 240,9	- 199,1	- 244,7
2.3.1.3. Immeubles	- 11,4	- 6,7	- 3,6
2.3.1.4. Autres	- 15,1	73,4	128,2
2.3.2. Investissements et placements étrangers en UEBL			
2.3.2.1. Valeurs mobilières	432,6	263,4	922,5
2.3.2.2. Investissements directs	265,2	251,2	299,2
2.3.2.3. Immeubles	11,9	14,8	12,7
2.3.2.4. Autres	41,5	159,4	340,5

SOURCE : BNB.

Les placeurs belges et luxembourgeois ont opéré des réallocations de leurs portefeuilles en faveur de titres dans les monnaies fortes du SME, comme le DEM et le NLG, mais aussi en Yen et en USD. Par ailleurs, les achats nets d'obligations en BEF par des non-résidents ont enregistré une forte hausse, résultant de la confiance dans le BEF en tant que monnaie de placement stable et à rendement intéressant. Les non résidents ont été attirés surtout par les obligations linéaires dont les revenus sont exonérés du précompte mobilier et qui présentent une grande variété d'échéances et une bonne liquidité.

Le poste des investissements directs comprend les transferts de fonds auxquels ont donné lieu les constitutions ou liquidations de sociétés, les acquisitions ou cessions de participations dans des sociétés, ainsi que les octrois de prêts et d'avances ou le remboursement de ceux-ci.

En 1991, comme en 1990, le poste des investissements directs s'est soldé par des entrées nettes d'un peu plus de 50 mrd de BEF. Selon le Rapport de la BNB, les investissements directs ont porté sur des opérations notamment dans le cadre de la réalisation du Marché Unique Européen.

Le poste des immeubles reprend les achats et ventes d'immeubles à l'étranger et en UEBL et a enregistré en 1991 un surplus du même ordre que celui de 1990.



Le postes «autres» recouvre des mouvements divers tels que constitutions et rapatriements de dépôts, souscriptions d'assurances-vie, d'assurances de capitalisation et d'assurances-crédit ainsi que les capitaux et valeurs de rachat de telles assurances, les avals, cautions et garanties se rapportant aux opérations en capital et les prêts d'organismes financiers (autres que les banques belges et luxembourgeoises). Ce poste a connu une augmentation considérable de son excédent en 1991 qui est passé de 232,8 à 468,7 mrd de BEF. A noter, simultanément, une hausse du surplus sur les investissements belgoluxembourgeois à l'étranger (poste 2314) et du surplus sur les investissements étrangers en UEBL (poste 2324).

## C. LA BALANCE DES CAPITAUX



## 2.4. PRODUCTION INDUSTRIELLE

### 2.4.1. PRODUCTION INTERNATIONALE MOROSE

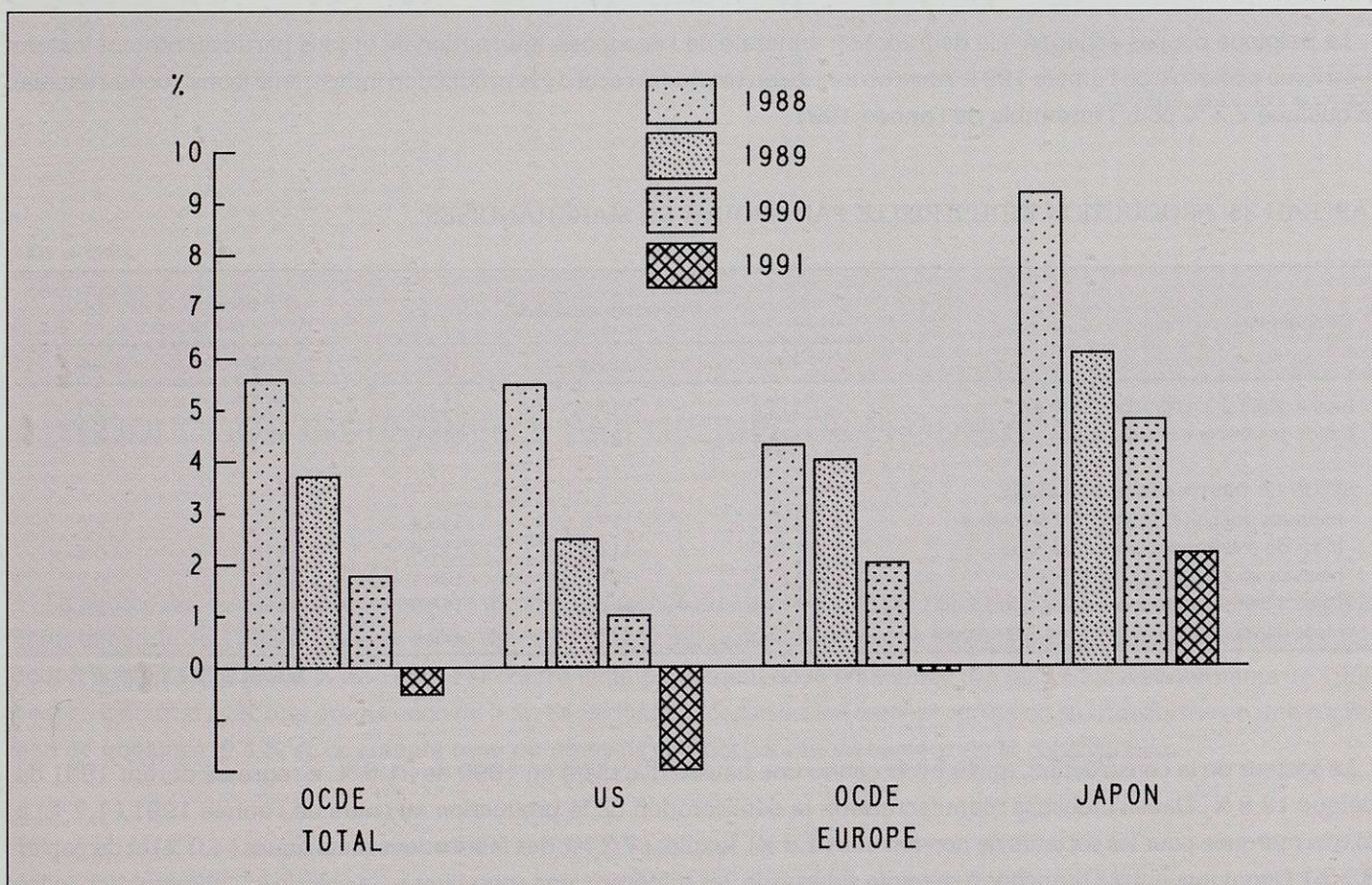
Selon les estimations du Secrétariat du GATT (23), la production industrielle au niveau mondial a progressé d'environ 1 %, la croissance la plus lente enregistrée depuis 1983. Ce fléchissement est à imputer en premier lieu aux pays industrialisés, comme le font d'ailleurs clairement apparaître les estimations de la Commission de la CEE dans son rapport annuel 1991-1992 (tableau 34) (24).

Aux Etats-Unis, la production industrielle marque un recul net, au Japon sa croissance a diminué de moitié et au sein de la CEE, quatre pays montrent, pour la deuxième année consécutive, une régression de leur production: la Grèce, l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni. Ce dernier pays connaît d'ailleurs la récession la plus grave et de la plus longue durée.

Dans la plupart des autres états-membres de la CEE, telle l'Allemagne et nonobstant l'incitant de l'unification ouest-est, l'accroissement de la production s'est ralenti, mais en revanche certains autres ont fourni une meilleure prestation qu'en 1990 (le Danemark et le Luxembourg). Pour l'ensemble de la CEE, une quasi stabilisation au niveau de 1990 a été atteinte.

GRAPHIQUE 16- PRODUCTION INDUSTRIELLE DANS LA ZONE OCDE

Variation en %, t/t-1.



SOURCE: OCDE.



TABLEAU 34- PRODUCTION INDUSTRIELLE INTERNATIONALE (a)

Pays ou zone	Variation en %, t/t-1.						
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Etats-Unis	1,7	0,9	5,0	5,5	2,5	1,0	- 1,6
Japon	3,6	- 0,2	3,5	9,2	6,1	4,8	2,6
Allemagne	4,9	2,2	0,3	3,6	5,3	5,2	3,5
France	0,5	0,9	1,9	4,7	4,2	1,3	0,1
Royaume-Uni	5,4	2,3	3,3	3,8	0,5	- 0,7	- 2,1
Italie	1,4	4,1	2,6	6,9	3,9	- 0,8	- 1,5
Pays-Bas	4,1	0,2	0,9	0,2	5,0	2,6	1,2
Danemark	4,3	6,5	- 3,5	1,9	2,3	0,6	2,2
<i>Belgique</i>	<i>2,5</i>	<i>0,8</i>	<i>2,2</i>	<i>5,7</i>	<i>3,5</i>	<i>4,1</i>	<i>0,7</i>
TOTAL CEE	3,3	2,3	2,0	4,2	3,9	1,5	0,3

(a) Construction exclue.

SOURCE : CCE, *Rapport économique annuel 1991/1992*.

## 2.4.2. PRODUCTION BELGE EN RECUL

### A. GENERALITES

La Belgique n'a pas échappé à la dégradation générale de l'économie internationale et plus particulièrement lors du quatrième trimestre de l'année 1991. Ainsi on assiste au total à un recul de la production industrielle (construction exclue) de quelque 2,3 % pour l'ensemble de l'année 1991.

TABLEAU 35- PRODUCTION INDUSTRIELLE PAR GROUPE DE MARCHANDISES

Désignation	Moyennes annuelles			Variation en % de 1991 par rapport à	
	1989	1990	1991	1985	1990
Indice général (construction exclue)	113,4	117,5	114,8	14,8	- 2,3
Indice général (y compris la construction)	114,2	122,3	116,6	16,6	- 4,7
SELON LA DESTINATION DES BIENS					
- matières premières et produits demi-finis	115,2	117,8	115,4	15,4	- 2,0
- biens de consommation non-durables	109,2	112,3	111,9	11,9	- 0,4
- biens de consommation durables	117,4	124,3	124,1	24,1	- 0,2
- biens d'investissement (sans la construction)	116,6	114,5	118,0	18,0	3,1
- biens d'investissement (avec la construction)	115,5	133,2	120,7	20,7	- 9,4

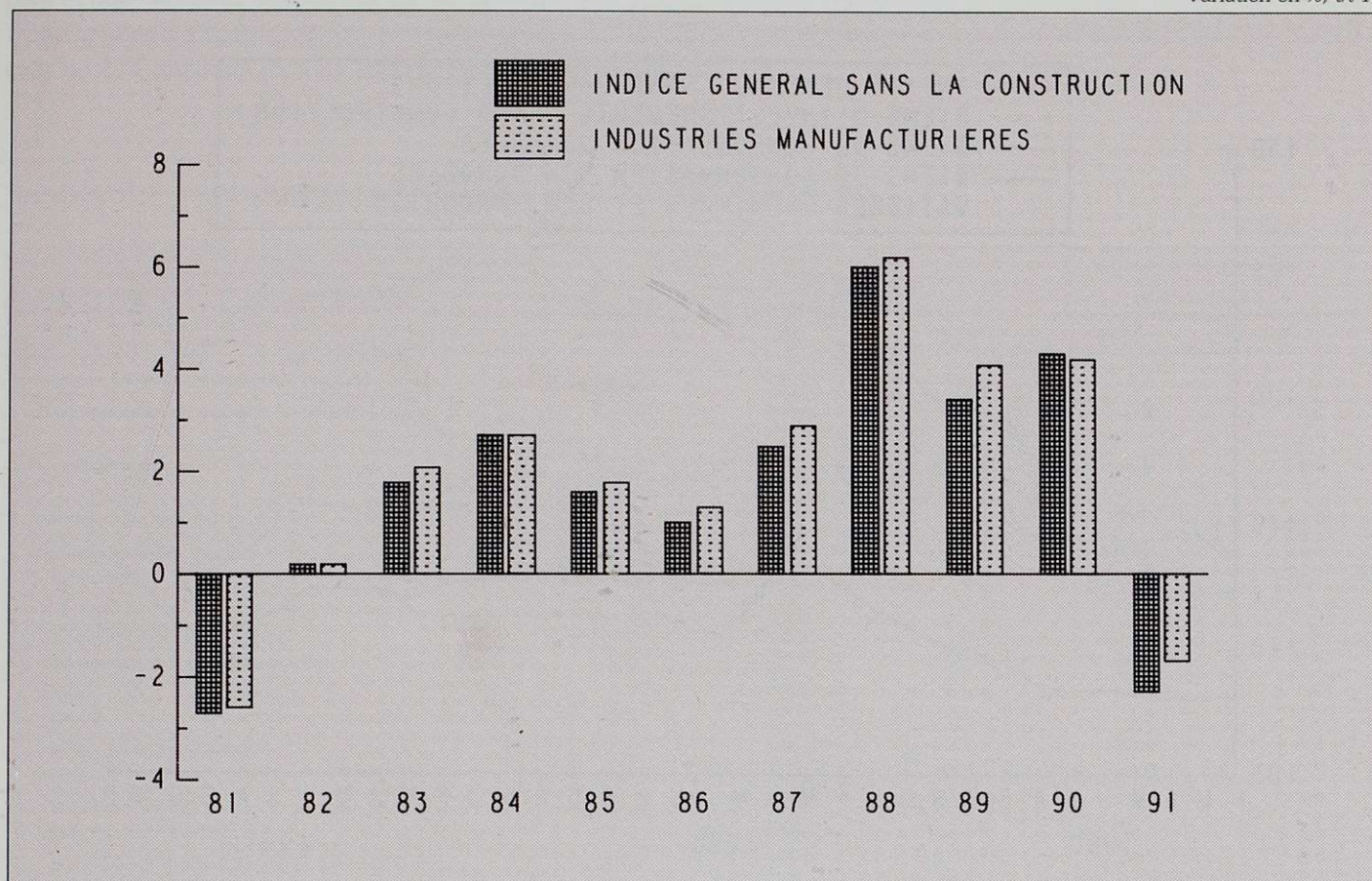
SOURCE : MAE (INS et DGED).

Le secteur de la construction, après avoir connu une hausse d'activité en 1990 de 21,6 %, a regressé durant 1991 de quelque 12,8 %. Dans l'industrie manufacturière, la détérioration de la production au cours de l'année 1991 (-1,7 %) a été très marquée pour les secteurs de non-ferreux (-7,6 %), textiles (-7,2 %), des fabrications métalliques (-4,0 %) et du papier (-3,7 %). Quant aux autres branches à savoir la sidérurgie, les minéraux non-métalliques, la chimie et l'alimentation, elles reflètent une stagnation ou parfois même une légère amélioration.



GRAPHIQUE 17- PRODUCTION INDUSTRIELLE DE 1980 A 1991

Variation en %, t/t-1.



SOURCE: MAE (INS et DGED).

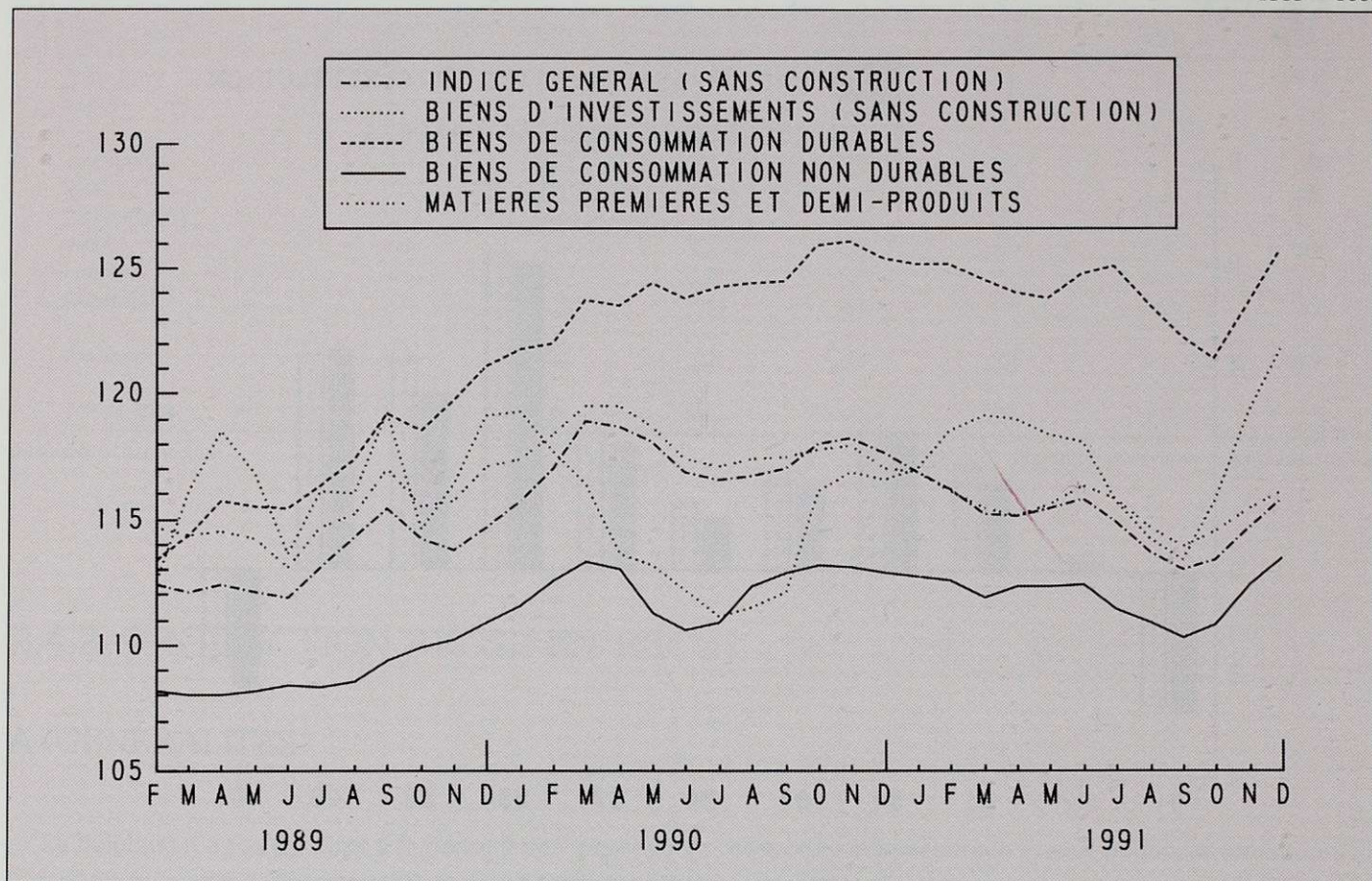
## B. PRODUCTION INDUSTRIELLE PAR GROUPE DE PRODUITS

La hausse des biens de consommation durables entamée en 1989 (+ 7 %) poursuivie en 1990 (+ 5,9 %) a été complètement anéantie en 1991 (-0,2 %). Il en va de même en ce qui concerne les biens de consommation non-durables passant de +2,9 % en 1990 à -0,4 % en 1991. Par contre l'affaiblissement de la croissance des biens d'investissements de 1990, s'est vu retourné avec une progression de 3 %. En incluant la construction cette progression se transforme en une régression de quelques -9,4 % et ce compte tenu du mauvais comportement du secteur de la construction.



GRAPHIQUE 18- INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE PAR GROUPE DE MARCHANDISES

1985 = 100.



SOURCE: MAE (INS et DGED).

## C. PRODUCTION INDUSTRIELLE PAR BRANCHE D'ACTIVITE.

Après une croissance en 1989 et 1990, on assiste en 1991 à un recul généralisé dans la plupart des secteurs hormis ceux tels que l'industrie du tabac, confection et fabrication de chaussures et raffinerie de pétrole. La production manufacturière a régressé de 1,7 % au regard des +4,2 % de 1990. En 1991, les meilleurs résultats sectoriels sont observés dans les raffineries de pétrole (+12 %), industries du bois (+6,7 %), industries du tabac (+5,8 %) et la confection et fabrication de chaussures (+4,4 %). Quant aux résultats négatifs importants on les retrouve surtout dans les industries extractives (-29,1 %), les dérivés de houille (-24,5 %), l'industrie du cuir (-15 %) et les industries textiles (-7,2 %).

### METALLURGIE DE BASE

Vu le ralentissement de la croissance économique dans la plupart des pays occidentaux et un environnement international qui ne cesse de se détériorer, la production dans la métallurgie de base a régressé de 0,9 %.

Néanmoins cette baisse de la production a été plus faible pour la sidérurgie belge (de 11 414 000 tonnes en 1990 à 11 332 000 tonnes en 1991) que la baisse de la production mondiale d'acier brut (-4,5 %). Les raisons principales en sont



que notre industrie est bien implantée commercialement dans les marchés CEE où la demande d'acier s'est le moins infléchi et que certaines entreprises ont dû accroître leur production pour réfection ou transformation. L'année 1991 s'est traduite pour la sidérurgie belgo-luxembourgeoise par une réduction de quelques 10 % de la valeur des exportations passant de 274 milliards BEF en 1990 à 250 milliards en 1991.

TABEAU 36- PRODUCTION INDUSTRIELLE PAR BRANCHE D'ACTIVITE

1985 = 100.

Désignation	Moyennes annuelles			Variation en % de 1991 par rapport à	
	1989	1990	1991	1985	1990
Indice général (construction exclue)	113,4	117,5	114,8	14,8	- 2,3
Indice général (y compris la construction)	114,2	122,3	116,6	16,6	- 4,7
Construction	117,0	142,8	124,5	24,5	- 12,8
Industries extractives:	53,8	38,1	27,0	- 73,0	- 29,1
- charbonnages	25,8	12,1	5,7	- 94,3	- 52,9
- carrières	7,6	1,5	4,1	- 95,9	173,3
Industries manufacturières	115,3	120,2	118,1	18,1	- 1,8
- alimentation et boissons	113,0	117,5	118,0	18,0	0,4
- tabac	90,0	86,0	91,0	- 9,0	5,8
- textile	106,2	112,3	104,1	4,1	- 7,3
- vêtement et chaussures	110,7	118,2	123,4	23,4	4,4
- bois	135,2	135,0	144,0	44,0	6,7
- papier et carton	123,9	130,0	125,1	25,1	- 3,8
- chimie et caoutchouc	124,9	128,4	130,3	30,3	1,5
- produits dérivés du pétrole et du charbon:	138,8	122,1	124,1	24,1	1,6
- raffineries de pétrole	166,5	156,4	175,1	75,1	11,9
- minéraux non-métalliques	129,8	129,7	120,8	20,8	- 6,9
- métallurgie de base	104,1	107,8	104,4	4,4	- 3,1
- fabrications métalliques	114,3	120,5	115,7	15,7	- 4,0
- ouvrages en métaux	105,5	116,0	115,6	15,6	- 0,3
- machines non-électriques	115,5	117,0	107,8	7,8	- 7,9
- construction électrique	107,2	115,5	112,6	12,6	- 2,5
- matériel de transport	132,8	135,0	130,9	30,9	- 3,0
Electricité	117,9	123,9	124,9	24,9	0,8

SOURCE : MAE (INS et DGED).

Dans le domaine des métaux non-ferreux, on assiste à un recul de la production (-7,6 %) et une dégradation de la rentabilité, le niveau des investissements étant maintenu. La production totale des métaux bruts et demi-finis a baissé en 1991 de près de 100 000 tonnes, soit un recul annuel de l'ordre de 5 %. En ce qui concerne la production des métaux bruts, en recul de 6 % avec 968 764 tonnes, on attribue ce recul surtout au fléchissement de 12 % de la production de cuivre (-65 000 tonnes), la production de zinc et de plomb étant en légère progression. En ce qui concerne la production des métaux demi-finis, la baisse est généralisée dans tous les métaux avec un total de 785 311 tonnes soit un recul de quelques 40 000 tonnes (-5 %).

Les exportations, qui absorbent plus de 70 % de la production, sont en retrait de 5 % (-40 000 tonnes). Cette diminution se décompose en 2 % pour les métaux bruts avec une hausse de 12 % en volume au zinc brut (200 000 tonnes) et un recul de 21 % pour le cuivre brut (189 000 tonnes) et 3 % pour les métaux demi-finis.



TABLEAU 37- INDUSTRIE METALLURGIQUE DE BASE, METAUX NON-FERREUX

Désignation	Variation en %, t/t-1.			
	1988	1989	1990	1991
Produits bruts				
Indice général	8,2	4,0	3,2	- 7,9
Cuivre	6,0	11,6	- 3,7	- 11,8
Zinc	4,9	- 5,5	16,5	8,0
Plomb	16,2	- 12,8	- 3,1	4,3
Etain	27,4	25,7	- 3,2	- 23,5
Demi-produits	11,8	7,9	2,9	- 7,6

SOURCE : INS, calculs: DGED.

### FABRICATIONS METALLIQUES.

En 1991, l'activité globale de production a reculé pour la première fois depuis dix ans, et ce dans chacun des quatre grands secteurs d'activité à savoir les produits métalliques, la construction mécanique, électrique et l'automobile. Ainsi l'activité globale de l'industrie des fabrications métalliques et électriques a reculé pour les livraisons et les commandes de respectivement 7 % et 8 % pour l'ensemble de l'année 1991. La récession a touché principalement la première transformation du métal, la fonderie et la tréfilerie.

Les produits métalliques légers ont continué leur progression entamée en 1990. Ainsi au regard de la qualité de recyclage de l'acier, du fer blanc et de l'aluminium, on a assisté à une progression des ventes d'emballage de 10 %. En ce qui concerne les accessoires du bâtiment, le marché s'est comporté de manière stable durant toute l'année.

En construction métallique lourde, la reprise de l'activité de 1989, poursuivie en 1990, s'est confirmée en 1991 et ce pour les équipements et la construction navale. Les fabricants de matériel de chemin de fer et de transports urbains ont vu leur croissance augmenter au fur et à mesure de l'avancement de l'année 1991. En effet, outre le Tunnel sous la Manche et le TGV, les entreprises du secteur se sont vues charger de réalisations de transport urbain en Belgique et à l'étranger.

Le ralentissement amorcé fin 1990 dans l'industrie de la construction mécanique, des armes et de l'aéronautique s'est vu confirmé en 1991. De plus, les machines motrices, machines-outils, le matériel textile, agricole ainsi que le génie civil sont en plein marasme. Ainsi on note une baisse de 15 % des commandes aux constructeurs de machines pour l'ensemble de l'année. Les branches les plus touchées sont le matériel agricole (-30 %), les machines-outils (-23 %) et les machines textiles (-23 %).

La branche d'activité, construction électrique et électronique, a subi une baisse ininterrompue de son activité. Globalement, son chiffre d'affaires a baissé de 4 %.

L'informatique, les composants électriques et le matériel électronique de consommation ont enregistré un recul sensible. Les pertes enregistrées en matériel électrique de consommation et électronique sont principalement dues à la mauvaise tenue du sous-secteur audio-video. Les autres sous-secteurs ont affiché quant à eux des résultats satisfaisants notamment pour l'électroménager et les piles.

Quant aux secteurs matériel électrique et électronique d'équipement (télécommunication), ils se sont relativement bien comportés en 1991.



TABLEAU 38- PRODUCTION EN FABRICATIONS METALLIQUES.

Désignation	Variation en %, t/t-1.			
	1988	1989	1990	1991
Industrie des fabrications métalliques	7,8	5,7	5,5	- 4,0
Produits non-mécaniques	2,3	5,9	9,9	- 0,3
Construction de machines	8,0	11,2	1,7	- 9,9
Machines outils	1,8	12,5	2,7	- 1,7
Industrie électronique	0,7	4,5	7,7	- 2,5
Construction d'automobiles	4,2	6,0	- 3,5	- 1,5
Industrie de la fine mécanique et de l'optique.	- 0,7	2,2	- 6,6	7,0

SOURCE : INS, calculs: DGED.

En ce qui concerne l'activité de l'industrie automobile, celle-ci a baissé de 10 %, enregistrant une baisse de 10 % de commandes en moins. Les constructeurs belges ont certainement subi les effets de l'affaiblissement de la demande mondiale sur le marché des voitures. Cette baisse est également partiellement due au lancement de la production de plusieurs nouveaux modèles, ce qui a entraîné un ralentissement temporaire du rythme de la production des chaînes d'assemblage. Néanmoins, en 1991, le secteur automobile a investi 26 milliards de BEF, soit une progression de 40 % par rapport à 1990. L'automobile est ainsi un des seuls secteurs de l'industrie manufacturière à avoir connu une progression de ses investissements en 1991.

Le recul de l'automobile a en outre affecté l'industrie de la sous-traitance. Le chiffre d'affaires en pièces détachées et accessoires s'est réduit de 5 % en 1991.

## INDUSTRIE CHIMIQUE

La dégradation de la conjoncture entamée en 1990 s'est poursuivie en 1991 par un ralentissement de la progression de l'activité en chimie de base et ce malgré la fin des hostilités dans le Golfe. Cela serait dû principalement à une baisse sensible du taux d'utilisation des capacités de production situées en amont (matériaux de construction) accompagnée d'une chute des prix. Nonobstant on assiste à une certaine amélioration dans les secteurs à plus haute valeur ajoutée.

La résultante en est, tantôt une diminution des livraisons de produits chimiques aux autres industries manufacturières, à l'agriculture, aux secteurs de la construction et de l'automobile, tantôt une augmentation des ventes de produits pharmaceutiques. L'industrie chimique a ainsi mieux résisté au ralentissement économique que d'autres secteurs et ce par des investissements importants conjoints.

Ainsi la branche de l'industrie chimique a progressé en 1991 de 1,5 %. La branche de l'industrie des dérivés du pétrole et du charbon a progressé de 1,6 %. Quant aux raffineries de pétrole, elles ont progressé de 12 %.

Les branches des matières plastiques (+ 5,2 %), du savon (+ 3,8 %) ont connu une croissance stable tandis que le caoutchouc et l'azote reculent respectivement de 5,9 % et 15,7 %.

En ce qui concerne le commerce extérieur, son solde, quoique moins important qu'en 1990, reste positif. Le secteur chimique exporte les trois quarts de sa production dont 75 % à destination des marchés européens, parmi lesquels en premier l'Allemagne.



## INDUSTRIE TEXTILE ET HABILLEMENT

La progression opérée dans la production textile depuis 1989 (+ 4,1 %) et poursuivie en 1990 (+ 5,7 %) s'est renversée subitement en 1991 avec un recul de 8 %. La contraction de l'activité dans l'industrie textile a été observée dans pratiquement tous les sous-secteurs à savoir la filature, le tissage (sauf celui des filaments chimiques), les tapis tissés en laine (hormis les autres) et les tissus d'ameublement (exception faite de ceux en épinglé). Les exportations textiles (à l'exclusion de la confection) n'ont augmenté que de 0,9 % en 1991 par rapport à 1990. En 1991, les entreprises textiles ont investi 12,5 % de moins qu'en 1990.

Quant à l'industrie de l'habillement et de la confection elle a subi en 1991 une baisse d'activité et ce après deux années particulièrement fructueuses. Pour 1991, le recul des activités constaté dans tous les sous-secteurs importants apparaît surtout dans l'évolution de la production en pièces. Ainsi le sous-secteur du jean a connu une baisse de production de 2,5 %, les pantalons de ville et de loisirs enregistrant une baisse de 22 %. Dans le secteur du prêt-à-porter pour les dames, le recul global s'élève à environ 2 %. Les exportations en direction de la CEE ont augmenté de 9 % avec des pointes pour l'Italie (+ 44 %) et l'Allemagne (+ 12 %). Quant aux exportations par articles, on constate une augmentation dans le sous-secteur du jean, celui du prêt-à-porter dames et vêtement de travail.

## ENERGIE

La production d'électricité a crû de 0,8 % en 1991 contre 5,1 % en 1990 alors que la consommation a progressé de 4,3 %. La part de la production par source d'énergie s'établit comme suit: 23,5 % pour les combustibles solides, 12,7 % pour les combustibles gazeux, 2,2 % pour les combustibles liquides, 0,3 % pour l'énergie hydraulique, le nucléaire atteignant pour sa part 59,7 %. Presque tous les secteurs économiques auront enregistré une hausse de leur consommation électrique en 1991. La consommation haute tension croît de 2,9 % alors que la basse tension progresse de 7,6 %.

Le résultat des échanges internationaux de courant électrique fait apparaître des exportations représentant quelques 10 % de la production soit une diminution de 19,5 % par rapport à 1990.

L'activité des charbonnages a continué de décroître au fur et à mesure de la fermeture de puits et affiche une baisse de 52,8 % du tonnage produit. Le secteur pétrolier voit l'activité de raffinage s'élever de 12 %, ce qui nous montre que la crise et l'après-crise consécutive à la guerre du Golfe ont été bien «absorbées» par le marché pétrolier et ce en regard du tassement opéré en 1990 (-6 %).

## INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Malgré une augmentation des exportations, l'industrie alimentaire a suivi le courant conjoncturel général. Ainsi on observe des baisses significatives pour les corps gras, principalement huiles et margarines, les produits de viandes, le lait et les produits laitiers. Des hausses sont, par contre, enregistrées pour les fruits et légumes préparés, les poissons et autres animaux marins préparés en vue de l'alimentation humaine, les produits de brasseries et de malteries, les produits pour alimentation des animaux, la boulangerie, pâtisserie et biscuiterie, la chocolaterie et confiserie.



## INDUSTRIE DU PAPIER ET CARTON

Globalement, la production de papiers et cartons a diminué de 3,7 % en 1991. La plupart des produits papetiers ont contribué à cette baisse, mais ce sont surtout les papiers graphiques (papier journal non compris) et les papiers à usages divers qui ont enregistré les reculs les plus importants, respectivement -7,4 % et -11,5 %. L'utilisation de vieux papiers par l'industrie papetière est demeurée sensiblement identique à ce qu'elle était en 1990.

La récolte de vieux papiers en Belgique a atteint 688 000 tonnes en 1991 dont plus de 78 % ont été exportés. L'explication en est que plus de 60 % de la production concernent les papiers graphiques couchés et non couchés (papier journal non compris), papiers pour lesquels l'incorporation de fibres recyclées n'est, jusqu'à présent, pas ou peu envisageable. De plus dans les papiers à usages graphiques, la demande s'est nettement affaiblie, avec pour conséquence une chute des prix et une plus grande concurrence entre producteurs. En effet les produits à usage graphique, de même que la plupart des autres produits papetiers, connaissent actuellement une certaine surcapacité influençant ainsi le niveau de production.

En ce qui concerne le secteur de la transformation du papier et du carton, on a assisté durant le premier semestre de l'année 1991 à une légère reprise économique. Alors que les articles scolaires, de bureau et de correspondance subissent une baisse de la production, on constate, en revanche, dans les sous-secteurs de l'emballage (carton ondulé, cartonnage pliant) des hausses importantes de production.

## INDUSTRIE DU VERRE

Après plusieurs années de très haute conjoncture, l'industrie du verre est entrée en 1990 dans une phase de tassement qui s'est confirmée en 1991. En ce qui concerne le verre plat de base le recul est sans doute attribuable à l'arrêt prolongé, pour reconstruction, de deux unités de production de verre flotté. Pour ce qui est du verre creux, la production de verrerie de table est restée à son niveau de 1990. Le verre d'emballage a subi, par contre, les mauvaises conditions climatiques. Les produits d'isolation opaque, laine de verre et verre multi cellulaire ont bénéficié quant à eux d'une demande soutenue. Les fibres textiles et de renforcement ont subi, en revanche, les conséquences de la surcapacité. Globalement l'activité verrière opère une stagnation, si pas un recul dans certains secteurs (bâtiment, automobile).

## MATERIAUX DE CONSTRUCTION

Malgré un ralentissement généralisé dans le secteur de la construction en 1991, l'activité des fournisseurs de l'industrie du bâtiment n'en n'a pas trop souffert. Hormis le recul de la production du verre plat de 15,8 %, le ciment et la céramique voient leur production augmenter respectivement de 3,7 % et 10,8 %.

Quant à l'activité des carrières, celle-ci a augmenté de 4 % avec un recul assez sensible du marbre (-62,8 %) contrebalancé par une progression du grès (+27,5 %), du granit (+3,5 %) et des porphyres (+0,8 %).



## D. PRODUCTION INDUSTRIELLE PAR REGION.

Seule la Flandre a connu une croissance de sa production industrielle (sans construction) (+0,5 %). La Wallonie et Bruxelles voient leur production industrielle régresser respectivement de 3,1 % et de 13,5 %. Si on y ajoute la construction les trois régions régressent. Bruxelles arrive en tête avec -17,8 %, suivi de la Wallonie (-2,9 %) pour terminer par la Flandre (-2,5 %).

En Flandre, les meilleurs résultats sectoriels ont été obtenus dans l'industrie des dérivés du pétrole et du charbon (+23,1 %), l'industrie du bois (+13,4 %), la fabrication d'articles d'habillement et de chaussures et la construction de matériel de transport (+5,6 %). L'industrie manufacturière dans son ensemble a mieux résisté que dans les autres régions (+1,3 %). Les moins bons résultats sont à mettre au passif de l'industrie du papier (-25,7 %), des machines électriques (-7,4 %) et de l'industrie du textile (-4,4 %).

Les résultats les plus probants en Wallonie se rencontrent dans l'industrie du papier et du carton (+36,1 %), dans l'industrie du tabac (+29,8 %), dans les machines électriques (+15 %), dans l'industrie chimique et industrie du caoutchouc (+8 %) ainsi que dans l'industrie du textile. En revanche, l'année 1991 a été assez négative dans l'industrie du bois (-15,5 %), l'industrie alimentaire et fabrication de boissons (-12,8 %), le secteur de construction de matériel de transport (-11,8 %), les ouvrages en métaux non-mécaniques (-9,8 %) ainsi que la fabrication d'articles d'habillement et de chaussures (-7,2 %). L'industrie manufacturière a régressé de 3,4 %.

La région bruxelloise affiche un recul généralisé dans tous les secteurs exception faite dans la fabrication d'articles d'habillement et de chaussures. L'industrie manufacturière quant à elle a diminué de 13 %.

TABLEAU 39- PRODUCTION INDUSTRIELLE PAR REGION (EXCL. CONSTRUCTION)

1985 = 100.

Année	Flandre	Wallonie	Bruxelles	Royaume
1986	101,4	97,0	107,9	101,0
1987	104,4	100,1	106,7	103,5
1988	109,6	106,9	116,1	109,7
1989	115,3	108,5	114,8	113,4
1990	115,9	116,2	128,8	117,5
1991	116,4	112,6	111,3	114,8

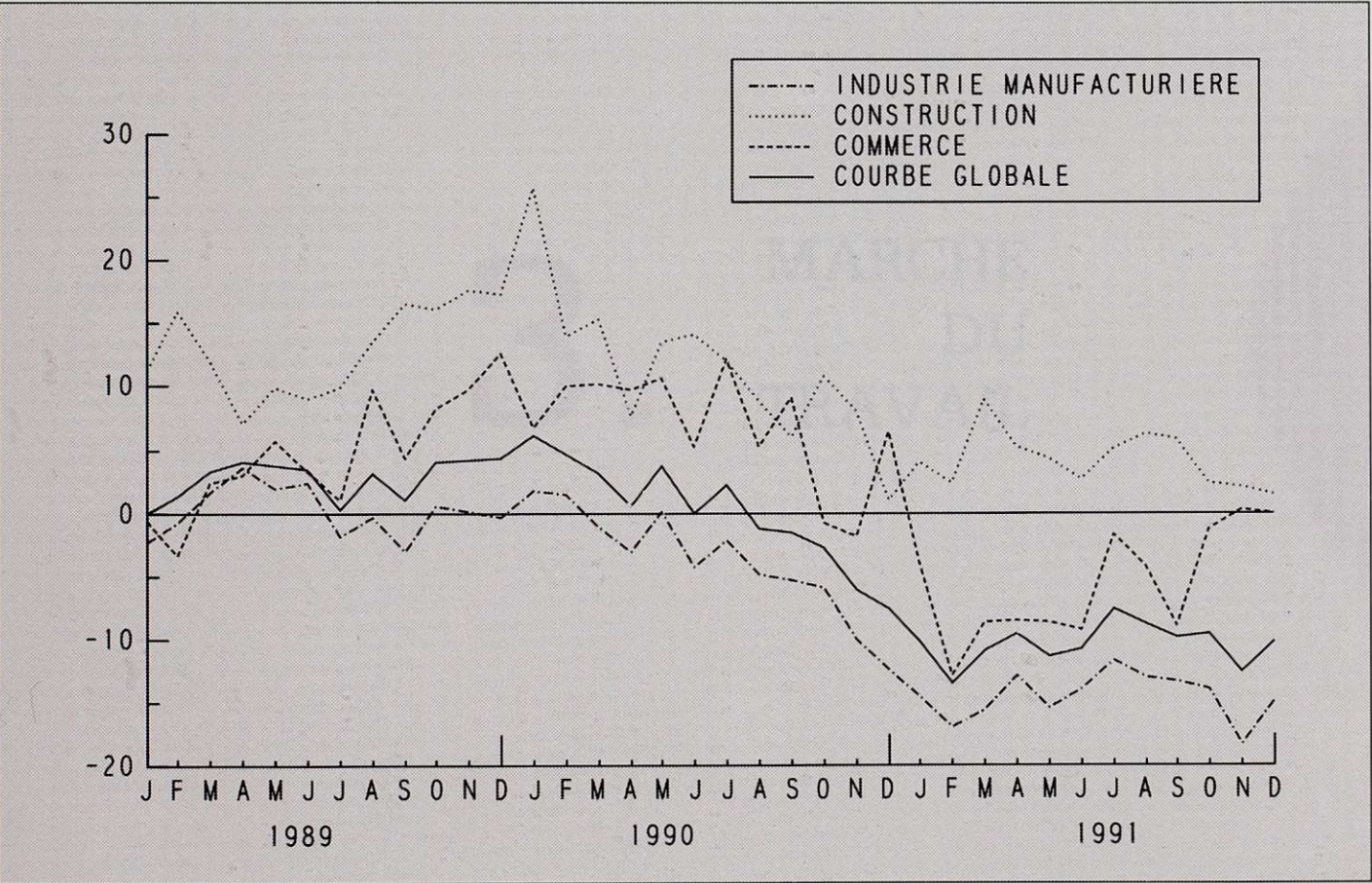


### 2.4.3. COURBE SYNTHETIQUE DE CONJONCTURE

La conjoncture tout au long de 1991 a évolué en bas régime laissant entrevoir peu de signes tangibles pour un relèvement immédiat. La courbe globale a terminé sa course au niveau où elle l'avait entamé à savoir à -10,2, alternant descentes et montées durant toute l'année.

L'industrie manufacturière, quant à elle, n'est jamais parvenue à remonter la barre de -11,6 durant l'année 1991, atteignant même les tréfonds de -18,3 au mois de novembre, alors que l'année 1990 n'était jamais descendue en deçà de -12,4. La détérioration du commerce présente tout au long du premier semestre s'est vue s'inverser au cours du quatrième trimestre. En ce qui concerne l'industrie de la construction, les résultats, globalement bons de l'année 1990 avec une clôture médiocre en décembre ont été fortement réduits tout au long de l'année 1991 avec un mois de décembre sensiblement identique à 1990 (1,4 contre 1), aucune relance ne semblant poindre à l'horizon.

GRAPHIQUE 19- COURBE SYNTHETIQUE DE LA CONJONCTURE ETABLIE PAR LA BANQUE NATIONALE  
*Solde des réponses négatives et positives.*



SOURCE: BNB.







## 3.1 EMPLOI

### 3.1.1 INTERNATIONAL

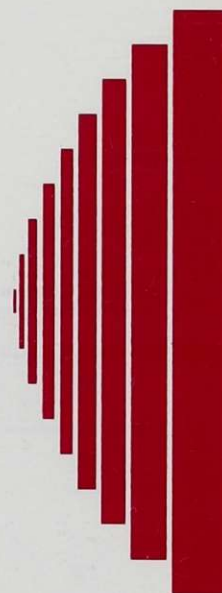
Le marché du travail international est un concept complexe, qui prend en compte les flux de main-d'œuvre entre les pays. Il est influencé par de nombreux facteurs, tels que les différences de salaires, les politiques d'immigration, les besoins de main-d'œuvre des pays d'accueil, etc.

Les migrations de main-d'œuvre sont un phénomène ancien, mais elles ont pris une importance croissante ces dernières années. Les pays développés ont besoin de main-d'œuvre qualifiée pour combler les lacunes de leur marché du travail, tandis que les pays en développement cherchent à attirer des investissements étrangers et à créer des emplois.

Le marché du travail international est également influencé par les différences de culture, de langue et de religion. Ces différences peuvent créer des obstacles à l'emploi et à l'intégration des migrants dans le marché du travail du pays d'accueil.

# 3.

## MARCHE DU TRAVAIL









## 3.1. EMPLOI

### 3.1.1. INTERNATIONAL

L'emploi dans la zone de l'OCDE a légèrement régressé au premier semestre de 1991 et ce pour la première fois depuis le second semestre de 1982. Le recul de l'emploi n'a pas été freiné par une réduction de la durée du travail: les données concernant l'industrie ou le secteur manufacturier, dont l'OCDE disposait pour la moitié environ des pays ne font apparaître que peu ou pas de diminution du nombre d'heures ouvrées. Pendant le second semestre de 1991, le niveau de l'emploi paraît s'être stabilisé.

Sur l'ensemble de l'année 1991, l'emploi dans la zone de l'OCDE n'a marqué aucune progression. Si on exclut les Etats-Unis, celui-ci a légèrement crû: +0,3 %. Les pertes d'emploi varient cependant fortement d'un pays à l'autre, comme le montre le tableau 40. Quatre pays, dont la Belgique ont enregistré dans des proportions différentes une diminution de l'emploi en 1991: le Royaume-Uni (-3,6 %), le Canada (-1,8 %), les Etats-Unis (-0,8 %) et la Belgique (-0,5 %). L'Allemagne et le Japon ont quant à eux encore connu une croissance favorable de l'emploi: respectivement +2,1 % et +1,9 % en 1991.

A l'exclusion des USA, la population active dans la zone de l'OCDE a augmenté en glissement annuel de 1,0 % en 1991 par rapport à 1,3 % en 1990. Seul le Royaume-Uni accuse une légère baisse de la population active. La progression de la population active dans l'OCDE paraît cependant s'être ralentie par rapport à l'année précédente: seuls le Japon et l'Italie font exception à cette tendance.

TABLEAU 40- POPULATION ACTIVE ET EMPLOI DANS L'OCDE

Variation en %, t/t-1.

Pays ou zone	Population active				Emploi			
	1989 (milliers)	1989	1990	1991	1989 (milliers)	1989	1990	1991
Etats-Unis	123 851	1,8	0,8	0,4	117 330	2,0	0,5	- 0,8
Japon	62 700	1,7	1,8	1,9	61 279	1,9	2,0	1,9
Allemagne (a)	29 441	0,7	2,0	1,6	27 790	1,3	2,6	2,1
France	24 247	0,5	0,7	0,6	21 966	1,2	1,2	0,1
Italie	23 697	0	0,3	1,0	20 832	0,1	1,4	1,3
Royaume-Uni	28 478	0,4	0	- 0,6	26 723	2,6	0,3	- 3,6
Canada	13 503	1,7	1,3	0,6	12 486	2,0	0,7	- 1,8
Pays-Bas	5 291	0,7	1,1	0,5	4 901	1,7	2,1	0,9
<b>Belgique</b>	<b>4 144</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,1</b>	<b>3 760</b>	<b>1,6</b>	<b>0,9</b>	<b>- 0,5</b>
TOTAL OCDE (b)	264 172	1,0	1,3	1,0	246 926	1,7	1,6	0,3

(a) Uniquement Allemagne occidentale.

SOURCE : OCDE (1991), *Perspectives Economiques*, décembre.

(b) A l'exclusion des Etats-Unis.



### 3.1.2. POPULATION ACTIVE BELGE

Sur base des perspectives de population de l'INS, la population en âge de travailler aurait été en juin 1991 de 6 328 mille personnes se répartissant entre 3 330 mille hommes de 15 à 65 ans et 2 998 mille femmes de 15 à 60 ans. La population en âge de travailler s'inscrit donc en recul par rapport à juin 1990 (6 341 000, -5 000 hommes, -8 000 femmes). La contraction de la population en âge de travailler a comme source principale, la diminution des effectifs des classes de 15 à 34 ans et plus particulièrement des 15 à 19 ans, mais aussi des classes de 50 à 60 ans.

Sur base des estimations du service des études des Affaires économiques, la population active se monterait à 4 195 000 personnes, soit une progression de 16 000 personnes par rapport au chiffre de population active du MET pour 1990 de 4 179 236 personnes.

### 3.1.3. EMPLOI BELGE EN RETRAIT

En l'absence de chiffres officiels concernant l'emploi en 1991, de statistiques provisoires de l'ONSS et des résultats sur les forces de travail au moment de la rédaction de cette section, l'appréciation de l'évolution de l'emploi repose sur différents indicateurs.

Après six années consécutives de création d'emplois, le ralentissement conjoncturel a entraîné une perte d'emplois, qui se chiffrerait à quelque 10 000 unités au 30 juin 1991, selon les estimations de la DGED. Le secteur public aurait connu un léger recul de 2 000 unités, tandis que le secteur privé aurait enregistré une perte d'emplois de quelque 12 000 personnes. Par contre, le nombre d'indépendants aurait augmenté de 4 000 unités. Le nombre de frontaliers est maintenu au même niveau que l'année précédente.

La faiblesse de l'activité en 1991 a entraîné une diminution des emplois dans l'industrie et dans certaines branches du secteur tertiaire, comme le commerce et les transports et communications. Si en début d'année, les pertes d'emploi restaient modérées, elles se sont amplifiées sensiblement dès le milieu de l'année pour s'accroître encore davantage en fin d'année et plus spécifiquement dans le secteur tertiaire.

L'évolution du chômage, seule donnée observée disponible actuellement, suggère également ce mouvement. Le nombre de demandeurs d'emploi s'est en effet accru en un an d'un peu plus de 26 000 personnes au 30 juin et de 36 000 unités à la fin de l'année.

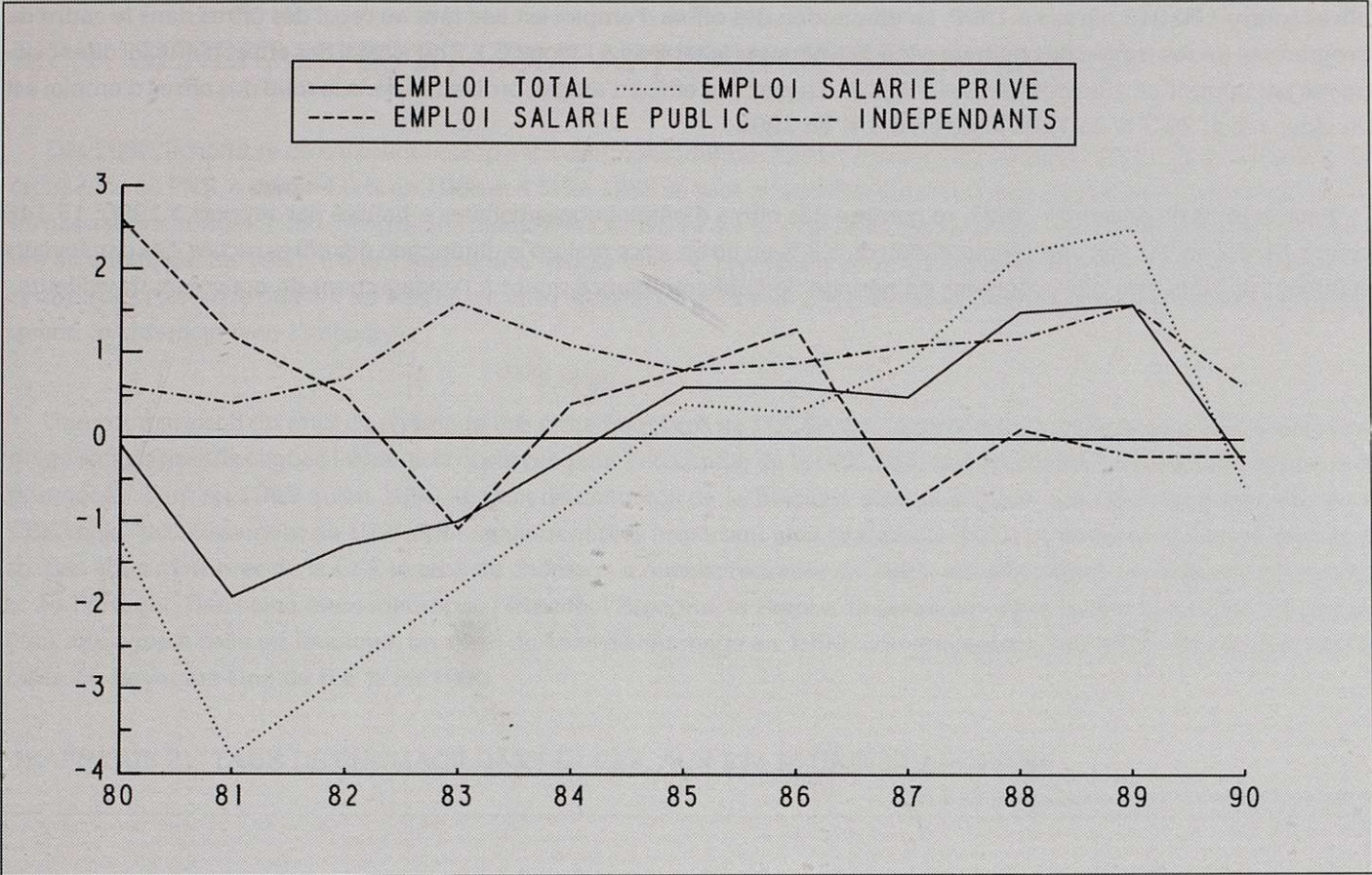
L'examen de l'évolution des offres d'emploi informe de l'état de tension sur le marché de l'emploi: Le nombre de celles-ci est recensé par l'ONEM sur base de l'obligation faite aux établissements de 20 personnes ou plus de signaler à leur bureau local de placement toutes les offres d'emploi.

L'ONEM publie trois indicateurs des offres d'emploi. La tension sur le marché en 1991 sera appréciée à partir de deux d'entre eux: les offres reçues au cours du mois qui englobent la totalité des nouvelles offres d'emploi reçues durant le mois à l'exclusion des offres signalées précédemment et non-satisfaites, et les offres non-satisfaites en fin de mois qui comprennent toutes les offres signalées, enregistrées durant le mois en cours ou reportées de la période précédente, qui n'ont pas été satisfaites ou annulées et pour lesquelles on continue à chercher des candidats.



GRAPHIQUE 20- EVOLUTION DE L'EMPLOI DE 1980 A 1991

En milliers.



SOURCE: MET; 1991 estimation DGED.

TABEAU 41- POPULATION ACTIVE ET EMPLOI EN BELGIQUE

En milliers.

Désignation	1989	1990	1991	91/90 en %	91/90 en milliers
Emploi intérieur	3 712	3 764	3 754	- 0,3	- 10
- Emploi salarié	3 046	3 089	3 075	- 0,5	- 14
secteur privé	2 078	2 118	2 106	- 0,6	- 12
secteur public	968	971	969	- 0,2	- 2
- Emploi indépendant	666	675	679	0,6	+ 4
Frontaliers	48	50	50	0	0
Chômage	384	365	391	7,1	+ 26
Chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi	348	332	352	6,0	+ 20
Chômeurs inscrits oblig. inoccupés	27	25	28	12,0	+ 3
Demandeurs libres inoccupés	9	8	11	37,5	+ 3
Population active	4 144	4 179	4 195	0,4	+ 16

SOURCE : MET, estimations DGED pour 1991.



En 1991, le nombre cumulé des offres d'emploi reçues (recensées par l'ONEM et qui ne couvrent vraisemblablement qu'environ 25 % des offres d'emploi) a encore diminué par rapport à 1990, année ayant déjà enregistré un recul: 145 174 offres contre 160 913 offres en 1990. La diminution des offres d'emploi est liée tant au recul des offres dans le cadre du programme de résorption du chômage, -7,4 % (voir aussi le tableau 51, point 3.2.), qu'à celui des offres d'emploi dites ordinaires par opposition aux précédentes, -10,5 %. La part des offres d'emploi ordinaires dans le total des offres d'emploi est en léger recul: 76,3 % en 1991 contre 76,9 % en 1990.

Pour le mois de décembre 1991, le nombre des offres d'emploi non-satisfaites a haussé par rapport à 1990: 15 146 contre 14 402 en '90, soit une augmentation de 5,2 % en un an, et ce malgré la diminution des offres reçues. Les employeurs semblent dès lors être plus exigeants en période de faible croissance quant à l'engagement de nouveaux travailleurs.



## 3.2. LE CHOMAGE

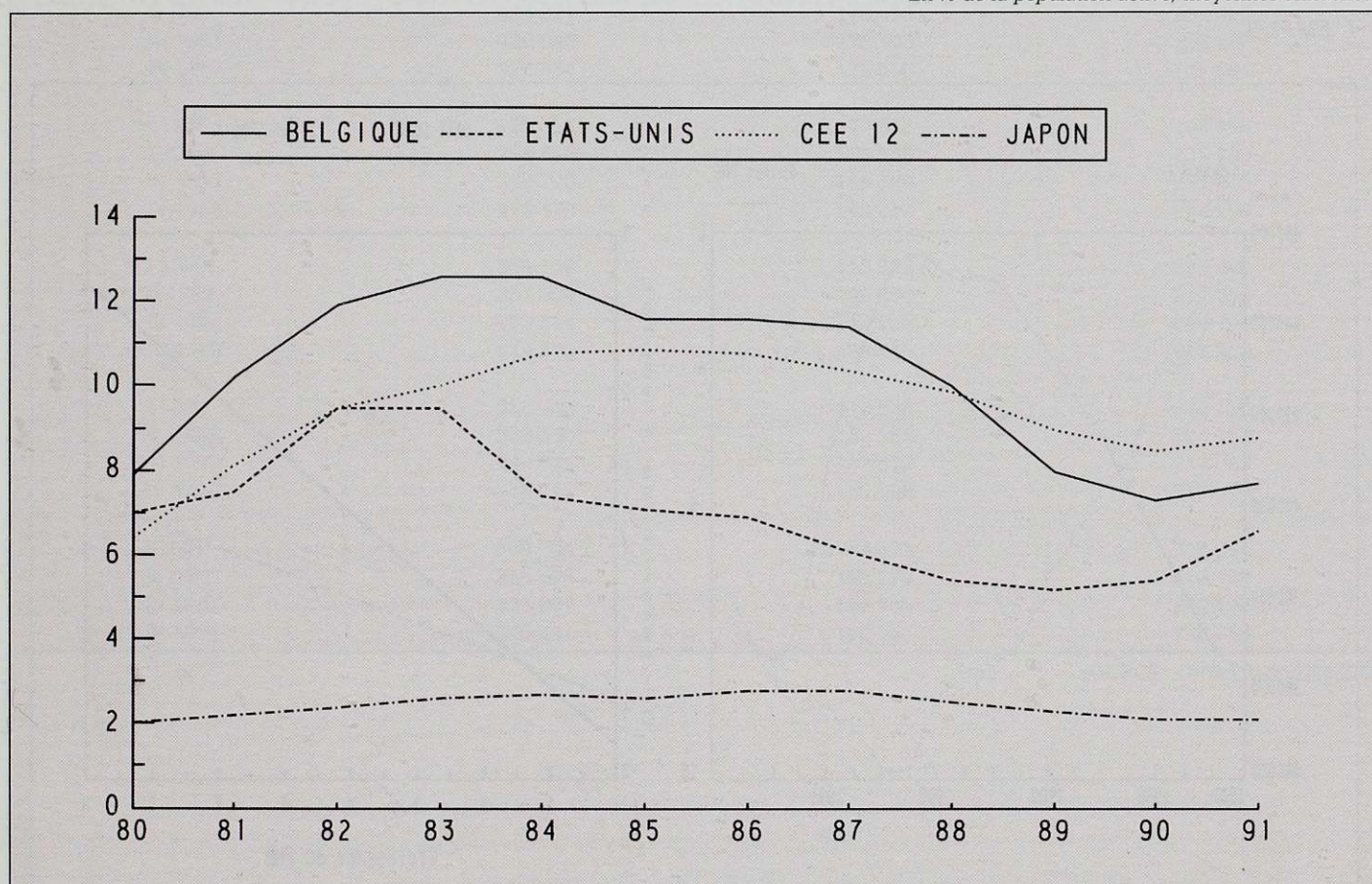
### 3.2.1. GENERALITES ET COMPARAISON INTERNATIONALE

Dès 1986, le nombre de chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi (CCI.DE) a diminué. Les années de forte croissance du PNB, à savoir 4,9 % en 1988 et 4 % en 1989 se sont caractérisées par un recul important du chômage: -8,5 % en glissement annuel. 1990, malgré une baisse des CCI.DE de 4,5 % a marqué, vers la fin de l'année, le début de la remontée du chômage. En 1991, il a enregistré une hausse de 6 %, provenant de la faiblesse de la croissance économique. Le rythme de croissance du PNB en 1991 s'est ainsi élevé à 1,5 % et non aux 2 % requis pour stabiliser l'emploi et par conséquent, le chômage (voir l'encadré).

Une comparaison du taux de chômage des états-membres de l'OCDE fait apparaître qu'en Belgique, le cours du chômage suit en grandes lignes l'évolution observée pour l'ensemble de la CEE, bien que les mouvements soient un peu plus prononcés. Tant en 1989 qu'en 1990, le taux de chômage de la Belgique était plus élevé que celui de l'ensemble de la CEE, mais l'accroissement de 1991 était également plus important (voir graphique 21). A remarquer aussi que dans quatre des états-membres de la CEE le taux de chômage a encore regressé en 1991: en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas et au Portugal. Dans cinq états-membres, l'Irlande, l'Espagne, la France, le Luxembourg et le Royaume-Uni, l'évolution était analogue à celle en Belgique; un recul du taux de chômage en 1990, une progression en 1991, dont la plus importante au Royaume-Uni: de 6,8 % en 1980.

GRAPHIQUE 21- TAUX DE CHOMAGE DANS LA CEE, AUX ETATS-UNIS ET AU JAPON

*En % de la population active, moyennes annuelles.*



SOURCE: Taux de chômage standardisés de l'OCDE.



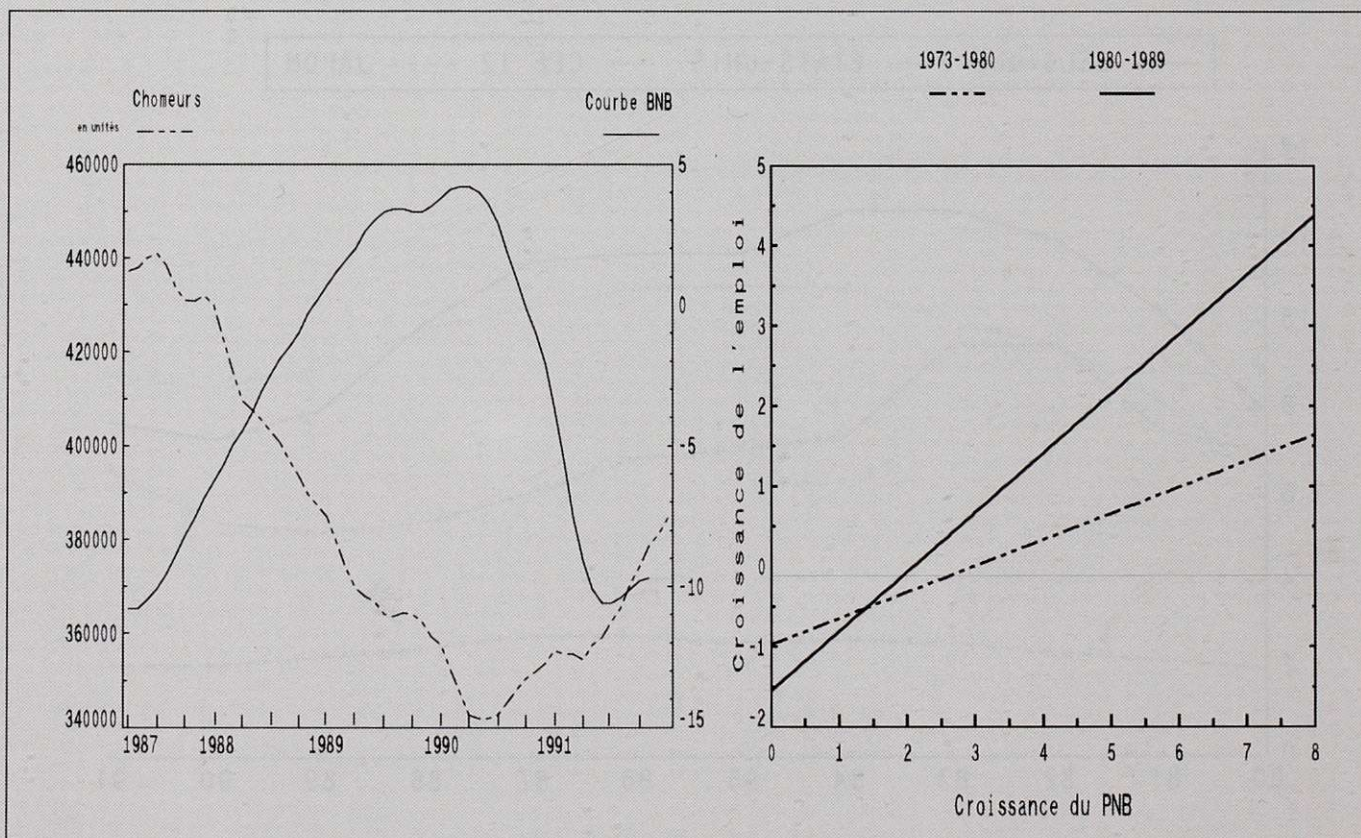
## LE LIEN ENTRE LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET LE CHOMAGE

Le premier volet du graphique, lequel porte sur la période 1987-1991, montre un lien évident entre l'évolution de la courbe synthétique de la BNB et celle du nombre de CCI-DE. Jusqu'au printemps 1990, alors que les perspectives d'activité sont favorables, le chômage diminue. Mais dès que les premiers signes du ralentissement conjoncturel se manifestent notamment par un retournement de la courbe, le chômage ne tarde pas à augmenter à un rythme de plus en plus rapide. Le taux de chômage s'est ainsi élevé à 11,1 % de la population active, fin décembre 1991. Les perspectives économiques plus que moroses pour 1992 ont par ailleurs provoqué en ce début d'année une nouvelle poussée du chômage.

Outre l'évolution de la population active, le cours du chômage est évidemment dépendant du lien existant entre la production de biens et services, mesurée par le PNB, et l'emploi.

Le deuxième volet du graphique montre clairement qu'une augmentation du PNB proche de 3 % était nécessaire entre 1973 et 1980 pour stabiliser l'emploi. Cette exigence a pu être abaissée à 2 % entre 1980 et 1989. Ainsi, en deçà de ce seuil de 2 %, l'emploi diminuait et par conséquent, le chômage haussait. Or de 1981 à 1984, la croissance du PNB a été inférieure à 2 %, ce qui a provoqué effectivement une montée du chômage suite à un recul de l'emploi s'ajoutant à une hausse de la population active. De 1984 à 1990, le rythme de croissance est devenu supérieur aux 2 % requis, exception faite pour l'année 1985. Ce n'est toutefois qu'en 1985 que l'emploi a commencé à s'accroître. Ce délai a été nécessaire pour permettre aux investissements de générer de nouveaux emplois. Par la suite, grâce à une progression des investissements de plus en plus affirmée du fait du redressement de la demande privée adressée à l'économie belge, l'emploi n'allait cesser de progresser. En 1991, le rythme de croissance du PNB revenant à 1,5 %, l'emploi diminuait à nouveau et le chômage remontait dès lors sensiblement.

GRAPHIQUE- COURBE SYNTHETIQUE DE LA BNB ET CCI.DE; RELATION ENTRE LA CROISSANCE DU PNB ET DE L'EMPLOI





Au Japon, ce taux ne présente guère de mouvement, alors qu'aux Etats-Unis, il témoigne d'une nette expansion. En 1991, 6,5 % de la population active était sans emploi, contre 5,2 % seulement en 1989.

Le tableau 42 montre que jusqu'au troisième trimestre 1990, le nombre de CCI-DE a diminué non seulement par rapport au trimestre précédent mais également par rapport au même trimestre de l'année antérieure. Au quatrième trimestre 1990, le point bas du recul du chômage est atteint. A partir de cette période, le chômage a recommencé à augmenter sans discontinuer.

Du tableau, il ressort également que le premier trimestre d'une année enregistre toujours une augmentation du nombre de CCI-DE par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente. Ce phénomène est saisonnier et provient du passage des jeunes, ayant achevé leurs études, en période d'attente vers la catégorie statistique des demandeurs d'emploi indemnisés.

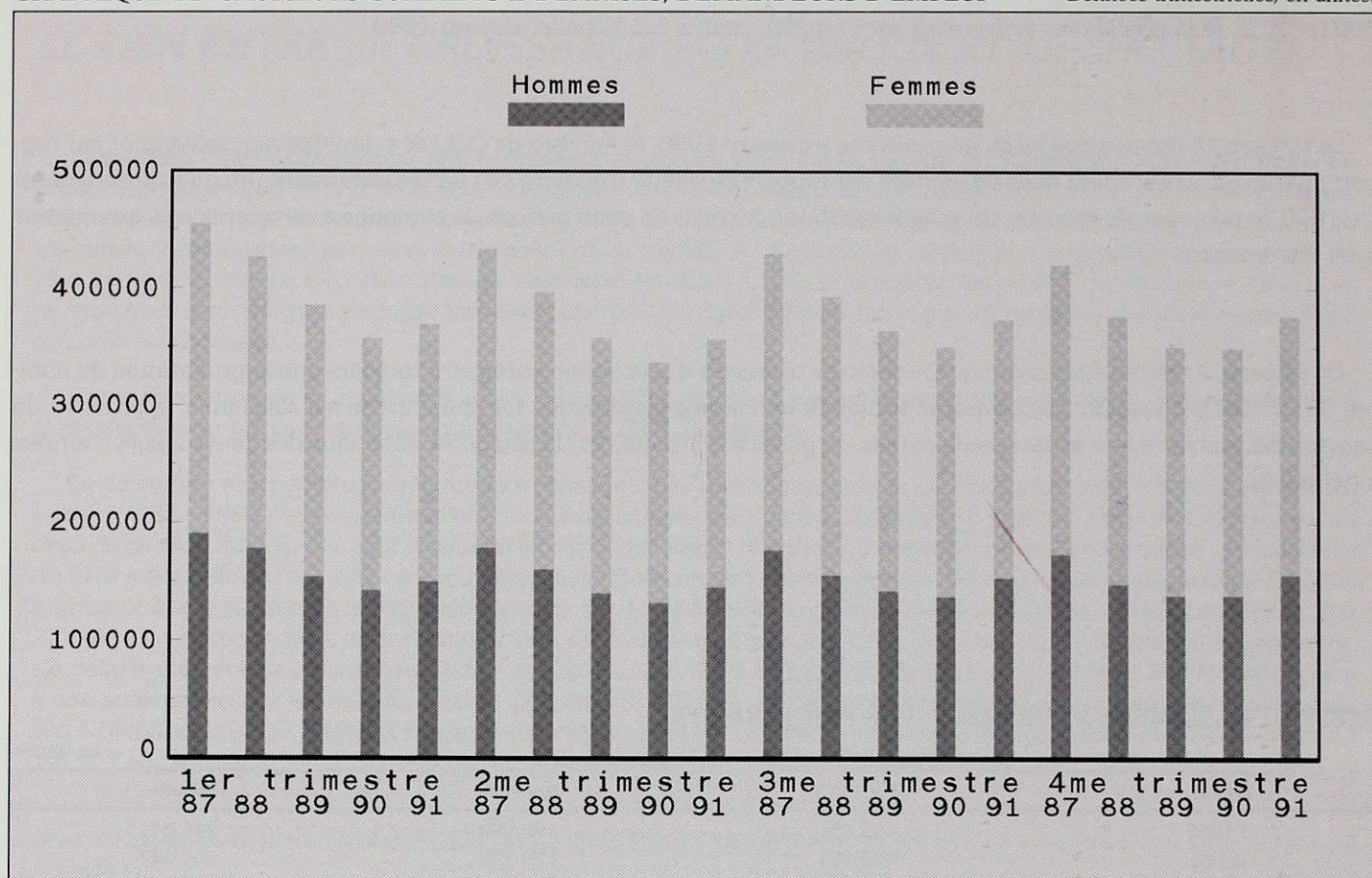
TABLEAU 42- NOMBRE MOYEN DE CCI-DE PAR TRIMESTRE

*En unités.*

Trimestres	Total CCI	Hommes	Femmes
I 1987	455 231	190 590	264 641
II 1987	432 921	178 539	254 382
III 1987	430 048	176 796	253 252
IV 1987	420 654	173 500	247 154
I 1988	426 351	177 882	248 469
II 1988	395 842	160 135	235 706
III 1988	392 793	155 729	237 063
IV 1988	376 470	148 314	228 156
I 1989	384 758	153 878	230 880
II 1989	357 604	140 254	217 350
III 1989	363 514	142 722	220 792
IV 1989	349 870	138 510	211 359
I 1990	356 762	142 633	214 130
II 1990	336 550	132 368	204 182
III 1990	349 695	137 612	212 083
IV 1990	348 717	138 598	210 119
I 1991	369 004	150 311	218 694
II 1991	355 996	145 276	210 720
III 1991	373 607	153 505	220 102
IV 1991	376 321	156 167	220 154

SOURCE : ONEm, calculs DGED.





SOURCE: ONEm, calculs: DGED.

### 3.2.2. ANALYSE EN DETAIL DU CHOMAGE BELGE

#### A. REPARTITION PAR SEXE

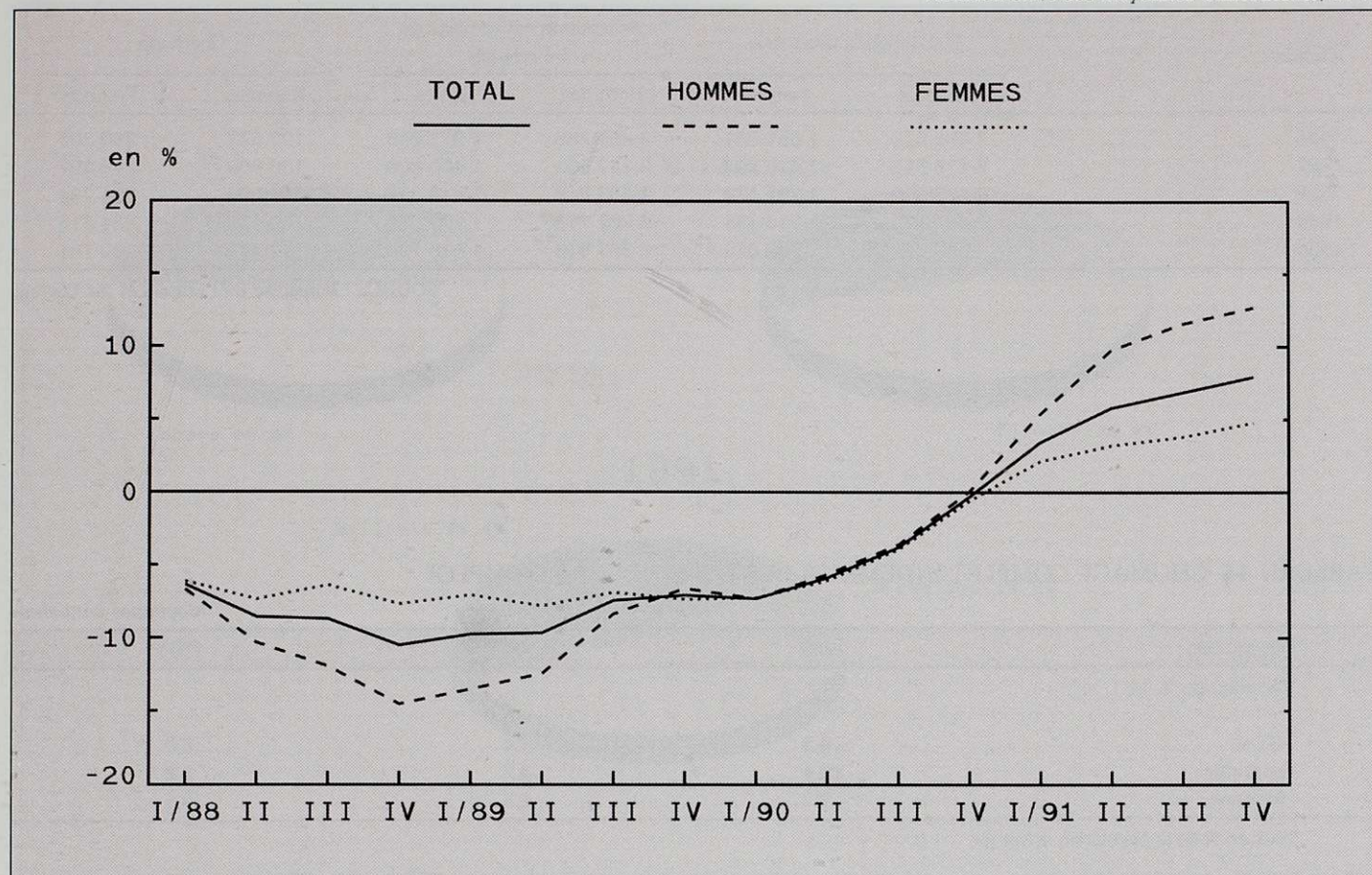
Le graphique 23, qui représente les variations en glissement annuel des moyennes trimestrielles montre qu'entre 1987 et 1989, le chômage féminin a diminué moins rapidement que le chômage masculin et par conséquent, que l'ensemble du chômage. En 1989, le nombre total de CCI.DE et le nombre de chômeurs ont diminué respectivement de 8,5 % et de 10,8 %, tandis que le chômage féminin n'a régressé que de 7,3 % sur la même période. Dès 1990, le mouvement s'est inversé en faveur des femmes. Dans un premier temps, le nombre de chômeuses a baissé plus rapidement que celui des hommes: en 1990, -4,5 % pour les femmes et -4,2 % pour les hommes. Par la suite lorsque le chômage a recommencé à augmenter, le rythme de croissance du chômage féminin est également resté nettement inférieur à celui des hommes et du nombre total des CCI.DE, à savoir en 1991, +3,5 % contre +9,8 % et +6 %.

Il semblerait donc qu'en période de ralentissement de la croissance du PNB, les hommes sont les premiers frappés par la recrudescence du chômage. La moindre croissance de 1991 s'étant plus rapidement répercutée dans le secteur secondaire, qui utilise principalement un personnel masculin explique la progression plus rapide du chômage des hommes. Cependant fin 1991, le secteur tertiaire semble également ressentir vivement les effets de l'insuffisance de la croissance. Or, ce secteur emploie plutôt une main d'oeuvre féminine. Dès lors, le mouvement pourrait à nouveau s'inverser et être moins favorable aux femmes.



GRAPHIQUE 23- REPARTITION PAR SEXE DES CCI.DE

Variation en % des moyennes trimestrielles, t/t-4.



SOURCE: ONEm, calculs DGED.

Malgré cette croissance moins rapide du nombre de chômeuses, le chômage féminin est toujours nettement supérieur à celui des hommes (voir tableau 42). L'évolution des taux d'activité, fournissant une indication quant à l'intensité du désir de participation à la vie économique explique partiellement ce phénomène. Ces taux sont obtenus en divisant la population active par la population en âge de travailler. Le taux d'activité féminin s'est accru pour passer de 39 % en 1986 à 40,7 % en 1990. Chez les hommes, ce taux a baissé de 62,1 % en 1986 à 60,9 % en 1990. Ainsi, la population active féminine a augmenté et dans le même temps, la population active masculine a d'abord diminué puis a réaugmenté au cours des deux dernières années de la période 1986-1990, mais dans une mesure moindre que pour les femmes (voir tableau 43).

Les variations de l'emploi en regard des variations de la population active ont été en 1986 et 1987 plus «bénéfiques» aux hommes: le chômage masculin a dès lors diminué plus fortement que celui des femmes.

En 1988 alors que la population active masculine continue à baisser, le nombre d'emplois augmente: la diminution du chômage est à présent nettement plus forte qu'antérieurement. L'emploi féminin quant à lui hausse davantage que la population active féminine et ici, la diminution du chômage féminin est pratiquement équivalente à celle des hommes.

En 1989 et 1990, les créations d'emplois tant masculin que féminin seront supérieures aux mouvements des populations actives respectives. Les conséquences sur le chômage seront cependant différentes: en 1990, le chômage masculin diminuera moins fortement que celui des femmes. Malgré ce retournement, l'acquis des années antérieures perdure et le nombre des chômeuses reste nettement supérieur à celui des hommes.



TABLEAU 43- LA POPULATION ACTIVE TOTALE ET L'EMPLOI

En unités.

Années	Population active totale		Population active occupée (= emploi)		Chômage	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1986	2 456 912	1 651 551	2 259 285	1 371 248	197 627	280 303
1987	2 438 512	1 676 297	2 247 903	1 400 800	190 609	275 497
1988	2 425 300	1 701 172	2 255 618	1 446 378	169 682	254 794
1989	2 432 175	1 712 135	2 282 773	1 477 519	149 402	234 616
1990	2 440 347	1 738 889	2 297 812	1 516 728	142 535	222 161

SOURCE : Ministère de l'Emploi et du Travail.

TABLEAU 44- CHOMAGE COMPLET INDEMNISE DES DEMANDEURS D'EMPLOI

Moyennes annuelles.

Désignation	1989	1990	1991
Variation en %, t/t-1.			
TOTAL	- 8,5	- 4,4	6,0
- hommes	- 10,4	- 4,2	9,8
- femmes	- 7,3	- 4,5	3,5
Taux en % de la population active (a)			
TOTAL	8,8	8,3	8,8
- hommes	5,9	5,7	6,2
- femmes	12,9	12,1	12,4

(a) Pour l'année 1991: estimations de la DGED.

SOURCE : ONEm, calculs DGED.

B. REPARTITION PAR REGION

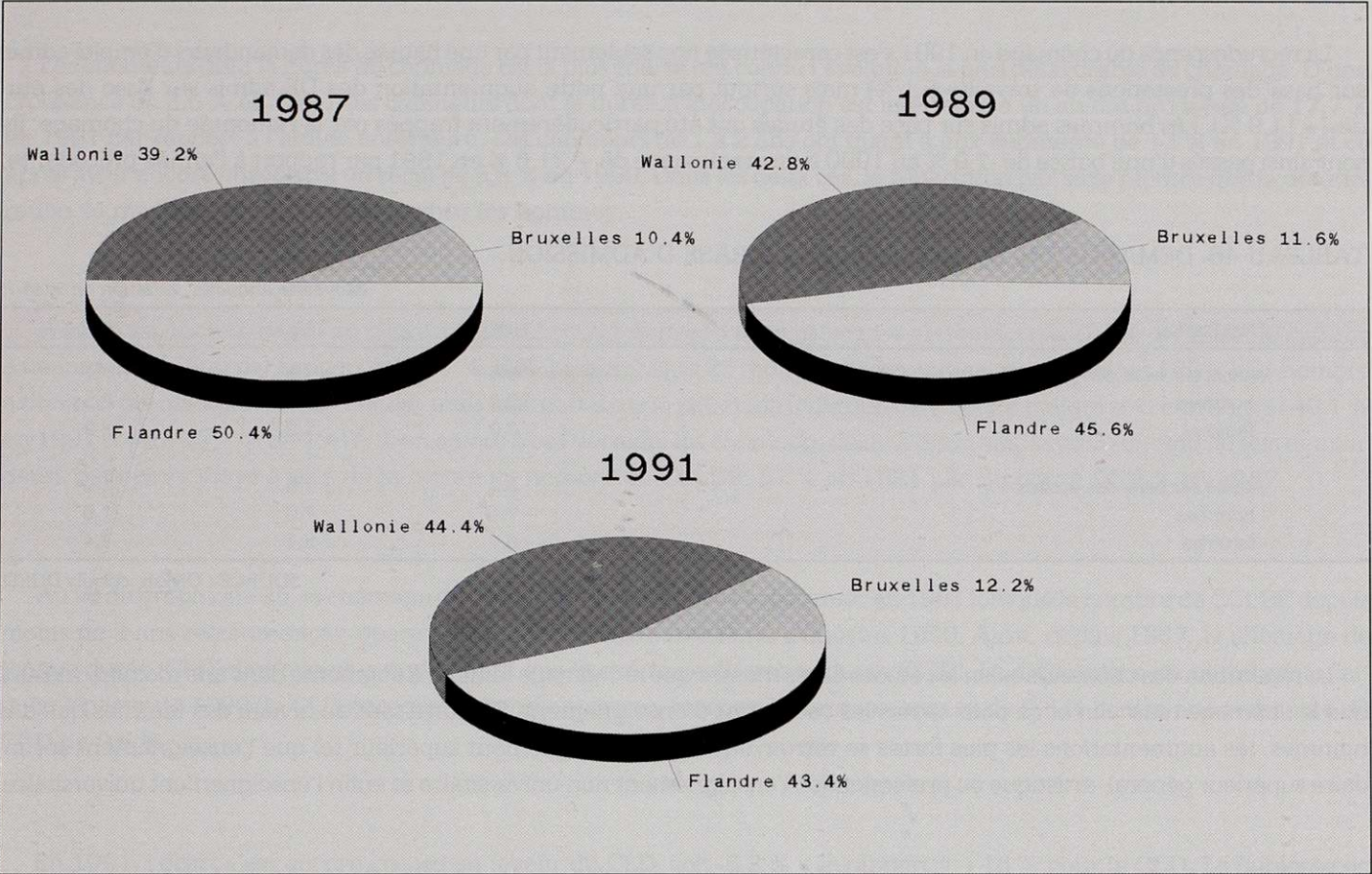
Le graphique 24 montre qu'entre 1987 et 1991, la part de la région flamande dans le chômage indemnisé a diminué pour passer de 50,4 % à 43,4 %. A l'encontre, Bruxelles et la Wallonie ont vu leur part respective s'accroître sur la même période. En région wallonne, alors qu'elle s'élevait à 39,2 % en 1987, elle atteint 44,4 % en 1991. Pour la seconde fois, le nombre des CCI.DE dépasse ainsi celui de Flandre. A Bruxelles, le pourcentage est passé de 10,4 % en 1987 à 12,2 % en 1991.

Ces mouvements divergents sont dus au fait que jusqu'en 1990, le nombre de chômeurs a diminué nettement plus rapidement en Flandre que dans les deux autres régions. Si dès 1991, toutes les régions enregistrent à nouveau une hausse des CCI.DE, elle est moins forte en Flandre: +4,9 % contre +6,4 % en Wallonie et +8,6 % à Bruxelles. Dans les trois régions, le chômage masculin s'est accru plus rapidement que celui des femmes et ce particulièrement en Flandre.



GRAPHIQUE 24- REPARTITION REGIONALE DU CHOMAGE

En % du total.



SOURCE: ONEm, calculs DGED.

TABLEAU 45- DEMANDEURS D'EMPLOI PAR REGION.

Moyennes annuelles, variation en %, t/t-1.

Désignation	1989	1990	1991
Flandre	- 14,3	- 8,1	4,9
- hommes	- 16,3	- 5,2	11,4
- femmes	- 13,3	- 9,6	1,4
Wallonie	- 3,1	- 1,2	6,4
- hommes	- 6,6	- 3,8	8,5
- femmes	- 0,2	0,8	4,8
Bruxelles	- 2,8	- 1,6	8,6
- hommes	- 4,7	- 2,6	9,7
- femmes	- 1,0	- 0,8	7,5

SOURCE : ONEm, calculs DGED.



## C. REPARTITION SELON LA BASE D'ADMISSION

La recrudescence du chômage en 1991 s'est caractérisée non seulement par une hausse des demandeurs d'emploi admis sur base des prestations de travail(+ 5,1 %) mais surtout par une nette augmentation des DE admis sur base des études(+ 11,9 %). Les hommes admis sur base des études ont été particulièrement frappés par la remontée du chômage; ils sont ainsi passés d'une baisse de -7,0 % en 1990 à une croissance de + 21,6 % en 1991 par rapport à l'année précédente.

TABLEAU 46- DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LA BASE D'ADMISSION.

Désignation	Moyenne annuelle, variation en % t/t-1.		
	1989	1990	1991
Admis sur base des prestations de travail	- 8,6	- 3,9	5,1
- hommes	- 10,8	- 3,9	8,5
- femmes	- 7,0	- 3,9	2,9
Admis sur base des études	- 8,2	- 7,8	11,9
- hommes	- 7,1	- 7,0	21,6
- femmes	- 8,7	- 8,1	7,4

SOURCE : ONEm, calculs DGED.

La répartition des chômeurs selon les études faites montre que le chômage féminin a augmenté dans une moindre mesure que le chômage masculin et ce pour toutes les catégories d'enseignement. En outre tant au niveau des femmes que des hommes, les augmentations les plus fortes se retrouvent dans l'enseignement supérieur tel que l'enseignement secondaire supérieur général, artistique ou professionnel, l'enseignement non-universitaire et enfin l'enseignement universitaire.

En chiffres absolus, il faut quelque peu relativiser les remarques énoncées ci-dessus. En unités, on constate que l'enseignement universitaire et non-universitaire enregistrent encore toujours les accroissements les plus faibles du nombre de CCI.DE. Néanmoins, l'enseignement secondaire supérieur accuse pour sa part les augmentations les plus marquées du chômage. Ce phénomène traduit outre l'augmentation plus importante du chômage des jeunes en 1991, un développement accru du degré de scolarité.

TABLEAU 47- DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LES ETUDES FAITES

Etudes faites	Moyenne annuelle, variation en %, t/t-1.					
	Hommes			Femmes		
	1989	1990	1991	1989	1990	1991
Enseignement primaire	- 11,2	- 6,1	2,1	- 6,4	- 3,8	- 0,1
Enseignement secondaire	- 10,9	- 2,1	18,5	- 7,9	- 4,8	4,9
Enseignement secondaire inférieur	- 13,1	- 4,0	14,9	- 6,2	- 4,0	2,2
- général	- 7,1	1,0	15,3	- 3,5	- 1,0	4,3
- technique et artistique	- 18,8	- 7,5	11,6	- 10,0	- 7,2	- 0,5
- professionnel	- 12,7	- 4,4	16,1	- 6,3	- 4,6	1,9
Enseignement secondaire supérieur	- 6,1	1,8	27,9	- 10,1	- 6,1	8,5
- général	- 3,2	0,5	21,7	- 7,9	- 4,2	12,2
- technique et artistique	- 9,5	0,5	30,4	- 10,8	- 6,4	9,6
- professionnel	- 4,3	6,3	35,0	- 10,6	- 6,8	5,9
Enseignement supérieur	- 0,7	1,6	26,6	- 10,3	- 9,0	12,8
- non-universitaire	- 1,5	2,6	29,4	- 10,6	- 9,3	12,2
- universitaire	0,7	- 0,2	21,1	- 8,9	- 7,7	15,2
Apprentissage terminé	- 13,6	- 6,1	14,2	- 5,4	- 2,8	3,5
Autres études	- 7,5	- 3,9	6,3	- 1,7	- 0,1	4,2

SOURCE : ONEm, calculs DGED.



## D. REPARTITION SELON LA DUREE

Les chômeurs dont la durée de chômage est la plus courte ont connu l'évolution la plus défavorable du chômage. D'une croissance de 3,5 % en 1990, les chômeurs dont la durée d'inoccupation est inférieure à un an ont progressé de 17,7 % en 1991 par rapport à l'année antérieure. Les chômeurs de 1 à 2 ans ont quant à eux augmenté de 12 % en 1991 et ce après avoir encore enregistré un recul de 5,8 % en 1990. Dans les deux cas, la répartition par sexe montre que la détérioration se manifeste principalement chez les hommes.

Par contre, les chômeurs de plus de deux ans ont à nouveau enregistré une diminution de 6,2 % en 1991; le rythme a néanmoins ralenti par rapport à 1990: -9,8 %. Le graphique 25 montre clairement qu'entre 1987 et 1991, leur nombre a diminué (de quelque 69 000 unités), mais leur part dans le chômage indemnisé est restée malgré tout élevée, soit 40,1 % en 1991 contre 49,7 % en 1987. Si on ajoute à ces derniers les chômeurs de un à deux ans, le pourcentage de tels demandeurs d'emploi s'élève à plus de la moitié du nombre de CCI.DE: 57 % en 1991 par rapport à 66,8 % en 1987.

Au vu du graphique 25, le chômage de longue durée a continué à diminuer en 1991 lorsque le nombre de CCI.DE depuis moins de 2 ans recommençait quant à lui à croître dès le troisième trimestre 1990. Ainsi, depuis 1987, le chômage de longue durée (CLD) diminue plus rapidement que le chômage de courte durée (CCD). La différence s'est nettement marquée à partir de 1990: le CLD enregistrerait ainsi encore un recul en glissement annuel de 9,8 % contre une remontée du CCD de 0,6 %.

En 1991, l'écart s'est encore creusé en faveur du CLD, soit -6,2 % par rapport à +16 % pour le CCD. La faiblesse en 1991 de la croissance économique a été essentiellement à l'origine de cette remontée spectaculaire du nombre de chômeurs de courte durée.

La baisse du CLD a résulté notamment du fait qu'en 1991, un nombre nettement supérieur d'exclusions (23 273 personnes) en regard des années précédentes a été prononcé pour une durée de chômage anormalement longue et d'autre part, du fait qu'un certain nombre de chômeurs passent en cours d'année de la catégorie des CCI.DE vers la catégorie des chômeurs âgés, non demandeurs d'emploi et d'un nombre toujours croissant de chômeurs interrompant leur chômage pour raisons sociales et familiales.

TABLEAU 48- DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LA DUREE

Désignation	Moyenne annuelle, variation en %, t/t-1.		
	1989	1990	1991
<i>Moins d'un an</i>	- 3,5	3,5	17,7
- hommes	- 7,3	3,2	21,4
- femmes	- 0,3	3,7	14,7
<i>De 1 à 2 ans</i>	- 12,3	- 5,8	12,0
- hommes	- 20,0	- 7,6	16,8
- femmes	- 6,7	- 4,7	9,1
<i>Plus de 2 ans</i>	- 10,6	- 9,8	- 6,2
- hommes	- 9,3	- 9,7	- 4,8
- femmes	- 11,5	- 9,8	- 6,9

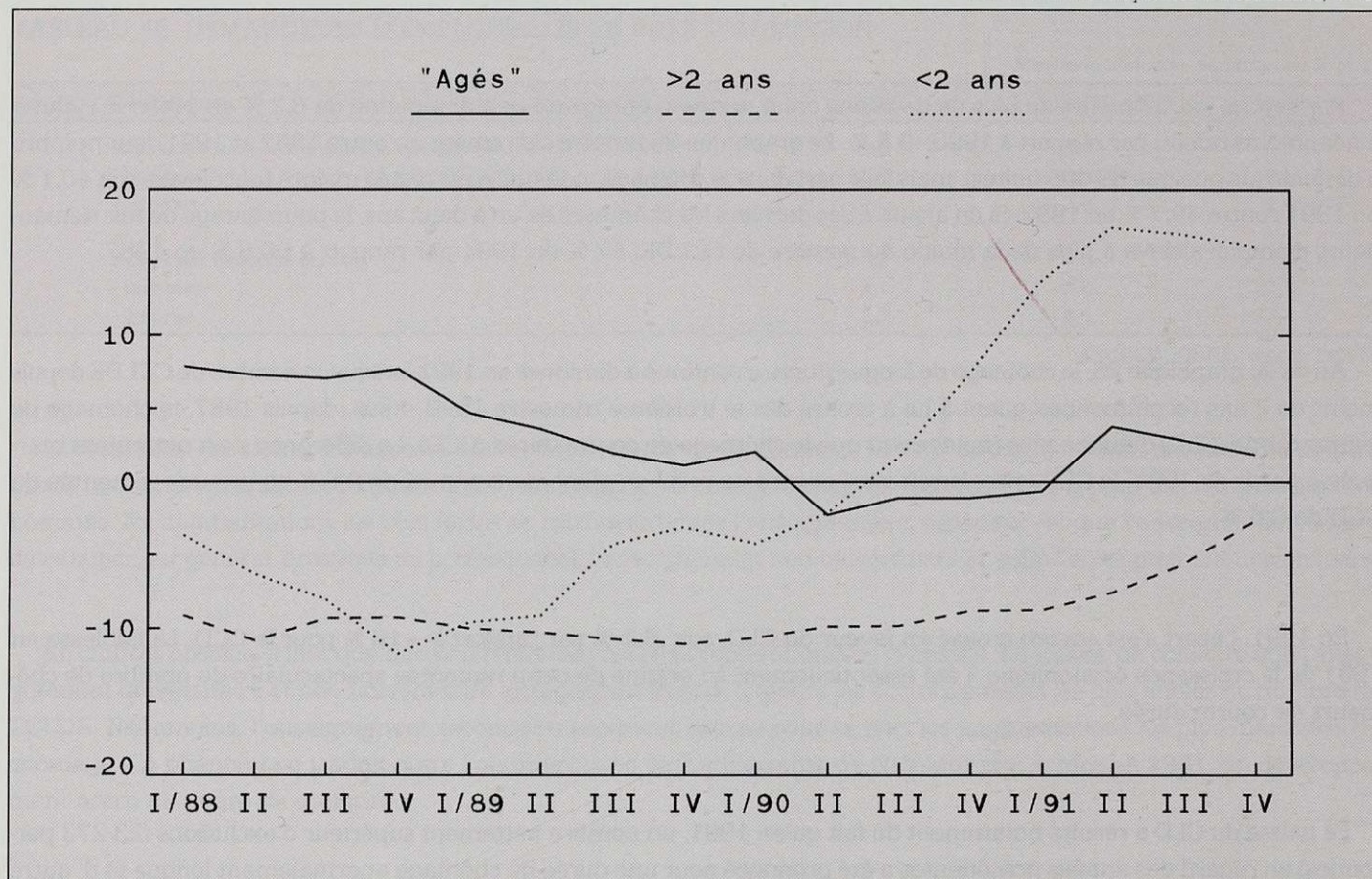
SOURCE : ONEm, calculs DGED.



Dans le chômage de longue durée, la part des femmes est demeurée nettement supérieure à celle des hommes et ce, en dépit de sa légère diminution en termes relatifs: 63,1 % du total des chômeurs de longue durée en 1991 contre 64,5 % en 1987. Outre les exclusions prononcées en 1991 essentiellement à l'égard des femmes, la forte croissance économique des dernières années semble avoir été plus bénéfique aux femmes qu'aux hommes: leur nombre a ainsi baissé de 33 % entre 1987 et 1991 contre 29 % pour les hommes au cours de la même période.

GRAPHIQUE 25- CHOMAGE SELON LA DUREE D'INACTIVITE ET CHOMEURS AGES

Variations des moyennes trimestrielles, t/t-4.



SOURCE: ONEm, calculs DGED.

## E. REPARTITION PAR BRANCHE D'ACTIVITE

La majorité des branches d'activité ont connu une remontée du chômage. Seules les branches de l'énergie et de l'eau, des autres industries manufacturières et de la construction ont vu leur nombre de CCI.DE (chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi) soit stagner, soit régresser.

Le secteur tertiaire a été le plus marqué par le recul de l'emploi, provoqué entre autres par l'insuffisance de la croissance et par les efforts de rationalisation pour faire face à la concurrence accrue du Grand Marché Européen. En 1991, les banques et les assurances ont été les plus frappées par les pertes d'emploi: les demandeurs d'emploi ont haussé de 15,4 % contre +0,6 % en 1990.



Dans une moindre mesure, certaines branches du secteur secondaire ont également vu leur nombre de CCI.DE s'accroître, à savoir les industries d'extraction et de première transformation des minéraux et chimique (+ 2,1 %) et les industries des fabrications métalliques (+ 5,9 %).

TABEAU 49- DEMANDEURS D'EMPLOI PAR BRANCHE D'ACTIVITE

*Moyenne annuelle, variation en %, t/t-1.*

Branches d'activité	1989	1990	1991
Agriculture, sylviculture et pêche	- 7,3	- 4,8	8,5
Energie et eau	- 31,8	0,2	- 15,7
Extraction minéraux non-énergétiques, industrie chimique	- 9,6	- 4,5	2,1
Fabrications métalliques	- 9,9	- 5,1	5,9
Autres industries manufacturières	- 11,3	- 7,3	0,4
Construction	- 12,1	- 9,4	0,0
Commerce	- 5,2	- 2,0	4,8
Hôtels, restaurants	- 2,8	0,0	8,5
Transports et communications	- 8,4	- 3,1	9,2
Banques et assurances	- 5,2	0,6	15,4
Services	- 6,7	- 1,3	8,8
Activités mal désignées	- 7,9	- 7,8	11,7

SOURCE: ONEm, calculs DGED.

## F. REPARTITION PAR CLASSES D'AGE

Toutes les classes d'âge, exceptées celles des plus de 60 ans ont enregistré une augmentation du chômage. Les plus fortes croissances par rapport à l'année 1990 se situent dans les classes des moins de 20 ans (+ 13,7 %), des 20 à 25 ans (+ 9,9 %), des 45 à 50 ans (+ 9,1 %) et des 50 à 55 ans (+ 7,5 %). En 1991, les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans ont ainsi connu une hausse nettement plus significative (+ 10,3 %) que le chômage total moyen (+ 6 %). Leur part relative dans le chômage total a également augmenté, passant de 20,9 % en 1990 à 21,8 % en 1991.

Toutefois, leur part dans le chômage indemnisé reste toujours nettement inférieure à celle de 1987: plus de 27 % du chômage total moyen. Comme il apparaît effectivement au graphique 26 (premier volet), le chômage des jeunes entre 1987 et 1990 a diminué beaucoup plus rapidement que le chômage dans son ensemble: notamment en 1988, les jeunes chômeurs reculaient en glissement annuel de 18,3 %, tandis que le chômage des CCI.DE dans leur ensemble ne régressait que de 8,5 %. La forte reprise économique de ces dernières années a donc été particulièrement profitable aux jeunes. Certainement que le prépensionnement important, opéré dans l'industrie au titre des rationalisations liées à la faible croissance de la fin des années '70 et du début des années '80 a fourni aux entreprises des marges de manoeuvre qu'elles ont pu exploiter au cours des dernières années de forte croissance.

Mais en 1991, les jeunes ont été à nouveau plus sévèrement frappés par la faiblesse de la croissance: + 10,3 % contre + 6 % pour le chômage total moyen. En période de crise, les employeurs semblent préférer engager des travailleurs ayant déjà une expérience professionnelle et pouvant dès lors, être plus rapidement productifs. Ce dernier point met l'accent sur l'importance de la mise en oeuvre de mesures spécifiques pour ce type de chômage telles que des programmes de formation plus proches des besoins réels du marché de l'emploi.

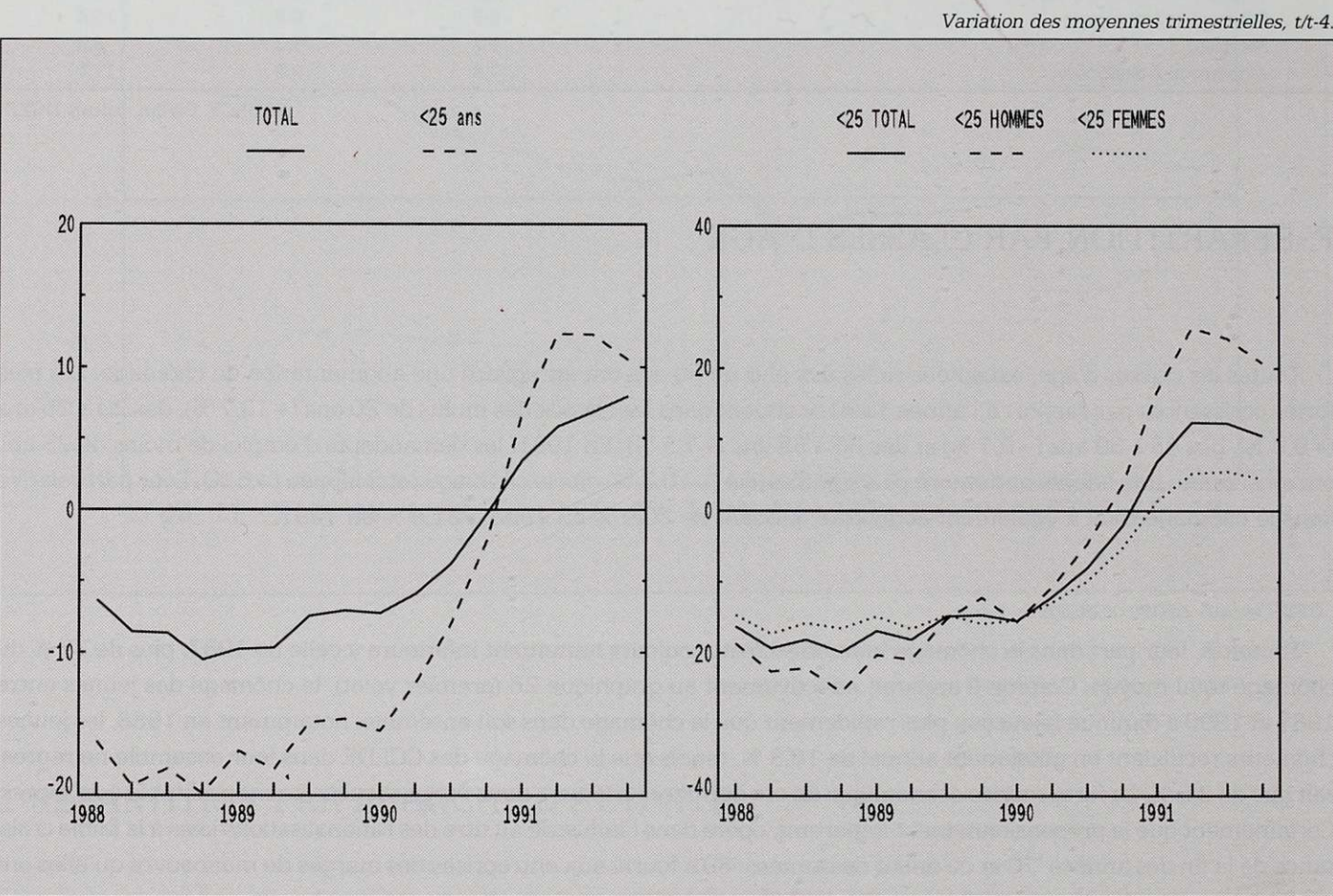


TABLEAU 50- DEMANDEURS D'EMPLOI PAR CLASSES D'AGE

Moyenne annuelle, variation en %, t/t-1.			
Classes d'âge	1989	1990	1991
Moins de 20 ans	- 19,2	- 8,8	13,7
20 à 25 ans	- 15,8	- 10,0	9,9
25 à 30 ans	- 12,6	- 9,5	4,8
30 à 35 ans	- 8,8	- 6,8	3,1
35 à 40 ans	- 6,0	- 4,2	4,1
40 à 45 ans	- 0,3	3,2	4,0
45 à 50 ans	- 4,5	1,9	9,1
50 à 55 ans	14,5	12,2	7,5
55 à 60 ans	- 0,2	0,1	4,5
60 ans et +	- 1,5	4,8	- 3,3

SOURCE : ONEm, calculs DGED.

GRAPHIQUE 26- CHOMAGE DES JEUNES DE MOINS DE 25 ANS ET CHOMAGE TOTAL; REPARTITION PAR SEXE DU CHOMAGE DES JEUNES.



SOURCE: ONEm, calculs DGED.

Lorsqu'on examine la répartition par sexe des jeunes chômeurs, le graphique 26 (deuxième volet) montre qu'entre 1987 et 1989, le chômage masculin a diminué plus rapidement que celui des femmes. Dès 1990, le mouvement s'inverse et le chômage féminin baisse plus vite. Lorsqu'en 1991, le chômage recommence à hausser, le nombre des jeunes gens croît plus vivement que celui des jeunes femmes. Une fois de plus, en période de moindre croissance, les hommes sont les premiers concernés par la remontée du chômage.



Néanmoins, le chômage des jeunes femmes reste toujours nettement supérieur à celui des hommes de moins de 25 ans suite aux modifications des taux d'activité et à leur retentissement sur la population active (cfr ci-dessus).

Le nombre de bénéficiaires des programmes de résorption du chômage a tout comme l'année dernière régressé. L'ampleur du recul a été cependant plus forte que l'année précédente, soit -16,8 % en 1991 contre -2,1 % en 1990. Le troisième circuit de travail ainsi que le stage des jeunes dans le secteur public ont été à l'origine de cette diminution.

TABLEAU 51- BENEFICIAIRES DES PROGRAMMES DE RESORPTION DU CHOMAGE

					En unités.
Statuts	1987	1988	1989	1990	1991
T.C.T.	20 975	20 112	22 424	22 473	14 650
Stage des jeunes	35 088	34 950	36 019	34 370	27 216
- secteur privé	24 261	23 894	25 304	24 905	21 901
- secteur public	10 827	11 056	10 714	9 465	5 315
Agents contractuels subventionnés	35 764	39 767	41 500	41 929	41 702

SOURCE : Ministère de l'Emploi et du Travail.



### 3.3. LES SALAIRES.

#### 3.3.1. POSITION COMPETITIVE INTERNATIONALE

Suivant les prévisions de l'OCDE (25), les hausses de salaires se sont ralenties au premier semestre de 1991 avec l'affaiblissement du marché du travail. Mais cette moindre progression des salaires a été compensée par un alourdissement des coûts de main-d'oeuvre non salariaux. Dès lors, la rémunération totale par salarié au premier semestre s'est inscrite en hausse d'un quart de pour cent environ et a présenté une progression de 5,5 % en rythme annuel. L'augmentation des coûts de main-d'oeuvre non salariaux paraît s'être néanmoins ralentie au second semestre de l'année, et la rémunération totale par salarié ne s'est accrue que de 4,7 %. Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, la rémunération totale par salarié a haussé de 5,2 % en 1991 contre 5,3 % en 1990 (voir tableau 52).

Les coûts salariaux constituent l'un des éléments de l'appréciation portée sur la compétitivité de notre pays par rapport à ses partenaires commerciaux. La loi de janvier 1989 sur la «sauvegarde de la compétitivité de l'économie» prévoit, entre autres, une comparaison de nos coûts salariaux par personne occupée et de nos coûts salariaux par unité produite avec ceux de nos sept principaux pays concurrents.

Le rapport du Conseil Central de l'Economie relatif à la position compétitive de la Belgique (26) indique que les coûts salariaux par travailleur occupé dans le secteur privé exprimés en monnaies nationales ont augmenté en 1991 de 5,6 % en Belgique contre 6,2 % pour les cinq principaux pays européens concurrents et 5,8 % pour les sept principaux concurrents (27). Si on prend 1987 pour base, l'indice pour la Belgique (en BEF) s'élèverait à 119,4 contre 120,7 pour les cinq partenaires et 119,3 pour les sept partenaires.

Ces chiffres globaux résultent cependant d'évolutions différentes selon les pays. Les Pays-Bas, le Danemark, la France, les Etats-Unis et le Japon ont connu une évolution plus favorable de leurs rémunérations que la Belgique. Exceptés le Japon et la France, la Belgique est toutefois la seule parmi ces différents pays à avoir enregistré un taux de croissance de ses coûts salariaux par employé inférieur à celui de l'année précédente: +5,6 % en 1991 contre +6 % en 1990.

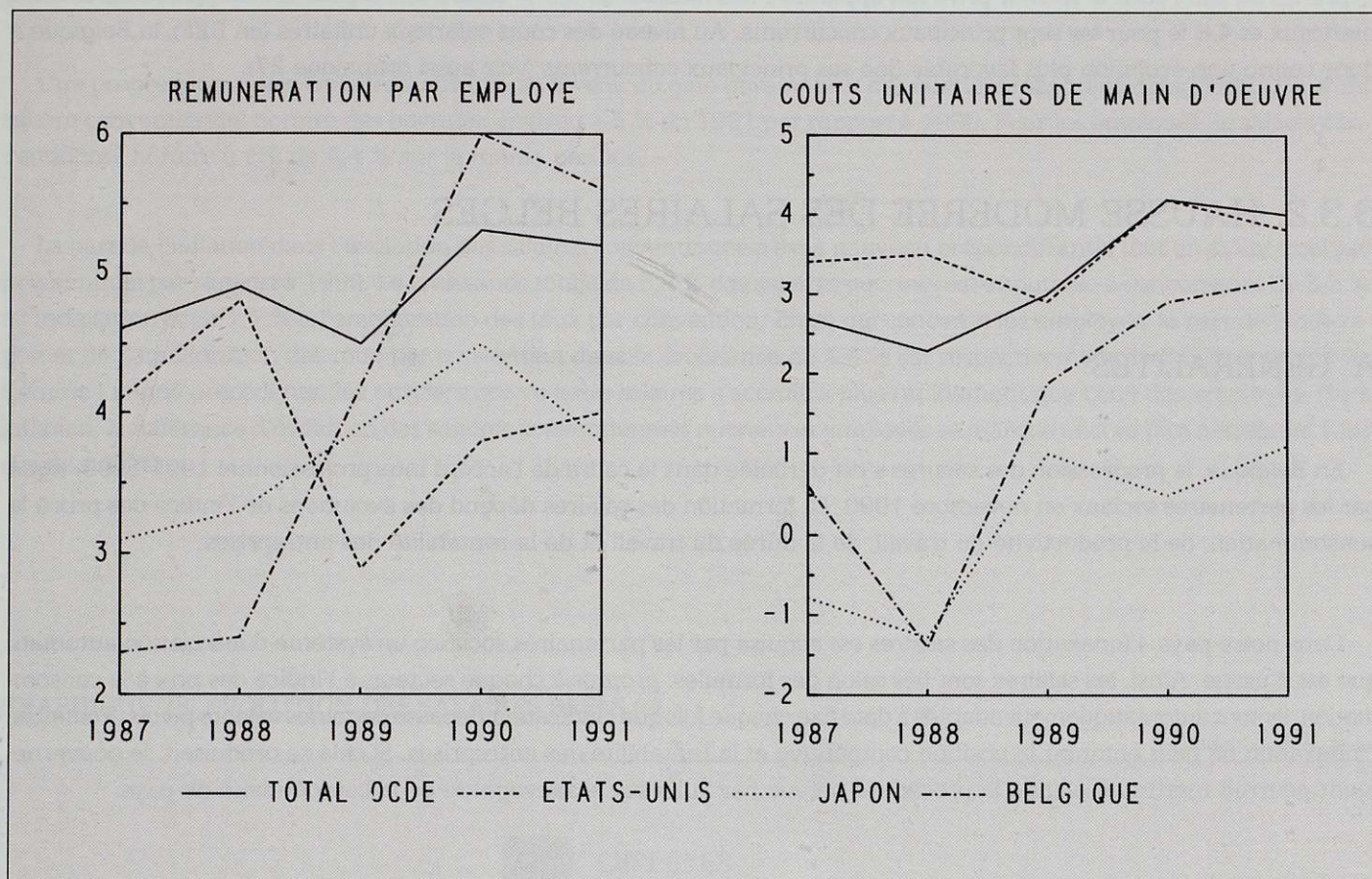
Après conversion en BEF, les coûts salariaux par travailleur occupé ont haussé respectivement de 5,6 % en Belgique, 5,6 % pour les cinq autres pays et de 6,1 % pour les sept. La progression des coûts salariaux en Belgique est donc restée inférieure ou égale à celle de nos principaux partenaires commerciaux.

Par ailleurs, les coûts salariaux par salarié dans l'industrie manufacturière ont enregistré, en BEF, une hausse de 5,3 % en Belgique, de 5,6 % pour les cinq partenaires et de 6,2 % pour les sept principaux concurrents. En indice 1987 = 100, on obtient pour 1991, 120,2 pour la Belgique, 120,8 pour les cinq et 119,4 pour les sept.

Le second indicateur retenu dans le cadre des comparaisons internationales est le coût par unité produite du secteur privé (voir tableau 52). Il offre l'avantage de refléter l'évolution de la productivité et se caractérise en glissement annuel par une légère diminution pour l'ensemble des pays de l'OCDE: +4,0 % en 1991 contre +4,2 % en 1990. Cette baisse n'est cependant pas vérifiée dans tous les pays; ceux ayant connu un recul sont essentiellement les pays qui avaient en 1990 des coûts unitaires particulièrement élevés: la Grèce, l'Espagne et le Royaume-Uni. Excepté les Etats-Unis, tous les autres pays ont enregistré une augmentation de leur coût par unité produite.



GRAPHIQUE 27- REMUNERATION PAR EMPLOYE ET COUTS UNITAIRES DE MAIN D'OEUVRE DANS LE SECTEUR PRIVE



SOURCE: OCDE.

TABEAU 52- COMPARAISON INTERNATIONALE DE L'EVOLUTION SALARIALE DU SECTEUR PRIVEE

Variation en % t/t-1.

Pays ou zone	Rémunération par employé			Coût salarial par unité produite		
	1989	1990	1991	1989	1990	1991
<i>Belgique</i>	4,2	6,0	5,6	1,9	2,9	3,2
Danemark	3,7	3,6	3,8	- 0,2	- 0,2	0,1
Allemagne	3,0	3,9	5,6	0,4	2,3	4,3
Grèce	16,2	20,6	15,7	12,3	21,3	13,6
Espagne	5,5	7,4	8,1	4,6	6,2	5,7
France	5,0	4,9	4,9	2,0	3,2	3,4
Irlande	4,7	4,6	6,0	- 1,8	2,8	3,7
Italie	9,2	8,7	8,5	5,8	7,6	8,3
Pays-Bas	0,4	4,7	5,2	- 2,0	2,7	3,6
Portugal	12,9	14,7	15,8	8,9	12,2	16,0
Royaume-Uni	8,8	11,5	9,5	9,6	11,1	7,1
Etats-Unis	2,9	3,8	4,0	2,9	4,2	3,8
Japon	3,9	4,5	3,8	1,0	0,5	1,1
OCDE	4,5	5,3	5,2	3,0	4,2	4,0

SOURCE : OCDE (1991), *Perspectives Economiques*, n. 50, décembre.



La Belgique (+0,3 %) est avec le Danemark (+0,3 %) et la France (+0,2 %) le seul pays à avoir connu une accélération moindre de la croissance de ses coûts salariaux unitaires. Ainsi, l'évolution des coûts salariaux belges par unité produite, exprimés en BEF, dans le secteur privé fait apparaître des hausses de 3,2 % contre 4,2 % pour les cinq partenaires commerciaux et 4,8 % pour les sept principaux concurrents. Au niveau des coûts salariaux unitaires (en BEF), la Belgique a donc connu une évolution plus favorable que ses principaux concurrents (voir aussi graphique 27).

### 3.3.2. HAUSSE MODEREE DES SALAIRES BELGES

#### A. GENERALITES

En Belgique, la progression des salaires s'est déroulée dans le cadre de l'accord interprofessionnel 1991-1992, signé par les partenaires sociaux en novembre 1990. La formation des salaires dépend des évolutions de l'indice des prix à la consommation, de la productivité du travail, de la durée du travail et de la rentabilité des entreprises.

Dans notre pays, l'indexation des salaires est acquise par les partenaires sociaux: un système d'indexation automatique est d'usage. Ainsi, les salaires sont liés selon des formules, propres à chaque secteur, à l'indice des prix à la consommation: ils sont automatiquement adaptés à date fixe chaque fois que l'indicateur dépasse certaines valeurs-pivots. Toutefois, l'indexation ne peut entamer la position compétitive et la rentabilité des entreprises. Si cela se produisait, le gouvernement pourrait mettre en oeuvre la procédure prévue par la loi sur la sauvegarde de la compétitivité du pays.

Les négociations interprofessionnelles portent donc sur les autres facettes de la formation salariale et permettent de préciser les augmentations des salaires conventionnels prévalant dans les différents secteurs d'activité.

L'accord interprofessionnel 1991-1992 n'envisageait qu'une augmentation générale limitée des coûts pour 1991, de sorte que les adaptations conventionnelles au cours de l'année sous-revue s'expliquent surtout par des conventions conclues dans les secteurs et dans les entreprises.

#### B. HAUSSE DES SALAIRES

Le tableau 53 rassemble les évolutions observées de plusieurs indicateurs salariaux ainsi que de l'indice des prix à la consommation en Belgique. L'appréciation de l'évolution des salaires telle qu'elle est appréhendée par ces différents indicateurs reste limitée. Une partie de la rémunération du travail prend des formes de plus en plus variées à savoir les avantages en nature qui connaissent vraisemblablement une progression plus rapide que le salaire «normal».

Excepté le gain moyen horaire brut dans l'industrie, l'évolution des salaires en 1991 est assez semblable à celle observée en 1990 et ce dans un contexte quelque peu moins inflationniste. Hors inflation, les salaires réels se sont donc accrus un peu plus rapidement que l'année antérieure: La progression des salaires est malgré tout restée des plus modérée.

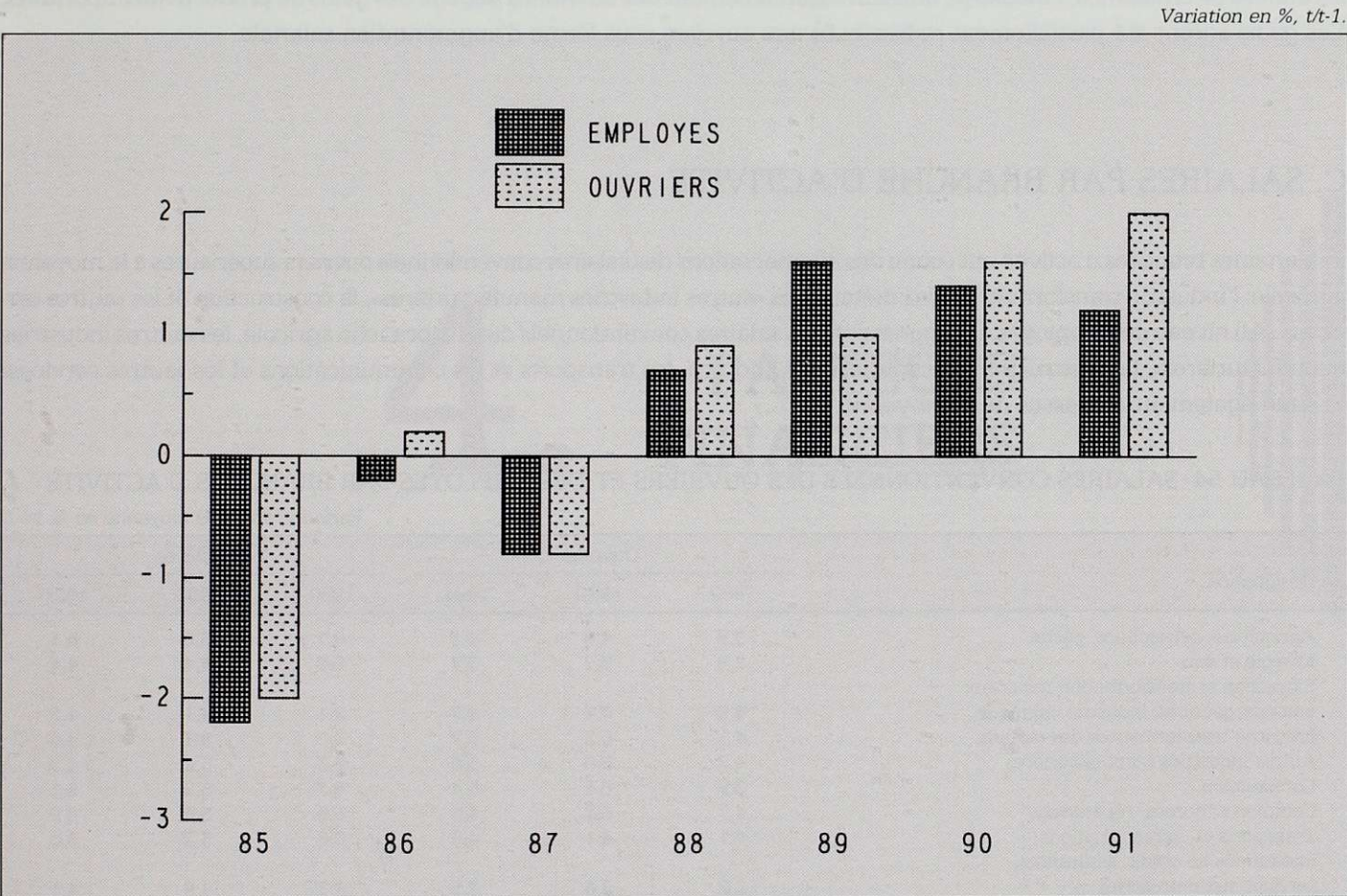


En 1991, il apparaît clairement que les plus fortes augmentations ont été octroyées au premier semestre. Dès le second semestre, le taux de croissance des salaires en glissement annuel a chuté, les perspectives de croissance et de rentabilité des entreprises devenant des plus moroses.

Une progression assez similaire s'observe au niveau du gain horaire brut des ouvriers masculins dans l'industrie et du salaire conventionnel horaire des ouvriers: environ + 5 % en 1991 par rapport à 1990. Pour les employés, le salaire conventionnel horaire a crû de 4,4 % sur la même période.

La part de l'inflation dans l'évolution des salaires conventionnels est à nouveau prépondérante, tout en ayant quelque peu diminué par rapport à 1990. La croissance totale de 5,2 % des salaires ouvriers est imputable à concurrence de 3,5 % à l'indexation et de 1,7 % à l'amélioration des taux par convention. En ce qui concerne les employés, la part de l'indexation et de l'amélioration des taux par convention dans la croissance de 4,4 % est respectivement de 3,5 % et de 0,9 %. Comme l'année précédente, les ouvriers ont vu leurs salaires s'accroître plus rapidement que ceux des employés. Hors inflation, la différence d'évolution des salaires conventionnels ouvriers et employés se marque encore plus nettement (voir graphique 28).

GRAPHIQUE 28- EVOLUTION DES SALAIRES REELS (a)



SOURCE: MET, MAE, calculs DGED.

(a) Différence entre la variation des salaires horaires conventionnels et l'inflation.



TABLEAU 53- EVOLUTION DES SALAIRES ET INFLATION

Variation annuelle moyenne en %, t/t-1.

Désignation	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Gain horaire brut des ouvriers masculins							
majeurs industrie	2,9	1,1	1,8	2,4	5,0	4,9	4,9
Gain moyen horaire brut industrie	4,1	2,5	1,9	0,6	5,6	4,3	5,1
Salaire convent. horaire employés	2,7	1,1	0,8	1,9	4,7	4,8	4,4
Salaire convent. horaire ouvriers	2,9	1,5	0,8	2,1	4,1	5,0	5,2
Indice des prix à la consommation	4,9	1,3	1,6	1,2	3,1	3,4	3,2

SOURCE : BNB, MET, INS, calculs DGED.

En 1985 et 1986, l'évolution des salaires réels fut entravée par la politique de modération salariale: la progression des salaires fut généralement inférieure à l'augmentation de l'inflation; une perte du pouvoir d'achat s'ensuivait sauf pour les ouvriers en 1986. En 1987, malgré le retour à la libre négociation des salaires, les salaires réels régressaient une fois de plus. Dès 1988, les salaires conventionnels réels des ouvriers et des employés ont à nouveau crû de façon continue mais à des rythmes différents. Ainsi depuis 1988, les ouvriers ont vu le taux de croissance de leurs salaires réels continuellement s'accélérer. Tandis que les employés voient, depuis 1990, ce rythme de croissance diminuer.

Cette progression plus rapide des salaires ouvriers relativement à ceux des employés s'explique, entre autres, par le fait que les employés perçoivent une plus grande partie de leur rémunération sous forme d'avantages en nature non-inclus dans les salaires conventionnels. De plus, le secteur tertiaire, qui engage principalement des employés, octroie des hausses salariales nettement moindres que par le passé et ce spécifiquement dans les branches d'activité en restructuration pour faire face à la concurrence accrue du Grand Marché Européen (voir tableau 54). Enfin, il est indéniable que durant les années de croissance, l'industrie, utilisant essentiellement des ouvriers a dégagé des gains de productivité importants. Ces gains auront été partiellement redistribués aux ouvriers sous forme d'augmentation salariale.

## C. SALAIRES PAR BRANCHE D'ACTIVITE

Certaines branches d'activité ont connu des augmentations des salaires conventionnels ouvriers supérieures à la moyenne annuelle: l'industrie transformatrice des métaux, les «autres industries manufacturières», la construction et les «autres services». Au niveau des employés, la progression des salaires conventionnels dans la branche agricole, les «autres industries manufacturières», la construction, le commerce et l'horeca, les transports et les communications et les «autres services» se situe également au-dessus de la moyenne.

TABLEAU 54- SALAIRES CONVENTIONNELS DES OUVRIERS ET DES EMPLOYES PAR BRANCHES D'ACTIVITE

Variation annuelle moyenne en %, t/t-1.

Désignation	Ouvriers			Employés		
	1989	1990	1991	1989	1990	1991
Agriculture, sylviculture, pêche	3,8	4,6	4,1	6,7	5,3	5,1
Energie et eau	2,8	3,7	3,7	5,0	4,4	4,4
Extraction et transformation minéraux non-énergétiques; industrie chimique	4,0	4,2	4,7	3,1	4,1	4,3
Industrie transformatrice des métaux	4,3	5,2	5,7	3,0	3,1	3,6
Autres industries manufacturières	4,2	5,0	5,6	5,3	5,2	4,9
Construction	3,9	6,1	5,4	6,7	5,3	5,1
Commerce, horeca, réparations	4,7	5,2	4,9	5,9	5,6	4,9
Transports et communications	4,1	4,1	4,3	6,6	5,3	5,0
Institutions de crédit, assurances, services aux entreprises	2,2	3,4	3,5	4,3	4,9	4,1
Autres services	4,0	4,1	5,3	4,2	4,2	4,6

SOURCE : MET, calculs DGED.



## 4.1. FINANCES PUBLIQUES

### 4.1.1. LES BESOINS DE FINANCEMENT DES POUVOIRS PUBLICS COMPARAISON INTERNATIONALE

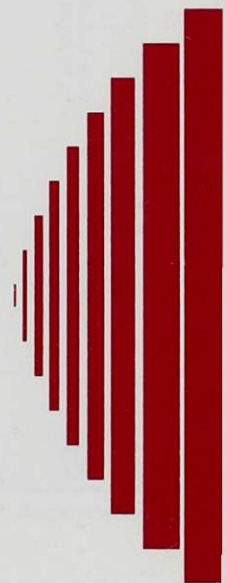
Les besoins de financement des pouvoirs publics sont un enjeu majeur de la politique économique d'un pays. Ils sont déterminés par la structure des dépenses publiques, les recettes fiscales et les ressources extérieures. La comparaison internationale permet d'appréhender les variations de ces besoins et d'identifier les facteurs qui les expliquent.

La détermination des besoins de financement des pouvoirs publics est un processus complexe qui implique l'analyse de la structure des dépenses, des recettes fiscales et des ressources extérieures. La comparaison internationale permet d'appréhender les variations de ces besoins et d'identifier les facteurs qui les expliquent.

#### TABLEAU DES BESOINS DE FINANCEMENT DES POUVOIRS PUBLICS À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

Le tableau ci-dessous présente les besoins de financement des pouvoirs publics à l'échelle internationale, exprimés en pourcentage du PIB. Les données sont issues de la base de données de la Banque Mondiale et couvrent la période 1990-2010.

## 4. FACTEURS FINANCIERS





# TABLEAU DES SALAIRES PAR BRANCHE D'ACTIVITE

Branche d'activite	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Industrie	15	16	17	18	19	20	21
Commerce	14	15	16	17	18	19	20
Services	13	14	15	16	17	18	19
Agriculture	12	13	14	15	16	17	18
Transport	11	12	13	14	15	16	17

Le tableau ci-dessus indique les salaires moyens par branche d'activite pour les années 1970 à 1976. Les salaires ont augmenté de manière régulière au cours de cette période, reflétant l'inflation et la croissance économique. Les branches d'activite comme l'industrie et le commerce ont vu leurs salaires augmenter plus rapidement que les services et l'agriculture.

Ces données sont destinées à servir de référence pour les négociations de salaires et les études économiques. Elles ne doivent pas être utilisées pour établir des comparaisons directes entre les salaires de différentes branches d'activite, car de nombreux facteurs peuvent influencer les salaires, tels que l'experience, l'education et les conditions de travail.

## SALAIRES PAR BRANCHE D'ACTIVITE

Branche d'activite	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Industrie	15	16	17	18	19	20	21
Commerce	14	15	16	17	18	19	20
Services	13	14	15	16	17	18	19
Agriculture	12	13	14	15	16	17	18
Transport	11	12	13	14	15	16	17

Industrie	15	16	17	18	19	20	21
Commerce	14	15	16	17	18	19	20
Services	13	14	15	16	17	18	19
Agriculture	12	13	14	15	16	17	18
Transport	11	12	13	14	15	16	17



## 4.1. FINANCES PUBLIQUES

### 4.1.1. LES BESOINS DE FINANCEMENT DES POUVOIRS PUBLICS COMPARAISON INTERNATIONALE

En vue de la réalisation de l'Union monétaire européenne, la politique économique au sein des Communautés européennes a été axée sur la stabilité des prix et la convergence des économies, notamment par des cours de change stables et une politique monétaire adéquate.

L'atteinte de ce but s'est révélée plus difficile en 1991: dans le domaine budgétaire, la situation de la plupart des pays a subi l'influence défavorable du ralentissement de l'activité économique (voir point 1). La moyenne européenne des besoins de financement a progressé de -4,1 % en 1990 à -4,4 % en 1991. Surtout l'Allemagne et le Royaume-Uni ont vu leur déficit public s'amplifier et il en a été de même pour l'Irlande et, dans une moindre mesure, le Danemark, tandis que le Luxembourg a perdu une partie importante de son excédent.

TABEAU 55- BESOIN DE FINANCEMENT DES POUVOIRS PUBLICS AU NIVEAU INTERNATIONAL (a)

Pays CEE	En % du PNB.				
	1985	1987	1989	1990	1991
Grèce	- 13,8	- 12,2	- 18,3	- 19,8	- 17,3
Italie	- 12,5	- 11,0	- 10,1	- 10,6	- 9,9
<b>Belgique</b>	<b>- 8,5</b>	<b>- 7,1</b>	<b>- 6,7</b>	<b>- 5,6</b>	<b>- 6,3</b>
Portugal	- 10,1	- 6,8	- 3,4	- 5,8	- 5,4
Pays-Bas	- 4,8	- 6,6	- 5,2	- 5,3	- 4,4
MOYENNE CEE	- 5,2	- 4,2	- 2,9	- 4,1	- 4,4
Irlande	- 11,2	- 9,1	- 3,5	- 3,6	- 4,1
Espagne	- 6,9	- 3,2	- 2,7	- 4,0	- 3,9
Allemagne	- 0,9	- 1,8	+ 0,2	- 1,9	- 3,6
Royaume-Uni	- 2,8	- 1,3	+ 1,3	- 0,7	- 1,9
Danemark	- 2,0	+ 2,4	- 0,5	- 1,5	- 1,7
France	- 2,9	- 1,9	- 1,2	- 1,6	- 1,5
Luxembourg	+ 5,3	+ 1,6	+ 4,3	+ 4,7	+ 1,9
Etats-Unis	- 3,3	- 2,4	- 1,7	- 2,4	- 2,3
Japon	- 0,8	+ 0,5	+ 2,5	+ 2,2	+ 1,8

(a) Un (-) indique un déficit, un (+) un excédent.

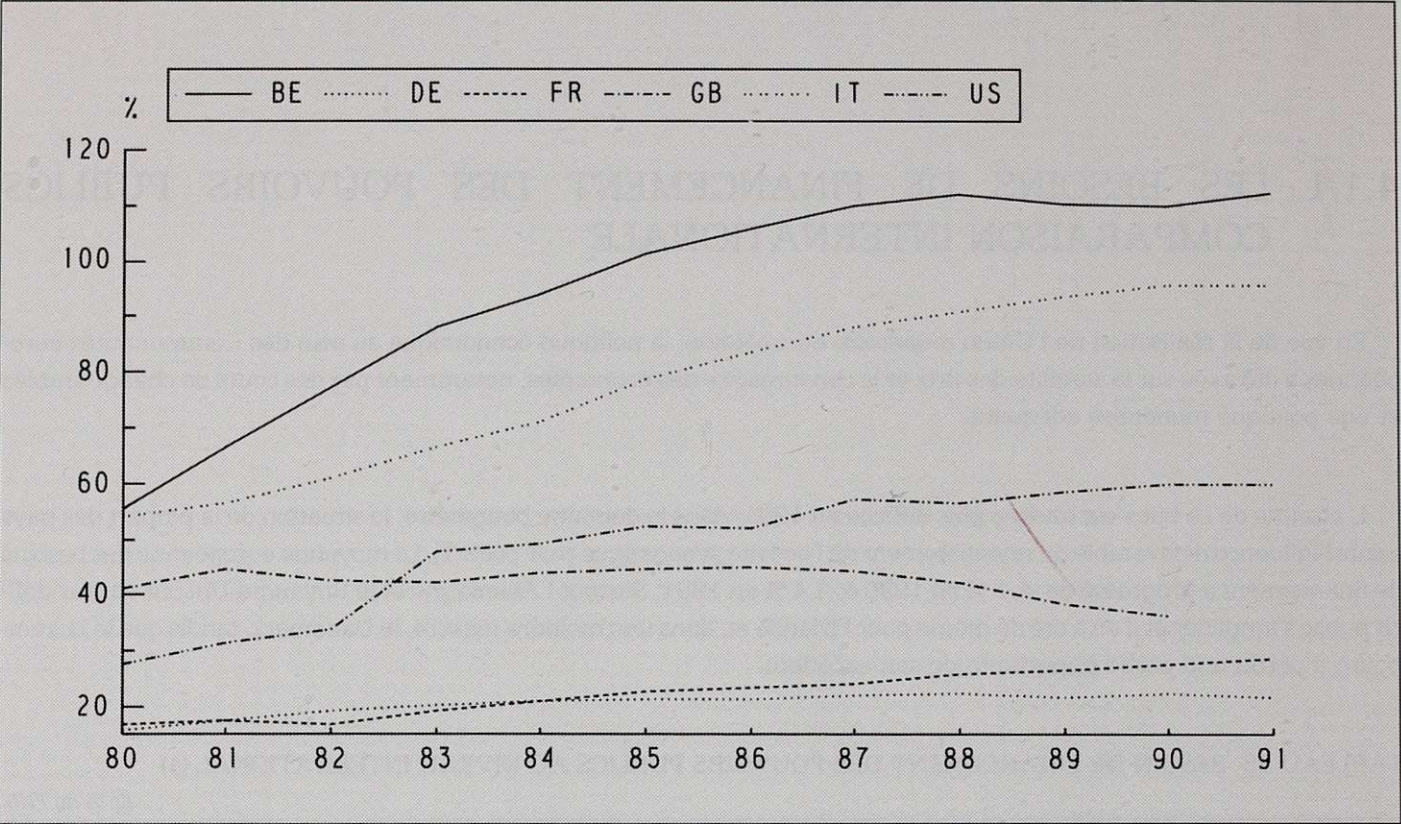
SOURCE : Eurostat, Eurostatistics.

Les données de la Belgique témoignent également d'une détérioration de la situation: non seulement la part du déficit financier dans le produit intérieur brut a augmenté (+0,7 % point de pour cent en 1991, contre -1 point de pourcent en 1990), mais l'écart entre le besoin net de financement des pouvoirs publics belges et celui enregistré en moyenne pour l'ensemble de la Communauté européenne s'est encore creusé (1,9 point de pourcent en 1991, contre 1,5 en 1990). La Belgique occupe la troisième place parmi les pays où les pouvoirs publics absorbent le plus de moyens de financement après la Grèce et l'Italie et avant le Portugal. Le déficit de ces quatre pays excède la moyenne européenne. Aux Pays-Bas, la situation s'est améliorée par rapport aux années antérieures, le besoin de financement public atteignant tout juste la moyenne européenne.



GRAPHIQUE 29- LA DETTE PUBLIQUE DANS LA PERSPECTIVE INTERNATIONALE

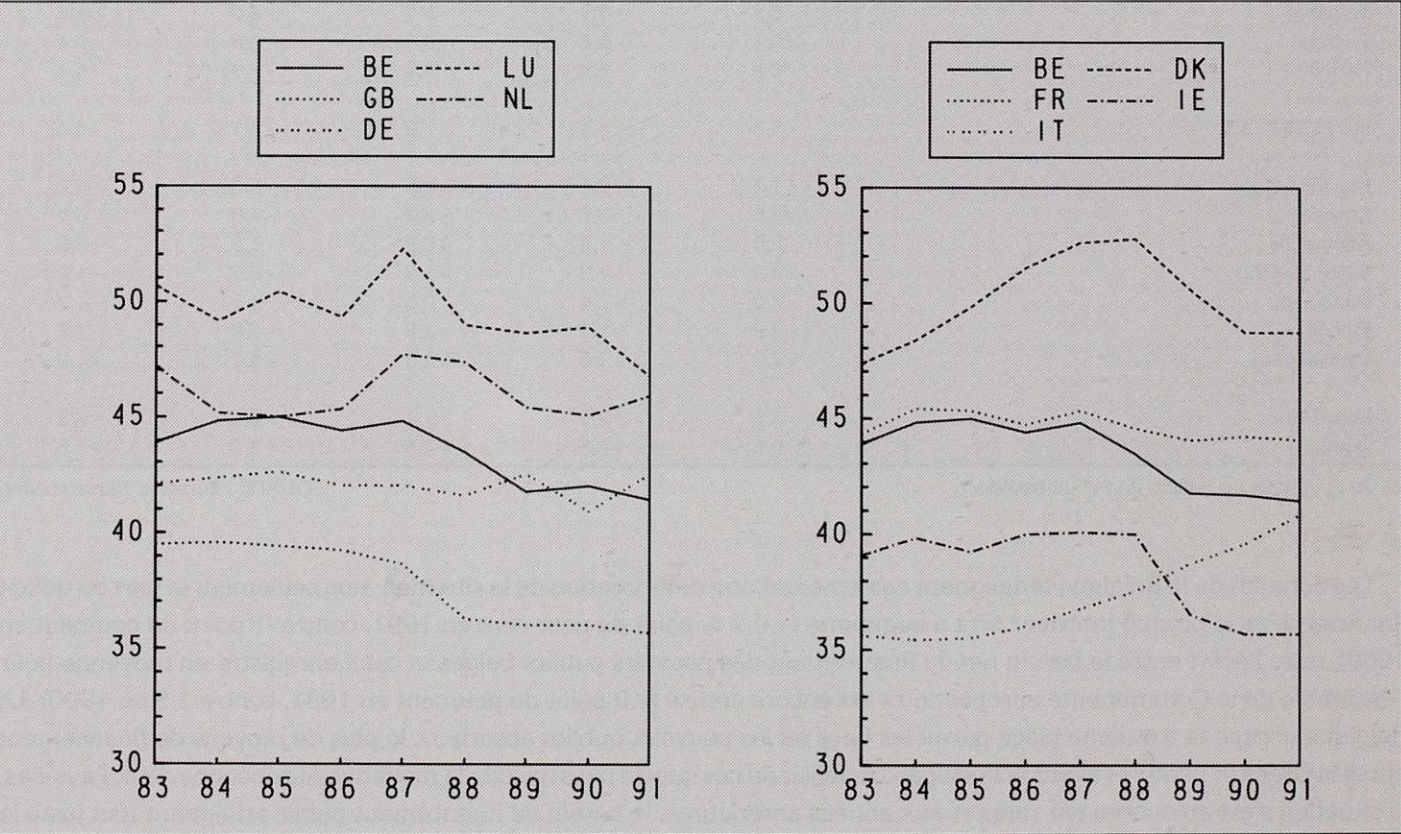
En % du PNB.



SOURCE: Commission européenne.

GRAPHIQUE 30- PRELEVEMENT FISCAL ET PARAFISCAL DANS LA CEE

En % du PNB.



SOURCE: Ministère des Finances.



En Allemagne, l'unification de 1990 a entraîné un brusque accroissement du déficit budgétaire, devenu préoccupant, non tant en raison de son volume actuel, mais à cause des difficultés de gestion prévisibles à moyen terme, les perspectives d'une réduction des dépenses apparaissant très limitées. Même en réduisant les transferts aux ménages, les dépenses totales risquent de croître par suite des investissements en grands travaux d'infrastructure. En outre, les dépenses publiques pourraient encore largement augmenter en raison des charges d'intérêts qui pèseraient également sur la dette publique. En vue de juguler le déficit, les autorités allemandes pourraient procéder à une adaptation des recettes. Dans ce cas, la pression fiscale accrue amènerait une majoration des recettes, mais également des revendications salariales destinées à compenser le manque à gagner. Pour les autorités allemandes, il importe donc d'utiliser au mieux la marge de manoeuvre disponible.

TABLEAU 56- LA DETTE PUBLIQUE BELGE DANS LA PERSPECTIVE DE LA CEE

En % du PNB.					
Pays CEE	1980	1985	1989	1990	1991
<b>Belgique</b>	<b>76,9</b>	<b>119,8</b>	<b>128,4</b>	<b>127,3</b>	<b>129,4</b>
Irlande	76,8	108,5	110,1	103,0	102,8
Italie	59,0	82,0	96,0	98,6	101,2
Grèce	28,8	62,6	85,8	93,7	96,4
Pays-Bas	45,9	69,7	77,9	78,3	78,4
Danemark	39,3	76,8	65,6	66,4	67,7
Portugal	37,1	70,9	72,0	68,2	64,7
MOYENNE CEE	41,0	59,1	60,3	60,3	61,8
France	24,6	45,5	47,4	46,6	47,2
Allemagne de l'ouest	32,7	42,3	43,0	43,6	46,2
Espagne	18,1	45,2	44,2	44,5	45,6
Royaume-Uni	54,3	58,9	45,1	42,8	43,8
Luxembourg	13,8	14,0	8,5	7,3	6,9

SOURCE : Eurostat, Eurostatistics.

Si nombre des difficultés belges trouvent leur origine dans l'importance trop grande de la dette publique, il en est de même pour l'Irlande, l'Italie, la Grèce et, bien que dans une moindre mesure, pour les Pays-Bas, le Danemark et le Portugal. Ce dernier pays a toutefois pu réaliser en 1991 une forte compression de sa dette en pour cent du PIB, ce qui lui a permis de réduire l'écart par rapport à la moyenne de la CEE. Deux autres pays seulement (l'Irlande et le Luxembourg) sont parvenus à une réduction limitée de leur ratio d'endettement.

La dette publique belge en pour cent du PIB est le double de la moyenne de la CEE et excède de 1,6 fois celle de l'Italie et de l'Irlande, de 1,5 fois celle de la Grèce et de 1,3 fois celle des Pays-Bas. En France, en Allemagne, en Espagne, au Royaume-Uni et au Luxembourg, la situation se présente plus favorablement. Dans ces pays, la part de la dette par rapport au produit intérieur brut est plus faible que la moyenne de la CEE. En outre, le Luxembourg a enregistré un excédent, ce qui a profité au potentiel d'épargne nationale. Mais dans tous les autres pays de ce groupe, le rapport entre la dette publique et le PIB s'est accru en 1991, l'Allemagne enregistrant une augmentation particulièrement sensible (+ 2,6 points de pour cent).

1991 n'a donc pas été une année favorable à la réalisation des normes reprises dans le traité de Maastricht. Quatre pays seulement répondent actuellement à la norme du besoin de financement alors qu'en 1989, ils étaient encore au nombre de six. Comme en 1989, seulement cinq pays satisfont à la norme relative à la dette publique (au maximum 60 % du PIB, mais dans la plupart des pays ce rapport augmente).



## 4.1.2. LE BESOIN DE FINANCEMENT DES POUVOIRS PUBLICS BELGES

### A. LA POLITIQUE BUDGETAIRE EN 1991

En 1991, la politique gouvernementale a été dominée par la double norme budgétaire:

- les dépenses totales de l'Etat, à l'exclusion des charges d'intérêt, ne doivent pas progresser plus rapidement que le taux d'inflation (norme de la croissance zéro en volume);
- le solde net à financer ne doit pas excéder celui de l'année antérieure.

En 1989 et 1990, la double norme budgétaire avait été respectée. En 1991, l'économie était affectée par un ralentissement de la croissance. Les comptes publics ont présenté une nette décélération du rythme d'amélioration des soldes nets à financer, ce qui a amené la résurgence de l'effet de boule de neige. Dans son rapport annuel, le Conseil Supérieur des Finances a fait remarquer que si le gouvernement voulait ramener le solde net à financer global à 3,5 % du PNB d'ici 1995, une amélioration supplémentaire du surplus primaire total de l'ensemble des pouvoirs publics de l'ordre de 2,8 % du PNB devrait être réalisée au cours des quatre années à venir.

Au niveau de la comptabilité publique, l'année 1991 a été marquée par un réaménagement profond des fonds budgétaires: la fixation d'une base de coordination des dispositions générales qui s'appliquent aux budgets et comptabilités des communautés et régions (AR du 17 juillet 1991), la signature, le 20 septembre 1991, d'un accord de coopération avec les régions et communautés et créant une banque de données générale devant gérer les statistiques en matière de finances publiques, la mise en oeuvre de travaux de normalisation de la comptabilité publique, preuve s'il en est que la rénovation n'est pas encore venue à son terme dans le domaine de la gestion budgétaire.

### B. LES RECETTES ET DEPENSES PUBLIQUES TOTALES

L'analyse de l'évolution des recettes et dépenses publiques est parfois entravée par des difficultés d'ordre statistique: l'absence de données chiffrées suffisantes concernant les régions et communautés, le retard des données du pouvoir central et de la sécurité sociale, les définitions et/ou régimes divergents suivant les années.

Ces dernières années, les recettes publiques en pour cent du PNB ont, en Belgique, dépassé la moyenne de la CE. Toutefois, depuis 1985 l'écart s'est peu à peu réduit de 3,5 à 0,2 point de pour cent en 1991. Dans les autres pays de la Communauté, la part des recettes est demeurée quasiment stable.

Les variations des recettes s'expliquent principalement par l'évolution des contributions directes. Malgré une augmentation moindre du revenu du travail en 1991, les contributions directes sur les revenus des particuliers ont légèrement augmenté à la suite du retard encouru lors de l'enrôlement de l'impôt et d'une modification de la législation en 1989 n'ayant pas eu d'incidence sur les recettes de 1991, mais qui s'est fait pleinement sentir en 1990. La réduction du taux du précompte mobilier de 25 % à 10 % a incité les épargnants à placer rapidement leurs avoirs en actifs tombant sous l'application du taux le plus bas. Le produit du précompte immobilier a été favorablement influencé par l'indexation des revenus cadastraux.



TABLEAU 57- RECETTES PUBLIQUES TOTALES

En % du PIB.

Pays CEE	1985	1988	1989	1990	1991
Danemark	57,3	59,5	58,2	56,1	55,9
Luxembourg	58,2	56,5	55,1	56,0	53,3
Pays-Bas	55,1	54,7	52,2	51,2	51,7
France	49,3	48,7	48,3	48,2	48,7
Italie	38,2	39,9	41,6	42,4	43,6
<b>Belgique</b>	<b>47,3</b>	<b>45,8</b>	<b>44,5</b>	<b>43,7</b>	<b>43,5</b>
MOYENNE CEE	43,8	43,3	43,6	43,2	43,3
Allemagne	46,4	44,5	45,4	44,1	42,5
Irlande	42,4	43,6	39,6	39,5	40,4
Portugal	33,4	37,6	39,5	38,2	40,0
Espagne	35,2	37,2	39,0	38,6	39,5
Royaume-Uni	41,4	39,3	39,1	38,4	38,1
Grèce	34,2	34,2	31,6	33,2	34,0

SOURCE : Eurostat, Eurostatistics.

Le rendement de l'impôt sur les sociétés a subi l'influence défavorable de la réduction du taux de base, qui est passé de 41 % à 39 %, ainsi que de la loi du 23 octobre 1991 relative au règlement fiscal en matière de sociétés-mères et d'entreprises filiales. En revanche, une série de mesures ont élargi l'assiette fiscale des sociétés: la moins-value sur action n'est plus déductible, le transfert de pertes et de la déduction pour investissement est limité par période d'imposition, les taux de base de la déduction pour investissement ont été abaissés, les centres de coordination ont dû céder certains avantages fiscaux.

Alors que pour l'ensemble de l'impôt sur les personnes physiques et les contributions à la sécurité sociale, la Belgique enregistre une position élevée dans le classement de la CE, le rendement de l'impôt sur les sociétés se situe depuis quelques années en-deça de la moyenne communautaire.

Les contributions indirectes ont bénéficié de la majoration des droits d'accises, mais cet effet a été annihilé en partie par la stagnation de la consommation de carburants et par l'accroissement de la part de l'essence sans plomb au taux fiscal moins élevé. Les recettes de la TVA ont subi l'impact du ralentissement de l'activité de la construction et de la consommation privée.

Le produit des droits d'enregistrement a été freiné par la décélération des transactions immobilières. Par rapport aux autres pays de la CE, la pression fiscale indirecte, déjà inférieure à la moyenne CE, s'est encore un peu allégée, ce qui peut s'expliquer par le fait que la Belgique est l'un des rares pays où le fuel ne fait l'objet d'accises, tandis que les perceptions sur les autres carburants sont moins élevées que dans la plupart des pays communautaires.

En 1991, certaines catégories de dépenses ont connu une augmentation sensible: les dépenses de chômage ont progressé à la suite du ralentissement conjoncturel et les salaires et pensions du secteur public, ainsi que les pensions de travailleurs ont effectué un mouvement de rattrapage par rapport aux rémunérations de ces dernières années dans le secteur privé. Les dépenses en matière d'assurance maladie et invalidité ainsi que la contribution belge au financement des Communautés européennes ont également montré une forte progression.



TABLEAU 58- DEPENSES PUBLIQUES TOTALES

	En % du PIB.				
Pays CEE	1985	1988	1989	1990	1991
Danemark	59,3	59,0	58,7	57,6	57,5
Pays-Bas	59,8	59,8	57,4	56,4	56,1
Italie	50,8	50,8	51,7	53,0	53,5
Grèce	48,1	48,7	49,9	53,0	51,4
Luxembourg	53,0	54,2	50,8	51,2	51,3
France	52,1	50,4	49,5	49,9	50,2
<b>Belgique</b>	<b>55,8</b>	<b>52,7</b>	<b>51,2</b>	<b>49,3</b>	<b>49,8</b>
MOYENNE CEE	48,9	47,0	46,5	47,3	47,3
Allemagne	47,3	46,6	45,2	46,0	46,1
Portugal	43,5	43,0	42,9	44,1	45,3
Irlande	53,6	48,8	43,1	43,1	44,5
Espagne	42,1	40,5	41,8	42,7	43,5
Royaume-Uni	44,3	38,2	37,7	39,1	40,0

SOURCE : Eurostat, Eurostatistics.

Grâce à une réduction du taux d'intérêt moyen sur la dette à court terme en BEF et aux effets de la nouvelle gestion de la dette, les charges d'intérêt en pour cent du PNB ont diminué. Non seulement la part relative de la dette à long terme a été élargie, mais l'échéance des certificats de Trésorerie a été consolidée. Néanmoins, l'«effet boule de neige» des intérêts n'a pas pu être évité. L'expression «effet boule de neige» réfère à la situation dans laquelle la dette publique s'accroît continuellement sous la pression de l'augmentation poursuivie des charges d'intérêt. Les intérêts à payer sur les dettes contractées en vue de financer la charge d'intérêt donnent lieu au maintien de la croissance des charges d'intérêt totales. L'effet «boule de neige» n'est donc rien d'autre qu'un processus cumulatif d'auto-alimentation de la dette publique lié au volume des charges d'intérêt.

Par rapport à 1990, l'exécution du budget en 1991 a été caractérisée par le fait que la réforme des fonds budgétaires a entraîné une utilisation moindre de crédits. Les montants importants de dotations aux fonds ne devaient plus être liquidés comme ce fut le cas en 1990.

La cause principale de la détérioration du solde net à financer en 1991 est à chercher parmi les recettes qui sont restées loin en-deçà des prévisions.

## C. LE SOLDE NET A FINANCER

Dans l'analyse des finances publiques, le solde net à financer (SNF) occupe une position clé. Pendant les années 1989 et 1990, le besoin de financement a été déterminé par deux composantes:

- le SNF du secteur national;
- le SNF des régions et communautés.

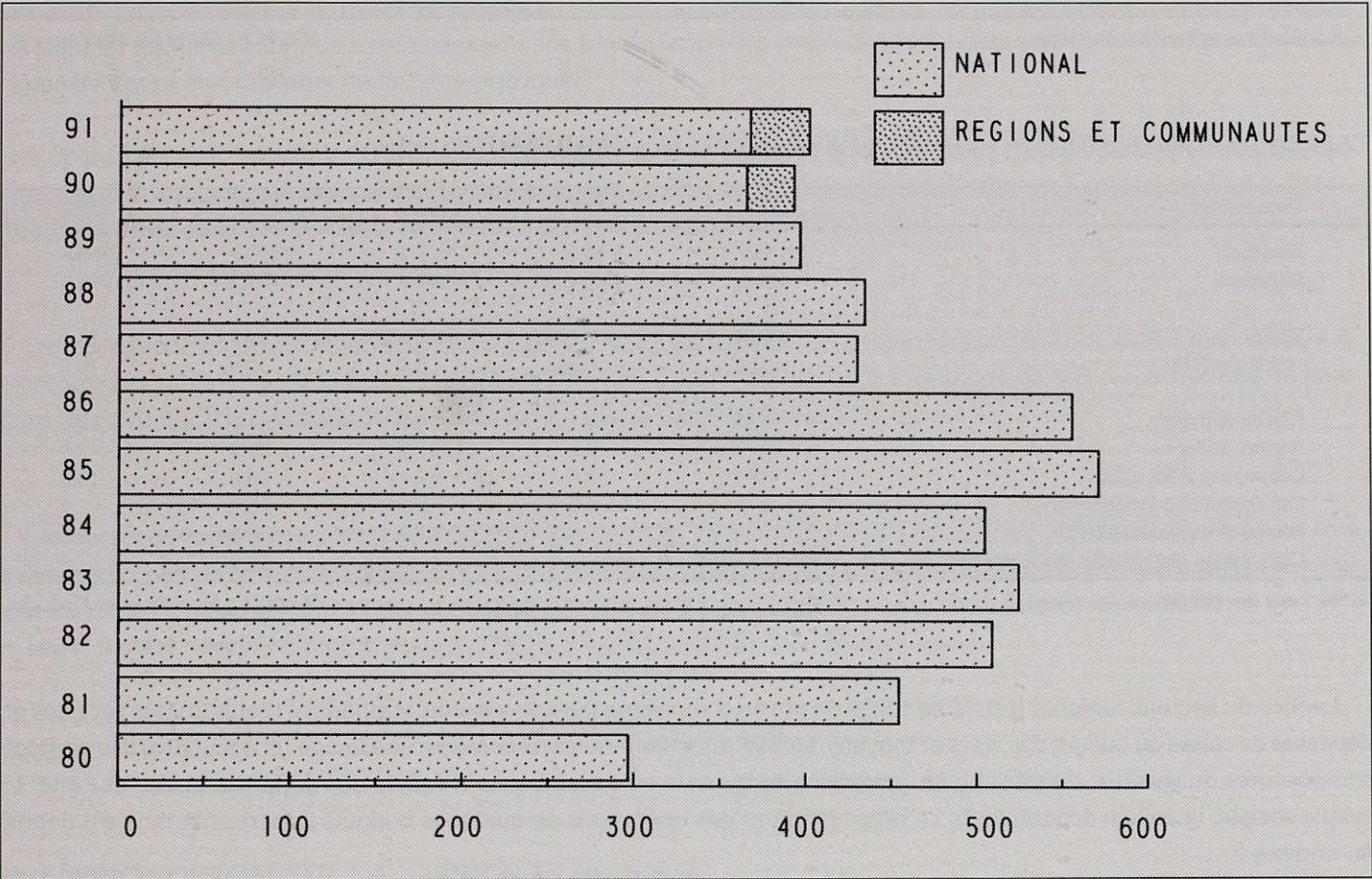
En 1989 et 1990, les opérations des Communautés et Régions s'effectuaient par le biais du Trésor national. La conséquence de cette unité de fonctionnement de la trésorerie était que le pouvoir national jouait le rôle de bailleur de fonds en faveur des régions et communautés. La norme budgétaire se rapportait donc aux deux niveaux de pouvoir. En 1991, cette procédure a changé. Par suite de la séparation des trésoreries (à l'exception de la Communauté germanophone),



le Trésor n'effectue plus que les opérations du secteur National et la norme budgétaire ne s'applique plus qu'à ce dernier secteur. Les chiffres relatifs au SNF des Régions et Communautés sont communiqués par les instances de ces dernières.

GRAPHIQUE 31- SOLDE NET A FINANCER DU SECTEUR NATIONAL

En milliards BEF.



SOURCE: Ministère des Finances.

TABEAU 59- SNF DU POUVOIR CENTRAL (a)

En milliards BEF et en % du PNB.

Année	National		Régions et Communautés		Pouvoir central	
	mrd.	%	mrd.	%	mrd.	%
1985	- 552,0	- 11,5	- 19,1	- 0,4	- 571,1	- 11,9
1986	- 552,2	- 10,9	- 3,3	0,0	- 555,5	- 11,0
1987	- 451,2	- 8,5	+20,8	+0,4	- 430,5	- 8,1
1988	- 416,4	- 7,4	- 17,5	- 0,3	- 433,9	- 7,7
1989	- 442,4	- 7,2	+45,2	+0,7	- 397,2	- 6,5
1990	- 365,8	- 5,6	- 27,8	- 0,4	- 393,5	- 6,0
1991	- 367,6	- 5,4	- 34,9	- 0,5	- 402,5	- 5,9

(a) Sur base des opérations de caisse.

SOURCE : Ministère des Finances, calculs: MAE (DGED).



TABLEAU 60- REPARTITION DU SNF DES REGIONS ET COMMUNAUTES (a)

En milliards BEF.

Solde net à financer	1987	1988	1989	1990	1991
Région flamande	+9,9	- 8,1	+39,7	- 21,4	- 13,0
Région wallonne	+8,0	- 3,6	+17,7	- 24,5	- 2,9
Communauté française	+2,8	- 5,6	+5,7	- 8,8	- 15,0
Communauté germanophone	+0,0	- 0,2	- 0,1	- 0,2	+1,1
Région bruxelloise	-	-	- 17,9	+26,6	- 5,1
Total des régions et communautés	+20,8	- 17,5	+45,2	- 27,8	- 34,9

(a) Sur base des opérations de caisse.

SOURCE : Ministère des Finances.

TABLEAU 61- SOLDES NETS A FINANCER DES REGIONS ET COMMUNAUTES (a)

Désignation	1987	1988	1989	1990	1991
Recettes	173,2	133,2	611,1	673,5	729,5
Dépenses	152,5	150,7	565,9	701,3	764,4
Solde	+20,8	- 17,5	+45,2	- 27,8	- 34,9
- en % du PNB	0,4	0,3	0,7	0,4	0,5
Région flamande	+9,9	- 8,1	+39,7	- 21,4	- 13,0
Région wallonne	+8,0	- 3,6	+17,7	- 24,5	- 2,9
Communauté française	+2,8	- 5,6	+5,7	- 8,8	- 15,0
Communauté germanophone	0,0	- 0,2	- 0,1	- 0,2	+1,1
Région Bruxelles-Capitale	-	-	- 17,9	+26,6	- 5,1
Commission communautaire commune	-	-	-	+0,5	-

(a) Sur base des opérations de caisse.

SOURCE : Ministère des Finances.

Le SNF du secteur national trouve en majeure partie son origine dans le résultat budgétaire résultant des recettes et dépenses de caisse du budget des voies et moyens. Le SNF du secteur national présente une image récapitulative des grandes composantes du secteur, classées en six grandes rubriques: la dette publique, la cellule des départements d'autorité, la cellule sociale, la cellule économique. Le regroupement des opérations de quelques budgets départementaux est donné en annexe 3.

Les opérations de Trésorerie exercent également une influence sur le besoin de financement du pouvoir national. Ces opérations sont à répartir en fonds de tiers, opérations de caisses et différences d'émission et de remboursement. Les fonds de tiers consistent en moyens perçus par l'autorité nationale mais auxquels elle ne peut prétendre. Ce sont les moyens transférés, à travers le Trésor, aux Régions et Communautés, à la CEE-FEOGA et à l'OTAN. Récemment, les fonds de tiers ont été subdivisés en «fonds de tiers Communautés et Régions» et «fonds de tiers-divers». Les fonds de tiers «Communautés et Régions» contiennent la différence entre les recettes émanant de ces entités et les versements à destination de celles-ci. A la suite de l'exécution de la loi de financement du 16 janvier 1985 et des retards liés à l'application de celle-ci, ce poste est devenu important.

Les «fonds de tiers-divers» comportent les mêmes opérations que les fonds de tiers proprement dits tels qu'ils existaient jusqu'à la fin de 1988. Outre l'important poste «divers», ils comprennent:

- les opérations avec l'OTAN: le solde indique l'écart entre les recettes, principalement en provenance des crédits inscrits au budget de la Défense nationale, et les dépenses liées à l'adhésion à l'OTAN;



- les opérations avec le FEOGA de la CEE sont constituées du solde des recettes résultant des droits cédés (douane et TVA), les prélèvements sur les produits agricoles et sur le sucre, ainsi que la contribution en fonction du PNB et pour laquelle les crédits sont inscrits au budget des Finances, et des dépenses résultant des sommes exigées par la CEE;
- la rubrique «opérations relatives aux prêts garantis» indique la différence entre les paiements par l'Etat, en l'occurrence la Banque Nationale, des services financiers (remboursements et charges d'intérêt) d'une partie de la dette garantie (SNCB, RTT, e.a.) et son alimentation par les institutions concernées);
- les fonds de tiers «Postes»; le Trésor peut disposer des avoirs de divers comptes à l'Administration des Chèques postaux. A signaler que cette rubrique n'est nullement liée à la variation des avoirs de particuliers auprès des Comptes-Chèques, laquelle figure aux tableaux de la dette publique;
- les opérations avec les administrations fiscales: cette rubrique donne le solde des fonds d'administrations fiscales (Budget des Finances, section séparée) et des comptes fiscaux du Trésor. C'est sur ces derniers que sont imputées les opérations relatives aux perceptions et les versements d'impôts aux autorités locales.

Les opérations de caisse montrent, entre autres, les fluctuations de l'encaisse auprès des comptables des recettes et dépenses. Les différences d'émission surviennent lors d'émission d'emprunts sous ou au-dessus du pair et lors du paiement de commissions aux institutions financières pour le placement des emprunts.

Les écarts de remboursement trouvent leur origine dans l'achat d'emprunts en bourse. Lorsqu'un emprunt est coté au-dessus du pair, le montant à payer lors du rachat doit être plus élevé que la valeur nominale de l'obligation. De telles opérations de remboursement au-dessus du pair peuvent avoir lieu uniquement sur base d'un arrêté ministériel. En 1990 et 1991, il a été décidé de limiter au possible les remboursements au-dessus du pair.

## D. L'EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE

L'évolution de la dette publique reflète le rendement net des emprunts placés, directement ou indirectement, par le Trésor sur les marchés financiers. En principe, l'encours de la dette publique correspond au montant cumulé des déficits budgétaires du passé. Dans la pratique, l'encours de la dette reflète également l'influence des variations des cours de change, des reprises de dettes par l'Etat, de l'émission d'emprunts de régularisation, des opérations de trésorerie et des opérations avec le FMI. Ainsi et à moins d'une série de corrections, il devient impossible, en pratique, d'établir une liaison directe entre l'augmentation de la dette et le solde net à financer.

En 1991, le Trésor a assuré le financement du besoin net de financement du secteur national et de la Communauté germanophone. Le déficit de Trésorerie a donné lieu à un accroissement réel de la Dette de l'ordre de 523,6 milliards. Comme en 1990, l'accroissement net de la dette a été entièrement financé par l'émission de papier en BEF. La dette en devises a été réduite de 4,7 milliards au total. Le financement en 1991 a été caractérisé principalement par la consolidation de la dette, entraînant une forte augmentation de la dette à long terme, tandis que la dette flottante a été réduite de 81,9 milliards. De la sorte, la part de la dette consolidée dans la dette totale a été portée à plus de 69 % (66 % en 1990).



TABLEAU 62- LE SOLDE NET A FINANCER ET L'EVOLUTION DE LA DETTE

En milliards BEF.

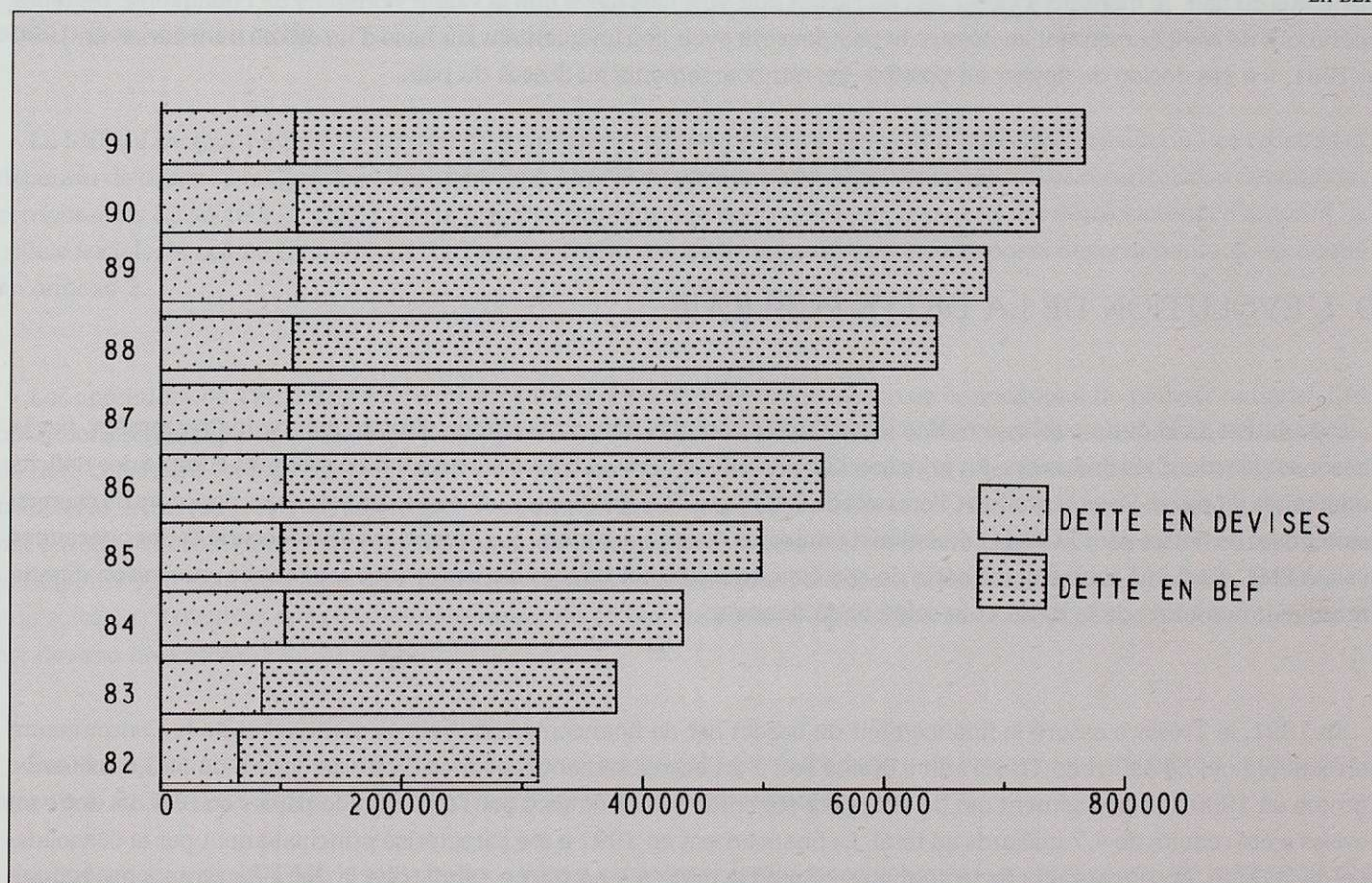
Rubriques	1987	1988	1989	1990	1991 (e)
Solde net à financer (a)	- 430,5	- 433,9	- 397,2	- 393,5	- 366,5
- secteur national (e)	- 451,2	- 416,4	- 442,4	- 365,8	- 367,6
- Communauté germanophone (e)	+0,0	- 0,2	- 0,1	- 0,2	+1,1
- Régions et Communautés (e)	+20,8	- 17,3	+45,2	- 27,6	-
Différences de change (b)	- 6,2	+18,6	- 25,2	+0,3	+3,1
Opérations C.C.C.R. (c)	-	-	-	-	-0,1
Emprunt de régularisation	+33,1	+35,2	+49,2	+31,5	0
Intérêt de régularisation	-	-	-	-	+4,6
Placements	-	-	-	-	+124,4
Reprises de dettes	-	-	-	+20,4	+25,0
Variation réelle de la dette publique	+457,4	+487,6	+421,2	+445,7	+523,6
Opérations avec le FMI (d)	- 3,2	+2,1	+4,7	- 9,4	+2,7
Variation nominale de la dette publique	+454,2	+489,8	+425,9	+436,5	+526,3

SOURCE : Ministère des Finances, Situation du Trésor.

- (a) SNF négatif signifie un déficit du Trésor et amène une augmentation de la dette publique.  
 (b) Les gains de changes (-) abaissent les besoins de financement du Trésor tandis que les pertes de changes (+) les alourdissent.  
 (c) Apuration compte courant des Communautés et Régions.  
 (d) Les variations dans les montants de certificats du Trésor détenu par le FMI n'ont pas d'influence sur le SNF.  
 (e) A partir de 1991, le Trésor prend en charge les seules opérations du secteur national et de la Communauté germanophone.

GRAPHIQUE 32- DETTE PUBLIQUE PAR HABITANT

En BEF.



SOURCE: Ministère des Finances, calculs: DGED.



TABLEAU 63- LE DEFICIT DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

En milliard BEF.

Rubriques	1986	1987	1988	1989	1990	1991 (b)
Solde net à financer	- 555,5	- 430,5	- 433,9	- 397,2	- 393,5	- 366,5
Variation dette nominale	+530,7	+454,2	+489,8	+425,9	+436,5	+526,2
Var. réelle de la dette(a)	+517,5	+457,4	+487,6	+421,2	+445,8	+523,6
- dette en BEF	+487,4	+431,9	+446,2	+377,6	+465,1	+528,3
. consolidée	+241,9	+345,4	+443,2	+228,0	+375,6	+563,2
. flottante (a)	+245,5	+86,5	+3,0	+149,6	+89,6	- 34,9
- dette en devises	+30,1	+25,6	+41,5	+43,6	- 19,4	- 4,7
. consolidée	- 69,6	- 7,7	+44,5	+10,6	+9,9	+42,3
. flottante	- 99,7	+33,3	- 3,0	+33,0	- 29,1	- 47,0
DETTE TOTALE CONSOLIDEE	+172,3	+337,7	+487,7	+238,6	+385,4	+605,5
DETTE TOTALE FLOTTANTE	+345,2	+119,8	0	+182,6	+60,4	- 81,9

SOURCE : Ministère des Finances.

(a) Sans les opérations avec le FMI. La position du Trésor n'est pas influencée par les opérations avec le FMI. C'est la BNB et non le Trésor, qui reçoit les BEF ou les met à la disposition en exécution de l'accord avec le FMI.

(b) A partir de 1991, le Trésor n'effectue plus que les opérations du secteur national de la Communauté germanophone.

La dette totale en BEF a augmenté de 528,3 milliards. Seule la dette à long terme a progressé (+563,2 milliards). La dette à moyen terme a diminué de 18,2 milliards et celle à court terme de 16,7 milliards.

L'accroissement de la dette en BEF à long terme a été caractérisé par l'émission d'obligations linéaires et d'emprunts classiques destinés au grand public. Comme en 1990, l'Etat n'a plus fait appel pour garantir la souscription d'emprunts, à des achats fixes du consortium de banques, d'institutions publiques de crédits et d'autres institutions du secteur public. Dans ces circonstances: les banques se sont limitées au placement des effets publics (les emprunts Philippe) auprès des particuliers. Trois de tels emprunts ont été admis en 1991. En outre, cinq nouvelles lignes d'obligations linéaires ont été créées. Les obligations à long terme sont émises à un taux d'intérêt, une échéance et un prix de remboursement fixes. Les OLO sont émis en tranches mensuelles, Le prix d'émission est fixé par adjudication.

La dette en BEF à moyen et à court terme consiste en certificats du Trésor. Depuis le 29 janvier 1991, seulement quelques sortes de certificats du Trésor sont émis sur le marché primaire: les certificats à trois mois, à six mois et à douze mois. Ces certificats dématérialisés sont attribués après adjudication à taux d'intérêt multiples (tender américain). L'amenuisement de la dette flottante en BEF en 1991 a permis une réduction de la charge de financement à court terme.

La dette en devises a diminué de 4,7 milliards, principalement par le biais de la dette flottante (-47 milliards). La dette consolidée a augmenté de 42,3 milliards. La dette en devises est la dette publique en monnaies étrangères émises, en ce qui concerne les moyen et long termes, sous la forme d'emprunts privés ou publics et en Euro Medium Terme Notes, et pour le court terme, sous la forme de bons du Trésor et de Euro Commercial Papers. Les swaps opérés immédiatement après la clôture d'un nouvel emprunt public de même que les swaps conclus dans le contexte de la gestion financière permanente des encours de transactions effectuées antérieurement, se sont révélés des instruments importants pour la gestion du risque de la dette en devises.

La caractéristique principale de l'évolution de la dette en devises en 1991 est la réduction de la dette flottante. La diminution des emprunts en devises à court terme a pu être réalisée grâce au fait que la Banque Nationale a remboursé nombre de bons du Trésor du fait de la bonne tenue du BEF sur le marché des changes (voir point 4.2), à la consolidation



d'emprunts à court terme par l'émission de nouveaux emprunts à long terme, à la plus forte émission de Euro Commercial Paper ainsi qu'à l'émission d'emprunts dans le contexte des Euro Medium Term Notes. Les bons du Trésor, en fait une sorte de dépôt en devises, ont été fort prisés par les banques et les institutions de crédit tant belges qu'étrangères.

## E. LA SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

Les caractéristiques principales en matière de la situation de la dette publique en 1991 peuvent être résumées comme suit:

- la part de la dette consolidée dans la dette publique a augmenté de 64 % en 1989 à 69 % en 1991;
- la part de la dette en BEF est passée de 83 % en 1989 à 86 % en 1991;
- la part de la dette à taux fixe s'est accrue de 64 % en 1989 à 69 % en 1991;
- les échéances des emprunts à moyen et à long termes se sont allongées.

Tous ces facteurs témoignent d'une amélioration de la structure de la dette publique et ont contribué à l'allègement de l'endettement par le biais des taux d'intérêt, compte tenu des conditions du marché, par le biais d'économies du côté des commissions et par le biais de techniques de consolidation.

TABLEAU 64- SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE (a)

*En milliards BEF.*

Rubriques	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Dettes en BEF	4313,1	4745,1	5191,2	5568,8	6033,9	6562,2
- consolidée	2775,2	3120,5	3563,7	3791,7	4167,3	4730,5
- flottante (a)	1537,9	1624,6	1627,5	1777,1	1866,6	1831,7
Dettes en devises	1020,4	1045,9	1087,4	1131,0	1111,7	1107,0
- consolidée	504,5	496,8	541,4	552,0	561,9	604,2
- flottante	515,9	549,1	546,0	579,0	549,9	502,8
Dettes totale consolidée	3279,7	3617,3	4105,1	4343,7	4729,2	5334,7
Dettes totale flottante	2053,8	2173,7	2173,5	2356,1	2416,5	2334,5
DETTE TOTALE (a)	5333,5	5791,0	6278,6	6699,8	7145,6	7669,2
- en % du PNB	105,2	109,0	111,4	109,4	109,6	112,2
DETTE PAR HABITANT (en BEF)	540660	586430	635807	677432	718295	767918

(a) A l'exclusion des certificats de FMI.

SOURCE : Ministère des Finances.

En 1991, les charges d'intérêt ont été réduites de 20,3 milliards BEF. Selon le Ministère des Finances, il s'agit là d'une économie qui devrait perdurer, de sorte que d'ici l'an 2000, un montant de 62 milliards aura pu être économisé. A ce moment, près de la totalité de la dette consolidée sera refinancée à des taux d'intérêt plus avantageux pour le Trésor.

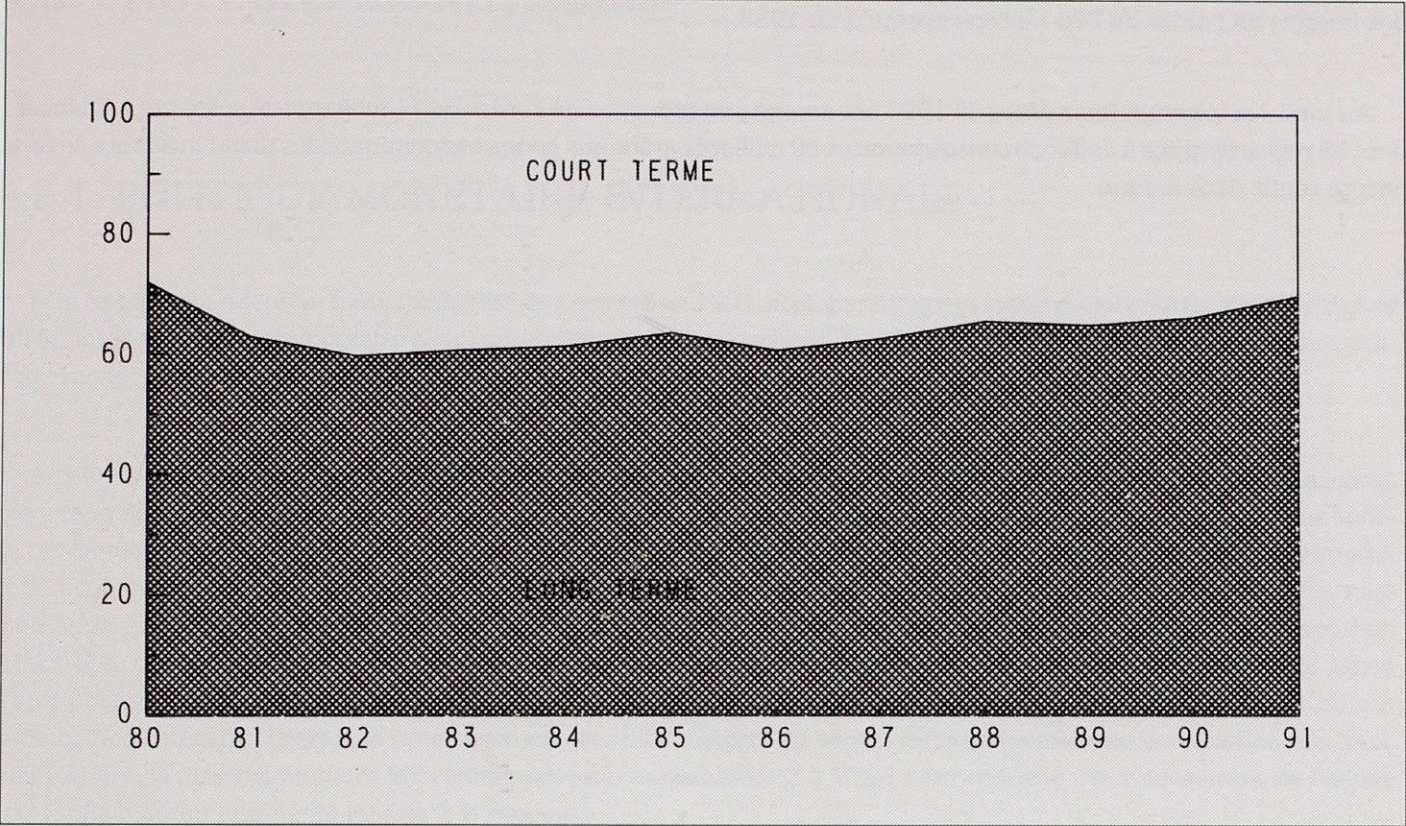
Les économies en commissions à la suite de la substitution des émissions du consortium par des obligations linéaires et des emprunts grand public ont été de l'ordre de 12,6 milliards. Au cours des années à venir, l'économie annuelle en commissions au moyen d'opérations de trésorerie devrait être de l'ordre de quelque 9 milliards.

De même, la consolidation de la dette a eu un effet assez important en 1991. Le réaménagement de la dette par le biais d'obligations linéaires et la réforme du marché des certificats de Trésorerie a abouti à une réduction unique des charges d'intérêt à concurrence de 31 milliards. La conversion des bons du Trésor en obligations linéaires offrait la possibilité



GRAPHIQUE 33- DETTE PUBLIQUE A LONG ET A COURT TERMES

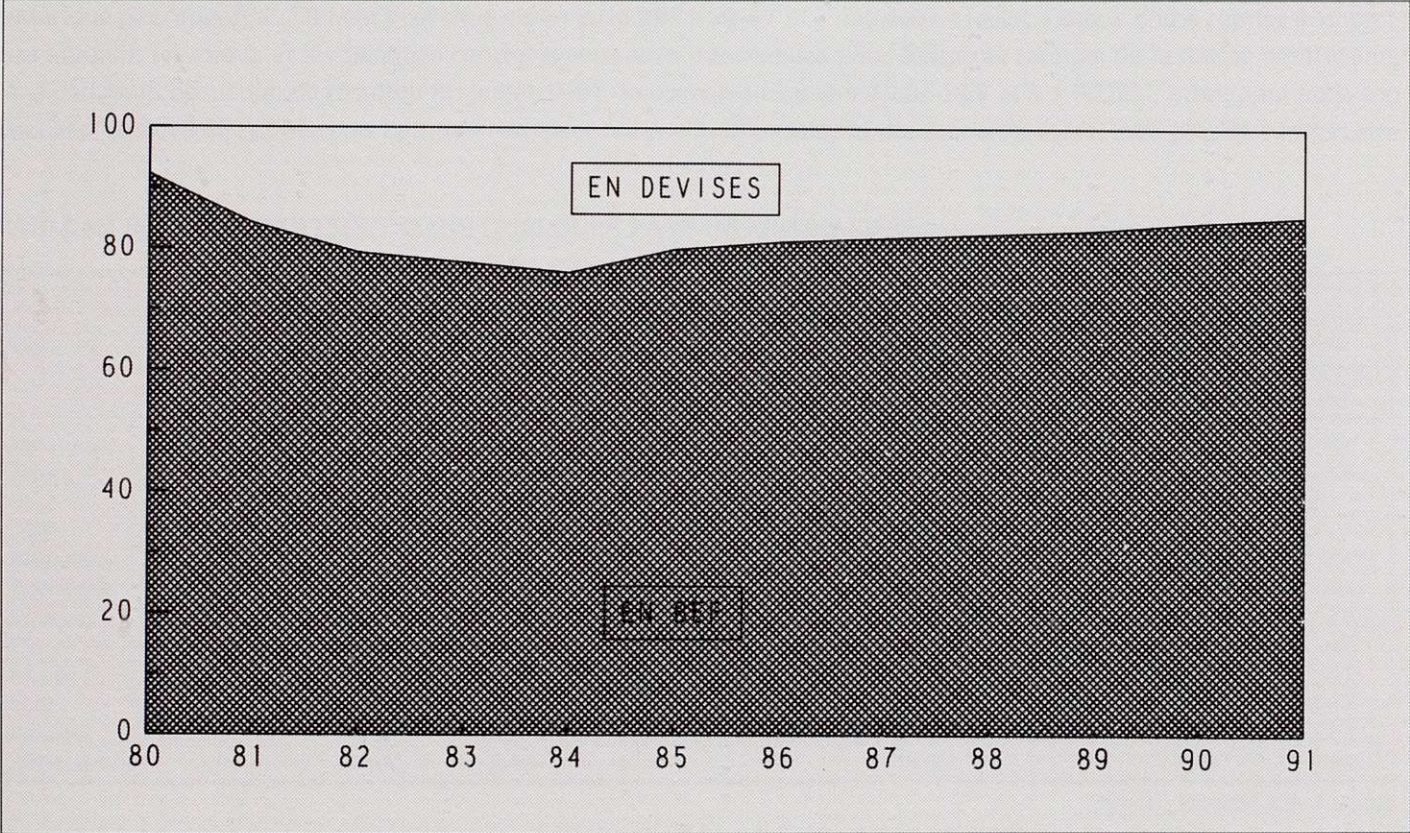
En % de la dette totale.



SOURCE: Ministère des Finances, calculs: DGED.

GRAPHIQUE 34- DETTE PUBLIQUE EN BEF ET DEVISES.

En % du total de la dette.



SOURCE: Ministère des Finances.



de capitaliser les charges d'intérêt pour un montant de 7,6 milliards. Ces opérations constituent une compression annuelle des intérêts de l'ordre de 270 millions jusqu'à fin 1988.

Au total, les réformes financières de 1991 ont amené une réduction de l'ordre de 71 milliards du solde net à financer, dont 38 milliards grâce à l'effet de consolidation et 29 milliards grâce aux compressions annuelles dont l'incidence se fera encore sentir dans le futur.



## 4.2. FACTEURS MONETAIRES

### 4.2.1. POLITIQUE MONETAIRE INTERNATIONALE

Afin de parer au ralentissement généralisé de l'activité en 1991, la plupart des pays industrialisés ont de moins en moins fait appel à l'instrument budgétaire pour compenser l'évolution cyclique de l'économie et de plus en plus à celui de la politique monétaire.

Aux Etats-Unis, la Federal Reserve a largement assoupli sa politique monétaire; néanmoins, l'accroissement de la masse monétaire des quasi-liquidités (M2) a fléchi de 3,3 % en 1990 à 3 % en 1991, enregistrant ainsi la croissance la plus faible de ces dernières années. L'Allemagne, par contre, a maintenu sa politique restrictive, destinée à combattre l'inflation interne et caractérisée par des relèvements des taux officiels de la Bundesbank et de l'ensemble des taux à court terme. L'augmentation annuelle de la masse monétaire M3 s'est chiffrée à 6,3 %. Stimulée par une forte demande de liquidités et d'un vif appel au crédit, la fourchette prévue de l'accroissement monétaire de 3 % à 5 % a été largement dépassée. Le Japon a opté pour une politique combinée: jusque vers le milieu de 1991, maintien de la rigueur ayant caractérisé 1990; durant le deuxième semestre, lorsque le ralentissement se faisait nettement sentir, forte stimulation de la réduction des taux. Initialement, la masse monétaire M2 connaissait une croissance de 2,5 % sur base annuelle. Pour l'ensemble de l'année 1991, elle n'aurait augmenté que de 2 % à peine.

Sur les marchés des changes, le dollar n'a pas témoigné de beaucoup de stabilité. En février, l'USD est tombé à un seuil historique par rapport au DEM et s'est situé vis-à-vis du BEF à 30,47 BEF. De mars à juillet, l'espoir d'une reprise économique amenait un mieux et les banques centrales sont alors intervenues pour freiner la montée de la devise américaine, sans d'ailleurs beaucoup de résultat. En juillet 1991, le cours est monté à 36,86 BEF et à 1,8 DEM, atteignant ainsi son taux le plus élevé de l'année. Les banques centrales ont repris leurs interventions coordonnées, avec plus de succès cette

TABLEAU 65- TAUX D'INTERET DANS QUELQUES PAYS INDUSTRIALISES

Pays	1988		1989		1990		1991	
	court terme	long terme	court terme	long terme	court terme	long terme	court terme	long terme
	(a)	(b)	(a)	(b)	(a)	(b)	(a)	(b)
Etats-Unis	6,7	9,0	8,1	8,6	7,5	8,7	5,4	8,2
Japon	2,4	4,3	3,0	5,1	5,0	7,4	5,4	6,5
CEE								
<i>Belgique</i>	<i>6,7</i>	<i>7,9</i>	<i>8,7</i>	<i>8,6</i>	<i>9,7</i>	<i>10,1</i>	<i>9,4</i>	<i>9,2</i>
Allemagne	2,6	6,1	4,6	7,0	5,6	8,8	6,6	8,6
Espagne	10,7	11,7	13,2	13,7	13,8	14,7	12,4	12,4
France	7,8	9,2	9,4	9,2	10,2	10,4	9,7	9,5
Irlande	7,8	9,5	9,7	8,9	11,0	10,1	10,1	9,2
Italie	11,2	10,8	12,7	12,0	12,3	12,1	12,5	11,6
Portugal	13,0	13,9	13,6	14,8	17,0	15,2	17,7	14,3
Royaume-Uni	9,8	9,4	13,0	9,6	14,0	11,1	10,8	9,9

SOURCE : Eurostat, Eurostatistics.

(a) L'intérêt à court terme des placements à trois mois, généralement des bons du Trésor, à la fin de l'année.

(b) Rendement sur obligations d'Etat.



fois, d'autant plus que les indicateurs économiques fondamentaux laissent entrevoir une dégradation de la situation. Le deuxième semestre a été caractérisé par un recul du cours de la devise US, en dépit d'un bref redressement au moment du coup d'état en Union Soviétique. En décembre, le cours de l'USD s'est clôturé sur une moyenne de 32,28 BEF.

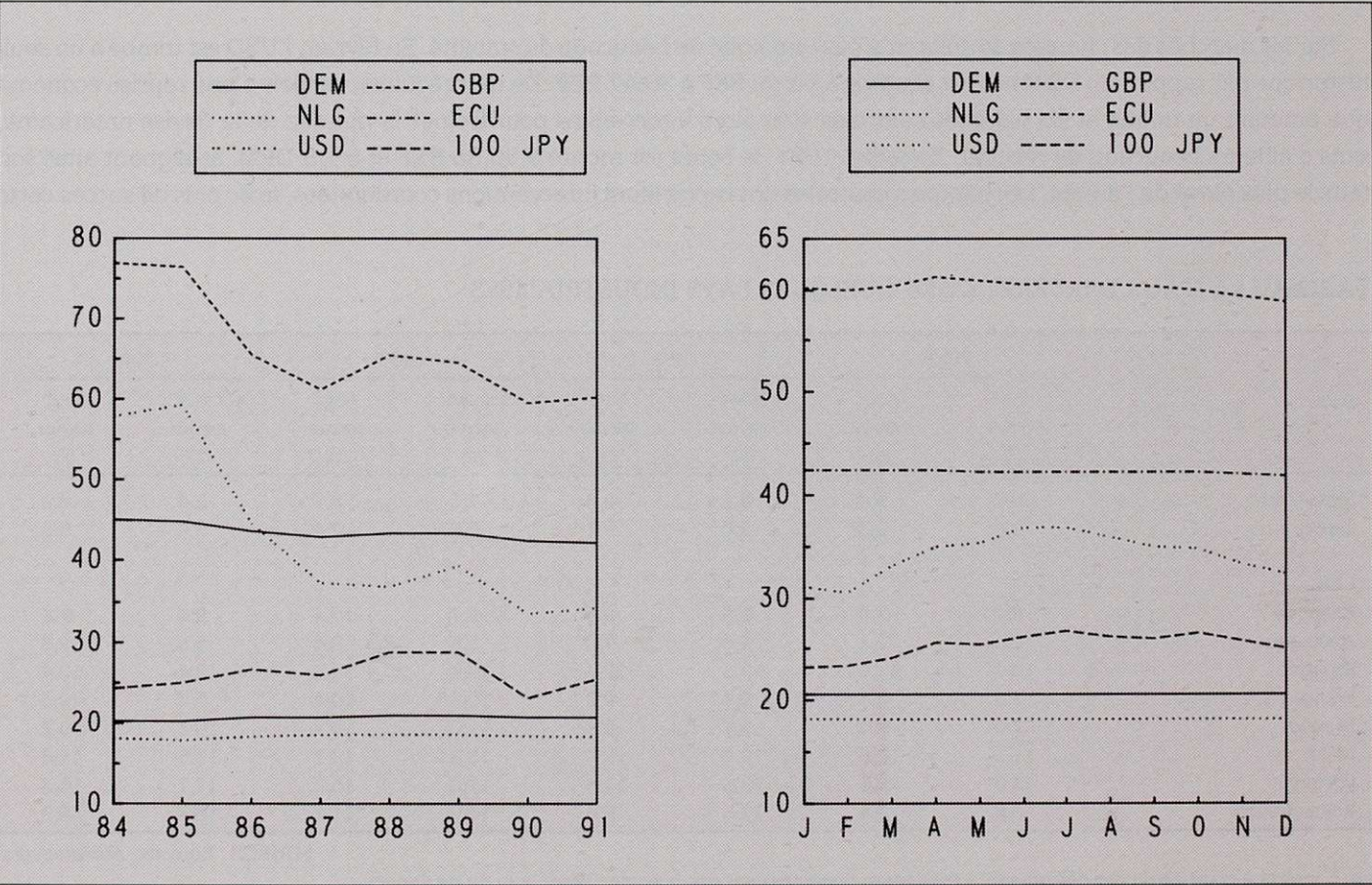
Le JPY a gagné par rapport au dollar et aux monnaies européennes, la monnaie japonaise montant de 23,28 BEF en janvier à un niveau record de 26,71 en juillet, pour perdre ensuite un peu de terrain et clôturer l'année à un cours moyen de 25,18 BEF en décembre.

Pour les monnaies du Système Monétaire Européen (SME), l'année 1991 a été calme et sans ajustement. Au sein du SME, le BEF a figuré en deuxième position parmi les monnaies les plus fortes, réitérant ainsi sa prestation de 1990. D'une manière générale toutes les monnaies ont pu se maintenir sans difficultés dans les marges de variation, bien que la réduction des taux d'intérêt britanniques aient entraîné un affaiblissement progressif du GBP. En novembre, le DEM a marqué une progression par rapport à la plupart des autres monnaies, ce qui a renforcé la pression baissière sur certaines monnaies plus faibles. A la fin de 1991, le cours du DKK et du FRF a fléchi tandis que le GBP figurait en dernière position. La prestation de l'ITL n'a guère été meilleure tandis que l'ESP a pris la tête des monnaies fortes.

En mai 1991, la Suède a rattaché sa monnaie à l'Ecu en ce suivie par la Finlande en juin, à l'instar de la Norvège, qui avait déjà pris cette décision en octobre 1990. La liaison du mark finlandais ne s'est pas révélée un franc succès. Le 14 novembre, la Finlande a laissé flotter sa monnaie et a procédé le lendemain à une dévaluation de l'ordre de 12,6 %.

GRAPHIQUE 35- TAUX DE CHANGE OFFICIELS A BRUXELLES

Moyennes journalières, en BEF.



SOURCE: BNB.



Cette dévaluation doit être attribuée à la forte compression des exportations vers l'ancienne Union Soviétique et au démantèlement du système de compensations. La Suède, en butte à une vague spéculative donnant lieu à des exportations de capital de l'ordre de 150 milliards de francs, a annoncé le 5 décembre un relèvement de ses taux de 11,5 % à 17,5 %, donnant ainsi clairement à entendre qu'elle n'entendait nullement procéder à une dévaluation.

Au niveau de la Communauté Européenne, 1991 s'est révélée une année exceptionnelle. Les deux points mis à l'ordre du jour du Conseil Européen de décembre 1990 à Rome, ont été entérinés au Conseil de Maastricht de décembre 1991 par l'approbation de deux traités: le traité relatif à l'Union économique et monétaire européenne et le traité relatif à l'Union européenne (voir encadré).

TABLEAU 66- COURS DES DEVISES DU SME

	Cours-pivot	Cours de l'ECU		Ecart en % (a)		Indicateur de divergence	
		31.12.90	31.12.91	31.12.90	31.12.91	31.12.90	31.12.91
ESP	133,631	130,604	129,668	+3,92	+5,90	+40	+51
BEF	42,4032	42,1839	41,9308	+2,10	+3,91	+26	+46
DEM	2,05586	2,04195	2,03553	+2,26	+3,78	+44	+52
NLG	2,31643	2,303084	2,29352	+2,16	+3,78	+29	+40
IEP	0,767417	0,767840	0,766332	+1,51	+2,90	-2	-1
ITL	1538,24	1540,26	1542,40	+1,44	+2,48	-5	-22
FRF	6,89509	6,95010	6,95338	+0,77	+1,90	-43	-56
DKK	7,84195	7,88260	7,92945	+1,05	+1,62	-23	-59
GBP	0,696904	0,707840	0,716117	0,00	0,00	-30	-54

SOURCE : Commission européenne.

(a) Ecart en % par rapport à la monnaie la plus faible; la monnaie la plus forte se situe en haut du tableau.

L'année boursière 1991 a débuté sous de mauvais augures, la crise du Golfe, l'effondrement du bloc des pays de l'Est et la guerre civile en Yougoslavie étant les principaux facteurs d'incertitude. En moins d'un mois, la plupart des bourses ont essuyé des pertes de cours de 5 % à 10 %, les facteurs politiques et économiques exigeant leur tribut.

Les seules bourses parvenant à établir de nouveaux records historiques ont été celles des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Ces deux pays se trouvaient en pleine récession et ont appliqué une politique monétaire accommodante. En 1991, New-York a joué le rôle de chef de file, toutes les bourses mondiales adaptant leur comportement à celui de Wall Street, même si l'économie du pays intéressé ne convergeait pas dans le même sens de celle des Etats-Unis. Jusqu'au troisième trimestre, New York a établi de nouveaux records pour tous les indices particuliers. Que la bourse n'ait pu clôturer à un niveau-sommet est dû au ralentissement de l'économie. Jusqu'à l'automne, Londres a connu également des mouvements vifs se terminant en cotations les plus élevées. Après la mini débâcle de Wall Street le 15 novembre 1991, la bourse s'est toutefois déstabilisée. Des mouvements spéculatifs, toutes sortes de scénarios de reprise, ainsi que la gigantesque affaire de fraude de la Maxwell Communications ont fait dégringoler la moyenne boursière. A la fin de l'année, la City baignait dans l'incertitude et le malaise.

Les prestations de la plupart des bourses européennes peuvent être qualifiée de modestes. En raison de l'attitude rigide de la Bundesbank, la plupart des pays du SME n'ont pu mettre en oeuvre leur mécanismes des taux d'intérêt pour relancer l'économie. A la bourse japonaise, les nombreux scandales boursiers ont provoqué une crise de confiance auprès des investisseurs de l'intérieur et de l'extérieur. Seules les bourses du sud-est asiatiques, c'est-à-dire de Hong-Kong, de Malaisie et de Singapour, ont fourni des prestations largement supérieures à la moyenne, si l'on excepte les super gains des bourses d'Amérique Latine.



## LE TRAITE DE MAASTRICHT

Au sommet de Maastricht, l'accord concernant le traité de l'Union n'a pu être atteint qu'après des promesses supplémentaires aux pays les moins riches de la Communauté, d'un renforcement de la convergence socio-économique. A côté des fonds structurels existants, un nouveau fonds de cohésion a été instauré. Grâce à une révision du système des fonds propres de la CE, les pays les moins riches verront diminuer leur contribution au budget de la CEE et s'accroître la part qui leur sera attribuée.

Le traité de Maastricht porte sur l'Union économique et monétaire (UEM). La première phase de l'UEM a débuté en juillet 1990 déjà par la libéralisation de la circulation de capitaux. La deuxième phase sera entamée en janvier 1994 par la création de l'Institut Monétaire Européen (IME), constitués des gouverneurs des banques centrales. L'IME préparera la troisième phase de l'UEM, laquelle pourra être mise en oeuvre au plus tôt en 1997, lorsqu'il apparaîtra en 1996, qu'une majorité d'états-membres répondent aux critères de convergence requis. Ces critères ont trait à l'inflation, aux taux d'intérêt, aux cours des changes, aux besoins de financement des administrations publiques et à la dette publique.

En matière de stabilité des prix, le critère exige que le taux d'inflation du pays sous revue ne s'écarte pas de plus de 1,5 % de la moyenne des trois pays présentant les taux les plus bas. Le taux d'inflation est mesuré sur base de l'évolution de l'indice des prix à la consommation au cours de l'année précédant l'évaluation.

Concernant les finances publiques, deux conditions prévalent. Le déficit public ne peut excéder 3 % du PIB. La dette publique ne peut être supérieure à 60 % du PIB. Au cas où le déficit public dépasserait de peu 3 % du PIB, il peut être dérogé à ce premier critère, à condition que le déficit ait connu une réduction contante et se rapproche de la valeur de référence, et lorsque le déficit est occasionné par des facteurs exceptionnels et temporaires. Au cas où la deuxième condition n'est remplie, il sera examiné si la dette a été suffisamment comprimée pour pouvoir se rapprocher de la valeur de référence et si le déficit est plus important, que les dépenses d'investissement, tous autres facteurs pertinents étant pris en considération.

Au niveau des cours du change, il sera vérifié si le pays considéré a, durant au moins deux ans et sans que cela n'entraîne des problèmes, pu maintenir les marges étroites de variation du mécanisme des cours de change du SME, sans dévaluation de la propre monnaie. Le caractère durable de la cohésion avec les autres pays de la Communauté sera évalué sur base du niveau des taux d'intérêt le plus bas. Durant la période précédant d'un an l'évaluation, ce taux d'intérêt ne peut avoir excédé de plus de 2 % celui appliqué dans les trois pays ayant connu les taux d'inflation les plus bas.

L'évaluation aura lieu au plus tard le 31 décembre 1996. Si une majorité de pays répond aux conditions de passage à la troisième phase, le Conseil Européen peut proposer, à la majorité qualifiée, la date de mise en oeuvre de cette troisième phase.

Quel que soit le nombre de pays-membres répondant à ces critères, la troisième phase débutera au 1er janvier 1999 au plus tard. Dans cette troisième phase, les cours de change des pays participants seront fixes et une banque centrale européenne sera constituée. Le Système Européen de Banques Centrales (SEBC), dans lequel siègeront les banques centrales nationales et la Banque centrale européenne, recevra des attributions en matière de politique monétaire de la Communauté; de plus, il sera responsable de l'émission et de la gestion de la monnaie unique, de la gestion des réserves d'or et de devises et des transactions de devises. L'objectif principal est le maintien de la stabilité des prix. Les procédures en matière de contrôle des finances publiques seront rendues plus rigoureuses.



TABLEAU 67- QUELQUES INDICES BOURSIERS INTERNATIONAUX

	Situation fin		Variations	
	Décembre 90	Décembre 91	en points	en %
CEE				
Belgique	4963,81	5481,43	+517,62	+10,4
Belgique	1197,55(a)	1092,72	(b) - 105,83	(b) - 8,8
Danemark	314,80	352,56	+37,76	+12,0
France	1517,93	1765,66	+247,73	+16,3
Allemagne	1398,23	1577,98	+179,75	+12,9
Irlande	1195,47	1380,23	+184,76	+15,5
Italie	516,57	507,79	- 8,78	- 1,7
Pays-Bas	229,6	272,6	+43,0	+18,7
Royaume-Uni	2143,50	2493,10	+349,60	+16,3
Espagne	223,25	246,24	+22,99	+10,3
EUROPE				
Autriche	440,06	374,63	- 65,43	- 14,9
Finlande	(c) 1016,7	781,5	(d) - 235,2	(d) - 23,1
Norvège	677,01	670,99	- 6,02	- 0,9
Suède	870,0	917,6	+47,60	+5,5
Suisse	520,0	595,00	+75,0	+14,4
AMERIQUE DU NORD				
Etats-Unis	2633,66	3168,83	+535,17	+20,32
Canada	3256,80	3512,36	+255,56	+7,8
ASIE				
Hong-Kong	3024,55	4297,33	+1272,78	+42,1
Japon	23848,71	22983,77	+864,94	- 3,6
Malaisie	505,92	556,22	+50,30	+9,9
Singapour	323,28	404,50	+81,22	+25,1
Corée du Sud	696,11	610,92	- 85,19	- 12,2
Taiwan	4530,16	4540,55	+10,39	+2,2
Philippines	651,78	1151,87	+500,09	+76,7
Thaïlande	612,86	711,36	+98,5	+16,1
AUTRES				
Afrique du Sud	3018,0	4170,0	+1152,0	+38,2
Australie	1279,8	1651,4	+371,6	+29,0

(a) Nouveau indice Bel-20, situation au 30 mars 1991.

(b) Ecart par rapport au 30 mars 1991.

(c) Situation fin février 1991.

(d) Ecart par rapport au 28 février 1991.

## 4.2.2. LES MARCHES MONETAIRES ET DES CAPITAUX EN BELGIQUE

### A. COURS DU CHANGE: SOLIDITE DU FRANC BELGE

En 1991, le BEF, qui depuis la mi-octobre 1990 se situait déjà au-dessus du cours pivot de l'ECU, est devenu la deuxième monnaie forte du SME, après l'ESP et devant le DEM et le NLG. Sa solidité a été liée au bas niveau du taux d'inflation et aux excédents du compte courant et des mouvements de capitaux de la balance des paiements.



La politique du change a visé à aligner le cours du franc sur celui des monnaies, considérées comme des ancrs de stabilité au sein du SME (en l'occurrence le DEM en 1991). Cette politique se fonde sur la perspective de l'intégration monétaire de l'Europe laquelle prévoit que, dans la troisième phase de l'Union monétaire européenne, les cours de change cesseront d'exister en tant qu'instrument de politique monétaire. En vue de lever toute ambiguïté au sujet de la valeur future du BEF, il importait, dans cette optique politique, d'amenuiser la prime du risque du BEF par rapport au DEM. Avec la modernisation et la réforme des marchés monétaires, la stabilité de la monnaie rendrait plus attrayant le placement en BEF.

Les efforts destinés à réaliser une forte position au BEF ne devait en aucun cas compromettre la position concurrentielle de l'économie nationale. Si initialement, l'appréciation du franc avait donné lieu à un désavantage en matière de concurrence, au bout d'un an, ce désavantage avait été largement compensé par une réduction de tous les coûts intérieurs. Les indicateurs de compétitivité examinés au sein du Conseil Central de l'Economie, permettent de quantifier ces effets (voir aussi les points 2.2.3. et 3.3.1.).

Les résultats de la politique menée en matière de devises se sont manifestés par une hausse du cours du BEF. En 1991, le franc belge a figuré sans interruption parmi le nombre limité des monnaies fortes du SME et son cours a progressé par rapport à la plupart des devises de l'arrangement SME. L'écart par rapport aux taux d'intérêt allemands a été éliminé. La balance des paiements, laquelle témoigne traditionnellement surtout des flux sortant de capitaux à long terme, s'est nettement amélioré en 1991. Les résidents belges comme les non-résidents ont modifié leur comportement en matière de placement en montrant un vif intérêt pour les valeurs belges.

Grâce aux résultats de la politique menée en matière de cours du change, ainsi que par la réduction des écarts de taux d'intérêt, la Belgique répond d'ores et déjà à certains critères d'élection pour la participation à l'Union économique et monétaire.

## B. MARCHE MONETAIRE ET TAUX D'INTERET: NOUVELLE APPROCHE MONETAIRE

Le 29 janvier 1991 a été inaugurée une nouvelle gestion du marché monétaire. L'organisation de ce marché a fait l'objet d'une modification fondamentale. Les principaux éléments de la rénovation sont l'instauration d'une politique active de marché monétaire et la réforme du marché des certificats de Trésorie.

Auparavant, la politique monétaire de la Banque Nationale était menée surtout par l'émission de papiers du Trésor, en sorte qu'il y avait une forte liaison entre la politique monétaire et le financement public. Depuis le 29 janvier 1991, les orientations de la politique monétaire apparaissent à l'occasion de l'attribution périodique d'avances à termes fixes (avances sur nantissement) ou de cessions-rétrocessions d'effets de commerce. La Banque Nationale contrôle ainsi le taux d'intérêt à court terme par le biais de la quantité, des conditions et de la forme des crédits qu'elle octroie aux institutions financières.

Généralement, les attributions périodiques ont lieu deux fois par semaine à un taux prédéterminé. Dans leurs offres, les institutions financières mentionnent les montants qu'elles désirent passer. Occasionnellement la Banque Nationale a fait usage du système tender américain: des offres à des taux d'intérêt supérieurs ou égaux au taux-seuil pris en considération ont été satisfaites par la Banque au taux proposé.



Le taux des adjudications sert de point de référence des taux auxquels, en fin de journée, les parties au marché monétaire peuvent placer leurs excédents ou financer leurs déficits. Le taux de référence s'applique aux institutions financières qui se sont engagées comme *primary dealers*; pour les autres institutions financières, le taux est supérieur de 0,5 %. Au moyen de lignes de crédit individuelles, ces dernières peuvent couvrir leur déficit par le biais d'avances en compte courant auprès de la Banque Nationale. Leurs excédents de caisse peuvent être placés auprès de l'Institut de réescompte et de garantie (IRG) à un taux se situant en-deçà du taux préférentiel. Jusqu'à la mi-juin, l'ensemble des excédents faisait l'objet d'une réduction uniforme de 0,5 %. A partir du 17 juin, un système double est appliqué: réduction de 0,5 % pour la «tranche normale» qui consiste en 5 % de la ligne de crédit individuelle de l'institution financière, et réduction du taux d'intérêt de l'ordre de 2 % pour la «tranche de dépassement».

Entre les adjudications, la Banque Nationale peut procéder à un ajustement actif de la politique monétaire par le biais de diverses interventions sous forme de *repurchase agreements*, *swaps* de devises, opérations interbancaires ou achats et ventes directs d'effets. Ces interventions n'influencent non seulement l'ensemble des taux des marchés monétaires, mais également la situation journalière en liquidités des institutions.

L'éventail des instruments dont dispose la Banque Nationale a été adapté en cours d'année. En date du 17 juin 1991, l'adjudication de cessions-rétrocessions, sur la seule base d'effets de commerce a été supprimée, d'une part, et le taux d'escompte réinstauré, d'autre part. Le nouveau taux d'escompte est un taux préférentiel auquel toute institution financière peut présenter des effets de commerce à la Banque Nationale à concurrence de montants ne pouvant excéder 5 % de la ligne de crédit accordée. Les institutions affichant un déficit ou un excédent qui dépasse la ligne de crédits accordée, peuvent s'adresser à la BNB à un taux de pénalisation: le taux des excédents hors plafond. Peu après la réforme, ce taux a été fixé à 11,5 %.

Les modifications du taux des avances hors plafond ou du taux d'escompte sont exceptionnelles et offrent la possibilité de s'aligner sur les ajustements du taux des autres états-membres de la CE. C'était le cas notamment les 15 août et 19 décembre 1991, lorsque le taux a été augmenté à la suite du relèvement appliqué par l'Allemagne.

La conséquence du nouveau système monétaire est pratiquement que seules les institutions financières bénéficient encore d'une ligne de crédit. L'Etat ne dispose que d'une ligne limitée d'avance de l'ordre de 15 milliards, destinés à la gestion journalière de la caisse du Trésor. De la sorte, le financement monétaire du Trésor s'est arrêté.

La mise en oeuvre des nouveaux instruments a été utilisée, en 1991, pour réaliser une réduction des taux d'intérêt. Le taux des tenders a été abaissé de 9,60 % début février à 8,75 % début mai. Ainsi, disparaissait en même temps l'écart par rapport au taux allemand. De mai à août, le taux des avances est demeuré inchangé à 8,75 %. Au moyen d'opérations journalières sur le marché, la BNB a pu assurer la réalisation d'un excédent de liquidité sur le marché monétaire. Cette politique n'a toutefois pu être maintenue dès le moment où la Bundesbank a relevé, en août, son taux lombard ainsi qu'en cours d'année en raison de la hausse persistante du taux allemand. Par étapes successives, le taux des avances sur nantissement a été relevé pour se situer à 8,40 % à la fin d'août et à 9,3 % à la fin de décembre. Au cours de cette période, la BNB a veillé, par le biais d'interventions sur le marché, à maintenir un certain degré de pénurie de liquidités. A cet effet, elle a fait appel à tout un éventail d'instruments raffinés, dont quelques adjudications à taux d'intérêt multiples et quelques adjudications à plus long terme que les sept jours habituels. L'adjudication de crédits à un mois et à trois et quatre semaines visait délibérément les échéances.



La deuxième facette de la rénovation monétaire du 29 janvier 1991 a été la réforme du marché des effets du Trésor à court terme, la troisième modernisation du système de financement public, après l'instauration, en 1989, des obligations linéaires destinées aux professionnels et l'émission, en 1990, d'emprunts de l'Etat spécialement destinés aux particuliers (emprunts Philippe).

Le renouveau du 29 janvier 1991 impliquait que les certificats de Trésorerie ne faisaient plus l'objet d'une émission permanente. A présent, cette émission se fait par adjudication périodique. Les non-résidents et toutes les institutions belges soumises à l'impôt sur les sociétés peuvent souscrire aux effets. Selon l'ancien système, la souscription appartenait exclusivement aux institutions financières belges et luxembourgeoises. Outre l'attraction de nouvelles catégories de souscripteurs, la réforme avait comme but: la standardisation et la dématérialisation des effets, l'introduction de règlements fiscaux facilitant les opérations au marché secondaire, l'instauration d'un système de clearing pour les OLO et les certificats de Trésorerie et la désignation de quatorze primary dealers et de trois candidats primary dealers.

Dans la nouvelle organisation du marché financier belge, les dix-sept primary dealers occupent une position extrêmement importante. Ils bénéficient d'une relation préférentielle avec la Banque Nationale et le Trésor. En revanche, ils s'engagent à offrir en permanence des certificats du Trésor et des obligations linéaires sur le marché secondaire. Ils sont tenus à réaliser, aux achats et ventes, une certaine partie du chiffre d'affaires du marché.

TABLEAU 68- MARCHE DES CERTIFICATS DE TRESORERIE

Situation fin de période	Certificats à 3 mois		Certificats à 6 mois		Certificats à 12 mois	
	Taux ( % )	Montant (mrd fr.)	Taux	Montant	Taux	Montant
Janvier	9,86	0,140	-	-	-	-
Février	9,33	0,701	-	-	-	-
Mars	9,43	1,205	-	-	-	-
Avril	9,29	1,899	-	-	9,37	9,159
Mai	8,90	1,812	-	-	9,03	0,207
Juin	9,27	1,732	9,11	0,047	9,35	0,223
Juillet	9,35	1,537	9,36	0,087	9,38	0,273
Août	9,18	1,492	9,56	0,123	9,50	0,289
Septembre	9,26	1,420	9,30	0,166	9,33	0,333
Octobre	9,39	1,262	9,41	0,233	9,33	0,367
Novembre	9,50	1,190	9,49	0,280	9,41	0,398
Décembre	9,64	1,134	9,77	0,245	9,49	0,425

SOURCE : BNB.

De fin janvier à fin mars, le Trésor a adjugé chaque semaine, sur le marché primaire, des effets du Trésor à un et à trois mois. Début avril, les certificats de Trésorerie à un mois ont été supprimés à l'échéance des anciens certificats. Le Trésor a commencé le 2 avril avec les adjudications de certificats à échéance de douze mois, et le 11 juin celles des certificats à six mois, allégeant ainsi la tension, vive jusqu'en mai, sur le segment du marché des certificats à trois mois.

Le marché secondaire des certificats de Trésorerie, pour sa part, a également connu une vive animation. Les mouvements les plus élevés ont été enregistrés de mars à mai, à l'époque où les anciens certificats ont été remplacés par les nouveaux.

La création d'un nouveau marché secondaire d'effets du Trésor a entraîné une réduction des engagements des institutions financières sur le marché interbancaire.



TABLEAU 69- VOLUME DES TRANSACTIONS JOURNALIERES SUR LE MARCHE SECONDAIRE

Mois	Certificats de trésorerie	
	Nombre de transactions	Montant journalier (mrd fr.)
1991		
février	62	29,2
mars	63	35,7
avril	74	37,9
mai	80	39,7
juin	57	29,2
juillet	62	30,2
août	61	29,3
septembre	59	27,9
octobre	62	28,4
novembre	69	29,9
décembre	50	22,2

SOURCE : BNB.

Le développement de nouveaux instruments a été poursuivi en cours d'année. La loi du 22 juillet 1991 et l'arrêté royal du 14 octobre apportent un complément utile en matière d'effets pouvant être négociés sur le marché monétaire belge. Outre les certificats de Trésorerie, des certificats de dépôt émis par des institutions de crédit, et des billets de trésorerie (commercial paper), émis par des émetteurs publics et privés, pourront être négociés sur le marché sous forme dématérialisée. Pour ces nouveaux instruments, le montant minimum a été fixé à 10 millions BEF, ce qui amène ce nouveau marché, comme à l'étranger, au rang de marché à ordres importants. Par analogie avec les certificats de Trésorerie, le nouvel effet peut être détenu sous forme dématérialisée et négocié par le biais du système de clearing.

## C. MARCHE DES OBLIGATIONS

Sur le marché des obligations publiques, le Trésor a fait appel, d'une part, à l'adjudication d'obligations linéaires s'adressant ainsi aux investisseurs institutionnels, et, d'autre part, à l'émission d'emprunts de l'Etat classiques destinés aux investisseurs privés.

TABLEAU 70- EMISSION PUBLIQUE D'OBLIGATIONS EN BEF

Date	Désignation	Taux nominal %	Prix d'émission	Durée	Rendement brut %	Montant (mrd)
Mars 91	Etat belge 1991-98(PhIII)	9,25	101,00	7jaar	9,05	126,5
Juin 91	Etat belge 1991-99(PhIV)	9,00	100,00	8jaar	9,00	60,5
Décem.91	Etat belge 1991-99(PhV)	9,00	99,35	7j.1m	8,99	41,0
Total						228,0

SOURCE : BNB.

Ces emprunts dits populaires ou Philippe ont rapporté en 1991 un total de 228 milliards, un peu moins qu'en 1990. En début d'année, le Philippe-III a retiré 126,5 milliards du marché, avec un rendement brut de 9,05 %, les particuliers étant les principaux souscripteurs. Le Philippe IV a été clôturé avant l'échéance et a produit 60,5 milliards BEF. En raison de cette clôture avant terme et pour pouvoir satisfaire la demande, certaines institutions ont dû se procurer des effets sur le marché secondaire. L'emprunt de la «St-Nicolas», après les élections, a encore rapporté 41 milliards.



Depuis le lancement des obligations linéaires, le 25 mai 1989, huit emprunts OLO ont été ouverts d'un encours total de 1289,7 milliards BEF. Trois OLO ont déjà été clôturées, dont deux au cours de 1991. Les cinq lignes OLO encore ouvertes offrent un taux nominal de 9 %, 9,25 et 9,50 % et des échéances de trois, six, sept, dix et douze ans. Leur produit global est de 787 milliards. Dans ses efforts destinés à prolonger l'échéance moyenne de la dette publique, le Ministère des Finances a fait appel aux obligations linéaires, 251,7 milliards de dette publique consolidée et 107,9 milliards d'effets du Trésor ont été convertis en obligations linéaires. En 1991, un montant de 924,8 milliards a été recueilli par adjudication d'obligations linéaires et c'est là un record.

L'évolution des taux d'intérêt s'est montrée assez étale en ce qui concerne les obligations. Après un sommet d'un peu plus de 10 % en janvier, le rendement des OLO est progressivement descendu à 9 %. Les obligations belges se sont conformées aux rendements des «bunds» allemands. Le «spreadtrading» - la négociation d'OLO sur base de l'écart de rendement vis-à-vis d'autres valeurs internationales - a assuré le contrôle des prix sur le marché. Dès que les investisseurs étrangers marquaient de l'intérêt pour les OLO belges, les prix montaient et les rendements reculaient sur le marché secondaire.

TABLEAU 71- ADJUDICATIONS D'OBLIGATIONS LINEAIRES

Description	Taux nominal	Montant (mrd BEF) - Total	dont en 1991
OLO 89-99 clôturé en 90	8,25	91,4	-
OLO 90-96 clôturé en 91	10,00	190,0	-
émission en 91			11,3
OLO 90-00 clôturé en 91	10,00	221,3	-
émission en 91			126,5
OLO 91-94 6 tranches en 91	9,50	218,7	218,7
2 adjudications			67,5
4 adjudications d'échange			151,3
OLO 91-98 6 tranches en 91	9,25	202,4	202,4
1 tranche de conversion			107,9
1 adjudication d'échange			30,7
4 adjudications			63,8
OLO 91-03 5 tranches en 91	9	146,2	146,2
OLO 91-01 4 tranches en 91	9	155,0	155,0
1 adjudication d'échange			69,7
3 adjudications			85,3
OLO 91-97 3 tranches en 91	9,25	64,7	64,7
Total		1 289,7	924,8

SOURCE : BNB.

Le marché obligataire est resté dominé par les émissions publiques. Les émissions des entreprises ont été limitées à deux, émanant de deux firmes, pour un montant de 5 milliards BEF. Seuls les investisseurs privés ont été preneurs à des taux dépassant d'une fraction seulement le taux du marché secondaire. Les placeurs professionnels se sont orientés vers les OLO.



## D. MARCHE DES ACTIONS

Le marché des actions s'est situé également dans le vent de la modernisation visant à faire de Bruxelles un centre financier international.

La loi du 4 décembre 1990 relative aux transactions financières et aux marchés financiers est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1991. Cette loi comporte sept livres et se rapporte à la réforme des marchés boursiers, à la possibilité de créer de nouveaux marchés pour de nouveaux instruments financiers, à la modernisation du système des organismes de placements collectifs d'effets (OPCV), à la gestion de fortunes et aux conseils en placement, au nouveau régime de taxes sur les opérations boursières, à la répression des délits d'initiés, au commerce de devises et aux attributions de la Commission Bancaire et Financière.

A deux reprises, la loi du 4 décembre 1990 relative aux transactions financières et aux marchés financiers a été appliquée en relation avec la réforme des marchés boursiers: une première fois en rapport avec l'organisation du marché hors bourse des obligations linéaires et du marché secondaire des certificats de Trésorerie (A.R. du 27 février 1991-MB du 7 mars 1991) et une deuxième fois pour la création et l'organisation d'une Bourse belge d'Options et de Future (A.R. du 10 avril 1991 - M.B. du 12 avril 1991).

Le 29 janvier 1991, avec l'instauration officielle d'un marché sur écran, le marché dit hors bourse a été formellement officialisé. Non seulement les primary dealers et les candidats primary dealers, mais aussi toute une série de participants devenaient parties importantes au marché. Les intermédiaires aussi ont pris une part active et se sont positionnés entre les diverses autres parties. Grâce à l'organisation réformée du marché, les spreads - l'écart entre le prix d'achat et le prix de vente - ont rapidement baissé sous la pression de la concurrence.

L'arrêté royal relatif au marché belge des options et des futures (BELFOX) réglemente le fonctionnement d'un marché sur lequel des opérations à terme peuvent être effectuées sous forme de contrats standardisés et liquides (options et futures), pouvant être échangés et exécutés selon des modalités spécifiques. Belfox a débuté en décembre 1991 et constitue un atout de plus pour un centre financier moderne.

L'ancienne réglementation concernant les bourses de commerce, les agents de change et courtiers a été remplacée par le livre II et la loi du 4 décembre 1990. Dorénavant, le contrôle des sociétés boursières appartient à la Commission Bancaire et Financière, ainsi qu'à la Caisse d'Intervention des sociétés de bourse. Les sociétés de bourse sont soumises à un statut propre, différant totalement des règles en vigueur pour les courtiers en effets et présentant de fortes similitudes avec le statut des institutions de crédit. Une société de bourse ne peut opérer que si elle a été agréée par la Commission Bancaire et Financière, en d'autres termes si elle satisfait à un certain nombre de conditions concernant la portée financière, l'organisation administrative et comptable et la qualité de ses dirigeants. La Caisse d'Intervention des sociétés de bourse est chargée du contrôle des sociétés de bourse et reste compétente pour l'indemnisation de clients de ces sociétés en cas de faillite ou d'accord judiciaire. Le but de la régulation légale et réglementaire des sociétés de bourse est d'ordre prudentiel.

Dans le cadre de la modernisation des marchés boursiers, des mesures ont été prises à l'effet de mieux protéger l'épargnant faisant appel à un gérant de fortune ou à un conseiller en placement. Les deux seront soumis au contrôle de la Commission Bancaire et Financière. A chaque société des conditions sont imposées en matière d'enregistrement, d'avoir propre et de dirigeants. De même, les sociétés de courtage de change et de dépôts ont été également soumises au contrôle de



la Commission. Ces réformes des marchés ne sont pas restées sans conséquences pour les institutions de crédit. En 1991, la part de certificats de Trésorerie dans les portefeuilles s'est nettement amenuisée, tandis que celle des crédits et fonds publics (OLO) s'est amplifiée. La part des dépôts d'épargne ordinaires a regressé, tandis que celle des bons de caisse et des dépôts d'épargne non exemptés s'est accrue. Tous ces facteurs ont abouti à un rétrécissement des marges et à une hausse du coût des ressources, tandis que les concurrents des institutions de crédit se sont axés sur certains produits bien déterminés. La propension à diversifier les risques a entraîné des risques de marché, liés à la complexité des transactions, à la sensibilité des prix et cours et aux risques systématiques, dus à l'intégration internationale des groupes financiers et au morcellement des contrôles nationaux.

Une concertation au sein de la Communauté européenne et du Comité de Bâle a finalement conduit à la conclusion qu'à l'avenir, pour définir les risques du marché il sera fait appel aux mêmes normes pour tous les intermédiaires professionnels en effets, donc tant les sociétés de bourse que les institutions de crédit.

En attendant le Marché européen, l'arrêté royal du 31 mai 1991 prévoit une nouvelle réglementation en matière de solvabilité pour les institutions de crédit agréées par les ministres des Finances et des Affaires économiques (28). Par cet arrêté ce règlement belge de solvabilité a été conformé aux directives européennes (29), qui doivent opérer la réalisation du marché interne des institutions de crédit.

La nouvelle législation en matière de solvabilité prévoit une série d'adaptations d'ordre technique et relatives à la définition de la notion de fonds propre et au calcul du volume pondéré des risques. La réglementation se distingue fondamentalement de tout ce qu'il existait antérieurement par le relèvement des obligations en matière d'avoir propre des institutions de crédit et par l'introduction de normes en matière de concentration de risques. Le nouveau règlement instaure une réglementation en matière de solvabilité uniforme pour les banques, les caisses d'épargne privées et les entreprises auxquelles s'applique le chapitre I de la loi du 10 juin 1964 en matière de collecte publique de fonds d'épargne.

La loi du 4 décembre 1990 instaure un nouveau statut des organismes de placements collectifs. Le législateur belge se conforme ainsi à la directive européenne en la matière. Les organismes belges de placement collectifs, c'est-à-dire les sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) et à capital fixe (SICAF) peuvent accéder aux mêmes statuts juridiques et aux mêmes possibilités d'investissements que leurs concurrents étrangers. La plupart des fonds de placement créés dans le cadre de l'A.R. n. 15 du 9 mars 1982 (Fonds De Clercq-Cooreman), se sont transformés en SICAV. Le statut fiscal avantageux de ces sociétés offre aux investisseurs et dans une certaine mesure, la possibilité de capitaliser des revenus sans devoir payer le précompte mobilier, ainsi l'alternative belge de la SICAV luxembourgeoise est devenue une réalité. Seuls les investisseurs privés actifs en bourse sont encore redevables du précompte mobilier sur leur dividende.

La modernisation des marchés financiers et la réforme de l'ordonnancement juridique sont les faits marquants de l'environnement boursier en 1991. Bien que le marché des actions ait été soutenu par la modernisation, la réduction du coût des transactions et l'abaissement de l'impôt sur les transactions en bourse, l'année boursière 1991 s'est révélée morose, caractérisée des mois durant, par une baisse des cours et par un recul des échanges tant en volume qu'en capital. Plusieurs groupes belges ont pu consolider leurs moyens propres, tandis que d'autres se sont empressés de réajuster leurs participations.



TABLEAU 72- EVOLUTION DE L'ACTIVITE BOURSIERE

Variation par rapport à décembre de l'année précédente.

Rubriques	28 12 90	28 03 91	28 06 91	30 09 91	30 12 91
Belgian spot return (1)	- 23,4	+16,8	+16,1	+8,9	+10,4
Cats Belgium (2)	- 23,1	+17,5	+16,4	+9,2	+10,7
BEL-20 index (3)	-	-	(6) - 2,9	(6) - 9,1	(6) - 8,8
Cats foreign (4)	- 14,7	+24,0	+29,7	+0,2	+13,4
Total des transactions de capital (5)	319,2	72,6	155,7	222,8	290,0
Total du marché au comptant	79,8	14,9	32,5	50,7	64,7
Total du marché à terme	239,4	57,7	123,2	172,1	225,3

SOURCE : Sociétés de la Bourse des valeurs mobilières de Bruxelles.

(1) Belgian return index spotmarket (1.1.80 = 1000) : toutes les actions belges cotées sur le marché au comptant.

(2) Belgian return index catsmarkt (1.1.80 = 1000) : toutes les actions belges cotées sur le marché à terme.

(3) Voir note (30).

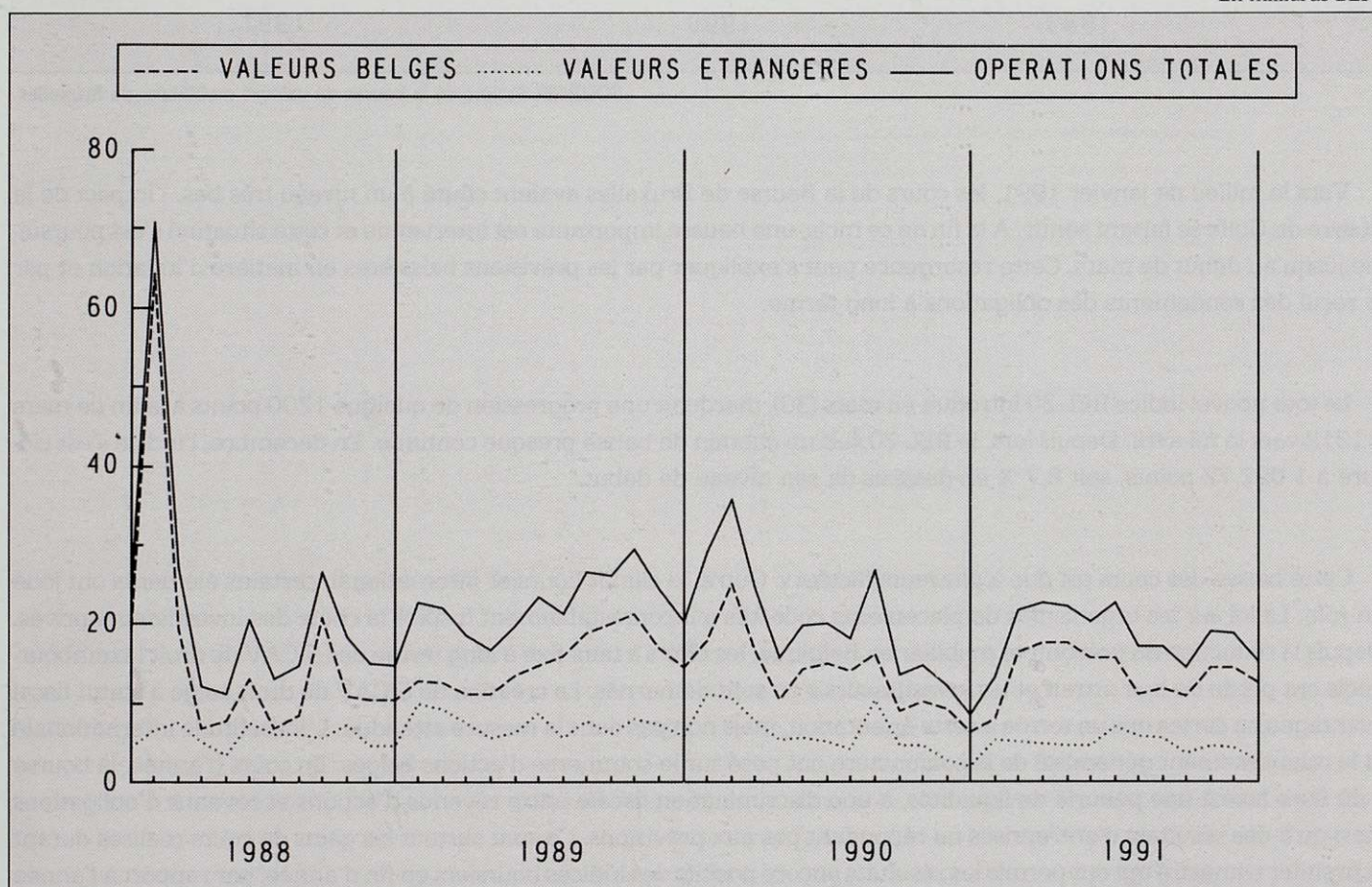
(4) Foreign return index catsmarkt (1.1.85 = 1000) : toutes les valeurs étrangères cotées au marché à terme.

(5) En milliards de BEF.

(6) Variation par rapport à mars 1991.

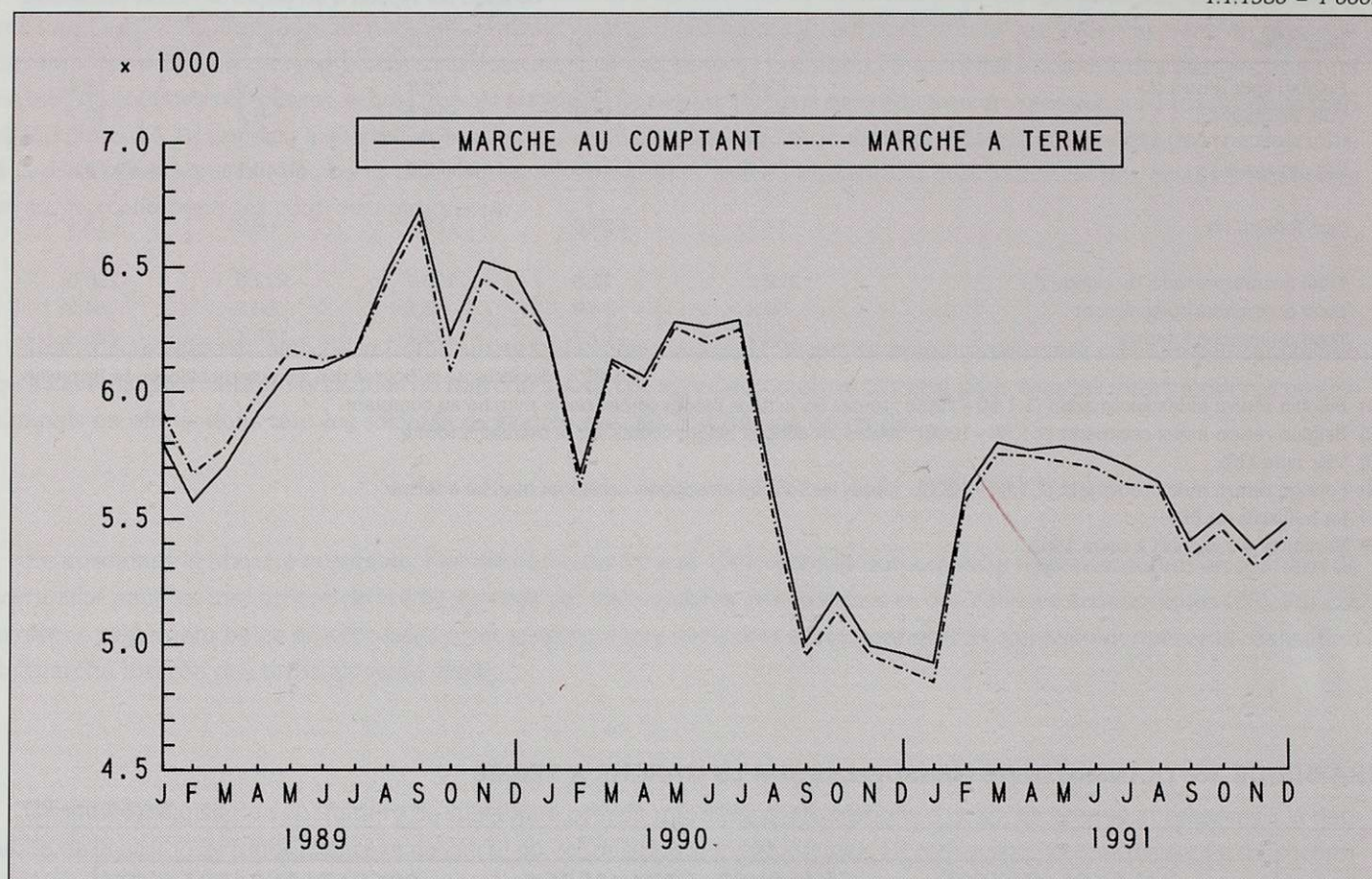
GRAPHIQUE 36- TRANSACTIONS MENSUELLES SUR LE MARCHE A TERME

En milliards BEF.



SOURCE: Société de la bourse de valeurs mobilières de Bruxelles.





SOURCE: Société de la bourse de valeurs mobilières de Bruxelles.

Vers le milieu de janvier 1991, les cours de la Bourse de Bruxelles avaient chuté à un niveau très bas, l'impact de la guerre du Golfe se faisant sentir. A la fin de ce mois, une hausse importante est intervenue et cette situation s'est poursuivie jusqu'au début de mars. Cette résurgence peut s'expliquer par les prévisions baissières en matière d'inflation et par le recul des rendements des obligations à long terme.

Le tout nouvel indice BEL-20 introduit en mars (30), marquait une progression de quelque 1200 points à la fin de mars à 1212 vers la mi-avril. Depuis lors, le BEL-20 suit un chemin de baisse presque continue. En décembre, l'indice s'est clôturé à 1 092,72 points, soit 8,7 % en-dessous de son niveau de début.

Cette baisse des cours est due à plusieurs facteurs. Outre, le climat boursier international, certains éléments ont joué un rôle. La loi sur les organismes de placements collectifs a incontestablement inspiré le choix des investisseurs privés. Depuis la réduction du précompte mobilier en Belgique, les effets à taux fixe à long terme des SICAV de droit luxembourgeois ont perdu de leur attrait et les investisseurs s'en sont détournés. La création de SICAV de droit belge à statut fiscal avantageux a certes mis un terme à cette orientation, mais non pas dans la mesure attendue. L'incertitude internationale et le ralentissement généralisé de la conjoncture ont pesé sur le commerce d'actions belges. En cours d'année, la bourse a dû faire face à une pénurie de liquidités, à une discrimination fiscale entre revenus d'actions et revenus d'obligations ainsi qu'à des résultats d'entreprises ne répondant pas aux prévisions. Ce sont surtout les gains de cours réalisés durant le premier trimestre qui ont permis les résultats encore positifs des indices boursiers en fin d'année, par rapport à l'année précédente.



TABLEAU 73- INDICE DU RETURN PAR SECTEUR DES VALEURS BELGES SUR LE MARCHE SPOT DE BRUXELLES

Variation en % par rapport à la fin de l'année précédente.

Rubriques	28 12 90	28 03 91	28 06 91	30 09 91	30 12 91
Grands magasins	- 1,63	+ 25,32	+ 30,98	+ 27,11	+ 34,55
Produits tropicaux	- 30,79	+ 21,83	+ 27,14	+ 29,64	+ 31,59
Banques et institutions financières	- 23,38	+ 20,97	+ 16,63	+ 16,03	+ 26,77
Industrie du bâtiment	- 27,20	+ 32,47	+ 44,55	+ 36,83	+ 18,84
Gaz et électricité	+ 1,06	+ 13,09	+ 5,74	+ 10,04	+ 18,30
Services divers	- 25,12	+ 12,80	+ 10,61	+ 4,74	+ 12,98
Industrie du pétrole	- 15,46	+ 14,96	+ 21,45	+ 10,67	+ 11,90
<i>INDICE RETURN GENERAL</i>	- 23,36	+ 16,84	+ 16,07	+ 8,95	+ 10,43
Industrie chimie	- 24,92	- 21,25	+ 21,32	+ 14,11	+ 8,44
Assurances	- 34,90	+ 16,28	+ 11,47	+ 1,67	+ 2,52
Immobilier	- 24,50	+ 15,30	+ 12,66	+ 8,32	+ 1,69
Holdings	- 27,39	+ 13,70	+ 13,58	+ 2,76	+ 1,46
Métal, électricité, électronique	- 45,10	+ 21,76	+ 15,45	+ 6,29	+ 1,00
Industrie de l'acier	- 27,20	+ 17,49	+ 26,64	+ 13,08	- 0,37
Alimentaire	- 6,85	+ 25,02	+ 23,48	+ 4,72	- 0,49
Industries diverses	- 31,85	+ 22,22	+ 25,10	+ 6,00	- 0,83
Anciennes mines charbon	- 16,13	+ 16,17	- 0,52	- 5,93	- 6,40
Métaux non-ferreux	- 46,93	+ 10,81	- 5,60	- 22,45	- 16,16

SOURCE : Commission de la Bourse.



## 4.3. PRIX

### 4.3.1. LES MATIERES PREMIERES ENERGETIQUES

Les conséquences inflationnistes de la montée des prix pétroliers en 1990 à la suite de la guerre du Golfe ont été beaucoup moins importantes que celles des chocs pétroliers de 1974 et de 1979. Selon des calculs de la Banque Nationale de Belgique, l'indice des prix à la consommation n'aurait connu qu'un accroissement d'un demi point de pour cent supplémentaire. Après la libération du Koweït, les prix du pétrole sont revenus en-deça du seuil de 20 USD, après avoir dépassé les 40 USD durant une très courte période de la crise du Golfe.

L'Agence Internationale de l'Energie (AIE) prévoit que dans la Confédération d'Etats Indépendants (CEI) les prix des combustibles connaîtront une montée en flèche à mesure que les prix seront progressivement libéralisés. Il est à prévoir que la hausse des prix pétroliers et le recul de la production industrielle laisseront une part plus grande aux exportations de pétrole. Les rentrées supplémentaires de dollars pourront, dans ce cas, être utilisées pour acquérir des biens d'équipement et de consommation étrangers.

A la fin de 1991, l'OPEP a relevé son plafond de production dans la perspective d'un redressement économique des pays anglo-saxons, de l'offre limitée pendant deux ans encore du Koweït et de la baisse prévue de la production et des exportations de l'Union Soviétique. L'évaluation erronée d'une série d'évolutions a abouti à une surproduction et à des cotations en baisse sur les marchés internationaux du pétrole. Le prix de ce produit a chuté de 22,5 dollars le baril en octobre 1991 à quelque 18 dollars en décembre de la même année. A l'effet de permettre au Koweït d'obtenir une part plus grande des réalisations de l'OPEP, le plafond de production a continuellement été relevé. En décembre 1991, le Koweït en était déjà à une production journalière moyenne de 500 000 barils.

Au sommet de l'OPEP, vers le milieu de février, il a été décidé de réduire la production journalière moyenne à 22,5 millions de barils mais il n'a pas été possible d'atteindre un accord quant à la répartition des quotas individuels. L'Arabie Saoudite n'accepte pas de diminuer son propre quota en-deça de 8 millions de barils. Le Koweït a fait savoir que vers la fin de 1992, il serait en mesure de produire 1,5 million de barils par jour. L'Irak n'est pas prêt à entrer à nouveau en négociation avec les Nations Unies au sujet de l'exportation de pétrole, tant que le Conseil de Sécurité maintient ses conditions rigides.

Le 17 décembre 1991, cinquante pays ont signé à La Haye une charte selon laquelle l'Orient et l'Occident s'engagent à coopérer à la réalisation d'un marché commun de l'énergie. Cette déclaration politique doit encore être transposée en un accord de base ayant force juridique impérative. La coopération concrète concerne surtout l'accès aux développements des ressources énergétiques, l'accès aux marchés, la libéralisation du commerce de l'énergie, le lien entre l'efficacité énergétique et la protection de l'environnement, la promotion et la protection d'investissements, des principes en matière de sécurité, le développement, l'enseignement et la formation technologique. Des négociations sont déjà en cours au sujet d'un protocole concernant l'énergie nucléaire, ainsi que d'une convention relative à l'efficacité énergétique et des aspects de l'environnement.



A l'heure actuelle, Distrigaz a entamé des négociations avec des entreprises pétrolières norvégiennes concernant la livraison de quantités supplémentaires de gaz à la Belgique. Les prix mondiaux du gaz sont calculés sur base des prix pétroliers. Le gaz serait utilisé pour augmenter de 1 000 MW la capacité électrique. Pour ce faire, 1 milliard m<sup>3</sup> de gaz naturel est nécessaire. Le gaz serait livré à la Belgique par la voie du gazoduc sous-marin, Zeepipe, qui sera achevé en 1993, mais raccordé au circuit belge en 1996 seulement.

TABLEAU 74- PRIX DES MATIERES PREMIERES - HWWA

Variation en %, t/t-1.

Désignation	Pondération (a)	1990	1991
INDICE GLOBAL	100,00	17,5	- 12,9
Indice global sans énergie	36,80	0,1	- 9,5
Matières premières alimentation	15,90	- 9,2	- 6,0
- céréales	4,70	- 10,4	- 4,2
- grains et huile de grains	2,90	- 12,1	1,2
- sucre et boissons	8,30	- 7,7	- 9,4
Matières premières industrielles	20,90	4,1	- 10,9
- matières agricoles	10,10	10,2	- 13,7
- non-ferreux	6,10	- 9,7	- 13,6
- minerai de fer et ferraille	4,70	16,1	2,5
Matières premières énergétiques	63,20	26,9	- 14,3
- charbon	5,50	11,8	- 2,0
- pétrole	57,70	28,3	- 15,3

SOURCE : BNB.

#### 4.3.2. LE MARCHE DES MATIERES PREMIERES

Sur les marchés internationaux des matières premières, les cours ont baissé en 1991 et ce tant en zone dollar (Moody) qu'en zone sterling (Reuter); en moyenne, la baisse est de 7 % et est à imputer à la faiblesse de la conjoncture internationale. Les prix du marché couvrant à peine le coût de production, des fermetures d'entreprises seront inévitables, du moins si l'activité des principaux secteurs de l'industrie manufacturière ne se redresse pas rapidement.

L'évolution des prix sur les marchés des matières premières doit être considérée en fonction de la transition des régimes communistes dans les pays d'Europe de l'Est et dans l'ancienne Union Soviétique. Les Russes ont élargi leur offre de métaux de base (aluminium, plomb, etc) à l'effet d'obtenir les devises nécessaires. Les prix du sucre, quant à eux, sont exposés à la baisse en raison de la plus faible demande de la Confédération des Etats Indépendants (CEI). De plus, il a fallu organiser une aide alimentaire pour pallier au plus pressé.

En 1991, l'offre d'aluminium de l'ancienne Union Soviétique a eu largement un effet de dumping. Elle a amené les producteurs d'Amérique du Nord et d'Europe à procéder à la fermeture de capacités de production de l'ordre d'un million de tonnes au total. Grâce au nouveau système de licences mis en vigueur par la CEI à partir du 1er janvier 1992, les exportations de métaux en provenance de ces pays ont diminué. Bien qu'au début de 1992, les prix des métaux de base aient légèrement haussé, il ne faut pas s'attendre à une amélioration fondamentale avant le deuxième trimestre de l'année.



La forte réduction du taux d'escompte à la fin de 1991 a brièvement redonné un souffle au commerce des métaux précieux. En raison de l'offre abondante de platine, le prix de celui-ci est tombé à un creux historique, se situant même pendant quelques temps en-deça du prix de l'or.

Le marché du cuivre n'a nullement bénéficié de la réduction du taux d'escompte américain, l'amplification des stocks de cuivre éliminant toute prévision optimiste. L'Economist Intelligence Unit (EIU) pense cependant que dans les années à venir, la demande de ce métal excédera la production. L'essoufflement de la production du cuivre est principalement dû à la désorganisation totale de l'appareil de production au Zaïre et en Zambie, où une mauvaise gestion et l'épidémie de Sida ont des conséquences catastrophiques.

A la fin de 1991, la Colombie prévoyait une récolte record et faisait part de son intention de vendre son café à des pays non-membres de l'International Coffee Organisation, dont certains pays de l'ancien Bloc de l'Est; la conséquence en a été une forte chute des prix du café. Des problèmes similaires se sont produits sur le marché du cacao: une surproduction et un système inopérant de soutien des prix. Bien que le commerce du café soit organisé au niveau international, on a assisté en Belgique à l'introduction du café «Max Havelaar», une initiative ayant pour but d'offrir, à quelques producteurs sélectionnés, une rémunération équitable.

Ces dernières années, la chute libre des prix du café et du cacao a coûté des dizaines de milliards aux pays en voie de développement, ces cours étant tombés quasiment au niveau le plus bas depuis seize ans. Les autres matières premières agricoles posent également des problèmes aux PVD: le prix du caoutchouc est retombé au niveau le plus bas depuis six ans et celui du coton a amorcé un fléchissement durant la deuxième moitié de 1991.

TABLEAU 75- MARCHES DES MATIERES PREMIERES

Désignation	Variation en %, t/t-1.		
	1989	1990	1991
INDICES GLOBAUX			
Reuter (Londres)	5,4	- 6,3	- 7,2
Moody (New York)	0,2	1,0	- 7,2
NEW YORK - 1er terme			
Or	- 12,6	0,4	- 5,6
Argent	- 15,9	- 12,5	- 16,1
Cuivre	8,9	- 5,0	- 11,6
Aluminium	- 21,6	- 15,7	- 15,8
Coton	12,6	9,2	0,1
Caoutchouc	8,2	- 28,2	- 6,5
Café	- 18,8	- 15,2	- 5,7
Cacao	- 19,2	- 2,3	- 6,7
Sucre	29,3	- 2,3	- 29,6
CHICAGO - 1er terme			
Froment	11,5	- 21,7	- 5,5
Maïs	0,9	- 0,5	- 2,6
Avoine	- 23,5	- 22,4	- 7,1
Fèves de soja	- 11,6	- 11,7	- 4,3
Huile de soja	- 14,2	8,7	- 9,4
Farine de soja	- 10,1	- 17,6	- 0,1

SOURCE : Financieel Economische Tijd.



### 4.3.3. EVOLUTION INTERNATIONALE DIVERGENTE DE L'INFLATION

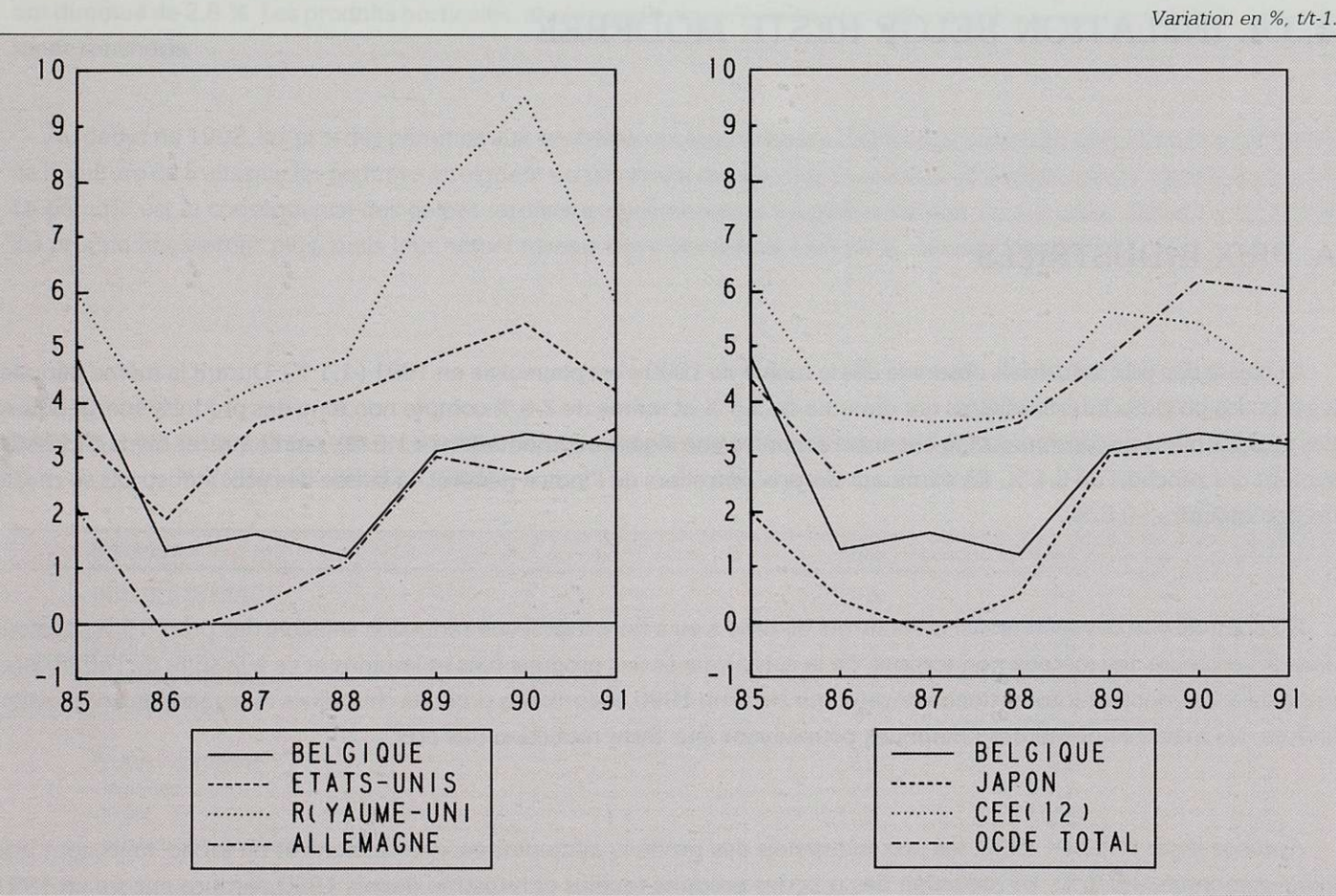
Parmi les pays européens, la Belgique a réalisé un taux d'inflation des plus bas en 1991: 3,2 %, se situant ainsi derrière le Danemark (2,4 %) et la France (3 %). Par contre et en contraste avec les autres pays européens, l'inflation s'est accélérée aux Pays-Bas et en Allemagne.

A la fin de 1991, l'Allemagne Occidentale avait encore à faire face à un taux d'inflation de 4,2 %, mais en janvier 1992 la progression sur base annuelle a pu être endiguée à 4 %. En Allemagne de l'Est, la hausse des prix à la consommation était encore de 21 % à la fin de 1991.

Selon l'OCDE, le fléchissement de l'inflation est une réaction normale face au rétrécissement de la demande. Dans les cinq grands pays industrialisés, l'inflation ne se chiffrait plus qu'à 3,4 % à la fin de 1991. Néanmoins, cette institution estime les taux de certains pays inacceptables (Grèce: 19 %, Portugal: 11 %, Suède: 9,5 %).

Bien que les résultats obtenus par le Royaume-Uni (5,9 % en moyenne en 1991) ne soient pas de beaucoup meilleur que celui de l'Italie (6,4 %), le taux dans ce dernier pays continue à osciller autour de 6 % ces derniers mois, alors qu'en décembre 1991, le Royaume-Uni a su comprimer le sien à 4,5 %; avec un taux de 4,1 % en janvier 1992, ce pays se situe à présent à côté de l'Allemagne Occidentale.

GRAPHIQUE 38- COMPARAISON INTERNATIONALE DES PRIX A LA CONSOMMATION



SOURCE: OCDE.



TABLEAU 76- EVOLUTION DE L'INFLATION DANS L'OCDE

Variation de la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation en %, t/t-1.

Pays ou zone	1989	1990	1991
Etats-Unis	4,8	5,4	4,2
Japon	2,3	3,1	3,3
Canada	5,0	4,8	5,6
Allemagne Occidentale	2,8	2,7	3,5
France	3,6	3,4	3,0
Royaume-Uni	7,8	9,5	5,9
Italie	6,6	6,1	6,4
<i>Belgique</i>	<i>3,1</i>	<i>3,4</i>	<i>3,2</i>
Danemark	4,7	2,7	2,4
Irlande	4,1	3,3	3,2
Luxembourg	3,4	3,7	3,1
Pays-Bas	1,1	2,5	3,9
CEE	5,3	5,7	5,1
OCDE Europe (a)	5,4	6,0	5,5
OCDE Total (a)	4,7	5,2	4,5

(a) Sans la Turquie.

SOURCE : OCDE.

#### 4.3.4. INFLATION BELGE RESTE MODEREE

##### A. PRIX INDUSTRIELS

La baisse des prix industriels observée dès la moitié de 1990 s'est poursuivie en 1991 (-1,1 %). Durant la même période, les prix des produits intermédiaires ont diminué de 3,5 % et même de 2,6 % compte non tenu des produits énergétiques. Les prix des biens de consommation ont encore montré une légère augmentation (+ 1,5 %), tandis que les biens d'investissement ont renchéri de 2,8 %. En éliminant les prix pétroliers de l'indice général, la baisse des prix industriels se révèle un peu moindre (-0,6 %).

Du point de vue des secteurs, la métallurgie de base a eu à faire face à une réduction sensible des prix (-13 %), surtout dans les secteurs des métaux non-ferreux, de la sidérurgie et des produits filés et laminés et ce à la suite de l'affaiblissement de la conjoncture internationale. Après leur recul en 1990, les prix des produits chimiques marquent une régression limitée, les matières premières chimiques poursuivant leur forte réduction des prix.

Après le léger recul en 1990, les prix industriels des produits alimentaires, des boissons et du tabac, marquent une faible remontée (+0,8 %). La réduction des prix des produits textiles enregistrée depuis 1990 perdure encore en 1991 (-3,9 %).



TABLEAU 77- INDICES DES PRIX A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Variation en %, t/t-1.

Désignation	Pondér.(a)	1990	1991
INDICE GENERAL	10 000,0	0,6	- 1,1
Indice sans produits pétroliers	8 856,5	0,2	- 0,6
Biens intermédiaires	5 846,6	0,5	- 3,5
Idem, sans énergie	3 234,6	- 1,7	- 2,6
Biens de consommation	3 039,4	- 0,1	1,5
Biens d'investissement	1 114,0	2,7	2,8
Produits des industries extractives	173,5	4,9	- 4,6
Produits des industries manufacturières	8 311,5	0,0	- 1,0
Energie et eau	2 757,0	4,4	- 4,2
Denrées alimentaires, boissons et tabac	2 558,0	- 1,5	1,4

(a) Coefficient de pondération en pour dix milles.

SOURCE : MAE, Administration du Commerce.

## B. PRIX AGRICOLES

Le recul de l'indice des prix des produits agricoles et horticoles, établi par l'Institut Economique Agricole ne s'est pas poursuivi en 1991. La baisse des prix des produits animaux s'est arrêtée à 2,2 %, tandis que ceux des produits végétaux ont diminué de 2,8 %. Les produits horticoles, et plus particulièrement les fruits et les produits non-comestibles, ont nettement renchéris.

Au début de 1992, les prix des pommes aux enchères ont approché les 100 francs; c'est la première fois dans l'histoire de la culture de fruits que les pommes atteignent un tel niveau de prix. Bon nombre de fruiticulteurs ont épuisé leurs stocks. La pénurie est la conséquence des gelées tardives au printemps et les gelées hâtives en automne. Selon les prévisions, les prix ne hausseront plus, mais leur actuel niveau élevé persistera jusqu'à la nouvelle récolte.

TABLEAU 78- PRIX DU MARCHE DES PRODUITS AGRICOLES ET HORTICOLES ET INDICE DES PRIX D'ACHAT DES MOYENS DE PRODUCTION

Variation en %, t/t-1.

Désignation	1989	1990	1991
INDICE GENERAL	10,0	- 4,6	0,4
Produits agricoles	12,5	- 7,3	- 2,3
- produits végétaux	3,2	0,3	- 2,8
- produits animaux	14,1	- 8,5	- 2,1
Produits horticoles	0,7	6,4	10,3
- légumes	- 2,0	5,8	3,6
- fruits	10,8	14,5	18,3
- produits non-comestibles	- 1,8	- 0,3	17,6
INDICE DES PRIX D'ACHAT	3,2	- 1,6	1,2

(a) Indice des consommations intermédiaires, des investissements, etc.

SOURCE : Ministère de l'Agriculture, I.E.A.

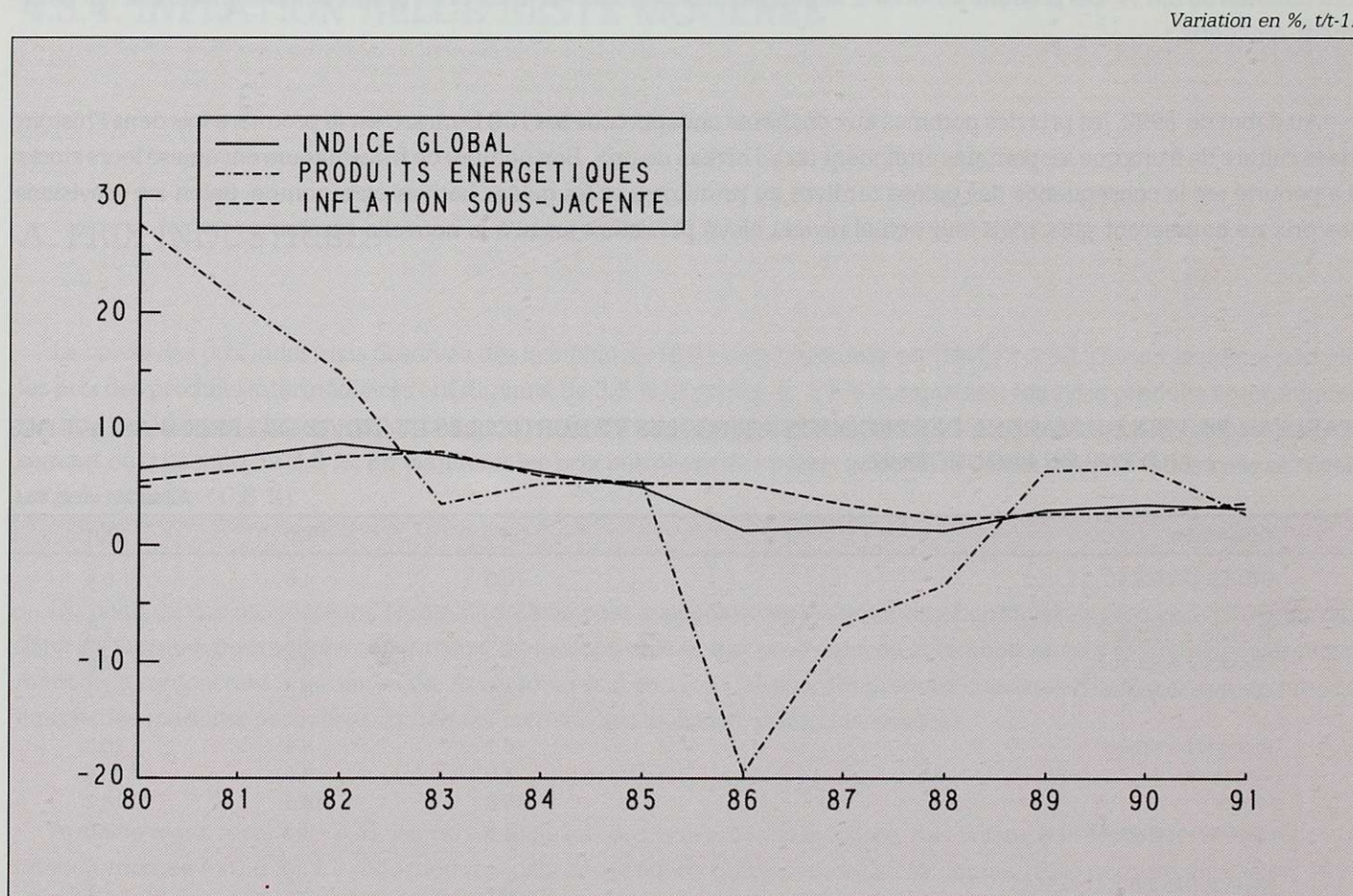


## C. PRIX A LA CONSOMMATION

Sous l'effet de la crise du Golfe, une montée généralisée des prix est intervenue dès septembre 1990, mais à partir du mois de mars 1991, le danger inflationniste semblait écarté. Vers la moitié de 1991, une nouvelle, mais légère, accélération s'est produite à la suite des hausses des prix des légumes et fruits frais, des voyages à l'étranger et des salaires horaires des électriciens, plombiers et peintres. Ensuite, l'inflation a amorcé une chute spectaculaire pour n'atteindre que 2,2 % en octobre 1991, mais vers la fin de l'année elle a connu une reprise. L'inflation sous-jacente (sans produits énergétiques et alimentaires) a montré moins de variation que l'indice général et a légèrement augmenté à 4,0 % en novembre 1991.

En janvier 1992, il devenait possible d'établir une comparaison annuelle des prix par rapport au même mois de 1991, date à laquelle le nouveau panier d'articles est devenu d'application (31). L'annexe 4 comporte tous les produits et services ayant enregistré une baisse au cours de la période sous revue. A cet égard, il y a lieu de signaler le grand nombre de produits énergétiques et de denrées alimentaires. L'annexe 5 reprend les articles dont le prix a renchéri de plus de 5 %. Pour être complet, il faut aussi remarquer qu'en février 1992 les tarifs des chemins de fer ont augmenté de 4 % en moyenne.

GRAPHIQUE 39- PRIX A LA CONSOMMATION



SOURCE: MAE.



TABLEAU 79- PRIX A LA CONSOMMATION

Variation en %, t/t-1.

Groupes	Pondération (a)	1990	1991
INDICE GENERAL	1 000,00	3,45	3,21
Indice sans énergie ni alimentation	716,30	2,94	3,62
DENREES ALIMENTAIRES ET BOISSONS	189,85	3,70	1,98
PRODUITS NON-ALIMENTAIRES	396,75	3,52	2,88
SERVICES	341,65	3,21	4,40
LOYER	71,75	3,20	3,01
Alimentation, boissons et tabac	201,15	3,99	1,98
Habillement et chaussures	85,80	2,97	3,81
Loyer et charges supplémentaires, chauffage et éclairage	194,00	3,84	3,17
Meubles, appareils ménagers, outils, entretien quotidien	78,50	1,93	2,71
Soins corporels et dépenses sanitaires	49,00	3,80	5,51
Transports et communications	164,95	4,25	2,47
Culture et loisirs	83,55	2,27	2,53
Autres biens et services	143,05	3,11	5,10

(a) Coefficient de pondération en pour mille à partir de janvier 1991.

SOURCE : MAE, Administration du Commerce.







## NOTES

### Notes au chapitre 2.1.

- (1) MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES, DGED (1990), *Un mécanisme: l'accélérateur, Aperçu économique trimestriel*, année 7, no. 2, juin, pp. 25-33.

### Notes au chapitre 2.2.

- (2) DGED (1992), *Budget Economique 1992-1993*, mai.  
(3) FEDIS (1992), *Rapport annuel 1991*.  
(4) RENAUD, Jean-Jacques (1992), *Le marché belge est truqué, L'Echo de la Bourse*, 17 janvier.  
(5) COMMISSION DE LA CEE (1992), *Economie Européenne, Supplément B*, février.  
(6) B.N.B. (1991), *Bulletin mensuel*, mars.

### Notes au chapitre 2.3.

- (7) GATT (1992), *Rapport Annuel*, mars.  
(8) GATT (1992), *Ibid.*  
(9) GATT (1992), *Ibid.*  
(10) GATT (1992), *Ibid.*  
(11) OCDE, *Libéralisation des échanges: quel enjeu?*, Paris, 22 avril.  
(12) FMI (1992), *World Economic Outlook*, mars.  
(13) FMI (1992), *Ibid.*  
(14) FMI (1992), *World Economic Outlook - Statistical Appendix*, mars.  
(15) Les indices de prix et de volume sont ceux établis par la BNB sur base des statistiques douanières.  
(16) Des informations sur les évolutions sectorielles peuvent être trouvées dans les publications des fédérations et de façon synthétique dans :  
FEB, *Note de Conjoncture*, mensuel, et  
CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE, *Notes sur la situation Economique*, mensuel, voir notamment juin et décembre pour l'aperçu sectoriel de la conjoncture belge.  
(17) OCDE (1992), *Perspectives du Marche de l'acier des pays de l'OCDE en 1992*, Paris, février.  
(18) COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES (1991), *Economie Européenne*, n.50, décembre.  
(19) BUNDESBANK (1991), *Monatsberichte*, supplément n. 3.  
(20) OCDE (1991), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n. 50, décembre.  
(21) CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE (1992), *Rapport et avis relatifs à la position compétitive établis en application de la loi du 6 janvier 1989*, Bruxelles, 27 mars.  
(22) CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE (1992), *Ibid.*

### Notes au chapitre 2.4.

- (23) ROSEN, Gerald R. (1992), *World trade volume registers smallest gain since 1983*, says GATT, *IMF-Survey*, 13 avril, p. 113 et 116-117.  
(24) COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES (1991), *Annual Economic Report 1991-92, European Economy*, nr. 50, décembre.

### Notes au chapitre 3.3.

- (25) OCDE (1991), *Perspectives Economiques*, décembre 1991.  
(26) CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE (1992), *Ibid.*  
(27) Les cinq principaux partenaires sont: L'Allemagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni; en ajoutant les Etats-Unis et le Japon, on obtient le groupe des sept principaux pays.



#### Notes au chapitre 4.2.

- (28) L'Arrêté royal est entré en vigueur le 30 juin et a été publié au Moniteur belge du 25 juin 1991.
- (29) Directive 89/229/CEE du 17 avril 1989 et directive 89/647/CEE du 18 décembre 1989.
- (30) Le BEL-20 est constitué de 20 actions belges cotées sur le marché à terme CATS. Le BEL-20 est représentatif du marché des actions belges, en ce qu'il tient compte de la forte concentration des mouvements d'échanges sur un nombre limité des titres et fournit en temps réel une indication de l'orientation du marché (1.1.1991 = 1000).

#### Note au chapitre 4.3.

- (31) Voir *L'Economie belge en 1990*, Nouveau calcul de l'indice des prix à la consommation, p. 124-125.
- DERYNCK, S. (1991), *Le nouvel indice des prix à la consommation*, *Aperçu trimestriel de l'économie*, vol. 8, n. 1, mars, p. 27-35.



ANNEXES  
STATISTIQUES









# 1- REVENU DISPONIBLE DES AGENTS ECONOMIQUES

Description	1985		1990		1991	
	Mrd.BEF	% PNB	Mrd.BEF	% PNB	Mrd.BEF	% PNB
<i>Ménages</i>						
Revenus des ménages	5 123,4	-	6 680,2	-	7 082,7	-
- revenus primaires	4 032,7	84,1	5 329,7	81,7	5 607,9	82,1
- transferts reçus	1 090,7	22,8	1 350,5	20,7	1 474,8	21,6
Transferts versés	1 518,8	31,7	1 922,2	29,5	2 001,7	29,3
Revenu disponible brut	3 604,6	75,2	4 758,0	73,0	5 081,0	74,3
<i>Sociétés</i>						
Revenu	808,5	-	1 294,6	-	1 327,0	-
Transferts versés	214,1	4,5	339,5	5,2	344,7	5,0
Revenu disponible brut	594,4	12,4	955,1	14,6	982,3	14,4
<i>Pouvoirs publics</i>						
Revenu	2 228,1	-	2 855,7	-	2 960,1	-
Revenu de la propriété	36,2	0,8	62,6	1,0	55,0	0,8
Transferts reçus	2 191,9	45,7	2 793,1	42,8	2 905,1	42,5
Transferts versés	1 661,3	34,7	2 106,2	32,3	2 227,5	32,6
Revenu disponible brut	566,8	11,8	749,5	11,5	732,6	10,7
<i>Monde</i>	26,8	0,6	58,0	0,9	38,2	0,6
<i>PNB</i>	4 792,6	100,0	6 520,6	100,0	6 834,1	100,0

SOURCE : MAE (INS et DGED).



## 2- DEMANDEURS D'EMPLOI PAR PROFESSION

Moyenne annuelle, variation en %, t/t-1.

Professions	1989	1990	1991
<b>Ouvriers</b>			
Artistes	1,3	3,9	17,2
Agriculteurs	- 2,3	- 3,5	11,7
Chasseurs, forestiers	- 6,8	- 3,8	6,1
Pêcheurs	- 9,3	- 4,1	- 1,2
Mineurs	- 50,4	- 21,3	- 59,1
Carriers	- 16,9	- 8,6	- 5,3
Travailleurs des transports et communications	- 8,8	- 2,2	10,2
Fileurs, tisseurs, tricoteurs	- 13,3	- 8,0	- 5,0
Tailleurs, coupeurs, fourreurs	- 11,2	- 11,0	- 3,2
Coupeurs cuir, monteurs chaussures,	- 8,8	- 7,9	- 4,5
Conducteurs fours, lamineurs, tréfileurs, mouleurs	- 11,1	- 11,8	- 4,4
Mécaniciens, outilleurs, plombiers, soudeurs	- 12,6	- 6,2	9,3
Electriciens	- 10,9	- 7,7	7,9
Ouvriers du diamant	- 10,9	- 12,3	- 5,5
Charpentiers, menuisiers, ébénistes	- 15,4	- 10,5	6,2
Peintres et colleurs papiers peints	- 7,2	- 2,8	8,0
Maçons, carreleurs, plafonneurs	- 12,0	- 10,3	- 0,4
Compositeurs, typographes	- 5,9	1,6	19,0
Potiers, conducteurs fours, formeurs verre	- 12,1	- 10,0	- 4,2
Meuniers, boulangers, brasseurs	- 10,9	- 7,1	4,4
Travailleurs de la chimie	- 7,0	3,4	4,7
Ouvriers en tabac	- 12,9	- 12,2	- 12,0
Ouvriers à la production non classés ailleurs	- 9,6	- 6,8	- 2,8
Emballleurs et trav. assimilés	- 2,8	1,4	4,6
Conduct. mach. fixes, app. excavat. et levage	- 14,2	- 7,4	3,2
Dockers et manutentionnaires	- 1,6	1,4	10,1
Manoeuvres ordinaires	- 14,1	- 2,4	3,9
Cuisiniers, femmes de chambre, garçons, serveurs	- 3,3	- 3,1	8,5
Autres travail. spécialisés service	- 2,6	1,4	3,6
<b>Employés</b>			
Architectes-géomètres	- 27,9	- 8,5	9,5
Ingénieurs civils	- 10,7	2,3	27,2
Ingénieurs techniciens et industriels	- 4,2	2,4	33,0
Spécialistes sciences physico-chimiques	- 14,8	- 2,9	11,5
Autres spécialistes sciences naturelles	- 2,9	- 6,2	20,3
Personnel soignant	- 17,8	- 12,1	- 1,6
Personnel enseignant	- 15,5	- 18,6	- 3,6
Juristes	6,5	- 5,1	31,2
Dessinateurs et techniciens industriels	- 12,3	- 9,1	18,1
Comptables	1,6	8,4	39,2
Assistants sociaux	- 13,2	- 14,8	4,0
Bibliothécaires et archivistes	10,2	6,1	22,9
Economistes, actuaires, statisticiens	4,1	6,0	44,7
Sociologues, psychologues, traducteurs	- 6,2	- 9,1	14,9
Directeurs et cadres administ. supérieurs	6,1	32,4	20,8
Secrétaires de direction	5,5	2,3	43,1
Employés de bureau	- 7,4	- 3,9	9,1
Vendeurs	- 1,9	0,7	7,7
Educateurs	- 6,0	- 6,2	11,4

SOURCE : ONEm, calculs DGED.



### 3- REGROUPEMENT D'UN CERTAIN NOMBRE DE BUDGETS DEPARTEMENTAUX

Secteur national	Les budgets départementaux
Dette publique	Dette publique
Cellule des départements d'autorité	Dotations Premier ministre Justice Affaires intérieures Affaires étrangères Coopération au développement Défense nationale Gendarmerie Finances
Cellule sociale	Pensions Classes moyennes Emploi et Travail Sécurité sociale Santé publique
Cellule économique	Agriculture Affaires économiques Transports et infrastructure PTT
Divers	Provision interdépartementale



4- ARTICLES DE CONSOMMATION DONT LE PRIX A DIMINUE ENTRE JANVIER 1991 ET JANVIER 1992

Articles	Pondération (a)	1-92/1-91 en %	Articles	Pondération (a)	1-92/1-91 en %
Farine	0,50	- 2,6	Gaz naturel tarif C:		
Spaghetti	0,75	- 1,4	5375 mj/mois	0,85	- 6,7
Spéculoos	1,70	- 0,9	Butane	0,75	- 5,8
Entrecôte	1,45	- 1,5	Propane	0,50	- 9,0
Rosbeef	2,00	- 2,1	Gasol (-1000l)	1,00	- 30,0
Biefsteek	8,20	- 3,3	Gasol (1000-2000l)	5,10	- 32,8
Filet américain	2,10	- 0,1	Gasol (+ 2000l)	4,05	- 33,9
Carbonnade	1,45	- 0,9	Lampe de bureau	1,80	- 0,9
Poulet à rôtir	4,30	- 1,5	Ampoule électrique	1,45	- 0,6
Cabillaud frais	1,90	- 2,0	Nettoie-tout liquide	0,90	- 0,5
Filets de dorade	1,50	- 1,7	Papier de toilette	1,25	- 4,5
Saumon en boîte	1,10	- 12,9	Torchon	1,20	- 0,9
Fish-sticks	1,30	- 6,4	Essence super	20,30	- 2,3
Lait stérilisé			Essence super sans		
(magasin)	2,50	- 3,9	plomb	6,75	- 5,8
Lait demi-écrémé	1,90	- 5,7	Diesel	5,20	- 11,4
Yaourt aux fruits	1,40	- 0,5	L.P.G.	0,35	- 17,4
Beurre de laiterie	3,20	- 0,1	Abonnement urbain		
Huile d'arachide	0,40	- 2,0	mensuel	0,75	- 1,7
Légumes frais	6,95	- 11,7	Télécommunication:		
Tomates pelées	0,75	- 3,1	abonné	14,25	- 0,3
Epinards congelés	0,75	- 2,3	Télécommunication:		
Ananas en boîte	0,55	- 1,3	cabine téléphonique	0,40	- 0,8
Jus de fruits	1,75	- 4,6	Télévision en couleur	2,80	- 0,7
Pommes de terre	1,40	- 6,2	Magnétoscope	1,90	- 3,7
Sucre en morceaux	0,50	- 0,2	Radio-cassette	1,90	- 1,6
Sucre cristallisé	0,75	- 0,5	Rock Hi-Fi	1,95	- 0,8
Café en grains ou			Lecteur de compact-		
moulu	4,85	- 0,6	disques	1,95	- 4,3
Café soluble	0,30	- 2,5	Appareil photogra-		
Chocolait au lait			phique	3,55	- 1,8
(bâton)	1,55	- 0,5	Ballon de Football	1,00	- 2,0
Fantaisie au chocolat	1,15	- 0,8	Disques 45 T	0,95	- 0,5
Mayonnaise	1,05	- 1,8	Cassette chrome	0,95	- 9,6
Tarif de nuit 440			Cassette vidéo vierge	0,95	- 4,0
kwh/mois	4,40	- 0,4	Nourriture pour chats	2,25	- 2,3
Gaz naturel tarif A:			Location cassette vidéo	0,70	- 1,9
2250 mj/mois	0,35	- 1,9	Films couleurs pour		
Gaz naturel tarif B:			appareil photogra.	3,15	- 0,6
3000 mj/mois	2,50	- 2,5	Savon de toilette	1,05	- 3,6
Gaz naturel tarif B:			Alliance en or	2,40	- 3,0
6500 mj/mois	5,00	- 2,9	Montre à quartz	1,05	- 1,4
Gaz naturel tarif B:			Machine à calculer	0,40	- 0,8
13000 mj/mois	4,90	- 3,1	Photocopie	0,80	- 4,9



5- ARTICLES DE CONSOMMATION DONT LE PRIX A HAUSSE DE PLUS DE 5 % ENTRE JANVIER 1991 ET JANVIER 1992

Articles	Pondération (a)	1-92/1-91 en %	Articles	Pondération (a)	1-92/1-91 en %
Sardines en boîte	2,15	8,7	Nettoyage à sec		
Fruits frais	10,00	23,2	imperméable	0,85	5,0
Toffees	2,45	7,8	Nettoyage à sec		
Bière de table	0,45	5,0	costume	0,85	6,3
Bière pils (magasin)	2,75	6,0	Obturation dentaire	3,30	7,7
Bière pils (domicile)	1,35	6,4	Maternité: chambre		
Vin Beaujolais Village	2,20	6,4	individuelle	0,70	12,3
Vin Val de Loire			Maternité: chambre		
(muscadet)	2,20	7,4	commune	0,70	15,0
Whisky	1,25	5,6	Chirurgie: chambre		
Vêtements de dessus			individuelle	1,45	13,4
hommes: blazer	1,25	5,4	Chirurgie: chambre		
Vêtements de dessus			commune	1,45	16,4
hommes: pull-over	3,15	5,5	Contrôle technique	0,55	55,7
Vêtements de dessus			Huile pour moteur	0,55	7,1
hommes: chemise	4,30	5,5	Location garage	1,60	12,2
Sous-vêtements			Taxi	2,65	6,3
dames: slip	0,90	8,3	Match de football	1,90	11,7
Tissus pour robe	1,90	7,8	Piscine	1,85	6,0
Fermeture éclair	1,00	9,0	Cinéma	2,60	5,8
Loyer	71,75	5,5	Quotidiens	4,10	5,8
Tarif horaire élec-			Périodiques	5,00	5,2
tricien	6,00	5,9	Roman	5,05	8,1
Tarif horaire plombier	6,05	6,2	Mise en pli	6,55	5,7
Tarif horaire peintre	6,05	5,6	Permanente	2,20	5,8
Peinture email	3,65	5,0	Eau de Cologne	1,05	13,6
Ciment	3,65	5,6	Crème de beauté	1,05	5,4
Consommation			Laque pour cheveux	1,00	7,5
annuelle d'eau 85m3	4,80	6,7	Vernis à ongles	1,05	14,2
Draps de lit et taies	1,30	7,2	Tampons hygiéniques	1,60	7,4
Essuie-éponge	1,20	5,9	Valise	1,65	5,2
Tissus pour rideaux	0,70	6,1	Steack au poivre	6,55	7,4
Garniture pour salle			Steack frites	6,60	7,0
de bains	0,80	7,3	Sole ou truite		
Convecteur au gaz			meunière	6,55	6,7
naturel	0,50	7,1	Verre de bière	7,55	6,7
Convecteur au mazout	0,70	5,1	Bière spéciale	2,50	6,4
Tarif horaire répara-			Apéritif	2,50	7,5
tion d'installation			Eau minérale	2,50	8,9
de chauffage	3,90	5,6	Limonade au cola	2,55	8,9
Tasse et soucoupe	0,75	5,8	Chambre d'hôtel	2,45	10,2
Marteau	1,40	5,4	Location autocar		
Filtres à café	1,20	7,4	(1 jour)	1,80	9,3
Blanchissage chemise	0,85	8,5	Weekend à la mer	2,05	6,4

(a) Coefficient de pondération en pour mille.